

RUSSIE Dans son adresse annuelle au Parlement dont le texte a été rendu public à l'avance, Boris Eltsine rejette sur l'armée la responsabilité du fiasco de l'opération mili-

taire russe en Tchétchénie. ● L'ARMÉE est accusée de tous les échecs, mauvais calculs et erreurs, ayant montré « qu'elle n'était pas assez bien préparée pour

intervenir dans des conflits locaux ». ● WILLY CLAES, secrétaire général de l'OTAN, estime, dans un entretien accordé au Monde, qu'il convient malgré tout de poursuivre les pour-

parlers avec Moscou sur un accord de partenariat militaire, car pour « développer une nouvelle architecture de la sécurité en Europe, il faut y intégrer d'une façon ou d'une

autre la Russie ». ● LES INVESTISSEURS étrangers restent méfiants envers la Russie, redoutant l'instabilité politique et le flou de la législation.

Boris Eltsine s'explique au Parlement sur la guerre en Tchétchénie

Rejetant la responsabilité des « échecs, mauvais calculs et erreurs » sur les militaires, le président russe appelle à la réforme de l'armée

MOSCOU

de notre correspondant
Le monde entier est appelé à se sentir rassuré : ce qui s'est passé en Tchétchénie est une « anomalie », devait déclarer Boris Eltsine, jeudi 16 février, dans son adresse annuelle devant le Parlement. Plus encore : cette anomalie sera « analysée plus sérieusement dans tous ses aspects » à l'avenir, et des « décisions appropriées seront prises ». Ces phrases, apparemment considérées comme significatives par l'entourage présidentiel qui les a choisies pour diffusion, mercredi, traduisaient donc l'essentiel du message du Kremlin après neuf semaines d'une guerre qui se poursuit d'ailleurs malgré une trêve déclarée. On peut y voir l'assurance que le président n'a pas l'intention de réduire en cendres d'autres villes russes et qu'il ne faut pas l'assimiler, malgré les apparences de ces derniers mois, à Vladimir Jirnovski. Ce dernier a applaudi des deux mains l'opération en Tchétchénie, mais voudrait, lui, qu'elle soit poursuivie contre tous les ennemis de la « grande Russie ».

Sans cette précision sur « l'anomalie tchétchénienne », on pourrait en effet réellement s'y tromper : comme prévu, Boris Eltsine ne met pas une seconde en doute le bien-fondé de son opération, lancée contre « un régime dictatorial qui a formé des unités armées illégales, bien entraînées, armées et organisées », précise le message – dont le texte complet, de 110 pages, devait être publié samedi. Un État peut user de la force pour préserver sa souveraineté, affirme toujours le président, sachant que rien ne saurait lui lier les mains. N'avait-il pas signé, le 6 décembre 1994, la « charte de bonne conduite » de l'OSCE excluant tout recours à la force contre ses minorités nationales au moment même où il avait déjà décidé de le faire ? Ses partenaires étrangers, non seulement ne pouvaient l'ignorer, mais l'avaient alors implicitement encouragé.

Certes, l'opération a fait couler

plus que « le minimum de sang », demandé alors par Bill Clinton et ses homologues. Mais s'il y a eu, en effet, admet Boris Eltsine, de « lourdes pertes et des violations des droits de l'homme » au cours des opérations militaires, ce n'est pas par mépris de la volonté d'indépendance d'un peuple qui l'avait pourtant prouvée depuis deux cents ans. C'est tout simplement, selon le maître du Kremlin, parce que l'armée russe n'est « pas assez bien préparée pour intervenir dans des conflits locaux ». A l'avenir, elle le sera mieux. Car le « mérite » de la crise tchétchénienne est d'avoir montré l'urgence d'une réforme de l'armée et du système de gouvernement, qui doit être rendu « plus efficace » – comme le souligne le titre du message présidentiel.

Dix ans de guerre d'Afghanistan, les conflits d'Abkhazie ou du

Tadjikistan d'ont, semble-t-il, servi à rien : l'armée a appliqué « un système stéréotypé de planification de ce type d'opérations », affirme Boris Eltsine. Mais seulement dans sa « phase initiale » : apparemment, le président estime que les forces armées russes ont déjà commencé à se réformer sur le terrain. Elles ont aussi souffert d'un « manque de coordination entre militaires, forces de l'interieur, gardes-frontières, espions et autres structures de force » – une tâche qu'Alexandre Korjakov, chef de la sécurité présidentielle, se propose déjà d'assumer, au grand émoi des militaires.

CRIME SUPRÊME
Les « politiques », président en tête, semblent, eux, lavés de tout soupçon. Les « échecs, mauvais calculs et erreurs » sont le fait des « commandants », selon Boris Eltsine.

Le plus grave n'est pas tant les quelque 20 000 morts que le conflit aurait déjà provoqués mais le fait que « les sentiments patriotiques et civiques des citoyens russes ont été affectés », crime suprême par les temps qui courent en Russie.

Le ministre de la défense, Pavel Gratchev, avait dit presque la même chose, lorsqu'il l'accompagna, la semaine dernière, le président au cours de son voyage à Alma-Ata. Le ministre avait alors affirmé que les « erreurs » étaient le fait d'« officiers subalternes » qui se seraient affaiblis en « croyant à une victoire facile ». Ce qui revenait à accuser les exécutants d'avoir cru exactement ce que le ministre de la défense avait lui-même publiquement promis. Le général le plus fidèle du président, coutumier de paroles dont il ne semble pas saisir lui-même la por-

tée, était toujours donné, jeudi par les Izvestia, comme devant être bientôt sacrifié dans le cadre d'un remaniement au sommet de l'Etat. Mais Iouri Batourine, assistant du président pour les affaires de sécurité, a souligné, selon le quotidien Segodnia, que le message excluait « toute attaque personnelle », ce qui rend un tel remaniement pour le moins prématuré. Pavel Gratchev était, pour sa part, toujours à l'honneur, mercredi à Moscou, lors d'une cérémonie officielle, affirmant que l'armée a « accompli entièrement la tâche qui lui a été assignée en Tchétchénie ».

Le président, lui, promet qu'il va s'atteler, en 1995, à une réforme de l'armée, sans pour autant préciser laquelle. Il va aussi rendre « effectif » le système de gouvernement, « restaurer la paix et le calme » en Tchétchénie, poursuivre les réformes économiques et celles du

« système légal ». Tout ce « don-nant beaucoup d'attention » à la tenue des élections législatives qui se tiendront à la fin de l'année, de même qu'à l'élection présidentielle prévue pour 1996. Le déroulement de ces élections tout comme le maintien de la liberté de la presse sont considérés comme les critères d'un maintien de la démocratie en Russie.

DANGER « FASCISTE »

Boris Eltsine « qui reste le garant et le moteur des réformes », comme l'a réaffirmé, mercredi, le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, devait donc rassurer sur ce point. Mais le président évoque aussi le danger « fasciste ». « L'immunité à son égard a failli récemment en Russie », affirme-t-il. Sa réponse ne sera bien sûr pas de désavouer la propagande de son propre pouvoir, dont le caractère fascisant s'est fortement accentué avec le début de la guerre en Tchétchénie. Elle sera, comme prévu par Sergueï Kovalov, son malheureux chargé des droits de l'homme, de « renforcer le fonctionnement des organes du maintien de l'ordre, qui doivent protéger le peuple contre cette soif », comme le dit le président.

Il n'en faudra pas plus pour relancer les rumeurs de « provocations » en préparation afin de justifier le déploiement de telles forces et, au besoin, l'instauration, ça et là, de l'état d'urgence. C'est d'ailleurs ce qu'a demandé, mercredi, à Boris Eltsine le très autoritaire gouverneur d'Ekaterinbourg, M. Nadzaratnikov, « afin d'éviter des graves de ses mineurs ».

Et à Moscou, on commence déjà à parler du 23 février, date à laquelle les « bruns » (les nationalistes) ont prévu de manifester et riposter à une semaine d'action des adversaires de la guerre en Tchétchénie. Alors que ni les uns, ni les autres, n'ont guère réussi, jusqu'à présent, à « soulever les masses ».

F. L.

Sophie Shihab

Des investisseurs étrangers toujours réticents

DIRE que les investisseurs étrangers ont soudain tourné le dos à la Russie – effrayés par la crise du rouble, puis par le conflit en Tchétchénie – serait exagéré. En dépit de grandes déclarations d'intentions, leur présence en Russie était de toute façon limitée depuis l'établissement de l'URSS en 1991. Ils ont apporté à peine 1 milliard de dollars en 1994 sous forme d'investissements directs, principalement dans le secteur pétrolier, et 2 à 3 milliards de dollars sous forme d'investissements de portefeuille (achats de titres d'Etat ou d'actions d'entreprises privées). On peut seulement affirmer que les difficultés récentes de Moscou, qu'elles soient financières, économiques ou militaires, ont interrompu le timide décollage enregistré à la fin de 1994. Sans même parler du conflit tchétchénien, de nombreux éléments ont récemment jeté un froid, parmi lesquels on retrouve les déclarations maladroites du responsable des privatisations, Vladimir Pevlevanov – des-

titué depuis –, les difficultés de l'adoption du budget pour 1995, la lenteur des négociations avec le FMI, ou l'accélération de l'inflation, qui a atteint un taux de 17,8 % en janvier, contre moins de 5 % par mois à l'été 1994.

Résultat, les apports de capitaux étrangers se sont nettement ralentis ces derniers mois. De 250 millions de dollars en septembre 1994, le volume des investissements de portefeuille sur le marché russe s'est effondré à 20 millions au mois de janvier. « Quel qu'il en soit, il s'agit d'un montant très faible, et composé en partie de capitaux russes jusque là investis à l'étranger », souligne un spécialiste, qui ajoute que d'importantes prises de bénéfices ont été effectuées récemment.

Plusieurs observateurs du marché russe estiment que la période de fort pessimisme est peut-être déjà terminée, et s'ils disent vrai, le discours de M. Eltsine du 16 février tombe à point nommé. « Cependant, ceux qui attendent la détermination d'une politique économique

Les investissements de portefeuille

en millions de dollars



Source : autorités russes

Les investissements de portefeuille ont chuté de plus de 90% depuis septembre 1994.

mie] est révolue », remarque un économiste étranger. La législation sur le marché du pétrole, qui a certes aboli les quotas pétroliers mais en laissant beaucoup de latitude aux administrations locales pour appliquer les tests, donne à penser que la marge de manœuvre entre libéralisme et conservatisme est grande. Et il n'est pas surprenant que les compagnies pétrolières occidentales, naguère très enthousiastes, soient aujourd'hui beaucoup « plus prudentes ». Toutes espèrent au moins une clarification des textes.

« Les services commerciaux de l'ambassade de France notent, dans une étude, que « la rareté du capital privé et le taux élevé de sa rémunération peuvent justifier des placements en Russie », mais que, « dans tous les cas de figure, l'investissement doit être réduit au strict nécessaire, le partenaire éventuel soigneusement choisi, et le montage juridique soigneusement étudié ».

F. L.

Sophie Shihab

Willy Claes, secrétaire général de l'OTAN

« Que gagnerait-on à isoler Moscou ? »

« Malgré la guerre en Tchétchénie, l'Alliance atlantique est toujours désireuse de conclure avec la Russie un accord de « partenariat » dont l'un des objectifs était à l'origine d'encaisser le processus de démocratisation. On s'explique mal cette apparente contradiction.

Je ne crois pas qu'il y ait une contradiction fondamentale. Il y a, à propos de la Tchétchénie, une certaine position en Europe occidentale et de l'autre côté de l'Atlantique : tout en reconnaissant l'intégrité du territoire russe, nous estimons qu'il est trop facile de vouloir présenter cette tragédie comme une question interne.

C'est pourtant comme cela qu'elle est présentée dans les capitales occidentales.

Oui, mais nous avons dit aussi que les questions des droits de l'homme, des droits des minorités, dépassent les frontières, que les conventions internationales, comme les conventions de Genève et comme l'accord intervenu lors du sommet de l'OSCE à Budapest, sont là pour être respectées. Nous continuons à insister là-dessus. Cela étant dit, je ne crois pas qu'il y ait une contradiction, mais la conscience profonde que si l'on veut éviter d'ériger de nouvelles frontières, si l'on veut profiter de la situation qui existe depuis la fin de la guerre froide pour développer une nouvelle architecture de la sécurité en Europe, il faut y intégrer d'une façon ou d'une autre la Russie. Elle reste la puissance militaire numéro un en Europe, dotée

d'un potentiel nucléaire impressionnant.

Avant que ne survienne le drame de Tchétchénie, on était prêt de conclure avec Moscou la deuxième phase du partenariat, c'est-à-dire d'approuver le document dans lequel le partenaire, en l'occurrence la Russie, propose des domaines de coopération militaire avec l'OTAN. Il ne manquait que l'approbation officielle. Mais en dernière minute, à notre grande surprise, Andreï Kozyrev a dit : je ne peux pas conclure, parce que nous ne comprenons pas, à Moscou, la politique d'élargissement de l'OTAN. Si on veut éviter d'isoler la Russie et jeter la base d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe, je crois qu'il faut continuer à rechercher le dialogue et la coopération, pour autant, naturellement, que nous disposions de suffisamment d'indications et même de garanties que le processus de réformes et de démocratisation continue. J'admets que la Tchétchénie a suscité quelques nouvelles questions. Mais nous sommes tous arrivés à la même conclusion : ce n'est qu'en renforçant le dialogue et en manifestant la volonté de coopération qu'on a une chance de consolider le processus qui a démarré il y a à peine quatre ou cinq ans.

Mais, précisément, ce processus que vous voulez consolider, est mis à mal par la guerre en Tchétchénie, qui a des conséquences sur tous les aspects des réformes. Que gagne-t-on à être si conciliant avec Moscou ?

Que gagnerait-on à isoler Moscou ? On donnerait des cartes à ceux qui jusqu'à présent, en Russie, n'ont pas montré beaucoup de sympathie pour la démocratisation.

Il faut continuer à rechercher le dialogue et la coopération avec la Russie

Les accords de partenariat ne prévoient-ils pas un engagement de principe du « partenaire » de se concerter avec l'OTAN sur les questions de sécurité, une référence à la démocratie, etc. ?

Si. Quand Andreï Kozyrev est venu en décembre, il avait préparé, outre le document sur le partenariat qui porte sur une coopération surtout militaire, un deuxième projet d'accord sur l'organisation d'un dialogue très large. Ni l'un ni l'autre de ces documents n'ont été approuvés, donc, pour le moment, l'OTAN ne peut pas critiquer Moscou pour leur non-application. Lors de la réunion que nous avons tout de même tenue entre les seize ministres de l'Alliance et M. Kozyrev, ce dernier a précisé que son pays ne remettait pas en cause ces deux documents mais cherchait, avant de les entériner, à s'infor-

mer mieux sur les intentions de l'OTAN à propos de l'élargissement. Et apparemment le processus d'information n'est pas terminé.

Vous voulez dire que les choses n'avancent pas ?

Pas tout à fait. Il y a eu des contacts bilatéraux entre les alliés et Moscou. Nous avons reçu ici des représentants du ministère russe des affaires étrangères avec lequel a été entamé un dialogue qui donne des espoirs pour ce qui concerne la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. On ne peut pas dire qu'il n'y ait pas du tout de contact. Mais si vous me demandez si un signal précis a été donné sur les intentions et sur le moment éventuel auquel les Russes adhéreront à ces deux documents, je dois répondre par la négative.

Que signifierait concrètement la garantie de sécurité qui serait accordée aux nouveaux membres de l'OTAN ? Est-ce qu'on envisage d'ouvrir des bases de l'OTAN en Pologne, en Hongrie ?

Le débat sur l'élargissement n'a commencé qu'il y a cinq ou six semaines. Il se finit d'ailleurs à la question : comment ? Comment élargir sans provoquer de nouvelles scissions sur le continent, sans donner l'impression qu'on est en train de rétablir des zones d'influence, sans non plus diluer l'Alliance. En parlant de dilution, je fais allusion à l'article 5 du traité de Washington, qui stipule que si un pays membre est attaqué, tous

les autres s'estiment automatiquement attaqués. Je ne peux pas imaginer que ceux qui sont candidats à l'OTAN acceptent des assurances moindres. Mais tout cela pose pas mal de problèmes, politiques, militaires, institutionnels, budgétaires. Il était donc tout à fait logique de se demander d'abord comment on peut faire, avant de se demander avec qui et quand. La question de l'établissement éventuel de bases dans certains pays d'Europe centrale candidats n'a pas encore été discutée.

Mais est-il possible de garantir un même statut de sécurité à de nouveaux membres sans l'installation d'infrastructures alliées dans ces pays ?

Il faut commencer par rappeler que, si l'on admet la notion d'élargissement, on exclut l'adhésion de ce que j'appellerai des consommateurs de sécurité. Si un pays ne peut pas présenter suffisamment de garanties du point de vue de la démocratie, des droits de l'homme, mais aussi de l'interopérabilité des armes et aussi des garanties qu'il n'importera pas des crises régionales dans l'Alliance, je ne vois pas les alliés approuver son adhésion. Cela étant dit, il ne faut pas oublier que l'OTAN, depuis la fin de la guerre froide, a revu sa stratégie et que cette dernière est basée maintenant surtout sur des unités beaucoup plus petites mais qui sont très mobiles, tout en maintenant une haute qualité technologique. Donc il ne devrait pas être exclu d'élargir sans pour cela recommencer comme au

temps de la guerre froide à investir des milliards de dollars dans des infrastructures.

Cette discussion se conclut-elle par un sommet de l'OTAN ?

Non. Normalement on devrait pouvoir présenter les résultats de ce premier débat interne sur le comment de l'élargissement lors du conseil ministériel fin novembre ou début décembre, après avoir informé les partenaires qui demandent à l'être. La Russie sera informée le moment venu. Ne me demandez pas si immédiatement après ce conseil ou lors de ce conseil les seize pays membres seront prêts ou non à aborder la deuxième étape de la discussion (qui et quand ?) ; ce n'est pas clair du tout pour le moment.

D'après vous, les Russes peuvent-ils adhérer à un programme de partenariat sans attendre que l'OTAN ait répondu à ces questions sur son élargissement ?

Comme je vous l'ai dit, je n'ai pas de signal précis. Mais on ne peut pas dire que, depuis le discours très fort prononcé par le président Eltsine à Budapest (NDLR : M. Eltsine s'est fermement élevé contre le projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Europe de l'Est), la Russie prenne ses distances. J'ai plutôt le sentiment que le contraire est en train de se passer.

Propos recueillis par Jean de La Guévière et Claire Tréan

Les Etats de l'Union
l'aide aux pays d'

Les métallurgistes

Les Etats de l'Union européenne n'ont pu s'accorder sur l'aide aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

L'opposition de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne a bloqué la discussion

Une réunion entre l'Union européenne et les ministres des affaires étrangères des soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) doit

s'achever vendredi 17 février. L'Union européenne devait proposer un montant d'aide pour le huitième

la période 1995-2000. Les ministres des affaires étrangères des Quinze, réunis à Bruxelles le mercredi 15 février, n'ont pu parvenir à un accord. L'Allemagne

comme les Pays-Bas et l'Italie voulaient maintenir leur contribution au niveau ancien, et la Grande-Bretagne exigeait une réduction de la somme.

La nouvelle Commission européenne veut une « Union forte et solidaire »

ENTRÉ en fonction en janvier, le nouveau président de la Commission de Bruxelles, Jacques Santer, présentait mercredi 15 février, devant le Parlement européen à Strasbourg, son programme de travail pour 1995. Ce plan d'action, qui fera l'objet d'un vote lors de la session de mars, a été accueilli plutôt favorablement par l'Assemblée. Parmi les priorités de l'exécutif communautaire figure la préparation de l'Union économique et monétaire (UEM). « Il ne faut pas rater le coche à cause d'un manque de préparation technique », c'est pour quoi la Commission élaborera un Livre vert sur les conditions de passage à la monnaie unique, a déclaré le président. Soulignant que la réalisation de l'Union dans les « délais impartis » est « le plus important des travaux en cours », le président de la Commission s'est toutefois gardé d'entrer dans le jeu des pronostics sur le calendrier, sachant qu'il était attendu au tournant sur ce sujet par les Britanniques. « J'insiste sur l'application stricte de ce que dit le traité de Maastricht, ni plus, ni moins », a-t-il dit, sans évoquer les deux rendez-vous de 1997 et 1999.

A propos du projet prêt à la Commission de vouloir contraindre le Royaume-Uni à abolir les contrôles d'identité à ses frontières, à l'instar de ce que prévoient les accords de Schengen, M. Santer s'est limité à déclarer : « Les citoyens ne comprendront les avantages d'une zone sans frontière que si l'Union parvient à leur démontrer sa capacité d'assurer leur sécurité et de lutter contre les trafics de drogue et le crime organisé. » Dans ce sens, a-t-il expliqué, la Commission fera usage de son « droit d'initiative », mais « là où le traité le lui reconnaît ». Depuis le début de la semaine, la perspective de se voir obligée de renoncer à contrôler l'entrée de son territoire aux personnes venant d'autres pays de l'Union met en ébullition la Grande-Bretagne. Le porte-parole de M. Santer a minimisé l'affaire en affirmant que cette polémique relevait du « débat politique interne à la Grande-Bretagne ».

« PROGRAMME RÉALISTE »
Souhaitant « utiliser au maximum le potentiel de Maastricht », le président de la Commission s'est déclaré décidé à « préparer avec détermination et imagination la Conférence intergouvernementale de 1996 » sur la réforme des institutions. Persuadé que « le reste du monde veut une Europe forte, solidaire et ouverte », l'ancien premier ministre luxembourgeois a notamment défendu devant les parlementaires l'idée que l'Union doit impérativement se doter d'une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) « qui fonctionne et qui en mérite le nom ». S'agissant de la future adhésion des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), il a promis pour les prochains mois deux livres blancs sur le rapprochement des législations et sur l'examen de la politique agricole commune. Le président Santer n'a pas oublié non plus de mentionner, parmi les priorités de son action, la poursuite des efforts pour améliorer la compétitivité industrielle de l'Europe, pour doter l'Union d'une économie forte « capable de créer des emplois ».

Au cours du débat, M. Santer, qui a qualifié ce programme de « réaliste », a répondu à de nombreuses questions des parlementaires. Bien que son premier plan d'action ait été jugé trop timide, ici et là, les principales formations de l'hémicycle européen – socialistes, démocrates-chrétiens, libéraux – n'ont pas sérieusement critiqué la politique envisagée par la Commission pour cette année. Seuls les groupes qui se sont opposés à son investiture, comme les Verts ou les radicaux, se sont montrés virulents. Catherine Lalumière (France), présidente de l'Alliance radicale européenne (ARE), a déploré le manque de « vision politique » et d'« ambition » de cette nouvelle Commission.

Lucas Delattre

Marcel Scott

terre en Tchétchénie
les militaires,

LE DÉSACCORD sur le budget du Fonds européen de développement (FED) entre la France, d'un côté, et l'Allemagne et la Grande-Bretagne, de l'autre, n'a rien d'exceptionnel. Il y a quelques jours, l'OCDE, le club des pays riches – a publié son rapport annuel sur l'aide, octroyée par ses membres aux pays en développement. Cette fois-ci, les donateurs ont comptabilisé plus ou moins les dons, la contribution aux institutions multilatérales, les réductions de dettes, l'aide militaire et celle versée aux réfugiés, les crédits à l'exportation... L'aide publique au développement (APD) a baissé en 1993 de 8 % en dollars courants. D'une année sur l'autre, elle est revenue de 61 milliards de dollars à 56 milliards (1 dollar = 5,25 francs). Sur les vingt et un pays riches membres du Comité d'aide au développement (CAD), dix-sept – dont la France – ont réduit leur effort. Les rares à ne pas l'avoir fait sont l'Irlande, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Encore s'agit-il dans ce dernier cas d'une augmentation artificielle, liée aux fluctuations monétaires : exprimée en yens, l'aide japonaise a reculé de plus de 10 %.

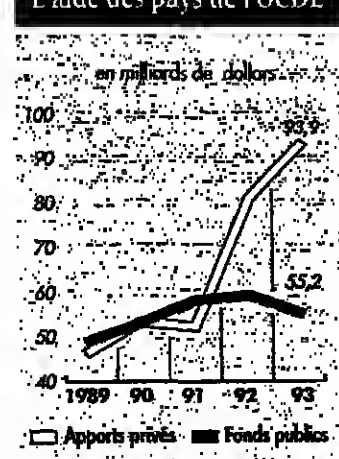
Les difficultés budgétaires des Occidentaux, aux prises avec la crise économique, ne sont pas étrangères à cette chute. Celle-ci surprend néanmoins par son ampleur. Les pays riches avaient consacré 0,33 % de leur PNB à l'aide publique en 1992. Un an plus tard, le ratio est revenu à 0,30 %. C'est le plus médiocre enregistrement depuis une vingtaine d'années. Les Nations unies avaient fixé un objectif pour l'APD : que les pays développés lui consacrent 0,7 % de leur produit national brut. On est loin. Quatre pays seulement ont rempli leurs engagements en 1993, et au-delà : le Danemark, la

LE DÉSACCORD sur le budget du Fonds européen de développement (FED) entre la France, d'un côté, et l'Allemagne et la Grande-Bretagne, de l'autre, n'a rien d'exceptionnel. Il y a quelques jours, l'OCDE, le club des pays riches – a publié son rapport annuel sur l'aide, octroyée par ses membres aux pays en développement. Cette fois-ci, les donateurs ont comptabilisé plus ou moins les dons, la contribution aux institutions multilatérales, les réductions de dettes, l'aide militaire et celle versée aux réfugiés, les crédits à l'exportation... L'aide publique au développement (APD) a baissé en 1993 de 8 % en dollars courants. D'une année sur l'autre, elle est revenue de 61 milliards de dollars à 56 milliards (1 dollar = 5,25 francs). Sur les vingt et un pays riches membres du Comité d'aide au développement (CAD), dix-sept – dont la France – ont réduit leur effort. Les rares à ne pas l'avoir fait sont l'Irlande, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Encore s'agit-il dans ce dernier cas d'une augmentation artificielle, liée aux fluctuations monétaires : exprimée en yens, l'aide japonaise a reculé de plus de 10 %.

Les difficultés budgétaires des Occidentaux, aux prises avec la crise économique, ne sont pas étrangères à cette chute. Celle-ci surprend néanmoins par son ampleur. Les pays riches avaient consacré 0,33 % de leur PNB à l'aide publique en 1992. Un an plus tard, le ratio est revenu à 0,30 %. C'est le plus médiocre enregistrement depuis une vingtaine d'années. Les Nations unies avaient fixé un objectif pour l'APD : que les pays développés lui consacrent 0,7 % de leur produit national brut. On est loin. Quatre pays seulement ont rempli leurs engagements en 1993, et au-delà : le Danemark, la

consacré 0,33 % de leur PNB à l'aide publique en 1992. Un an plus tard, le ratio est revenu à 0,30 %. C'est le plus médiocre enregistrement depuis une vingtaine d'années. Les Nations unies avaient fixé un objectif pour l'APD : que les pays développés lui consacrent 0,7 % de leur produit national brut. On est loin. Quatre pays seulement ont rempli leurs engagements en 1993, et au-delà : le Danemark, la

L'aide des pays de l'OCDE



L'aide publique stagne, les apports privés s'envolent mais profitent principalement à l'Asie.

Norvège, la Suède et les Pays-Bas. La France arrive en cinquième position et les Etats-Unis... en dernier.

En réalité, depuis le début des années 90 le privé a pris le relais. Entre 1989 et 1993, les apports privés dans les pays en développement ont été multipliés par deux. Ils dépassent désormais largement les budgets de l'aide publique. Parmi les multiples canaux empruntés par les apports privés, l'un d'eux est particulièrement recherché par les pays en développement : celui des investissements directs. Leur principal atout est de ne pas avoir la volatilité des prêts bancaires. De là la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation des échanges et des investissements et la renaissance des bourses étrangères, toutes opérations faites pour séduire et attirer les capitaux étrangers. Résultat : en 1993, les investissements directs des pays de l'OCDE dans les pays en développement ont totalisé 35 milliards de dollars ; il y a dix ans, ils dépassaient à peine 10 milliards.

Mais la mame est inégalement répartie. Si l'Amérique latine a su tirer son épingle du jeu en 1993 (les lendemains s'annoncent moins roses), l'Asie s'est taillée la part du lion. Du moins certains pays : ceux dont le développement est déjà bien avancé et les « poids lourds » du continent comme l'Inde, la Chine ou l'Indonésie.

Entre 1992 et 1993, près du tiers des nouveaux investissements directs effectués par les pays de l'OCDE dans les pays en développement sont allés à la Chine.

En comparaison, l'Afrique subsaharienne n'a eu droit qu'à des miettes. « L'écroulement de l'in-

téressé. Une partie de cette aide est en effet liée à la passation de marchés dans le pays donneur. Le tiers environ de l'aide des pays du CAD – et davantage pour certains Etats – est une aide liée. Ainsi, les Etats-Unis l'ont plus de la moitié de leur aide bilatérale. La propor-

l'Amérique latine a tiré son épingle du jeu, et l'Asie s'est taillée la part du lion. En comparaison, l'Afrique subsaharienne n'a eu droit qu'à des miettes

vestissement direct étranger n'a pas suffi à compenser la diminution de l'APD », note sobrement le rapport de l'OCDE. Il est peu probable que les investisseurs privés changent leur fusil d'épaule. Selon les résultats d'un sondage mené auprès d'un échantillon de multinationales pour le consultant américain Ernst and Young, l'Afrique australe est le dernier des marchés auquel songent les investisseurs. Quant à l'Afrique subsaharienne, les enquêteurs n'ont pas retenu parmi les zones dignes d'intérêt.

Les dirigeants des pays riches ont beau jeu de souligner leur générosité à l'égard du tiers-monde. Mais – ils ne s'en vantent guère – cette générosité n'a rien de désin-

tion atteint 64 % pour l'Italie. Et 86 % pour l'Espagne... L'aide liée n'a pas bonne presse dans la mesure où elle fausse la concurrence. Les pays en développement ont en partie les mains liées par elle. Selon certaines estimations, pour eux, le surcoût est de l'ordre de 15 %. « Si le public en général, ou même seulement les gouvernements, en venaient à penser que les fonds alloués à l'aide doivent pour l'essentiel être dépensés dans le pays donneur [...], cela constituerait un détournement fondamental du débat actuel sur le développement. » Année après année, l'OCDE renouvelle la même mise en garde. Jusqu'ici sans guère de succès.

Jean-Pierre Tuquoy

Les métallurgistes allemands se préparent à la grève

BONN

de notre correspondant

Le ton monte entre syndicat et patronat de la métallurgie allemande. Après six semaines de grèves d'avertissement dans ce secteur (qui emploie 3,5 millions de personnes), le conflit salarial est en train d'entrer dans sa phase « chaude », selon un rituel bien établi. Les dirigeants du syndicat IG Metall devaient désigner, jeudi 16 février, une ou deux régions susceptibles d'entrer en grève complète à partir de la fin du mois de février. Les adhérents de ces régions devront au préalable s'exprimer par un vote à la base, en début de semaine prochaine. Un minimum de 75 % de bulletins favorables est nécessaire pour entériner la grève, celle-ci pouvant tout de même, une fois décidée, être suspendue sur décision des dirigeants du syndicat.

« Nous devons donner une leçon au patronat », a dit Klaus Zwickel, le président d'IG Metall, lors d'une manifestation au centre de Francfort, mercredi 15 février. Le syndicat réclame 6 % d'augmentation des sa-

laire cette année (calcul fondé sur une progression de la productivité de 3,5 % et une hausse des prix de 2,5 %), tandis que les employeurs n'ont toujours pas avancé de proposition chiffrée. Des dizaines de négociations entre les partenaires sociaux du secteur, à l'échelle de chaque zone salariale, ont échoué jusqu'ici. La mobilisation des « multinationales » est exceptionnellement forte cette année, puisque les grèves d'avertissement ont été suivies, mercredi 15 février, par 275 000 personnes dans toute l'Allemagne – un record.

Les salariés de la métallurgie veulent obtenir leur part de la reprise économique. Depuis deux ans, ils ont accepté des hausses très modestes de leurs salaires, qui se sont traduites par une perte réelle de leur pouvoir d'achat. Au moment où les entreprises annoncent le retour des profits, le syndicat entend en faire profiter les fruits de cette année. Du côté patronal, on annonce qu'il est trop tôt pour distribuer quoi que ce soit, et que 40 % des entreprises du secteur sont encore dans le

rouge. Refusant d'exprimer la moindre proposition concrète sur les salaires, la fédération patronale (Gesamtmittel, basée à Cologne) souligne qu'elle veut avant tout parler de réduction des coûts salariaux

et de gains de productivité par la flexibilité du temps de travail.

Depuis le début de l'année, les patrons du secteur défendent leur point de vue à l'aide d'une campagne d'affichage dans toute l'Alle-

La convergence vue de Bonn

Seuls l'Allemagne et le Luxembourg ont rempli en 1994 tous les critères prévus par le traité de Maastricht, selon un rapport (dont la publication interviendra tous les ans) sur la convergence des économies européennes présenté mercredi 15 février à Bonn par le ministre des finances Theo Waigel. D'après ce document la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal ne respectent aucun des critères (stabilité des prix, discipline budgétaire, maîtrise de la dette publique, niveau des taux d'intérêt et stabilité du taux de change). La France respecte quatre critères, mais son déficit budgétaire est trop large (5,6 % du PIB contre 2,9 % pour l'Allemagne).

Theo Waigel s'est dit confiant dans les progrès de la convergence, en soulignant que l'Allemagne avait convaincu ses partenaires de la nécessité d'appliquer les critères avec rigueur. Le rapport constate des progrès dans la lutte contre l'inflation en Europe, avec une moyenne de référence de 3,4 %. La stabilité des taux de change s'est améliorée, la plupart des monnaies du SME s'étant rapprochées des marges étroites existant avant la crise monétaire de l'été 1993 (2,25 %). La réduction des dépenses publiques reste la priorité, conclut le rapport.

magne. Ils n'hésitent pas à se présenter comme les seuls véritables défenseurs des 3,6 millions de chômeurs, qui sont évidemment, cette année encore, les grands absents de cette difficile négociation salariale. L'issue du conflit ne fait donc guère de doute. Même si la grève est décidée, il n'est pas sûr qu'elle ait lieu effectivement, et, si c'est le cas, elle ne sera pas longue.

Bien conscient qu'il ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée, le syndicat IG Metall est lui-même affaibli par la suppression de 800 000 emplois dans le secteur depuis quatre ans. Pour la majorité des observateurs, les hausses de salaires, cette année, ne devraient pas dépasser 3 %, et atteindre ce cela un niveau légèrement supérieur à celui de l'an passé. Selon Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, « la hausse nominale des salaires pourrait se situer un peu au-dessus de la hausse des prix sans mettre en danger la stabilité et la croissance ».

Kim Jong-il assoit son pouvoir en Corée du Nord

Alors que l'anniversaire du fils et successeur désigné de Kim Il-sung est célébré en grande pompe, le régime de Pyongyang menace de mettre en cause l'accord avec les Etats-Unis sur le gel du programme nucléaire

La capitale de la Corée du Nord était pavée de drapeaux rouges, jeudi 16 février, à l'occasion de la célébration du cinquante-troisième anniversaire de Kim Jong-il, fils et successeur désigné de Kim Il-sung. Des

files d'attente se sont formées devant les magasins, inhabituellement approvisionnés en sucre et en viande de porc. Le régime fait rituellement preuve d'une telle générosité à l'occasion de chaque anniver-

saire de son chef suprême. La propagande officielle a une nouvelle fois sacrifié à l'émphase en rapportant qu'un anneau lumineux multicolore était apparu au-dessus du lieu de naissance de Kim Jong-il, « à l'évi-

dence le plus grand parmi les grands hommes », et avait « illuminé l'univers ». Le faste de ces cérémonies indique que Kim Jong-il a conforté son assise personnelle au sein du régime, même si son intronisation

officielle en tant que successeur de Kim Il-sung se fait toujours attendre. Cette émergence de Kim Jong-il coïncide avec une nouvelle phase de tension dans les rapports entre Pyongyang et Washington.

TOKYO
de notre correspondant
Pour la première fois depuis la mort, en juillet, de Kim Il-sung, qui a plongé la Corée du Nord dans une longue période de deuil, le dernier régime stalinien renoue avec les grandes manifestations de liesse collective. Qualifiée de la « Plus Grande Fête de la nation », l'anniversaire de Kim Jong-il, fils et héritier du « Grand Dirigeant » disparu, est célébré le 16 février, en grande pompe dans tout le pays.

Cette célébration, assortie de deux jours de congé, est interprétée par les experts des affaires nord-coréennes à Séoul comme la première indication de l'émergence officielle de Kim Jong-il en tant que dirigeant suprême du pays. « C'est le désir unanime du peuple coréen de célébrer l'anniversaire du camarade Kim Jong-il, le grand dirigeant de notre patrie et de notre peuple, comme le plus grand jour de fête de la nation », dit le communiqué officiel.

Agé de cinquante-trois ans, commandant en chef des forces armées depuis 1991, Kim Jong-il doit encore succéder à son père dans les fonctions de secrétaire gé-

néral du Parti du travail (dont il est membre du présidium) et de chef de l'Etat. Bien qu'il paraisse considéré comme tel (*Le Monde* du 20 décembre), son « intronisation » officielle se fait attendre.

Plusieurs interprétations ont été données du délai dans l'accession formelle au pouvoir de Kim Jong-il alors que la succession, préparée depuis vingt ans, paraissait acquise. Depuis le décès de son père, il n'est pratiquement pas apparu en public, sinon en photographie au Nouvel An, lors de la visite d'une unité militaire, puis, plus récemment, d'une base navale. Il n'a pas fait le discours traditionnel du chef de l'Etat, début janvier.

DÉBUT DE CULTE
Plus qu'à des résistances au sein de l'appareil du pouvoir qui existent sans doute mais semblent plus individuelles qu'organisées, les observateurs estiment que ce délai est dû à la volonté du régime d'orchestrer cette succession de telle manière que Kim Jong-il apparaisse comme l'héritier spirituel de son père. La célébration en grande pompe de son anniversaire pourrait avoir l'effet d'une catharsis collective, dégageant la nation de l'état de prostration dans le deuil qu'elle connaît depuis six mois. Elle pourrait aussi marquer le début d'un culte de la personnalité de Kim Jong-il, déjà en cours du vivant de Kim Il-sung, mais qui, depuis la mort de celui-ci, se renforce progressivement. Jusqu'à maintenant, l'expression la « Plus



Grande Fête de la nation « était réservée à l'anniversaire de Kim Il-sung.

Au cours des derniers mois, l'appareil de propagande a cessé de vanter les mérites de Kim Jong-il dont est souligné l'« esprit investigateur hors du commun ». Une centaine de chansons ont été composées en son honneur, des timbres célébrant son anniversaire ont été émis, une exposition sur ses activités révolutionnaires et une série présentant des fleurs baptisées Kimjongilia « sont chaque jour visitées par des foules immenses ». Pyongyang a en outre importé de

grandes quantités de produits alimentaires de Chine pour fêter son anniversaire, alors que le pays souffre, depuis trois ans, d'une grave pénurie.

Cette émergence de Kim Jong-il coïncide avec une nouvelle phase de tension dans les rapports entre Pyongyang et Washington. Depuis la signature, le 21 octobre, de l'accord entre les deux pays sur la réduction du programme nucléaire nord-coréen vers la filière à eau légère (moins proliférante), assorti de la fourniture de deux nouvelles installations nucléaires d'un coût de 4 milliards de dollars, et

d'énergie de transition, les liens entre la Corée du Nord et les Etats-Unis se sont resserrés. Le 20 janvier, Washington a notamment levé l'embargo en vigueur depuis 1950 sur le commerce avec Pyongyang et une première livraison de pétrole (50 000 tonnes) a été faite.

La semaine dernière, la Corée du Nord s'est à nouveau raidie, rejetant inopinément les termes de la proposition de contrat de fourniture des deux réacteurs, présentée par les Etats-Unis. Pyongyang refuse en effet que ces réacteurs proviennent de la Corée du Sud. Aux termes de l'accord du 21 octobre, l'origine de la fourniture de ces équipements n'a pas été précisée mais, selon les Américains, il était verbalement entendu qu'ils proviendraient de la Corée du Sud qui, au demeurant, assume 60 % du coût financier de l'opération, le reste étant à la charge des Etats-Unis et du Japon.

Plusieurs explications sont avancées à ce raidissement de Pyongyang qui risque de compromettre la signature du contrat de fourniture des centrales, qui doit être signé, le 21 avril, entre Pyongyang et le consortium, chargé de réaliser le projet Korea Energy Development Organisation (KEDO). La première est une question d'orgueil national : les dirigeants de la Corée du Nord ont toujours soutenu que leur pays était plus en avance que son voisin du sud. Il est possible aussi qu'ils ne souhaitent pas accueillir sur leur sol un trop grand nombre de techniciens sud-co-

réens. A moins que, selon d'autres analyses, ils ne veuillent, une fois encore, faire monter les enchères et obtenir une aide économique accrue de Washington. Une demande d'assistance supplémentaire de 1 milliard de dollars a notamment été formulée lors d'une récente rencontre entre Américains et Nord-Coréens, à Berlin.

Pour Pyongyang, le seul interlocuteur est Washington et les Nord-Coréens ont systématiquement essayé d'ignorer Séoul au cours de cette négociation. Tokyo et Washington semblent, pour leur part, fermement attachés à un principe : l'accord nucléaire doit s'inscrire dans le cadre d'un approfondissement du dialogue entre les deux Corées. Washington a négocié seul avec Pyongyang l'accord d'octobre mais a clairement mis au premier rang la Corée du Sud dans l'application de celui-ci.

Les relations entre les deux Corées sont cependant des plus froides : Pyongyang multiplie les diatribes contre Séoul pour ne pas avoir exprimé ses condoléances lors de la mort de Kim Il-sung. On peut se demander si Kim Jong-il jouera cette nouvelle partie de poker aussi habilement que celles qui l'ont précédées et ont permis à Pyongyang d'amener d'abord Washington à la table de discussions puis, en négociant de haute main son joker nucléaire, d'obtenir une aide économique qui sert de viatique au régime.

Philippe Pons

La sacralisation de la dynastie

Dans les faubourgs de Pyongyang s'élève un imposant monument en granit de forme conique auquel on accède par un majestueux escalier. Il est dédié au légendaire roi Tangun, fondateur, il y a cinq mille ans, de la nation coréenne. C'est là que pourrait être placé le corps embaumé de Kim Il-sung. Pour les historiens, Tangun est un roi mythique. Mais, en 1993, les chercheurs de l'Académie des sciences sociales auraient découvert ses restes, et le régime a élevé une tombe pour célébrer sa mémoire.

Selon M. Kim Chang-soon, directeur de l'Institut d'études nord-coréennes de Séoul, la « tangunisation » de Kim Il-sung fait partie d'un processus de succession visant à légitimer la dynastie des Kim. Immortel (« Le Grand Leader sera à jamais avec nous », dit la propagande) et apparemment au fondateur mythique de la nation, Kim Il-sung devient l'objet d'un culte dans lequel l'idéologie se confond avec le nationalisme. Ce n'est qu'une fois que le « mythe » Kim Il-sung aura été jugé établi que son fils et successeur pourra apparaître au premier plan, investi de cet héritage mystico-national.

L'Equateur et le Pérou revendiquent la même victoire militaire

LIMA

de notre envoyé spécial
Dans leur conflit avec l'Equateur, les Péruviens sont soumis au régime de la douche écossaise. Le dimanche 12 février, l'affaire, selon les dirigeants, promettait d'être encore longue. Lundi, coup de théâtre : le président péruvien Alberto Fujimori déclarait un cessez-le-feu unilatéral, annonçant la victoire totale de ses troupes et la prise de la position de Tivwinza, défendue bec et ongles par les Equatoriens. Soulagement et jubilation de l'opinion péruvienne, qui accueillait avec ironie le dément de Quito.

Mardi, douche froide : incrédules, les Péruviens voyaient sur leur écran de télévision le poste de Tivwinza occupé par des soldats équatoriens et visité par un groupe de journalistes étrangers partis de Quito, et qui tous se disaient convaincus que la base, en pleine cordillère du Condor, était bien contrôlée par les Equatoriens. Mercredi matin 15 février, M. Fujimori prenait l'avion. Objectif : Tivwinza. La presse étrangère n'était pas du voyage. Dans la soirée, le président s'adressait par radio à la télévision depuis le poste PV 1 (poste de vigilance numéro 1), distant d'une quinzaine de kilomètres environ de la frontière et de Tivwinza. Mais le chef de l'Etat péruvien devait finalement renoncer à se rendre dans ce poste. « Le secteur n'est pas

encore très sûr », devait-il expliquer penaud. Dans cette bataille de propagande que se livrent les deux pays, M. Fujimori a perdu un nouveau point. D'autant plus que des journalistes péruviens ont été admis, mercredi, par les militaires équatoriens à un deuxième voyage de presse sur le site de Tivwinza : une piste d'hélicoptère, quelques baraquas en bois au toit de chaume, une centaine de soldats. Pas de traces apparentes de combat. « C'est une simple base de patrouille », expliquait un colonel, qui précisait la position par satellite : 3° 27' 50". Il ajoutait : « Les Péruviens sont à quelques kilomètres. »

COUP DE POKER

A Quito, le général Gallardo, ministre de la défense, affirmait : « Il y a de nombreuses armées que nous sommes installés sur le haut Cenepa (affluent du Marañon qui se jette dans l'Amazonie) et ce sont nos détachements qui sont attaqués par les forces péruviennes. » A Lima, le général Mora, porte-parole de l'armée, avait dû affronter, la veille, les questions de journalistes étrangers sceptiques et déconcertés qui souhaitaient des précisions. « Ce que les Equatoriens montrent, dit-il, doit être un faux Tivwinza sur leur territoire. » Il ajoute : « En fait, il n'y a pas de base fixe à Tivwinza. C'est une zone de 30 kilomètres carrés environ, avec des

fortifications qu'ils ont érigées. Nous les avons démantelés et ils sont en pleine retraite. » « Tivwinza, explique un observateur avec humour, ressemble à une charrette de marchand ambulant qu'on balade d'un côté à l'autre. »

M. Fujimori, joueur d'échecs et qui s'en vante, a-t-il voulu sauver la face avant qu'un cessez-le-feu, défavorable à Lima, ne lui soit imposé par les pays garants ? Cette thèse d'un coup de poker du président péruvien est ouvertement envisagée dans les milieux politiques, et aussi dans certains secteurs militaires proches de l'opposition. L'homme de la rue, à Lima, trin à trin, se frotte les yeux. La cote de popularité de Fujimori est remontée en flèche, ces derniers jours : plus de 60 %. A cinquante-deux jours de l'élection présidentielle, ses chances de réélection au premier tour paraissent pour le moment très fortes. Et l'opposition, qui a accepté par patriotisme de ne pas faire campagne pendant le conflit, a été piégée. Javier Perez de Cuellar, principal rival du chef d'Etat à l'élection du 9 avril, a esquissé une contre-attaque, mercredi soir, en demandant à M. Fujimori d'emmener tous les candidats à la présidence à Tivwinza pour y hisser le drapeau national.

Marcel Niedergang

La junte soudanaise est accusée d'enrôler de force de nombreux enfants

GENEVE

de notre correspondant
EN 1994, les autorités soudanaises avaient menacé le rapporteur spécial de l'ONU d'un sort pire que celui réservé à Salman Rushdie (*Le Monde* du 7 juin 1994). Cela n'a pas empêché le Hongrois Gaspar Biro de saisir la Commission des droits de l'homme d'un nouveau rapport non moins sévère que le précédent où il précise qu'au cours de l'année écoulée, la situation s'est encore dégradée au Soudan.

Les témoignages recueillis par le rapporteur spécial signalent des exécutions sommaires, des « disparitions », des arrestations arbitraires, des tortures et des exactions de toutes sortes, tandis que l'esclavage continue de sévir. Conséquence de la guerre qui sévit dans le sud du pays : les bombardements de cibles civiles, notamment de camps de réfugiés, sont fréquents et les mines antipersonnelles font de nombreuses victimes, surtout parmi les enfants.

Nombre d'enfants, s'ils ne sont

pas musulmans, sont, toujours selon le rapport de l'ONU, radés dans les rues de Khartoum. Leurs prénoms chrétiens ou animistes sont remplacés par des prénoms arabes. Ils sont rassemblés dans au moins six camps spéciaux où des instructeurs les préparent à devenir des « martyrs de la nation ». S'ils tentent de s'évader et sont repris, ils sont alors contraints de ramper jusqu'à épuisement, après quoi ils sont condamnés à recevoir 40 à 50 coups de fouet. Ces camps de jeunes captifs sont gardés par des agents armés des « forces populaires de police ».

Les enfants enlevés dans le sud du pays et convertis de force à l'islam n'ont généralement aucune chance de revoir leurs parents. Le rapporteur met en doute les allégations gouvernementales selon lesquelles les vagabonds orphelins sont pris en charge de manière appropriée. Il cite, entre autres, le cas de l'enlèvement, en plein jour, par onze hommes armés venus à dos de chameau, de quatre en-

fants - l'un âgé de neuf ans et les autres de sept ans - à Abri, un village situé dans les montagnes nubiennes.

Quand les petites victimes ne sont pas enrôlées dans les forces armées, elles font l'objet de « ventes » ou de trafics de toutes sortes, comme l'ont déjà confirmé à la Commission diverses organisations humanitaires.

Isabelle Vichniac

LE MONDE
diplomatique

Chaque mois,
un regard différent
sur l'environnement
international.

La visite de José Rossi relance le dialogue avec la Thaïlande

BANGKOK

de notre correspondant
Pour la première fois depuis le séjour à Bangkok, en janvier 1990, de Michel Rocard, alors premier ministre, un membre du gouvernement français, José Rossi, fait une visite officielle en Thaïlande. Arrivé jeudi 16 février, le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur devait assister, le lendemain, à l'inauguration par le roi de la foire du Bureau thaïlandais des investissements.

Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie, s'était rendu, en octobre 1991, à Bangkok, mais c'était à l'occasion de la 46^e conférence de la Banque mondiale et du FMI. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, avait aussi participé, en juillet 1994, dans la capitale thaïlandaise, à la rencontre annuelle entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et ses « partenaires de dialogue », dont l'Union européenne. L'an dernier, onze membres du gouvernement français, qui se rendaient généralement dans les Etats voisins de l'ancienne Indochine, ont transité par Bangkok sans s'y arrêter.

La visite de M. Rossi est donc bien accueillie, d'autant que le contentieux franco-thaïlandais, qui porte sur les relations entre Bangkok et les Khmers rouges, s'est estompé. Les investissements français dans le royaume - directs ou par l'intermédiaire de filiales régionales - sont supérieurs à 1,5 milliard de francs. Trois mille résidents, au lieu de 1 200 en 1989, employés essentiellement par le secteur privé, y forment la deuxième communauté française d'Asie de l'Est, après celle du Japon. Cette forte présence a une explication : depuis la visite de M. Rocard, la croissance du PNB thaïlandais a dépassé 60 %.

J.-C.P.

l'Etudiant

MOUVEMENT DE LA VIE

Ce mois-ci, dans le magazine «l'Etudiant» :

EXCLUSIF

DEVENIR PROF

Les meilleures préparations au CAPES et à l'agrégation

OBJECTIF BAC

Les conseils et la marche à suivre pour réussir l'épreuve de maths

DOSSIER

Grande enquête sur les BTS, avec le palmarès des établissements, 1^{re} partie

En vente chez votre marchand de journaux

الطبعة 17 فبراير 1995

Les Mauritanien réfugiés au Sénégal rêvent d'un retour au pays

Ils sont 70 000 à avoir été déplacés le long de la frontière après les émeutes de Nouakchott

Le Sénégal et la Mauritanie s'efforcent de régler, le plus discrètement possible, le sort des dizaines de milliers de réfugiés négro-africains -

agriculteurs et fonctionnaires - qui ont fui leur pays, en avril 1989, au lendemain de sanglants troubles ethniques. Ils se sont provisoirement

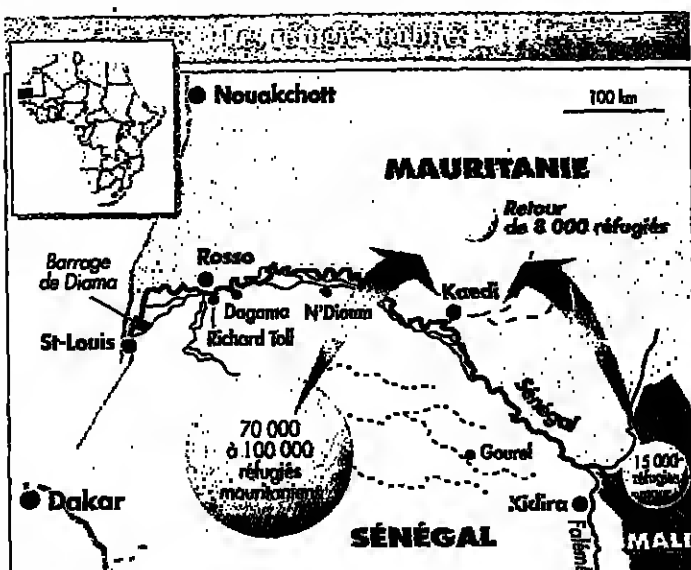
installés sur l'autre rive du fleuve Sénégal en attendant d'être autorisés à rentrer chez eux, et vivent dans des conditions difficiles.

RICHARD TOLL
(frontière mauritanienne)
de notre envoyé spécial

Richard Toll, Dagana, Gourel, N'Dioum... La liste des sites qui accueillent les réfugiés, sur des centaines de kilomètres, le long du fleuve Sénégal, de Rosso à Kidiro, est riche de plus de deux cents noms. Le plus souvent installés à la lisière des villages sénégalais, les « déportés », comme ils se nomment, sont rassemblés en unités de moins de 3 000 âmes. Soukayna, infirmière à l'hôpital de Nouakchott, était de garde à la maternité lorsqu'on est venu la « chercher » au lendemain des troubles dans la capitale mauritanienne. Kahdia, lui, était policier et c'est dans son commissariat qu'il a été arrêté pour être expulsé. « J'avais refusé de tuer », explique-t-il, au moment de la tentative de coup d'État de 1987 et c'est sans doute pour cela qu'ils ne m'ont pas oublié.

Tous deux travaillent au dispensaire de leur village pour un salaire mensuel de 360 francs français. Ils font partie de l'immense minorité de ceux qui ont retrouvé un emploi. Comme certains paysans qui exploitent des lopins de terre en commun avec des Sénégalais. Ainsi Saliif s'est-il installé en face de chez lui, de l'autre côté du fleuve. « Les gens d'ici me connaissent, alors ils m'ont aidé », raconte celui qui était chef de son village natal. Selon Tidiane Kaïta, sénégalais et maître de Kadiro, ville mauritanienne, établie le long de la frontière sénégalaise, ses compatriotes partagent 250 hectares au total avec leurs voisins du sud, ce qui est, à ses yeux, « dérisoire ».

Les villages de réfugiés ne sont pas seulement habités par des gens simples. Hauts fonctionnaires, enseignants, ingénieurs vivent ici depuis près de six ans. Visiblement très organisés et très politisés, ils af-



firmant haut et fort qu'ils sont mauritanien et qu'ils veulent rentrer chez eux pour recouvrer « leurs droits et leur dignité ». Mais pour ne pas connaître le sort de « ceux qui sont rentrés, c'est-à-dire se retrouver sans maison, sans emploi, sans terre », ils demandent que leur retour soit organisé par le Haut Comité pour les réfugiés (HCR) et que le gouvernement leur donne l'assurance que leurs biens leur seront restitués et qu'ils pourront se réinsérer dans la vie active.

ARABISATION

Parfois, les esprits s'échauffent et il est alors question de la politique d'« arabisation à outrance » du régime du président Ould Taya qui consiste « à purger l'administration des Négro-Mauritanien et à prendre les terres de ceux qui en possèdent ». La Mauritanie, explique un ingénieur, ne possède que 1 % de terres arables qui longent le fleuve Sénégal et qui vont prendre de la valeur

grâce à aux constructions des barrages de Diama, à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal, et de Manantali, au Mali. « Ils ont placé à la tête des domaines des administratifs maures qui ne connaissent rien à l'agriculture », précise son voisin.

« Sans compter que Nouakchott pratique un terrorisme d'État dans le sud du pays en quadrillant militairement la région », s'achève-t-il. Le gouvernement sénégalais commence à être accusé d'être trop complaisant avec le régime mauritanien au nom de la raison d'État. Depuis la réconciliation d'avril 1992, Dakar s'efforce de ne pas donner aux réfugiés des raisons de s'enflammer. « Officiellement, les Sénégalais disent que rien ne doit être fait qui puisse compromettre les négociations en cours pour organiser notre retour dans de bonnes conditions », commente un instituteur, leur politique est de masquer le problème. « Même Paris en prend pour son grade. » La France fait cause

commune avec les Blancs contre les Noirs, s'insurge un jeune professeur, alors qu'elle pourrait jouer un rôle positif dans cette affaire.

Le HCR n'est pas épargné non plus par la critique. Il a réduit son aide, cette année, et personne ne sait ce que celle-ci sera en 1996. Pour le moment, compte tenu des conditions de vie « acceptables » des réfugiés, le Haut Comité est attaqué sous l'angle humanitaire. Ibrahim, responsable d'une association de réfugiés, exhibe un document vert qui porte la mention « récipissé de dépôt d'une demande de carte de réfugié », daté du 8 septembre 1989 et valide trois mois. C'est la seule pièce d'identité que possèdent les réfugiés auxquels la carte nationale a été retirée lors de leur expulsion. « C'est logique », assure Ibrahim, puisque les Mauritanien disent que nous ne sommes pas des réfugiés, les Sénégalais ne peuvent pas reconnaître que nous le sommes. Et le HCR ne bronche pas.

Juste à l'heure où les rivalités politiques entre associations rivales étaient à peine perceptibles. Mais à N'Dioum, qui rassemble une communauté de deux mille cinq cents Mauritanien, il y a comme de l'électricité dans l'air. Dans la case d'une vingtaine de mètres carrés, pendant que la maîtresse de maison prépare le dîner de ramadan, les palabres en dialecte haalpulaar (toucouleur) commencent à voix basse sur l'opportunité de se réunir avec les représentants des Forces de libération africaine de Mauritanie (FLAM). Le repas est prêt. Riz, poisson et lait de chèvre caillé avalés, la discussion reprend. L'hôte se lève et se dirige vers la cuisine et de servir une deuxième tournée de thé avant que la décision ne tombe : seul, Ibrahim assistera à la réunion.

La rencontre a lieu sur la place du village, à la lumière d'une lampe de poche. D'entrée de jeu, Ibrahim se fait « chambrer » sur sa naïveté, lui qui a accepté d'aller à Nouakchott, en juin 1994, négocier les conditions de retour des réfugiés et qui, depuis lors, attend des nouvelles. « Mais tu espérais quoi de gens qui t'ont tapé sur la tête ? », interroge le chef du groupe. Il se lance ensuite dans une violente diatribe contre la tyrannie des Arabo-Berberes au pouvoir. Il prend soin de préciser que le FLAM n'est ni extrémiste, parce que « la Mauritanie appartient à la fois aux Négro-Mauritanien et aux Maures beydanes », ni séparatiste parce que l'objectif est de créer « l'unité dans un cadre fédéral ». Mais, pour ne pas que soient oubliés les réfugiés mauritanien, les militants du FLAM se disent prêts à utiliser tous les moyens, y compris « la violence et la lutte armée », pour arriver à leurs fins.

Marcel Scotto

Hébron isolée pour cause d'anniversaire

CISJORDANIE. La région d'Hébron, en Cisjordanie, a été déclarée « zone militaire », interdite d'accès pour vingt-quatre heures, a annoncé, mercredi 15 février, un porte-parole de l'armée israélienne. Cette mesure a pour but d'empêcher l'arrivée de nombreuses personnes qui entendaient participer à une cérémonie prévue jeudi dans l'implantation israélienne de Kiryat Arba, aux portes d'Hébron, où est enterré Barouch Goldstein, ce colon extrémiste auteur du massacre de 29 fidèles palestiniens dans la mosquée du caveau des Patriarches, le 25 février 1994.

La police palestinienne a d'autre part procédé à de nouvelles arrestations d'islamistes dans la ville de Gaza, et arrêté un militant du mouvement intégriste Hamas qui projetait un attentat suicide en Israël. Yasser Arafat devait une nouvelle fois s'entretenir, jeudi, avec le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, au barrage d'Erez, à l'entrée du territoire autonome de Gaza. (AFP/Reuters)

Projet de loi d'amnistie au Mexique

MEXICO. Le président mexicain, Ernesto Zedillo, a demandé au Parlement, mercredi 15 février, de se réunir en session extraordinaire afin d'examiner la situation dans le Chiapas et d'étudier un projet de loi d'amnistie du gouvernement. Cette loi pourrait bénéficier à « tous ceux qui décident de déposer les armes et acceptent expressément de reprendre les chemins politiques ». L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), entrée en rébellion armée en janvier 1994 dans l'État du Chiapas, n'a pas encore fait connaître sa réaction. Un nouveau gouverneur a été nommé dans cet État : il s'agit d'un économiste de quarante-cinq ans, Julio Fierro, membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS :** la Chambre des représentants a rejeté, mercredi 15 février, un projet de la majorité républicaine tendant à doter les États-Unis d'un bouclier anti-missiles et limitant l'engagement américain dans les forces de l'ONU. Cette tentative de ressusciter une nouvelle version du projet « Guerre des étoiles » du président Ronald Reagan a échoué par 218 voix contre 211. Les républicains vont tenter de reprendre leur projet sous une autre forme. (AFP)

■ Confronté à un déficit prévisionnel de près de 3 milliards de dollars, le maire de New York, Rudolph Giuliani, a présenté, mercredi 15 février, le projet de budget le plus sévère depuis la « grande dépression » des années 30, au détriment essentiellement des services sociaux et médicaux. « La ville de New York a besoin d'un changement radical », a expliqué le maire républicain, soulignant que ce projet de « budget de crise » doit la discussion à commencer mercredi. « Profitant du mouvement [de réduction du déficit budgétaire] en cours à Washington ». (AFP)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** il faut cesser la chasse aux espions de la RDA, estime le président du groupe parlementaire CDU, Wolfgang Schäuble, un proche du chancelier Helmut Kohl, dans un entretien publié, jeudi 16 février, dans le magazine Stern. Pour M. Schäuble, les procès des anciens agents de la République démocratique ne font qu'aviver les conflits entre Allemands de l'Ouest et de l'Est. (Reuters)

■ **RUSSE :** Moscou aiderait l'Iran à acquiescer l'arme nucléaire, selon un haut responsable russe. D'après un accord signé en janvier 1995 avec l'Iran, la Russie doit achever la construction de la centrale nucléaire de Boushehr. Cet accord a suscité l'inquiétude de Washington, qui craint que l'Iran ne détourne la technologie russe à des fins militaires. « Grâce à la Russie, l'Iran sera en mesure d'avoir la bombe atomique », a déploré, mercredi 15 février, Alexei Iabokov, président de la commission pour l'environnement du conseil de sécurité du Kremlin, qui a expliqué que le ministre de l'énergie nucléaire « a désespérément besoin d'argent ». (Reuters)

■ **POLOGNE :** le conseiller juridique de Lech Walensa a démissionné, mercredi 15 février. Lech Palandysz, conseiller et proche du président polonais, avait défendu l'interprétation de la Constitution provisoire en vigueur en Pologne, qui a permis au chef de l'État de menacer le Parlement de dissolution si le premier ministre ne démissionnait pas. Cet ultimatum avait provoqué une crise politique en Pologne, il y a quinze jours. (AFP)

■ Un Serbe soupçonné d'avoir commis des exactions en Bosnie a été interpellé lundi 13 février à Hambourg et fait l'objet d'une enquête. Milan Majic est accusé par des victimes d'avoir participé au « nettoyage ethnique » contre les Musulmans bosniaques. D'autre part, un Serbe de Bosnie arrivé en Suède fin 1993 a été accusé par d'anciens détenus du camp de Keraterm, dans la région de Prijedor, d'avoir été le gardien de ce camp. Il a été interpellé mercredi par la police suédoise et est interrogé. (AFP/Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN :** la loi interdisant les antennes de télévision paraboliques a été définitivement adoptée. Le gouvernement iranien a obtenu, mercredi 15 février, le feu vert du Conseil constitutionnel pour supprimer les « paraboles diaboliques », selon l'expression des religieux conservateurs, qui dénoncent cet instrument de « l'invasion culturelle occidentale ». Un à deux millions d'Iraniens au moins seraient actuellement en mesure de regarder les programmes d'une vingtaine de chaînes diffusées par satellites. (AFP)

AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD :** le président Nelson Mandela ne sollicitera pas un second mandat lors de l'élection présidentielle de 1999, a-t-il annoncé mercredi 15 février. M. Mandela, qui aura quatre-vingts ans en 1999, a déclaré qu'il prendrait sa retraite dans son village natal de Qunu, au Transkei. Par ailleurs, un jeune Noir a été tué mercredi 15 février lors d'affrontements opposant les résidents blancs de Ruyterwacht, dans les environs du Cap, et des élèves noirs qui venaient s'inscrire dans une école du quartier. (AFP)

■ **GABON :** 55 000 étrangers ont quitté le pays et 15 000 autres ont acquis les importantes taxes de séjour exigées par les autorités avant le 15 février, date limite fixée par le gouvernement pour la régularisation de leur situation. Il reste plusieurs dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière au Gabon, qui sont désormais menacés d'expulsion. (AFP/Reuters)

ASIE

■ **PHILIPPINES :** le président Fidel Ramos a annoncé, mercredi 15 février, l'envoi de renforts militaires dans l'archipel contesté des Spratley, dans le sud de la mer de Chine, haussant le ton dans le différend qui oppose depuis un mois à Pékin après l'occupation par la Chine d'un îlot philippin. Cette mesure paraît toutefois largement symbolique, compte tenu de la faiblesse des forces philippines. (AFP)

CONJONCTURE

■ **ÉTATS-UNIS :** la production industrielle a continué d'augmenter rapidement en début d'année, l'indice progressant de 0,4 % en janvier par rapport à décembre et portant à 6,2 % la hausse en un an (janvier 1995 comparé à janvier 1994). Quoique forte, la hausse de janvier est nettement moins rapide que celles de novembre (+0,8 %) et de décembre (+0,9 %). Un peu alertés par l'exceptionnelle vigueur de la croissance aux États-Unis à la fin de l'année dernière (le PIB avait augmenté de 4,5 % en rythme annuel au quatrième trimestre), les marchés financiers ont été rassurés, tirant provisoirement de l'évolution de la production industrielle de janvier l'interprétation que l'économie américaine commencerait à ralentir, ce qui lui éviterait des tensions inflationnistes généralisées. La perspective d'un atténuation en douceur (soft landing) devra pourtant être confirmée dans la mesure où le taux d'utilisation des capacités de production est à son plus haut depuis quinze ans, à 85,5 %.

Assassinat d'une militante féministe en Algérie

PRÉSIDENTE d'une association féministe, Nabila Dahmane, trente-cinq ans, architecte, a été tuée, mercredi 15 février, dans le centre de Tizi-Ouzou (Kabylie). Militante féministe très connue en Kabylie et membre du Mouvement culturel berbère (MCB), Nabila Dahmane était présidente de l'association Tigrinet Net-touth (Cris de femmes), rassemblant quelque 300 à 400 militantes, qui organise, dans les villages, réunions et débats sur la condition féminine et coo- tre le code de la famille adopté en 1984.

Nabila Dahmane, célibataire, se rendait à pied à son travail, dans le centre de Tizi-Ouzou (110 kilomètres à l'est d'Alger), quand elle a été atteinte, en pleine tête, par des décharges de fusil de chasse à canon scé (machoucha), une des armes de prédilection des groupes islamistes. Elle est la première responsable d'une association de femmes à être assassinée, en Algérie, depuis le début des violences en 1992. Coauteur d'un populaire *Abécédaire sur la femme*, M^{me} Dahmane, dont l'association était affiliée à la Coordination des

femmes algériennes, devait se rendre en France pour participer, le 8 mars, à la Journée internationale des femmes.

Son assassinat intervient au moment où se multiplient les attentats, depuis le début du Ramadan, le 1^{er} février, et il témoigne de la détérioration continue de la situation en Kabylie. Depuis plusieurs mois, les accrochages, les assassinats et les sabotages se multiplient dans cette région, où des milices villageoises ont été créées pour s'opposer aux islamistes.

D'autre part, Azzedine Medjaoui, directeur du Théâtre national algérien, assassiné lundi 13 février, a été inhumé, mercredi, au cimetière El Alia d'Alger, en présence de plusieurs centaines de condamnés et artistes.

Enfin, cinq ports algériens sur les sept en grève depuis samedi ont repris le travail, a annoncé mercredi le ministère des transports. Il a précisé que seuls les employés des ports d'Alger et de Ténès poursuivent encore leur mouvement de revendication. (AFP)

L'opposition burundaise obtient la démission du premier ministre

ANATOLE KANYENKIKO, premier ministre burundais, a demandé mercredi 15 février au président de la République de lui désigner un successeur. M. Kanyenkiko, un modéré, issu des rangs de l'Unité pour le progrès national (Uprona, le principal parti tutsi), a cédé à la pression de son ancien parti. L'Uprona a en effet déclenché une grève générale qui paralyse la capitale, Bujumbura, depuis mardi. Des grenades ont été lancées dans les rues pour empêcher les habitants de se rendre à leur travail, et, dans la nuit de mercredi à jeudi, des tirs ont été entendus dans le quartier de Kamenge, habité presque uniquement par des Hutus, de l'ethnie majoritaire au Burundi.

La démission de M. Kanyenkiko est une nouvelle victoire pour les partisans de la ligne dure au sein de l'Uprona, qui avaient déjà obtenu la démission de Jean Minani de la présidence de l'Assemblée nationale. M. Minani, devenu depuis le président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, principal parti hutu), était accusé d'être lié aux extrémistes hutus. Accusant

M. Kanyenkiko d'être inféodé aux Hutus, Charles Mukasi, le président de l'Uprona, a estimé que le pacte d'unité nationale, qui prévoit que le poste de premier ministre doit revenir à l'opposition, avait été rompu.

Avant de démissionner, M. Kanyenkiko avait dénoncé la grève et vainement demandé à l'armée d'intervenir contre les milices de jeunes Tutsis qui font régner la terreur dans certains quartiers. Dans un message diffusé à la radio, le président Sylvestre Ntibunganya (Frodebu) a accepté la démission de M. Kanyenkiko « au nom de l'intérêt national ».

Ce nouvel épisode de la crise burundaise intervient au moment où Bujumbura accueille une conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés d'Afrique centrale. Organisée par le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la conférence a lieu dans un grand hôtel de la capitale, dans un quartier protégé par l'armée burundaise. (AFP/Reuters)

Manière de voir
Le trimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

LE BOULEVERSEMENT DU MONDE

Un atlas raisonné des conflits

Après la disparition du mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, l'ancien ordre international s'est effondré. L'espoir d'un monde plus juste, régi par les Nations unies, est mort en Bosnie, au Rwanda, en Somalie. Partout, le réveil des nations a tragiquement ravivé d'anciens antagonismes. Les conflits internes menacent la cohésion des États. Et d'autres affrontements perdurent, malgré les progrès des négociations en Afrique australe et en Irlande du Nord.

Manière de voir présente un atlas complet, clair et rigoureux du bouleversement du monde, du nouveau paysage géostratégique mondial et une analyse de l'évolution la plus récente de chacun des conflits qui ravagent la planète.

100 pages - 50 cartes en couleur - 42 F

الوحدة الوطنية

Hébron isolée pour cause d'anniversaire

Le village de Hébron, en Cisjordanie, est isolé pour cause d'anniversaire. Les Palestiniens ont décidé de célébrer le 25^e anniversaire de la création de l'État d'Israël. Les Israéliens ont donc évacué le village pour éviter toute célébration. Les habitants ont été déplacés dans des camps de réfugiés.

Projet de loi d'amnistie au Mexique

Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari a annoncé un projet de loi d'amnistie pour les crimes politiques commis pendant la révolution. Le projet vise à réconcilier les différents camps politiques et à promouvoir la paix civile.

Amnistie

Le projet de loi d'amnistie au Mexique a été présenté au Congrès. Il prévoit l'amnistie pour les crimes politiques commis entre 1960 et 1980. Le projet a suscité de vives réactions de la part des opposants à la politique du président Salinas.

Amnistie

Le projet de loi d'amnistie au Mexique a été discuté au Congrès. Les députés ont débattu des avantages et inconvénients de la mesure. Certains ont soutenu que l'amnistie était nécessaire pour la réconciliation, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de poursuivre les responsables des crimes politiques.

Amnistie

Le projet de loi d'amnistie au Mexique a été adopté par le Congrès. Le président Salinas a signé la loi, qui entrera en vigueur prochainement. Cette mesure est considérée comme une étape importante vers la réconciliation nationale.

Proche-Orient

Les négociations de paix au Proche-Orient ont repris. Les représentants des deux camps ont discuté de la mise en œuvre d'un cessez-le-feu et de la création d'une zone tampon. Les négociations sont cependant encore à un stade précoce.

Proche-Orient

Les négociations de paix au Proche-Orient ont continué. Les deux camps ont convenu de plusieurs points de consensus, notamment sur la nécessité d'une solution pacifique. Les négociations sont cependant toujours marquées par de nombreuses divergences.

Proche-Orient

Les négociations de paix au Proche-Orient ont pris un tournant décisif. Les deux camps ont accepté de signer un accord de paix. L'accord prévoit la mise en œuvre d'un cessez-le-feu et la création d'une zone tampon.

Proche-Orient

Les négociations de paix au Proche-Orient ont abouti à la signature d'un accord de paix. L'accord est considéré comme une victoire majeure pour la paix dans la région. Les deux camps ont exprimé leur satisfaction à l'égard de la conclusion de ces négociations.

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 17 FÉVRIER 1995 / 7

PRÉSIDENTIELLE Les mouvements minoritaires ont pris l'habitude d'utiliser l'élection présidentielle pour faire connaître leurs idées. Cette année encore, l'extrême

gauche trotskiste, avec Arlette Laguiller, les écologistes, avec trois candidats à ce jour, et les régionalistes se lancent dans la campagne.

● PARRAINAGES. La loi prévoit

comme seule condition pour se présenter la réunion de cinq cents parrainages d'élus dans au moins trente départements différents. Les dispositions sur le financement de la

vie politique garantissent à ceux qui remplissent cette condition les moyens de mener leur campagne.

● STATUT. Outre l'audience qu'ils peuvent donner à leurs idées, cer-

tains se portent candidats aussi pour conforter leur statut dans le mouvement qu'ils représentent. D'où la concurrence qu'ils sévit parmi les chefs de file de l'écologie politique.

Les « petits » candidats font campagne à côté des « grands »

Dominique Voynet, Antoine Waechter ou Max Simeoni partent à la découverte du pays avec autant de passion que les candidats de premier plan, même si leurs « petites entreprises » restent artisanales. Il en va de leur ascendant sur leurs partisans

« ET ALORS ? Elle est prête, ma fiche sur Balladur ? » Ce matin-là, le siège des Verts, près de la place de la République, à Paris, est encore quasi désert. Il n'y a que l'une des attachées de presse du mouvement et le secrétaire national Dominique Planchet. Et Dominique Voynet, survoltée. La veille au soir, le premier ministre a parlé à la télévision, pendant que la candidate des Verts animait une réunion publique à Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise. « Si un journaliste me demande une réaction, je ne sais pas quoi répondre. Déjà qu'il m'a mis à l'heure par une question sur la pêche... A Cergy ! »

Volontiers « nature », la mieux entourée des « petits candidats » raconte la « galère » que représente une campagne présidentielle. « Un matin, tu te réveilles dans un bouillabaisse de trois copains et deux journalistes, les cendriers remplis de mégots sur la table et les camions dans la rue. Tu ne t'entends plus parler. » Un jour à la Hague, devant l'usine de retraitement des déchets nucléaires, le lendemain à la maison pour tous d'Alençon, un autre jour encore à la salle de la mairie de Guéret. En plus, elle aime ça. « C'est vrai, les gens sont gentils. Ça m'étonne que ce soient les mêmes qui votent Le Pen, Villiers ou Balladur... »

« J'ai le sentiment que la France entière est ma famille », rapporte, de son côté, Antoine Waechter. Déjà rodé aux longues campagnes électorales « vertes » de l'écologie présidentielle de 1984, celle des européennes de 1989, celle des régionales de 1992, le président du Mouvement écologiste indépendant trouve celle-ci « plus facile ». Il est vrai qu'aux plus belles heures de l'écologie politique celui qui était encore porte-parole des Verts faisait la queue, comme tout le monde, devant les guichets de la



SNCF pour se rendre à une réunion publique, en seconde classe non fumeurs.

Seul pendant le trajet, il constatait dans son grand cahier à spirale les chiffres des derniers sondages ou quelques réflexions puisées à la lecture de la presse pour renouveler son discours de la soirée. Par chance, parfois, les organisateurs de sa tournée pensaient à lui réserver un moment, entre deux prises de parole, pour qu'il puisse se restaurer. Puis il allait se coucher, le plus souvent au domicile de militants locaux, pour ménager les finances du mouvement. En dépit de leur actuelle rivalité, Dominique Voynet a une pensée émue pour « ce pauvre Antoine, qui sillonnait la France, en 1988, avec sa petite valise ».

Désormais, M. Waechter est toujours accompagné. Pour attirer l'attention des médias, il tente,

chaque fois que c'est possible, de réaliser des expériences de « petit chimiste », destinées à mesurer la pollution de l'air, de la mer ou le niveau du bruit dans les centres urbains.

LA COURSE AUX PARRAINAGES

Chez les Verts, plusieurs salariés sont passés à plein temps, pour la durée de la campagne. Un comité de pilotage, ouvert aux autres mouvements écologistes ou « alternatifs », qui soutiennent cette candidature, se réunit chaque semaine. Fait assez extraordinaire chez les Verts, le matériel de campagne – tracts, affiches, autocollants – est prêt avant l'élection ; cela n'a pas toujours été le cas. « C'est Dominique Voynet, ça change tout ! », dit le slogan. Désignée par un collège électoral élargi, dès le mois d'octobre, M. Voynet a déjà bénéficié, à la différence des autres

« petits candidats », d'un passage dans chacune des grandes émissions politiques des chaînes de télévision. Enfin, depuis quelques jours, son équipe de campagne assure avoir passé le cap des cinq cents promesses de parrainage nécessaires à sa candidature.

C'est encore loin d'être le cas pour Antoine Waechter et pour Brice Lalonde, qui estiment, l'un et l'autre, avoir recueilli, à l'heure actuelle, quelque deux cent cinquante signatures. Cette course aux signatures, demeure le principal handicap des « petits candidats ». Max Simeoni a fait le plein en Corse, M. Voynet dans le Jura, mais la loi précise que les signatures doivent provenir d'au moins trente départements et qu'un même département ne peut fournir plus de cinquante signatures.

Déjà, lors de la précédente élection, M. Waechter n'avait pu réunir ses cinq cents parrainages, peu avant l'heure limite, que grâce aux renforts d'élus communistes. Seuls les militants trotskistes de Lutte ouvrière sont véritablement rompus à ce genre d'exercice ; les écologistes, qui bénéficient d'une indemnité forfaitaire pour chaque signature recueillie, reconnaissent que, bien souvent, ils ont été précédés dans les mairies par des camarades d'Arlette Laguiller.

L'élection présidentielle, en revanche, n'est pas coûteuse. « C'est l'une des élections les plus démocratiques », estime M. Waechter, qui, pour ses premiers frais, a emprunté 1 million de francs, gagé sur les revenus de quelque deux cents militants. Grâce à la loi du 10 mai 1990, dès la publication de la liste des candidats établie par le Conseil constitutionnel, ceux-ci reçoivent une avance de 3 millions de francs. Au total, les candidats qui recueilleront moins de 5 % des suffrages exprimés devront compter sur un remboursement de leurs frais à

hauteur de 7,2 millions de francs. « C'est un budget tout à fait honnête », juge Dominique Voynet.

Cette forme de financement a cependant un effet pervers, en favorisant la multiplicité des candidatures. S'il y avait un risque financier, comparable à celui qui existe aux élections législatives, par exemple, il est peu probable que l'on assisterait, dans la pré-campagne, au « bras de fer » des journaux – selon l'expression de

toine Waechter, totalement inconnu du grand public en 1988 et qui, jusqu'à l'émergence de Dominique Voynet, en 1992, était apparu, à l'égal de M. Lalonde, comme le représentant officiel de l'écologie politique.

Devenu minoritaire chez les Verts, il a créé son propre mouvement dans le seul but de représenter de nouveau « l'écologie indépendante » dans la campagne présidentielle. M. Voynet voit

Brice Lalonde s'effacerait devant Raymond Barre

L'ancien ministre de l'Environnement, déjà candidat à l'élection présidentielle de 1981, ne cesse de multiplier les appels pour une représentation unique de l'écologie politique, le 23 avril prochain. Dans le dernier en date, Brice Lalonde a même proposé la candidature de Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

A défaut d'une candidature unique, M. Lalonde ne s'effacera que devant Raymond Barre, qu'il juge seul capable de favoriser la recomposition politique, de type centre-gauche, qu'il appelle de ses vœux. Dans le cas contraire, M. Lalonde nous a précisé qu'il ira « jusqu'au bout ». Il ne doute pas d'obtenir les signatures d'élus nécessaires, au besoin par « un accord politique », sur lequel il reste discret. Pour l'heure, il souffre de son absence sur les grands moyens d'information. « Le principal problème de la démocratie française, dit-il, c'est la télévision. »

Brice Lalonde – qui oppose encore les trois candidats écologistes.

C'est que l'élection présidentielle, pour les représentants des petites formations, est trop tentante. Elle leur permet, le temps d'une campagne, de jouer dans la cour des grands, puis de s'assurer plus durablement d'une autorité sur leur mouvement respectif. Le cas le plus flagrant est celui d'An-

toine Waechter, qui, tour à tour, après les élections de 1981 et de 1988, « Antoine et Brice sont devenus fous », c'est-à-dire incapables de supporter que leur autorité soit contestée par d'autres. Elle voit juste, à une réserve près : il n'est pas sûr qu'elle échappe elle-même à ce syndrome.

Jean-Louis Saux

La croisade de Max Simeoni contre l'île-de-France

BASTIA

de notre correspondant

« A l'heure actuelle, il n'est pas totalement réalisable de réunir les cinq cents signatures nécessaires à notre candidature », affirme l'entourage de Max Simeoni. Le dirigeant nationaliste corse, ancien député européen, aujourd'hui soutenu par la Fédération Régions et peuples solidaires, parcourt la France dans le double objectif de délivrer son message « pour l'égalité des citoyens et des régions » et de recueillir des parrainages.

Ayant visité tout d'abord la Bretagne, le Pays basque et l'Alsace, il sera bientôt en Catalogne, en Occitanie et en Savoie. Dans chaque région, M. Simeoni est accueilli par des militants déjà convaincus de la cause identitaire. Pour élargir le public, une vaste campagne de sensibilisation – notamment des élus – est organisée par l'envoi

d'une lettre-programme et de demandes de parrainage.

Au fil des réunions, le candidat affine ses arguments. Il dénonce la « concentration des richesses et du pouvoir autour de la région-capitale » qu'est l'île-de-France. « L'écart entre le produit intérieur brut par habitant de l'île-de-France et celui des autres régions est passé de 65 % en 1982 à 75 % en 1991 », martèle-t-il. Plochant dans les statistiques de la DATAR, il observe : « L'entretien des routes départementales est à la charge des conseils généraux. Elles représentent 33 kilomètres par habitant dans la Creuse, 29 kilomètres par habitant dans la Lozère... et 180 mètres par habitant dans les Hauts-de-Seine ! »

Max Simeoni compare aussi les investissements des collectivités locales. « De 1976 à 1991, dit-il, l'île-de-France a mobilisé 17 039 francs par habitant, alors que la contribution des autres ré-

gions étoit de 23 036 francs. » A l'argument économique, le candidat ajoute l'argument culturel, avec « la charte européenne pour les langues minoritaires ». Là encore, M. Simeoni sait que plusieurs régions attendent que la France ratifie le document. « Le 1^{er} février, rappelle-t-il, vingt et un Etats, sur les trente-trois que compte le Conseil de l'Europe, ont signé la convention-cadre pour la protection des minorités nationales. La France et la Turquie ont été les seules à refuser cette reconnaissance. »

Max Simeoni parviendra-t-il, finalement, à défendre ses objectifs de campagne en qualité de candidat « officiel » à la présidence de la République ou – faute de parrainages – négociera-t-il, par exemple, avec la mouvance écologiste ? Rien ne semble exclu.

Michel Codacciopoli

De Marcel Barbu aux familles de pensée

LE 19 NOVEMBRE 1965, jour d'ouverture de la campagne télévisée pour la première élection présidentielle au suffrage universel direct, les Français ont eu un choc. Non seulement l'homme qui s'adresse à eux dans les étranges lucarnes est inconnu (comme la plupart des candidats, hormis le général de Gaulle, François Mitterrand et Jean Lecanuet), mais il leur parle un langage insolite : « Français, Français, mes frères et mes copains », commence-t-il, avant de se présenter comme « le candidat des chiens battus » face au pouvoir et à l'administration.

Ancien député, fondateur d'une communauté de travail dans la Drôme, Marcel Barbu se présente en extrême à l'élection du 5 décembre, en bénéficiant des conditions de la loi de 1962, qui prévoit le parrainage de cent élus locaux dans dix départements au moins et une caution de 10 000 francs. Parmi les six candidats, il est le seul à paraître folklorique, aux côtés de deux autres petits : Jean-

Louis Tixier-Vignancour, avocat de l'OAS, pour l'extrême droite (5,31 %), et Pierre Marcilhacy, sénateur non inscrit de la Charente. Marcel Barbu recueillera 278 420 voix, soit 1,16 %.

Au premier tour de l'élection présidentielle du 1^{er} juin 1969, Louis Ducatel, ancien conseiller municipal de Paris, tente de reprendre le flambeau de Marcel Barbu. « Doux dans la vie, assure-t-il aux électeurs, [il] voit aussitôt rouge devant les technocrates et les bureaucrates. » Avec 1,28 % des suffrages exprimés, il obtient 6 400 voix de plus que Barbu. A cette élection marquée par le duel Pompidou-Pohier, trois autres représentants de familles politiques ne font, loin derrière Jacques Duclos pour le PCF, que de petits scores : Gaston Defferre, candidat socialiste, obtient 5,07 %, Michel Rocard pour le PSU 3,66 % et Alain Krivine, pour la Ligue communiste, 1,06 %.

En 1974, tous les records de candidatures – 12-1 – sont battus, mais

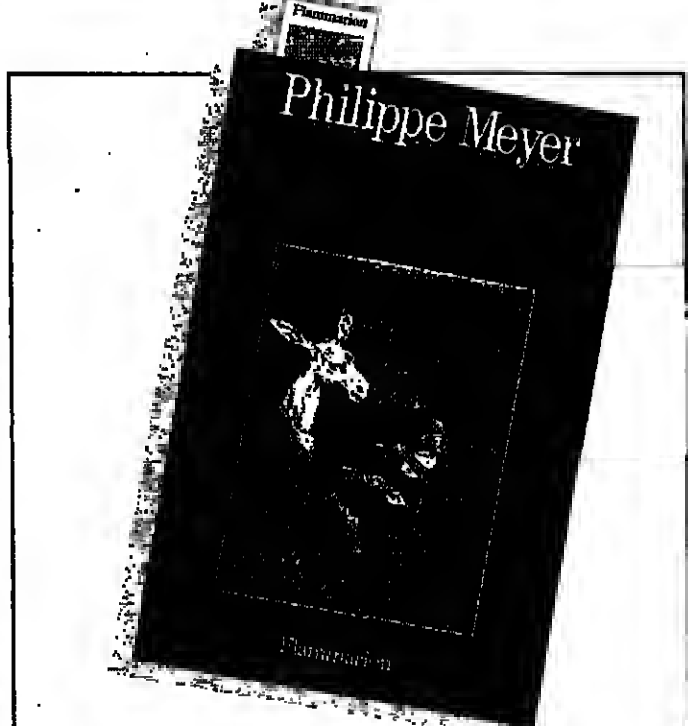
Ducatel et Barbu n'ont plus d'héritiers. Jean Royer, maire de Tours, qui a abandonné ses fonctions de ministre des postes et télécommunications, est perçu par ses adversaires comme un « père la morale ». Arlette Laguiller tente une première fois sa chance pour Lutte ouvrière, sans empêcher la présence de son frère ennemi, Alain Krivine. René Dumont défend les couleurs de l'écologie, Jean-Marie Le Pen celles du Front national. Emile Muller, député et maire de Mulhouse, est envoyé aux urnes par le Mouvement socialiste et démocrate, Bertrand Renouvin par la Nouvelle Action française, et MM. Sebag et Héraud se disputent les voix du fédéralisme européen. Le 5 mai, soir du premier tour, les neuf petits ne totaliseront que 8,99 % des suffrages exprimés.

Pour l'élection présidentielle de 1981, les règles sont devenues plus dures : il faut désormais 500 parrainages d'élus locaux. Le Conseil constitutionnel refuse la candida-

ture de M. Le Pen mais en retient dix autres. Six petits rivalisent : Brice Lalonde pour l'écologie, Arlette Laguiller de nouveau, Michel Crépeau, maire de La Rochelle, pour les radicaux de gauche, Michel Debré et Marie-France Garaud, en gaullistes dissidents, Huguette Bouchard pour le PSU. A eux six, ils obtiendront 12,46 %.

En 1988, il n'y a plus que neuf candidats au premier tour. Avec 14,39 %, au soir du 24 avril, M. Le Pen rejoint la cour des grands, talonnant Raymond Barre et laissant loin derrière André Lajoinie. Mais là encore, aucun petit n'est « folklorique » : Antoine Waechter défend l'écologie, Pierre Juquin, les rénovateurs du PC avec le soutien du PSU et de la Ligue communiste. Arlette Laguiller subit la concurrence d'un autre trotskiste, Pierre Bousset (Parti communiste internationaliste). A eux quatre, les petits ne réunissent que 8,25 % des suffrages.

Michel Noblecourt



Brillante et parfois cruelle, la pointe de Philippe Meyer renouvelle l'art du portrait politique.

Flammarion

Dix parlementaires chiraquiens lancent une « association nationale pour le débat »

Les partisans du maire de Paris contre le « politiquement correct »

Comment nourrir le débat d'idées à l'occasion de l'élection présidentielle ? Comment permettre à Jacques Chirac de se faire entendre au

déjà de l'électorat qui lui demeure fidèle ? Dix jeunes parlementaires du RPR et de l'UDF, partisans du maire de Paris, proposent une solution

en lançant l'Association nationale pour le débat, qui, appuyée sur des clubs locaux, offrirait aux citoyens un forum de discussion.

« NOUS VOULONS rendre la parole au peuple », affirme Jean-Jacques Chirac, député (RPR) de Dordogne. « On n'écoute pas assez les gens », ajoute Philippe Briand, député (RPR) d'Indre-et-Loire. « Nous souhaitons créer une assistance à la libre expression », précise Jérôme Bignon, député (RPR) de Somme.

Par tous les moyens possibles, les partisans de Jacques Chirac tentent de susciter un débat qui, à leurs yeux, fait défaut dans la campagne présidentielle. Après plusieurs mois de réflexion, dix jeunes parlementaires – les trois déjà cités plus Evelyne Guilhem (RPR, Haute-Vienne), Christian Jacob (RPR, député européen), Jean-Pierre Bastiani (UDF-CDS, Haute-Garonne), Francis Delattre (UDF-PR, Val-d'Oise), Claude Gosse (UDF-CDS, Paris), Dominique Paillé (UDF-CDS, Deux-Sèvres) et Henri Tarré, sénateur (RPR, Ind) d'Ardeche – ont décidé de créer une « association nationale pour le débat ».

CENT FLEURS

Sur un modèle qui rappelle celui imaginé par Silvio Berlusconi en Italie, ils engagent les électeurs à créer des clubs baptisés « Les idées d'abord », dont la vocation est de re-

nouveler le style d'action sur le terrain, tout en dépassant les structures politiques. Cette démarche est une reconnaissance implicite de l'échec des appareils partisans dans le brassage des idées et leur mise en forme.

D'une déclaration à l'autre

Au fil des ans, le ton de la déclaration ministérielle change. En février 1983, à la veille d'élections municipales qui s'annoncent pour tant de difficultés pour la gauche, Laurent Fabius, ministre délégué au budget, limite son propos à la question de la fraude : « En remplissant avec soin votre déclaration de revenus, vous accomplissez votre devoir de citoyen. Dès lors, vous êtes en droit de souhaiter qu'on lutte efficacement contre la fraude fiscale. C'est ce que nous avons entrepris ».

En février 1986, peu avant les législatives, Pierre Bérégovoy, ministre des finances, se borne à annoncer quelques changements : « Cette année, deux contribuables sur trois feront leur déclaration sur un formulaire simplifié. Leur tâche en sera plus aisée ».

En février 1989, le même Pierre Bérégovoy verse dans le lyrisme : « Le bicentenaire de la Révolution nous rappelle les principes de justice et de solidarité inscrits dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le gouvernement s'en est inspiré pour le budget de 1989 ».

alors même que le RPR est déchiré entre deux candidats présidentiels issus de ses rangs et que la quasi-totalité des formations de l'UDF a pris position pour M. Balladur.

Initiateur de cette association pour le débat, M. de Peretti, maire de Sarlat et secrétaire général ad-

joint du mouvement néogaulliste, reconnaît ces faiblesses quand il note que « le problème du politique est qu'il est enjéré ». MM. Briand et Bignon, ses compagnons, ne disent pas autre chose. « On parle beau-

coup de débat, mais ce sont les politiques qui débattent leur programme du haut des tribunes », confie le premier. « Des gens aimeraient bien faire cheminer des idées face au « politiquement correct » et au conformisme », assure le second, en se prononçant pour « une démocratie

participative » et « une nouvelle citoyenneté ». S'inspirant de Mao Zedong, les chiraquiens aimeraient, probablement, que « cent fleurs » s'épanouissent spontanément pour conjurer le balladurisme.

A cette fin, quarante-cinq clubs sont déjà en place, et trois cent quarante autres sont en voie de création, selon M. de Peretti. Ils abordent les sujets les plus variés, comme la drogue, le maintien du service public en milieu rural, les handicaps, la production audiovisuelle française... Le but est de « s'adresser à ceux qui sont ailleurs ou nulle part », affirme l'un des fondateurs, et tous assurent que ces structures légères sont faites pour durer au-delà de l'élection présidentielle.

En attendant, les propositions venues de la base sont appelées à remonter vers le sommet pour être examinées par les « experts » de l'association – des hauts fonctionnaires – et faire l'objet d'une compilation. Ce processus tendra à « permettre au peuple d'avoir accès à la décision politique », dit M. de Peretti, en saisissant l'élection présidentielle qui, selon M. Bignon est « un bon moment pour le bouillonnement des idées ».

Olivier Biffaud

Le CSA constate un avantage pour M. Balladur

L'instance de contrôle de l'audiovisuel confirme le « déséquilibre » dont se plaignent les chiraquiens et la faible couverture des « petits » candidats

SIX HEURES quarante et une minutes pour Edouard Balladur, quatre heures dix-neuf pour Jacques Chirac. Le calcul des temps d'antenne dont ont bénéficié, du 1^{er} au 31 janvier, les deux candidats de la majorité parlementaire dans les journaux de TF 1, France 2 et France 3 vont donner raison au directeur de la campagne de l'ancien président du RPR qui s'était récemment plaint des « déséquilibres flagrants au profit d'un candidat » qu'il avait observé (Le Monde du 3 février).

Réuni mardi 14 février en assemblée plénière, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) n'a pu que faire le même constat en prenant connaissance des relevés des temps d'antenne dont ont bénéficié les candidats à l'élection présidentielle à la télévision tout au long du mois de janvier. Dans un communiqué publié le lendemain, tout en « rappelant » que le premier ministre a annoncé sa candi-

dature de M. Balladur, le CSA a constaté un déséquilibre est une chose ; y remédier est plus difficile. Si le CSA a décidé d'effectuer ses calculs des temps d'antenne tous les quinze jours, il n'est en mesure, pour l'instant, que d'adresser des courriers aux présidents des chaînes. C'est ce qu'il a fait pour leur demander « de veiller dans les semaines qui viennent à corriger les déséquilibres constatés ». Des lettres à peu près similaires ont été envoyées au PDG de TF 1 et aux directeurs généraux de France 2 et de France 3.

Le temps d'antenne des principaux candidats en janvier

	TF1	France 2	France 3	Total
E. Balladur	3h 04 min	2h 19 min	1h 18 min	6h 41 min
J. Chirac	1h 47 min	1h 47 min	0h 45 min	4h 19 min
L. Jospin / L. Lang / H. Emmanuelli	2h 25 min	2h 33 min	1h 08 min	5h 66 min

Le temps d'antenne comprend toutes les séquences consacrées au candidat et aux personnalités qui le soutiennent, y compris leur temps de parole.

Les chiffres du CSA révèlent un « déséquilibre » important au profit de M. Balladur

dature durant cette période, l'instance de régulation de l'audiovisuel a fait part, elle aussi, d'un « déséquilibre » au profit du chef du gouvernement.

CONSTAT D'UN DÉSÉQUILIBRE

M. Balladur a bénéficié, dans les journaux et bulletins d'information, d'un temps d'antenne « celui-ci comprenant toutes les séquences consacrées au candidat et aux personnalités qui le soutiennent, que ce soit leurs propres déclarations ou les informations données par les journalistes – de 3 heures 4 minutes sur TF 1, de 2 heures 19 minutes sur France 2 et de 1 heure 18 minutes sur France 3. Au cours de la même période, M. Chirac a bénéficié d'un temps d'antenne de 1 heure 47 minutes sur TF 1, de 1 heure 47 minutes sur France 2, et de 45 minutes sur France 3.

Le candidat socialiste n'étant pas encore alors désigné, le CSA a additionné les temps d'antenne que la télévision a consacré à Lionel Jospin, Henri Emmanuelli et Jack Lang. Il a été de 2 heures 25 minutes sur TF 1, 2 heures 33 minutes sur France 2 et 1 heure 8 minutes sur France 3. En ce qui concerne les autres candidats, le CSA

M. 6 s'est, quant à elle, vu reprocher d'avoir fait bénéficier le processus de désignation du candidat socialiste d'une couverture « nettement plus importante » que celle accordée aux candidats de MM. Balladur et Chirac. Les fonctions officielles de M. Balladur ne sont pour rien dans ce déséquilibre. « Précisant », mercredi 8 février, sa recommandation du mois de septembre, le CSA avait expliqué dans un communiqué que « les déclarations faites par des personnes investies de fonctions publiques, ou titre de ces fonctions, ne constituent pas des actes de communication électorale » (Le Monde du 10 février). Cette décision a priori favorable au candidat-premier ministre d'aurait finalement eu aucune portée pratique : pour le mois de janvier, le CSA a constaté que les propos tenus par M. Balladur en tant que chef du gouvernement, sur les trois principales chaînes de télévision, n'avaient duré que quatre minutes, contre 1 heure 1 minute de « propos » qui, par déduction, peuvent être considérés comme un élément de sa campagne électorale.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le franc est légèrement victime des sondages

LA COURBE du franc suit celle d'Edouard Balladur dans les sondages d'opinion. Mercredi 15 février, le franc a repassé la barre des 3,47 francs pour 1 mark, après la publication des sondages de l'IFOP pour l'Express et BVA pour Europe 1 et Paris-Match, marquant un recul de M. Balladur dans les intentions de vote des Français (Le Monde du 16 février). Par ailleurs, les sondages révèlent que plus de 50 % des Français sont encore hésitants et peuvent encore changer d'avis.

Une telle incertitude ne plait pas aux marchés financiers. Non qu'ils s'inquiètent véritablement : le franc ne fluctue que très faiblement et ne subit, en aucune façon, une attaque en règle. Il est stable sur ses derniers mois.

Les cambistes ne « votent » pas, pour autant, Edouard Balladur, dont ils critiquent vivement la politique budgétaire, qu'ils jugent beaucoup trop

laxiste. Ils apprécient, en revanche, le soutien qu'il a apporté depuis deux ans à la politique monétaire de la Banque de France, qui consiste à « coller » au mark. La montée de Lionel Jospin, dans la mesure où le Parti socialiste reste partisan du traité de Maastricht, n'inquiète pas outre mesure. Le franc ne pourrait s'affaiblir sensiblement que si le PS grimait encore dans les sondages tout en modifiant son attitude sur ce sujet.

En réalité, le seul trouble, pour les marchés, est Jacques Chirac, dont les discours fluctuants les préoccupent. Déjà, en novembre dernier, le franc, qui était sorti de ses anciennes marges de fluctuations du système monétaire européen (3,405 francs pour 1 mark), avait été pris d'un accès de faiblesse à la suite de plusieurs déclarations du maire de Paris, peu appréciées des marchés. Soutenu en particulier par le ministre des entreprises,

Alain Madelin, qui a toujours eu une position fortement critique à l'encontre de la politique du franc fort, M. Chirac avait alors été contraint d'innover en déclarant à la Tribune (16 novembre) pour chanter les mérites d'une gestion rigoureuse des finances publiques. « La responsabilité de l'Etat, disait-il, c'est de faire de la bonne finance, afin de créer les conditions d'une croissance durable des taux d'intérêt, ce qui est vital ». La mise au point avait eu les effets escomptés et les tensions sur le franc avaient à l'époque été moins vives.

Cependant, le franc a été pénalisé, surtout mercredi, par la faiblesse du dollar face au mark, ce qui a renforcé la devise allemande contre les monnaies européennes.

E. L. B.

Quand Nicolas Sarkozy fait campagne auprès des contribuables...

La lettre accompagnant la déclaration de revenus vante l'action du gouvernement

C'EST une courte déclaration, qui a l'apparence d'un tract. On peut y lire ceci : « La politique mise en œuvre depuis près de deux ans par le gouvernement est entièrement tendue vers le redressement de notre économie et l'amélioration de la situation de l'emploi, qui est une priorité absolue. Les résultats obtenus sont encourageants. L'activité repart. La France réussit d'ailleurs mieux que ses principaux partenaires européens. La croissance y sera plus forte en 1995. L'année dernière, nous avons stoppé la montée du chômage. Cette année, il reculera. Beaucoup reste à faire. Mais, grâce à la gestion sérieuse des dépenses publiques, avec le soutien d'acier ceux qui en ont le plus besoin, ma conviction est que la France a retrouvé la voie du redressement et de la modernisation. » Il n'y manque qu'un appel à voter pour le premier ministre-candidat.

Seulement voilà, ce n'est pas une quelconque feuille électorale. C'est un document officiel de la République, signé de la main du ministre du budget, Nicolas Sarkozy. Elle figure en exergue de la note d'explication de la déclaration de revenus de 1994 que 24 millions de foyers fiscaux viennent de recevoir.

De nombreux lecteurs du Monde s'en sont indignés et nous ont posé la question : un ministre peut-il user d'un tel courrier administratif pour influencer de la sorte le citoyen-contribuable ? La question est d'autant plus légitime que le texte incriminé prête pour le moins à controverse.

UNE TRADITION

La France réussit-elle effectivement mieux que ses principaux partenaires européens ? S'il faut en croire les dernières prévisions de l'OCDE, c'est vrai dans le domaine de la croissance, à très peu de choses près : l'économie hexagonale devrait enregistrer en 1995 une hausse de un ou deux points de croissance de plus que son PIB que ses voisins ; mais on ne peut vraiment pas en dire autant des déficits publics : dans ce domaine, la France, dont le besoin de financement des administrations publiques pourrait approcher 6 % du PIB en 1994, est très mal placée. Cela risque, d'ailleurs, de faire débat dans la campagne présidentielle, car l'économie hexagonale est maintenant en mauvaise posture pour respecter dès 1997 les critères de convergence de Maastricht.

Dans la même veine, on peut observer que le ministre du budget prétend un peu vite que le gouvernement a « stoppé la montée du chômage » en 1994. Si l'on veut être précis, il faut admettre que le nombre des demandeurs d'emploi a encore augmenté de 26 700. De même, on peut constater que la gestion des dépenses publiques ait été « sérieuse » : le gouvernement avait annoncé que les dépenses du budget de 1994 stagneraient (en volume), alors qu'elles ont finalement progressé de près de 2,5 %.

Nicolas Sarkozy a une ligne défensive très solide. Les ministres du budget ou des finances qui l'ont précédé – tous, sans la moindre exception – se sont livrés au même exercice depuis plus de vingt ans, même à l'approche d'élections. En février 1993, à quelques semaines des législatives, le ministre socialiste Martin Malvy annonçait ainsi aux contribuables que la France réussissait mieux que ses voisins : « Grâce à une croissance plus forte, à un déficit plus faible, à une inflation maîtrisée, à des comptes extérieurs équilibrés, la France a pu éviter une progression de sa fiscalité. » Or, on sait ce qu'il ad-

venait en 1993, la France a plongé dans la récession, et les déficits ont atteint des niveaux record. Nicolas Sarkozy connaît cependant l'adage : « Nul ne peut se prévaloir des turpitudes d'autrui ».

Laurent Mauduit

La présidence de la République sur écran d'ordinateur

D'AUCUNS aspirent à devenir locaux des lieux pour un bail de sept ans, d'autres se contenteraient d'une visite, mais, candidats ou simples citoyens, tous peuvent faire, désormais, un « tour du propriétaire » de l'Elysée au moyen d'un CD-ROM consacré à la présidence de la République.

L'Elysée, c'est un palais. C'est aussi une petite ville, que l'on découvre en images fixes ou en vidéo, des gardemains de la protection rapprochée à l'entretien, au « bunker » des archives. Fleuristes, lingères, jardiniers et bien d'autres « petits métiers » forment la trame humaine et souvent insolite de l'univers présidentiel.

L'Elysée ne se réduit pas à un lieu : la présidence est une fonction, modelée par des rapports de forces entre institutions. « Comprendre », « approfondir », « illustrer » : les trois chapitres de la partie Constitution sont les plus didactiques, à défaut d'être les plus ludiques.

Enfin l'Elysée a réuni la longue cohorte des présidents, vingt et un depuis 1848, dans une « galerie de portraits ». L'équipe qui a conçu ce CD-ROM donne également à découvrir les fonctions et les visages des cinquante conseillers qui gravitent dans l'ombre de François Mitterrand pour quelques mois encore. Sur un laissez-

passer factice, leurs biographies détaillées défilent et dessinent leur obscur travail d'information et de décision.

La période électorale incite à se remémorer, saisis en main, les campagnes des trente dernières années, du jeune challenger du général de Gaulle, en 1965 – au général François Mitterrand – au vieux socialiste – le même – écartant Jacques Chirac en 1988.

Michel Colonna d'Istria

★ L'Elysée, découverte multimédia de la présidence de la République, CD-ROM Mac ou PC, Informatique/Pathé Interactive, 490 F.

Un « front culturel anti-conservateur »

La grande salle de la Mutualité, à Paris, mercredi 15 février, paraissait bien vaste pour recevoir les deux cent cinquante personnes venues prendre connaissance des « cahiers de doléances » recueillis par les promoteurs de l'Association Idées-Culture. Ceux-ci, parmi lesquels l'essayiste libéral Guy Sorman et l'écrivain Denis Tillinac, proche de Jacques Chirac, venaient de mettre un terme à une virée ferroviaire d'une semaine dans les provinces françaises. Le « parisianisme » et le « conformisme » ont été dénoncés. On était là pour assister à la création d'un « front culturel anti-conservateur, qui va de la droite de l'Action française à la vraie gauche des hussards noirs de la République ». A côté de députés RPR (Roselyne Bachelot ou Raymond-Max Aubert), se côtoyaient quelques monarchistes et un chanteur, Francis Lalanne, se réclamant de l'anarchisme.

Connaissiez-vous vraiment les hommes politiques ?

3617

POLITISCOPE

2000 biographies détaillées

un service du

Guide du Pouvoir

LA NORVEGE avec ALANTOURS

La Norvège Olympique

Circuit hivernal dans le grand nord de la Norvège

à partir de 7 675 F

Demandez la brochure ALANTOURS SCANDINAVIE à votre agent de voyage ou ALANTOURS : 5, rue Danielle Casanova - 75001 Paris

Tél. : (1) 42 96 59 78 - Minitel 3615 ALANTOURS

Louanges ou Critiques, dites-nous ce que vous inspire le nouveau Monde.

3615 LE MONDE

2,19 F la minute

entre dernière M. Jospin

sondages

Le débat présidentiel

Sida veut intervenir

Le débat présidentiel

JAVICO 150

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 17 FÉVRIER 1995 / 9

Le CSA constate un avantage pour M. Balladur

Le Parti socialiste entre en campagne derrière M. Jospin

PRÉSIDENTIELLE. Sans attendre la présentation de l'état-major de campagne de Lionel Jospin, qui n'interviendra finalement que la semaine prochaine, le bureau national du PS a décidé, mercredi 15 février, de se mettre en campagne. Un tract national va être diffusé afin de mobiliser les fédérations. « Le PS doit continuer à parler », a précisé Jean Glavany, secrétaire national chargé de la communication. MM. Jospin et Emmanuel ont déjeuné ensemble, mercredi, pour examiner les conditions de « ce travail complémentaire ». Sur France 3, le même jour, Laurent Fabius s'est dit prêt à aider « au maximum » M. Jospin. « Tout est ouvert, a-t-il dit. Lionel Jospin a commencé très intelligemment sa campagne. Il peut parfaitement gagner l'élection présidentielle. » Sur TF 1, Pierre Mauroy a constaté « une sorte d'éclosion » autour de M. Jospin. Michel Rocard a souhaité, quant à lui, sur France-Inter, que son projet présidentiel « soit dense, bien compris des Français et qu'il restaure une vraie confiance dans la possibilité de réveiller notre pays ».

La Commission des sondages lance une mise en garde

INTERPRÉTATION. Dans un communiqué daté du 14 février, la Commission des sondages met en garde contre l'interprétation des sondages et « croit utile » de rappeler que cette interprétation « doit se faire en tenant compte de la marge d'erreur aléatoire dont ils sont affectés ». « Rien n'autorise à dire que le candidat arrivant en tête devance celui qui le suit et, notamment, de ce fait devrait, seul des deux, figurer au second tour de l'élection », assure la Commission. « En présence d'un sondage où les résultats de deux candidats diffèrent d'un ou deux points (...), rappelle la Commission, le pourcentage d'erreur aléatoire, comme c'est le cas pour les enquêtes réalisées sur la base d'un échantillon de 1 000 personnes interrogées, est d'environ 2 à 3 % ».

MUNICIPALES

■ **GRENOBLE:** Michel Destot, député (PS) de l'Isère, président du groupe socialiste au conseil municipal de Grenoble, a annoncé officiellement, mardi 14 février, sa candidature à la mairie de la ville, au cours d'une réunion publique en présence de Martine Aubry. M. Destot s'était déjà présenté en 1989 contre Alain Carignon.

■ **LA ROCHELLE:** Jean-Louis Léonard, député (RPR) de Charente-Maritime, maire de Châtellillon, devait annoncer, vendredi 17 février, sa candidature à la mairie de La Rochelle, contre le maire sortant, Michel Crépeau (Radical). Contrairement à la règle nationale du mouvement (une liste dans chaque ville de plus de 10 000 habitants), les Verts ont décidé de faire liste commune avec M. Crépeau. Cette dérogation s'explique, selon Alain Bucherie, élu des Verts au conseil régional, par « la volonté d'ouverture » du maire de La Rochelle.

■ **JUSTICE:** André Durr (RPR), maire d'Ilkirch-Graffenstaden et député du Bas-Rhin, devrait être déchu de ses mandats après le rejet de son pourvoi en cassation, mardi 14 février. Sa fonction municipale tombe automatiquement après notification de la décision de la Cour et la déchéance de son mandat de député doit être prononcée par le Conseil constitutionnel. Condamné, en septembre 1993, pour concussion, à un an de prison avec sursis et à la privation de ses droits civiques pour une période de cinq ans par le tribunal correctionnel de Strasbourg, M. Durr a obtenu, en décembre de la même année, une réduction des peines devant la cour d'appel de Colmar (six mois d'emprisonnement avec sursis et privation des droits civiques pour deux ans).

DÉPÊCHES

■ **CONSEIL DES MINISTRES:** adoption d'un projet de loi abaisissant l'âge d'éligibilité pour les mandats locaux. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a présenté, mercredi 15 février, au conseil des ministres, un projet de loi abaisissant l'âge d'éligibilité de vingt et un à dix-huit ans pour les mandats de maire, de conseiller général et de conseiller régional et créant un conseil communal de la jeunesse dans les communes d'au moins 3 500 habitants. Les propositions d'un tel conseil, composé de jeunes âgés de quinze à vingt-cinq ans, devraient être soumises par le maire à la plus proche séance du conseil municipal.

■ **MARTINIQUE:** après le MRAP, la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT) a porté plainte pour « diffamation raciale » contre Michel Bon, directeur général de l'ANPE. Les propos de M. Bon sur « la couleur de peau » des caissières de supermarché, lors d'un colloque sur la place du travail dans la société (Le Monde du 14 janvier), ont suscité une vive émotion en Martinique, où la CDMT s'étonne que « Michel Bon soit encore maintenu à la tête d'un établissement public chargé de combattre l'exclusion et de protéger ses usagers contre toute forme de ségrégation ».

■ **AFFAIRE SCHULLER:** Guy Hermer, député communiste des Bouches-du-Rhône, a déposé, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action de la direction de la police judiciaire et du ministère de l'Intérieur dans l'affaire dite Marchal-Schuller.

■ **FRANCIENNE:** Bernard Bosson, ministre de l'Équipement, s'est prononcé, mercredi 15 février, en faveur du bouclage de la Francilienne par le sud-est de Cergy-Pontoise, à l'issue de la procédure de débat public menée depuis avril 1994 par le préfet des Yvelines, qui avait notamment commandé une expertise privée pour valider les arguments de la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France. Le contournement par l'ouest de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, réclamé par des élus des Yvelines et du Val-d'Oise, est définitivement rejeté. Le bouclage de cette rocade à l'ouest de Paris sera concédé, et donc financé par un péage.

■ **AGRICULTURE:** Jean-François Carrez, directeur général de l'Office national des forêts (ONF) a signé, lundi 13 février, avec trois ministres (agriculture et pêche, environnement, budget) un « contrat d'objectifs » qui couvre la période 1995-1999. Ce document dresse la liste des missions de l'Office dans les domaines tels que la filière bois, la gestion des forêts de l'Etat et des collectivités locales, les chasses présidentielles, la protection de l'environnement, l'aménagement rural, l'accueil des visiteurs de conscience pendant la durée de leur service national.

Solidarité-Sida veut intervenir dans le débat présidentiel

ENGAGEMENT. L'association Solidarité-Sida demande « à chacun des candidats de s'engager sur un inventaire explicatif de l'ensemble des besoins en matière de prévention, de formation, de soins, d'aides aux malades, de recherches fondamentales et thérapeutiques » sur le sida, ont annoncé, mardi 14 février, Antoine de Caunes, président d'honneur, et Luc Barrot, président de Solidarité-Sida. MM. de Caunes et Barrot ont indiqué que les entourages des candidats à la présidentielle n'avaient pas jugé utile, jusqu'à maintenant, de donner suite aux interrogations de Solidarité-Sida, à l'exception de celle de Jean-Marie Le Pen, qui serait apparue « très accueillante ». L'une des principales revendications de l'association concerne la gratuité du préservatif. (2, rue de l'Échelle, 75001 Paris; (1) 42-86-80-00).

Le RPR ne parvient pas à résoudre le « problème niçois » en vue des municipales

Le maire RPR se trouve en difficulté face à un ancien député du Front national

Situation confuse à Nice avant les élections municipales de juin, où le maire (RPR), Jean-Paul Barety, candidat à sa succession et également dé-

puté des Alpes-Maritimes, n'a obtenu ni l'investiture de son parti ni celle de l'UDF. Les stratégies de la Rue de Lille sont d'autant plus

embarrassées que le maire de Nice apparaît en sérieuse difficulté face à l'ancien député FN, Jacques Peyrat.

NICE
de notre correspondant régional
Jean-Paul Barety, qui soutient Edouard Balladur à l'élection présidentielle, en veut aux chiraquiens et use, pour le dire, d'un langage dépoli. En un mot, on l'a « pris pour une bille ». Sujet du courroux du maire de Nice : les atterrissements du RPR, qui ne lui a toujours pas accordé d'investiture. En théorie, tout était simple. M. Barety avait succédé, en novembre 1993, au sénateur (app. RPR) Honoré Balle, qui avait remplacé Jacques Médecin deux ans plus tôt. Candidat au renouvellement de son mandat, cet avocat de soixante-sept ans estimait « normal » d'être investi par son parti, comme « on le lui avait promis ». Le RPR a loupé. Après avoir obtenu la démission de M. Balle, malade et discrédité, ses dirigeants avaient poussé M. Barety sur le devant de la scène au terme d'un second « replâtrage » de la municipalité sortante.

Jacques Chirac avait déjà tenté de forcer la main au ministre de la culture, Jacques Toubon, niçois d'origine. En juillet 1993, la dissolution de la fédération RPR avait, en partie, pour objet de lui préparer le terrain. Sans succès. Dès l'installation de M. Barety, le RPR avait, localement, deux fers au feu en tenant en réserve un chef d'entreprise « quadra », Jean-Auguste Icart, fils de l'ancien ministre giscardien Fernand Icart, devenu conseiller général en mars 1994. « On avait été très heureux de me

trouver, grâce M. Barety, et j'avais suffisamment donné de preuves de mon désintéressement, depuis mon entrée au RPR, en 1968, pour que l'on me respecte. » Le maire de Nice dénonce les reports successifs de la décision de la commission nationale d'investiture RPR-UDF. Il se plaint, aussi, que l'on ait « tout fait » pour l'empêcher d'annoncer sa candidature. S'il a passé outre, le 15 décembre 1994, c'est parce que la situation « tournait à la farce ».

■ **BOMBES À RETARDERMENT**
Le différend qui oppose M. Barety au RPR est révélateur d'un « problème niçois » que la Rue de Lille n'est jamais parvenue à résoudre depuis la fuite de Jacques Médecin en Uruguay, en septembre 1990. Un retour aux urnes eût été, à l'époque, la seule solution viable. Elle fut toujours repoussée, par crainte que le vide politique engendré par l'effondrement du « médecinisme » ne favorise l'extrême droite. Après M. Balle, M. Barety a poursuivi, pendant seize mois, un intérim ingrat. M. Médecin ayant laissé les caisses vides et beaucoup de « bombes à retardement » dans les multiples associations paramunicipales de sa création. De plus, on ne pouvait exiger du maire de Nice, un notable à l'ancienne, féru d'art et d'histoire, un charisme et un sens politique qu'il n'avait pas. L'élection législative partielle remportée sans panache par M. Barety, en février 1994, dans la deuxième cir-

conscription des Alpes-Maritimes, face au leader local du Front national, l'avocat Jacques Peyrat, ne fit qu'accroître les interrogations de l'appareil chiraquien. Barety ? Icart ? Tandis que le RPR se tâtait, M. Peyrat jouait son va-tout en quittant son parti, sans en renier les « valeurs ».

Le ralliement de M. Barety à M. Balladur a définitivement crispé les chiraquiens. D'autant plus furieux que le maire de Nice avait accepté que son nom fût publié sur une première liste de « cent députés qui se sont, d'ores et déjà, engagés à apporter leur soutien à Jacques Chirac dans sa campagne présidentielle ». Un « coup », soupçonnent-ils, de Charles Pasqua, qui doit prochainement venir à Nice pour remettre à M. Barety les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. En même temps, de sérieuses difficultés professionnelles et hostilités déclarées de la quasi-totalité des élus de la majorité départementale ont fortement contrarié les ambitions de M. Icart. Spécialisé dans le génie climatique, son groupe (six cents salariés, un chiffre d'affaires annoncé de 800 millions de francs) était à son apogée il y a deux ans et devait faire son entrée au second marché boursier. Touché par la crise du bâtiment, il a été vendu, l'été dernier, à une filiale de la Compagnie générale de chauffage pour... 20,6 millions de francs.

Cette déconiture ne serait rien si M. Icart n'était pas accusé par son acheteur de diverses entorses

commerciales, en particulier d'avoir cédé des biens qui se sont révélés nantis. Un dossier du plus mauvais effet circule, à Nice, sur ce contentieux embrumé. M. Icart se présente en victime, et nous a indiqué qu'il avait déposé une plainte pour faux et usage de faux. La commission d'investiture du RPR, devant laquelle M. Icart a comparu le 31 janvier, lui a demandé des « précisions » et lui « a fait remarquer son isolement politique ». Pourtant, M. Icart affiche un bel optimisme en comparant sa situation à celle... d'Alain Juppé à Bordeaux, qui, lui aussi, « dérange la classe politique locale ». « J'aurai l'investiture, affirme-t-il, car j'incarne le renouveau dont cette ville a besoin ».

M. Icart a des émules, comme le député (UDF-PR) Ruddy Salles, qui se déclare lui aussi candidat, car « si les électeurs de la majorité n'ont pas de véritable choix, Peyrat capitalisera, à coup sûr, tous les mécontentements ». Les propres amis de M. Barety exercent aussi une forte pression sur lui, à l'exemple de son député suppléant et conseiller régional RPR, Bruno Miraglia. L'association Renaissance Côte d'Azur, dont M. Miraglia est l'un des fondateurs, a jeté les bases d'un projet pour Nice qu'elle veut voir prendre en compte ou, sinon, qu'elle défendra seule. Selon un sondage IFOP pour L'Express, France 3 et France-Inter, rendu public le 15 février, au premier tour, s'il était le seul candidat investi par le RPR et l'UDF, M. Barety ne devancerait M. Peyrat que d'un seul petit point (31 % contre 30 %). Son score tomberait à 21 %, contre 25 % à M. Peyrat, s'il devait disputer une primaire avec M. Icart (19 %). M. Salles n'étant crédité que de 6 % s'il se mêlait à la compétition à droite. 55 % des Niçois (contre 35 %) ne souhaitent pas une réélection de M. Barety et, surprise, ils sont 46 % à situer M. Peyrat à droite ou au centre droit, contre 29 % qui le cantonnent à l'extrême droite.

Jean-Claude Pierrette

Guy Porte

Les comités Chirac et Balladur cohabitent à Rambouillet

« LA FRANCE pour tous » sur un mur. « Croire en la France » sur l'autre, à Rambouillet (Yvelines), les militants RPR jouent la carte du consensus. Ils ont installé leurs équipes de campagne à la même adresse, celle de Gérard Larcher, sénateur RPR et maire de la ville. Une démarche qui peut surprendre dans les états-majors mais qui, pour le maire, s'inscrit « dans la logique de la maison ». A l'origine de cette cohabitation, l'initiative prise par M. Penquin (RPR), président du comité de soutien pour la candidature d'Edouard Balladur et suppléant du député CDS de la circonscription, Christine Bouthin, et de M. Legall (RPR), président du comité de soutien à Jacques Chirac. « Je les ai reçus ensemble dans mon bureau », explique Gérard Larcher. Ils recherchaient un local pour leurs équipes et comme ils faisaient preuve de tolérance et de respect mutuel, j'ai mis ma permanence à leur disposition ainsi que mon attachée parlementaire. Une décision qu'il explique par la nature des bons rapports qui existent entre militants dans la région : « Nous sommes de la même famille et ce n'est pas parce que certains sont protestants et d'autres catholiques pour un temps que nous devons nous déchirer », dit-il, précisant qu'au-delà des querelles partisans « nos électeurs voteront pour l'un ou pour l'autre », et cultivant la son côté « assez rond » de sénateur.

■ **PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE**
En attendant, les deux équipes préparent activement la victoire de leur candidat, d'un côté en s'activant pour l'organisation des transports pour le meeting du maire de Paris à la Porte de Versailles, vendredi 17 février, alors que de l'autre on pense déjà aux déplacements de Michel Barnier, ministre de l'environnement, qui a inauguré une déchetterie, il y a quelques jours, dans la ville, et de François Bayrou, ministre de l'Éducation. Espérant qu'Edouard Balladur, qui avait différé sa sortie dans les Yvelines en décembre dernier pour cause de manifestations, viendra finalement dans le département en avril.

■ **LA RUCHE**
Au centre de ce dispositif, Laurence Ruzza, l'attachée parlementaire de Gérard Larcher, veille et répond indifféremment sur les lignes téléphoniques des deux comités. « J'essaie de préserver

l'équilibre, sourit-elle, afin que les deux camps disposent des mêmes moyens. » Gérard Larcher, qui a rejoint le camp Balladur il y a quelques jours, plus « par fidélité à Charles Pasqua » que par défiance à l'égard de Jacques Chirac, qui était son invité la semaine dernière lors de son voyage dans les Yvelines, aura un œil attentif sur la campagne des deux candidats.

Cette permanence commune, qui était autrefois son cabinet de vétérinaire, est installée dans le jardin de son pavillon de meublier situé dans une rue résidentielle bordée d'arbres, à deux pas de la gare. Une rue paisible, comme devrait l'être la campagne présidentielle à Rambouillet.

« Jacques Séguéla démasque de façon étincelante, derrière les paroles d'un Président, les passions d'une époque. A lire absolument. »

JACQUES ATTALI

JACQUES SEGUÉLA

LA PAROLE DE DIEU

LES SECRETS DE QUATORZE ANS DE COMMUNICATION MITTERRANDIENNE

ALBIN MICHEL

La révision des bases des valeurs locatives est prête depuis... près de trois ans

Edouard Balladur juge la réforme essentielle et promet son application pour 1997

Les valeurs locatives, qui servent à établir les impôts locaux, doivent être révisées depuis que Michel Charasse, alors ministre du budget, a fait vo-

ter, le 30 juillet 1990, une loi donnant le feu vert à une opération difficile et minutieuse (Le Monde du 14 février). Aucun gouvernement n'est cepen-

dant passé de l'étude technique à l'application... pour laquelle la loi Pasqua sur l'aménagement du territoire fixe une échéance : le 1^{er} janvier 1997.

EDOUARD BALLADUR L'A PROMIS. S'il est élu à l'Elysée, il ne tardera pas à mettre en œuvre la révision des bases des valeurs locatives qui servent d'assiette aux impôts locaux. Ce faisant, le premier ministre candidat ne fait que répéter ce qui est écrit dans la « loi Pasqua » sur l'aménagement et le développement du territoire, publiée au Journal officiel du 5 février, qu'il a évidemment signée. L'article 68 précise en effet : « Les résultats de la révision des évaluations cadastrales seront incorporés dans les rôles d'imposition au plus tard le 1^{er} janvier 1997... »

Il faut rendre à César ce qui est à César, et à Michel Charasse ce qui lui est dû. C'est lui qui, comme ministre du budget, a fait voter le 30 juillet 1990 une loi donnant le feu vert à une opération cadastre difficile et minutieuse, pour laquelle les services fiscaux de l'Etat déploient pendant plusieurs mois des trésors de patience et de fénelage : remettre à jour la valeur locative, commune par commune, parcellaire par parcelle, des immeubles d'habitation, des locaux industriels et des biens fonciers retenus pour la détermination des bases des quatre impôts directs : la taxe d'habitation, les impôts fonciers bâti et non bâti et la taxe professionnelle.

Un travail de fourmi, qui n'a pas été fait depuis 1970 (alors qu'une loi de 1974 rendait obligatoires des mises à jour régulières) et qui aura coûté quelque 2 milliards de

francs, financés par un surcroît de fiscalité locale (+ 0,4 %). Depuis septembre 1992, la mise à jour - que les gouvernements précédents avaient tous estimée nécessaire, voire urgente, sans jamais la mettre en œuvre - est devenue réalité. Les nouveaux chiffres sont disponibles à la direction générale des impôts, et il suffirait que le pouvoir politique les fasse sortir des ordinateurs.

BOMBE À RETARDER

Les simulations ont été réalisées, les scénarios fiscaux étudiés et présentés dans leurs grandes lignes au comité des finances locales. Un rapport public de la direction générale des impôts de septembre 1992 fournit tous les détails, tableaux et cartes souhaitables. On note, par exemple, que l'augmentation moyenne des bases pour les hôtels est, après révision, de 82 %, tandis que pour les logements HLM elle n'est que de 2,5 %, au lieu de 78 % pour les autres logements, ce qui entraîne des modifications considérables dans la taxe d'habitation payée par les ménages. D'une manière générale, les bases de taxe professionnelle augmentent plus dans les départements situés au sud d'une ligne Cherbourg-Anne-cy qu'au nord.

Mais passer de l'étude technique à l'application pratique implique un courage politique que les ministres des finances et les premiers ministres qui se sont

succédé n'ont pas eu. Et pour cause : la réévaluation d'un immeuble ici, la dépréciation d'un entrepôt, d'une prairie ou d'un arpent de vigne là, vont inévitablement provoquer des transferts de pression fiscale et aussi des distorsions de charges d'un contribuable, d'une commune ou d'un département à l'autre.

Ces chamboulements, dont Michel Charasse avait conscience (des délais et des aménagements techniques étaient prévus), ne sont évidemment pas neutres, puisque c'est sur le potentiel fiscal, photographié à un moment donné commun par commune, que sont calculées non seulement plusieurs taxes, mais de nombreuses dotations de l'Etat aux collectivités ainsi que les dégrèvements et compensations divers.

Ni son successeur à Bercy, Martin Malvy, ministre du budget dans le gouvernement Bérégovoy, ni Nicolas Sarkozy dans l'équipe Balladur, n'ont jugé opportun de mettre en application le résultat du travail des fonctionnaires des impôts qu'avait engagé, avec l'aval du Parlement, Michel Charasse. Les élections n'auront pas manqué entre le printemps 1993 et l'été 1995 et une réforme fiscale touchant à la fois les ménages et les entreprises est toujours considérée comme une bombe à retardement.

MM. Balladur et Sarkozy, héritiers d'un dossier délicat et pourtant essentiel, en termes d'équité

Le schéma des formations d'Ile-de-France mise sur l'apprentissage

Les recettes du conseil régional sont adoptées

UNE AUGMENTATION supplémentaire de 3 francs de la carte grise et quelques modestes déplacements de crédits par rapport au projet de budget initial auront suffi. Michel Giraud, ministre du travail et président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, a su rassembler, mercredi 15 février, la majorité qui lui avait manqué la veille pour adopter les recettes du budget (Le Monde du 15 février). La nouvelle hausse de la fiscalité rapportera 30 millions de francs. Diverses économies sur les 13,8 milliards de dépenses permettront de dégager 64 millions pour des mesures nouvelles. Le vote article par article a été contesté par les Verts, mais il a permis au président d'obtenir jusqu'à 106 voix sur l'un de ces articles (52 RPR, 35 UDF, 14 CE, 2 Verts et 3 non-inscrits) pour 209 votants.

Le ministre du travail a pu alors ouvrir le débat sur les dépenses de la région à propos d'un sujet qui lui tient à cœur : l'adaptation du schéma des formations aux nouvelles dispositions de la loi quinquennale sur l'emploi. Initiateur de la loi du 20 décembre 1993, il ne pouvait faire moins que de jouer les précurseurs dans la mise en œuvre des dispositifs qui renforcent les attributions et les responsabilités de la collectivité régionale.

Les compétences de cette dernière se sont progressivement élargies depuis l'application des premières lois de décentralisation.

Avec la loi du 7 janvier 1983, les régions obtiennent la responsabilité de l'organisation de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Peu après, celle du 22 juillet 1983 les invite à se doter d'un schéma prévisionnel des formations des lycées et collèges, complété par un plan de développement de l'enseignement supérieur. Avec le transfert de l'investissement pour la construction et l'entretien des lycées, puis l'application des premiers contrats du schéma « Université 2000 », les régions sont devenues progressivement des acteurs privilégiés dans l'organisation du système de formation, aux côtés de l'Etat et des branches professionnelles.

En prévoyant l'élaboration de plans régionaux de développement des formations professionnelles des jeunes, la loi quinquennale accentue une logique qui, dans l'esprit du ministre du travail, vise à adapter au plus près l'offre de formation aux besoins de l'économie. Autrement dit, la collectivité régionale, affirme Michel Giraud, doit jouer un rôle prépondérant dans la professionnalisation des études pour rapprocher l'éducation nationale et les entreprises, et ainsi assurer aux jeunes de meilleures garanties d'insertion.

Dans une région comme l'Ile-de-France, l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de prendre en compte les besoins d'un million et demi de jeunes de seize à vingt-cinq ans. Sur le plan financier, la totalité des actions prévues dans les différents dispositifs représente 5,845 milliards de francs.

Pour établir ses nouvelles orientations, le schéma d'Ile-de-France, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée régionale le 16 décembre 1994, s'est essentiellement appuyé sur les besoins, à court et moyen terme, exprimés par les branches professionnelles, en termes d'emploi, mais surtout de qualification. Il en résulte une volonté accrue de développer les formations professionnelles, par l'alternance et l'apprentissage.

Déjà, ces dernières années, elles avaient bénéficié d'un effort considérable et connu une progression de l'ordre de 20 %. De 40 000 actuellement, l'objectif serait d'atteindre le nombre de 62 000 apprentis, à raison de 4 000 par an, dans les différentes filières, des classes d'initiation préprofessionnelle jusqu'aux formations supérieures de licence et maîtrise, y compris dans les écoles d'ingénieurs.

INITIATION AUX ETUDES COURTES La région entend également inciter les jeunes bacheliers - 60 % de la classe d'âge - à s'insérer dans des formations universitaires courtes, dans les IUT et les BTS, également par la voie de l'alternance et de l'apprentissage. Comparé à l'effectif global des jeunes d'Ile-de-France, cet objectif peut encore paraître minime. Pour la région, la réussite de cette ambition « passe avant tout par une meilleure information des élèves, mais aussi de leurs parents, et par le renforcement des procédures d'orientation.

Pour vérifier le bien-fondé d'une politique qui se veut avant tout « volontariste », les élus ont toutefois pris soin d'accompagner celle-ci de toute une série d'instruments d'évaluation. Outre la signature de « contrats d'objectifs » annuels, avec l'Etat et les trois recteurs, un bilan sera demandé au Conseil économique et social sur l'origine et l'emploi des différents financements.

D'ores et déjà, des élus, notamment du groupe Génération Ecologie, ont relevé des faiblesses dans un plan que la majorité du conseil régional souhaitait exhaustif. Tant sur l'insertion des jeunes en difficulté que sur l'adaptation des formations aux nouveaux métiers et aux changements d'emploi, il reste encore beaucoup à inventer hors des circuits traditionnels.

Michel Delbecq

A Marseille, les quartiers sud paieront plus

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La révision des valeurs locatives est un sujet encore flou à Marseille : les Bouches-du-Rhône ne figurent pas parmi les six départements-tests choisis en 1990 par la direction générale des impôts pour effectuer des simulations. La ville, qui compte environ 370 000 contribuables, dont 20 % sont exonérés d'impôts par le jeu des abattements communaux et des dégrèvements de l'Etat, est divisée en trois secteurs d'évaluation concentriques. La mise en œuvre de la révision des évaluations cadastrales va se traduire par une nouvelle délimitation de ces secteurs sous forme de « rayons » partant du Vieux-Port.

Pour les propriétés bâties, un nouveau secteur à caractère social, le seul du genre dans le département, s'ajoutera aux trois autres. Cette modification aura une incidence particulière à Marseille, dont toutes les banlieues, à l'inverse de la situation régnant dans les autres grandes métropoles, sont situées sur le territoire communal.

La cité phocéenne compte ainsi quelque 75 000 logements sociaux, dont 60 000 HLM, sur un parc total de près de 970 000 logements. Cependant, « l'effet

HLM » ne jouera pas à plein, « car, précise M. Sisco, Inspecteur divisionnaire des impôts, des décalages sont intervenus, depuis la loi de 1970, pour tenir compte du manque d'entretien et de la dégradation de certains immeubles dans les grands ensembles ».

En l'absence de simulations, il n'est pas possible de mesurer la portée exacte des transferts de charges entre contribuables résultant de la révision des valeurs locatives. « On voit toutefois, explique Jean Deguilien, directeur des services financiers de la ville de Marseille, que ces transferts seront importants. D'une manière générale, compte tenu de la géographie urbaine de Marseille, les valeurs locatives devraient sensiblement augmenter pour les immeubles à caractère non social dans les quartiers sud, à dominante résidentielle. Inversement, les impôts directs locaux seront plus doux dans les quartiers nord, populaires. Toutefois, comme la masse globale imposable ne devrait pas sensiblement changer, la ville devrait, parallèlement, modifier ses taux à la baisse dans les secteurs où l'assiette des impôts sera le plus fortement réévaluée.

Guy Porte

Les interrogations des élus locaux de Seine-et-Marne

IL EST DIFFICILE de mesurer sur le terrain les effets induits par l'éventuelle application de la révision des bases locatives mise en œuvre par Michel Charasse. En Seine-et-Marne, où la population a pratiquement doublé en vingt-cinq ans, de nombreux élus de la frange ouest, la plus urbanisée, craignent de faire les frais d'une redistribution de l'impôt local. C'est notamment le cas à Savigny-le-Temple, l'une des huit communes de la ville nouvelle de Sénart, où le nombre d'habitants est passé de 800 en 1970 à plus de 20 000 aujourd'hui.

« Cette réévaluation risque de peser gravement sur les ménages, en particulier dans des communes comme la nôtre, où la valeur locative de 1970 correspondait à un faible niveau d'équipement et qui ont connu le développement que l'on sait », s'inquiète le maire et conseiller général Jean-Louis Mouton (PS), qui présida en 1991 et 1992 la commission départementale des évaluations cadastrales. La municipalité dispose d'un potentiel fiscal faible. Elle est donc contrainte de voter des taux d'imposition élevés, tout en pratiquant une politique systématique d'abattements à la base. Mais elle redoute maintenant la baisse des dotations de l'Etat : la dotation globale de fonctionnement est en effet d'autant plus importante que le potentiel fiscal est faible.

Dans la ville nouvelle, tout le monde n'est pourtant pas hostile à l'initiative de Michel Charasse, aujourd'hui reprise par Edouard Balladur. « Sur le fond, cette réforme va incontestablement vers plus de justice. Si la redistribution de l'impôt local s'avère trop douloureuse pour certains, il faudra simplement en étaler les effets dans le temps », estime le président du syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart, Jean-Jacques Fournier (PS).

De façon plus générale, à gauche comme à droite, on craint de voir se dessiner un impôt local à deux vitesses, pénalisant le propriétaire, y compris le plus modeste, au profit des locataires du parc social aidé. « Cette réforme risque d'alourdir le poids des propriétaires dans les quartiers qui votent traditionnellement à droite. D'un simple point de vue électoral, on peut penser qu'elle sera difficile à défendre localement. Il faudrait surtout en savoir plus sur les conditions de son application. A l'époque de la révision cadastrale, on nous a soumis plusieurs hypothèses, dont aucune n'était vraiment satisfaisante, et nous sommes restés sur notre faim », indique Henri Mellier, secrétaire général de la mairie de Melun, dirigée par le RPR balladurien Jacques Marinelli.

« La réforme prévue par Michel Charasse devrait avoir un effet neutre sur les collectivités. Autrement dit, la recette fiscale devait

rester la même, sous réserve bien sûr des augmentations décidées par les élus locaux. Soit principale difficulté réside dans le transfert de charges qu'elle induit au sein de la collectivité des logements sociaux vers les autres types d'habitats. C'est sans doute pour cette raison qu'elle n'a pas abouti », confirme M. Bourrouilh, chef du centre des impôts fonciers de Melun.

Roland Puig

■ GRAND STADE : Patrick Braouezec, maire (PC rénovateur) de Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, estime que certains engagements ne sont pas respectés dans le projet de permis de construire pour le Grand Stade à Saint-Denis. L'élu demande également que les obstacles soient levés à la réalisation d'une partie du programme immobilier entre le Grand Stade et le canal Saint-Denis. Selon M. Braouezec, ces problèmes sont liés aux difficultés que rencontrent les pouvoirs publics dans leur négociation avec le consortium Bouygues-Dumez-SGE, pour mettre au point la convention de concession. Le maire de Saint-Denis devait demander, jeudi 16 février, à son conseil municipal d'émettre un « avis réservé » sur le projet de permis de construire. Celui-ci pourrait cependant être délivré avant le 8 mars par le préfet de Seine-Saint-Denis.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01.

APPARTEMENT 5 P.P. - 1^{er} étg. - CAVE
27, rue du COUEDIC - PARIS (14^e)
et 20-22, rue Remy-Dumonceau - Bâtiment H
Mise à Prix : 2 000 000 F

S'adresser à M^{re} L. BOUSQUET, avocat à PARIS (75017), 3, rue Anatole-de-La-Forge.
Tél. : 93-81-13-00 - Au Greffe du Tribunal de Paris - MINTEL 3616 AVOCAT VENTES
sur les lieux pour visiter

APPARTEMENT DE 6 P. pales au R. de Ch.
CHAMBRE AU 7^e étage, 2 caves, 2 parkings
A PARIS (17^e)
200, bd Malesherbes et 129, 140, 140 bis, et
142, rue Tocqueville
MISE A PRIX : 2 500 000 F

S'adresser à M^{re} Olivier ROUX, avocat, 28, bd Raspail à PARIS 7^e.
Tél. : 48-44-10-33. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.
MINTEL 3616 AVOCAT VENTES
Pour visiter sur les lieux le 23 février 1995 à 14 heures

EN UN SEUL LOT
IMMEUBLE DE 5 ETAGES
Caves voûtées, cour derrière avec 2 bâtiments annexes
comprisant : café-bar, restaurant, atelier au rez-de-chaussée
3 appartements à chaque étage (du 1^{er} au 5^e étage) bon état général
PARIS (18^e) - 23, rue Jean-Robert
Mise à Prix : 4 500 000 F

S'adresser à M^{re} Serge BRILLATZ, avocat
associé de la SCP GRANUT-CHRESTEIL
62, rue du Faubourg-Saint-Honoré (75008) PARIS. Tél. : 49-24-99-33.
Sur MINTEL 3616 AVOCAT VENTES
Sur les lieux pour visiter le MERCREDI 1^{er} MARS 1995 de 11 h à 12 h 30

APPARTEMENT de 5 P.P. à BOULOGNE (92)
31, avenue Pierre-Grenier
an DUPLEX, au 7^e et 8^e étg. - Jouiss. privative de la
TERRASSE - DEUX GARAGES - CAVE
MISE A PRIX : 1 000 000 F

S'adr. à M^{re} RANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (92),
5, rue des Bourguignons. Tél. : 47-90-75-18
M^{re} D. PAQUET, avocat à PARIS (75007), 27, bd Raspail. Tél. : 45-44-82-96
VISITES s/p, le 21 février, de 17 h 30 à 18 h 30

Pierre Botton

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

JAN 1995

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 17 FÉVRIER 1995

JUSTICE L'audience a repris, mercredi après-midi 15 février, devant la 5^e chambre correctionnelle de Lyon, où l'homme d'affaires Pierre Botton, son beau-père Michel Noir, et dix autres prévenus ont à répondre d'abus ou de récel d'abus de biens sociaux. A l'ouverture du procès, lundi, les avocats du maire de Lyon avaient demandé l'annulation de

l'ordonnance de renvoi de leur client, au motif que l'examen des faits qui lui sont reprochés ne relève pas du tribunal correctionnel puisqu'ils datent de l'époque où M. Noir

était ministre. Le président du tribunal a annoncé que les magistrats diront dans le jugement final s'ils sont compétents pour juger ces faits. L'audience a donc repris en présence

de Michel Noir. ● Pierre Botton s'est attaché à expliquer comment le montage de ses sociétés n'avait qu'un but : favoriser l'extension politique de son beau-père.

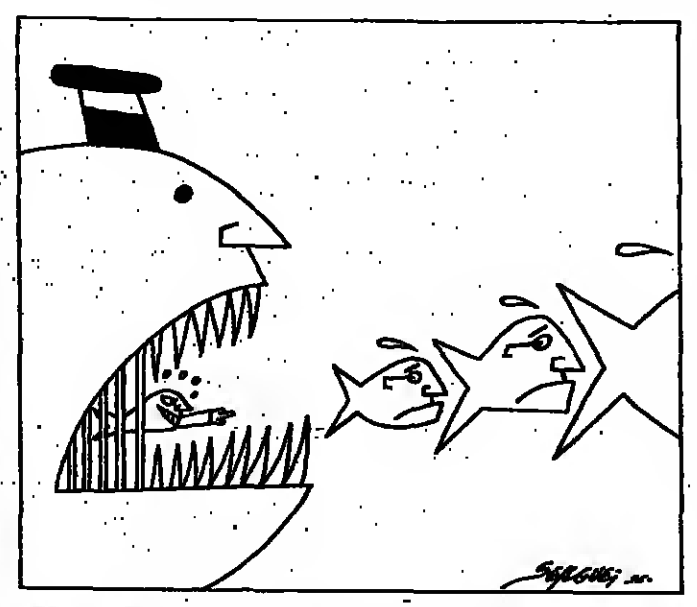
d'une société», indiqua Pierre Botton avant d'évoquer, à mots tout aussi aiguisés, les relations entre M. Tapie et M. Charasse : « Comme par hasard, j'ai eu des contrôles fiscaux. J'aimerais bien parler du hasard avec Bernard Tapie devant vous, Monsieur le président. Ce n'est pas moi que Michel Charasse protège. J'aimerais bien que tout le monde ait droit au même traitement fiscal. »

Les deux hommes, même s'ils ont décliné toute invitation à témoigner dans un dossier qui ne les concerne pas directement, risquent d'être souvent évoqués dans le vieux palais de justice des bords de Saône. En quelques heures, le temps d'oublier l'alerte inaugurale et d'ouvrir son sac à provisions, Pierre Botton aura donc réussi son entrée en scène : il a déjà distribué les rôles et donné le ton.

Philippe Broussard

Pierre Botton attaque de front Michel Noir

Après l'incident de procédure du premier jour, le procès a véritablement commencé, mercredi. L'homme d'affaires n'a pas tardé à régler ses comptes avec le maire de Lyon, mettant aussi en cause Michel Charasse et Bernard Tapie



question de « pertes », de « bilans », d'actif, de passif, de cessation de paiement », de comptes courants » et même, l'image est poétique, de « cascades de factures ». Avec un rigueur de commissaire aux comptes et l'aide d'un expert, le président décrivait, au fil des pages, cet échafaudage aussi complexe que fragile, où se côtoyaient des sociétés spécialisées dans l'accompagnement des pharmacies et d'autres dont la vocation

était de « conseil en communication ». Pour M. Botton, l'essentiel n'était pourtant pas là, dans l'incendiaire de cet empire du vide, bâti à coups d'emprunts, d'esbroufe et de sur-facturations. Il avait, à l'évidence, un autre objectif en tête. Peu lui importaient les escamotages chiffrés, les querelles de calculs. Il s'efforça bien, pour la forme, de rétablir « sa » vérité quant aux faits reprochés, mais il le fit en concluant, une fois, deux

fois, dix fois : « J'assume la responsabilité de ces actes ». Non, c'est ailleurs, sur un tout autre terrain, qu'il souhaitait entraîner les débats, manœuvre, sans doute, d'offrir un avant-goût des futures batailles. Elles seraient politiques autant que familiales, et la principale victime en serait assurément M. Noir, son beau-père.

Pierre Botton s'employa, entre deux arguments comptables, à cibler ses offensives, à revenir sans cesse à la charge : « C'était ma tâche de protéger Michel Noir. Je faisais tout pour lier les factures à des activités réelles, mais il est évident que lorsque je payais des choses pour Michel Noir, je faisais en sorte que cela n'apparaisse pas dans les comptes. C'est ce qu'on attendait de moi. » Et le gendre déclinait d'ajouter : « Télé-Santé et En-En sont deux des sociétés qui ont supporté l'ascension politique de Michel Noir. »

TÊTES D'AFFICHE « L'ascension politique de Michel Noir » : utilisée à quatre reprises, la formule finit par contraindre le président Perrin à solliciter une réaction de l'intéressé, dont on devinait l'agacement. « Je n'ai plus eu de relations avec M. Botton après avril 1989 », assura M. Noir, d'une voix sans tonus. Fixant son beau-père du regard, M. Botton contre-attaqua alors en évoquant un séjour dans une villa de Saint-Tropez.

au mois d'août 1989. « Souhaitez-vous répondre », demanda le magistrat à M. Noir. « Non », lâcha ce dernier avant de se rasseoir près d'un Patrick Polvre d'Arvor toujours aussi songeur. Un peu plus tard, l'un des avocats du maire de Lyon, le bâtonnier Mario Stasi, intervint à son tour pour s'insurger contre les accusations de M. Botton, mais il se heurta, cette fois, à une cinglante riposte du président Perrin, soucieux de mener les débats à sa guise. Or ces débats avaient bel et bien pris une tournure polémique.

Le message de Pierre Botton était clair : il n'épargnerait personne, surtout pas les têtes d'affiche. Outre Michel Noir, deux hommes eurent d'ailleurs droit, dès ce prologue, à des banderilles sur mesure : Michel Charasse, ancien ministre du budget, et Bernard Tapie, avec lequel M. Botton négocia le rachat de La Vie Claire.

« Pour avoir vu les comptes de La Vie Claire, je sais ce qu'est le pillage »

L'incident de procédure est provisoirement clos

EN DÉCIDANT de « joindre au fond » l'incident de procédure soulevé par la défense de Michel Noir, le tribunal correctionnel de Lyon s'est accordé un sursis. Ce n'est que dans le jugement final sur le fond de l'affaire que les magistrats diront s'ils sont compétents pour juger les faits imputés à M. Noir pendant la période où il était ministre du commerce extérieur, ou si ces faits relèvent de la seule Cour de justice de la République.

Ainsi, le tribunal a-t-il choisi la seule voie qui permette au procès de se poursuivre normalement. Toute autre décision aurait fait l'objet d'un jugement. Or qui dit jugement dit voies de recours et le procès aurait été renvoyé à une date lointaine en attendant qu'elles soient épuisées. Dans le cas présent, il s'agit, en principe, pas possible de faire appel d'une jonction au fond qui est une simple mesure d'administration judiciaire.

Le premier assaut de la défense de M. Noir pour faire renvoyer le procès a donc échoué. Ou s'en est

jouirait dans la mesure où il serait injuste que l'utilisation particulièrement adroite du code de procédure pénale ait pour seul but d'éviter le cours de la justice. Mais il serait aussi injuste de laisser croire que la défense a trop de droits. L'argument soulevé était tellement de taille que les magistrats se sont accordés une journée de réflexion, alors qu'une jonction au fond est généralement prononcée au terme de quelques minutes de délibéré. En outre, si la jurisprudence impose la jonction dans la majorité des cas, elle laisse cependant la porte ouverte à plusieurs exceptions.

Interrogé mardi 14 février, un président de chambre confiait que dans un cas semblable il serait « passé en force » en joignant au fond. La raideur de la formule est révélatrice de l'apreté du combat qui oppose les avocats aux magistrats dans ce type d'incidents où les armes utilisées ne sont pas toutes forgées dans le droit le plus pur.

M. P.

L'esprit des lois selon Françoise Sagan

ELLE MACHOUILLÉ les mots, inaudibles aux trois quarts. Long blazer bleu marine, chemise rayée, canne à la main, Françoise Sagan est enfin venue s'expliquer, mercredi 15 février, sur les poursuites engagées contre elle pour usage et cession de cocaïne (Le Monde du 11 février). Béatrice de Beaupuis, qui préside la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, avait rappelé, vendredi, au terme de deux journées d'audience, qu'« il serait tenu compte de l'assiduité et du respect que les prévenus manifesteront envers le tribunal ». Pour la récidiviste qu'elle était (déjà condamnée en 1990 à six mois de prison avec sursis, 10 000 francs d'amende et 350 000 francs d'amende douanière), le message ne pouvait qu'être entendu.

Françoise Sagan ne nie pas l'usage de drogue, qu'elle a cessé (« je vois mieux, je travaille mieux »). Mais elle soutient qu'elle n'en a pas cédé, bien qu'un ami reconnaisse qu'elle lui donnait de l'argent pour qu'il s'en procure tous deux. Sa condamnation de 1990 est « un souvenir vif ». « Pourquoi alors avoir recommencé ? », demande la présidente. « A la suite d'un certain nombre de décès, j'étais KO. J'avais besoin de quelque chose qui me pousse à travailler (elle lève les poings). Ça aide. » M^{me} de Beaupuis lui rappelle ses prises de position publiques, vio

divers articles « bien tournés », mais pris par le juge d'instruction comme une « provocation ». Et, par exemple, ce droit à l'autodestruction, pris comme « un encouragement » à la prise de stupéfiants. « Vous revendiquez de ne pas respecter la loi qui s'impose à vous comme à d'autres ? », interroge la présidente. « Il y a un article des droits de l'homme qui dit que la liberté s'arrête à celle d'autrui, répond l'auteur de Bonjour tristesse. J'ai le droit de mourir comme je veux. Mantesquieu l'a dit, non ? Les lois sont faites pour s'adapter aux hommes et non le contraire... »

Dans ce procès que seuls quelques noms célèbres not finalement sorti de la banalité, le substitut Bernard Fos a requis contre Françoise Sagan dix-huit mois de prison assortis du sursis avec mise à l'épreuve et 50 000 francs d'amende, et, contre l'humoriste Pierre Palmade, quatre mois avec sursis et 20 000 francs d'amende. Les peines requises pour les vingt-six autres personnes impliquées s'échelonnent par ailleurs de trois mois de prison avec sursis pour les petits consommateurs à sept années ferme pour les revendeurs. Les plaidoiries devaient avoir lieu jeudi 16 et vendredi 17. Jugement le 24 février.

J.-M. Dy.

Marie-Noëlle D., le juge Bruguière et les islamistes

QUE VAUT à Marie-Noëlle D., de connaître, depuis trois mois et demi, l'isolement cellulaire à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) ? « La naïveté », « la générosité », « l'incrédule », comme l'avaient ses amis ? Sa « bonne pâte », comme le suggère sa sœur ? La lenteur de la justice, que son entourage ose à peine mettre en cause de peur de l'offusquer ?

Statisticienne, chargée de mission depuis près de trente ans au ministère de l'Agriculture, Marie-Noëlle D., cinquante-cinq ans, a été arrêtée le 8 novembre 1994 dans le cadre d'une opération de police qui a conduit au démantèlement d'un réseau de soutien aux maquis islamistes algériens. Une opération sans précédent dans les archives de la section antiterroriste du parquet de Paris : soixante-dix-neuf mis en examen, cinq cents pièces à conviction, le tout confié au juge d'instruction Jean-Louis Bruguière.

Marie-Noëlle D., est propriétaire d'un petit appartement rue Bichat, à Paris, qu'elle a jadis prêté à sa fille, mariée à Kamel, un Algérien qui vit de débrouillardise. En 1992, quand sa fille décide de divorcer, Kamel, qui est présent comme un être influençant, retourne en

Algérie, puis revient en France... barbu, transformé. Mais Marie-Noëlle D., ne veut pas voir à mal. « L'esprit large », elle continue à aider son ex-gendre et lui sous-loue de manière informelle le studio.

Et c'est là que le bât blesse. Début 1994, Kamel lui demande l'autorisation de louer un appartement momentanément en difficulté. Est-ce de l'insouciance ? Elle accepte et, tous les jours sans bail formel, continue de payer téléphone et factures EDF, qu'elle refacture au sous-locataire, un certain Mourad, qu'elle affirme n'avoir vu que deux fois. Dr Mourad Adou Tachine est l'un des principaux mis en examen de la rafle du 8 novembre. L'apparement, découvert par les policiers, est devenu plaque tournante à usages multiples : fabrication de faux papiers, hébergement en transit de maquisards algériens.

Ayant fourni une aide matérielle de fait, Marie-Noëlle D., est mise en examen pour « association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme » et éconduite. « Au début, elle a cru que c'était un gag, genre bavure, explique sa sœur Maryvonne. Puis, pendant le premier mois de son incarcération, elle a été assommée. » Ses amis, contactés par Le

Monde, sont formels : Marie-Noëlle D., qui a plusieurs amis intellectuels algériens visés par les intégristes, est « viscéralement » anti-islamiste. Situation absurde qui lui vaudrait ainsi d'être assimilée à ce qu'elle rejette. En trois mois et demi, Marie-Noëlle D., n'a été entendue qu'une seule fois par le juge Bruguière. Plusieurs demandes de mise en liberté ont été rejetées, pour empêcher, entre autres, une éventuelle concertation avec des complices. Soutenue par ses amis et collègues de travail, la détenue va bientôt perdre sa rémunération, et s'inquiète surtout du temps qu'il faudra à « son » juge pour venir à bout de l'imposant dossier (et de ceux qu'il suit conjointement), ainsi que de la difficulté de prouver que tout se tramait à son insu.

Ce doute, qui impose au magistrat instructeur rigueur et vérifications, l'entourage même de Marie-Noëlle D., le comprend. Mais il ravive la vieille utopie du Prix Nobel et philosophe britannique Lord Russell : « Il faudrait deux polices, suggérerait le moraliste épris de liberté, l'une qui prouve la culpabilité et l'autre qui prouve l'innocence. »

Jean-Michel Dumay

Une piste soviétique dans l'affaire Colé

La création d'un Loto en 1991 dans l'ex-URSS a occasionné d'étranges tractations

CONSIDÉRÉ comme l'homme de l'affaire de la Française des Jeux (FDJ), l'ancien député gaulliste Henri Modiano a récemment fait savoir au juge Isabelle Orsini, par l'intermédiaire d'un avocat parisien, qu'il résidait actuellement en Italie et se tenait « à la disposition de la justice ». Reconverti dans les affaires, gestionnaire de nombreux comptes bancaires en Suisse, M. Modiano fait l'objet d'une demande de levée du secret bancaire auprès de la banque Krediet Privat, à Lugano, où la justice le soupçonne d'avoir abrité, sur le compte d'une société panaméenne, des sommes provenant des caisses de la FDJ, au temps où celle-ci était présidée par Gérard Colé, l'ancien conseiller de l'Élysée, mis en examen le 21 décembre 1994, disposait d'ailleurs d'une procuration sur ce compte (Le Monde des 20, 21 et 26 janvier).

Très proche de M. Colé, selon plusieurs témoignages, M. Modiano avait signé plusieurs contrats de « représentation » avec la FDJ, afin d'en vanter les « nouveaux produits » à l'étranger. Ainsi fut-il

chargé, en 1991, de lancer un loto sur le territoire soviétique. Dans son édition du 16 février, le Nouvel Observateur révèle les dessous de cette étrange opération. Henri Modiano s'était entendu avec les dirigeants de Citroën afin que 200 BX soient offertes aux premiers gagnants du Loto soviétique, pour lequel 350 millions de bulletins devaient être imprimés. Dans un courrier publié par l'hebdomadaire, la firme automobile, qui espérait s'implanter sur ce nouveau marché, se déclarait prête à verser une commission de 10 % sur ses « prix de vente sortie usine » à l'homme d'affaires, sur un autre compte suisse, à Bissone, près de Lugano.

Dans son rapport, rendu en novembre 1993, l'Inspection générale des finances, qui critiquait sévèrement la gestion de Gérard Colé, signalait que l'internationalisation des jeux, filiale de la FDJ, rémunérât « un intermédiaire » pour ses opérations « en Russie ». « Si le principe d'une rémunération d'un intermédiaire permettant de faciliter l'accès des marchés russes est ad-

missible, écrivaient les inspecteurs, M. Filipov a fréquemment bénéficié de rémunérations sans accord écrit (...) de la société et d'une revalorisation du taux de rémunération peu conforme à l'évolution de l'activité internationale en Russie. » De 5 %, la commission de cet homme d'affaires sur la vente des bulletins était subitement passée à 7,5 %, sans raison précise.

PDG de la société Sovmédia, basée dans l'Essonne, Iouri Filipov était en outre le représentant de la Fondation Lénine pour l'enfance - qui comptait notamment parmi ses membres Raïssa Gorbatchev -, et a semble-t-il cherché à s'entretenir dans les tractations conduites par Citroën sur le territoire soviétique. Or, selon le Nouvel Observateur, cette fondation serait une « société écran » du KGB et M. Filipov un agent des services secrets soviétiques, connu de la DST, le contre-espionnage français. L'hebdomadaire évoque ainsi une note rédigée en mars 1991 par un dirigeant de Citroën dans laquelle la Fondation pour l'enfance est présentée comme une « filiale

Hervé Gattegno

Le schéma des formations d'Ile-de-France mise sur l'apprentissage Les recettes du conseil régional sont adoptées

UNE AUGMENTATION Le conseil régional de l'Ile-de-France a adopté, mardi 14 février, le schéma des formations d'Ile-de-France pour les années 1995-1996. Le conseil a également adopté le schéma des formations d'Ile-de-France pour les années 1996-1997. Le schéma des formations d'Ile-de-France pour les années 1997-1998 sera adopté en 1998. Le schéma des formations d'Ile-de-France pour les années 1998-1999 sera adopté en 1999. Le schéma des formations d'Ile-de-France pour les années 1999-2000 sera adopté en 2000.

AR ADJUDICATION P. 84. RUE LE BONNE-PARIS 45-46 - FAX : 45-46-00-01

P. 1^{er} Étage - CAVE 100 000 F

1^{er} étage - R. de Ch. 200 000 F

2^{ème} étage - 3 pièces 150 000 F

3^{ème} étage - 4 pièces 200 000 F

4^{ème} étage - 5 pièces 250 000 F

5^{ème} étage - 6 pièces 300 000 F

6^{ème} étage - 7 pièces 350 000 F

7^{ème} étage - 8 pièces 400 000 F

8^{ème} étage - 9 pièces 450 000 F

9^{ème} étage - 10 pièces 500 000 F

10^{ème} étage - 11 pièces 550 000 F

11^{ème} étage - 12 pièces 600 000 F

555 60 11 11

HORIZONS

ENQUÊTE

Gordon, le cyclone tueur



Douze jours durant, au mois de novembre 1994, Gordon a parcouru le bassin caraïbe, y semant mort et destruction. Parmi toutes les terres touchées, Haïti a payé, par son sous-développement, le plus lourd tribut

IMPRÉVISIBLE et capricieux, Gordon a semé la mort et la dévastation dans le bassin caraïbe. Mille, deux mille victimes ? Les bilans n'ont cessé de s'alourdir, de plus en plus hallucinants. Absence d'état civil, déficience des équipes de secours, on ne connaît jamais le nombre exact de morts, de cadavres emportés par les pluies diluviennes, avalés par les torrents de boue. Une chose est sûre : la tempête tropicale qui a dévasté Haïti à la mi-novembre est l'une des catastrophes naturelles les plus meurtrières qu'ait connues la République caraïbe.

En visite aux Cayes, capitale de l'une des régions les plus touchées par l'ouragan, le président Jean-Bertrand Aristide a pu comparer les ravages du cyclone à ceux causés par les trois années de dictature militaire que vient d'endurer la population haïtienne. C'est à Haïti que Gordon a été le plus destructeur.

«Tempête erratique» née le 8 novembre au large des côtes occidentales du Nicaragua, Gordon s'est dissipé douze jours plus tard au-dessus de l'État de Georgie, dans le sud-est des États-Unis. Zigzaguant sur les eaux du bassin caraïbe, revenant vers la côte atlantique des États-Unis après une incursion dans le golfe du Mexique, Gordon n'a épargné aucune des grandes Antilles, la Jamaïque, Hispaniola, Cuba, avant de souffler sur la Floride, puis de lancer des vagues de plus de sept mètres à l'assaut des côtes de Caroline du Nord et de Virginie.

Phénomène déconcertant, atterrissant par moments la catégorie de cyclone avant de redevenir une «simple» tempête tropicale, Gordon a tenu en haleine pendant près de quinze jours les météorologues américains. Se jouant des prévisions et des satellites d'observation, les vents changeaient de direction et faiblissaient à moins de 60 km/h, alors que le Centre national de surveillance des ouragans, installé en Floride, annonçait que le cyclone allait reprendre de la force et de la vitesse.

Une tempête se transforme en cyclone lorsque les vents qui l'accompagnent dépassent les 120 km/h. Partout, les bourrasques et les trombes d'eau ont surpris par leur violence, mais les victimes ont été incomparablement moins nombreuses qu'à Haïti : quatre morts en Jamaïque, six dans le sud-ouest de la République dominicaine, trois à Cuba, six en Floride. Dans ces pays, les dispositifs d'alerte ont fonctionné tant bien que mal, les équipes de secours ont été mobilisées, les populations menacées ont pu être évacuées.

Dès le 10 novembre, des pluies diluviennes se sont abattues sur la Jamaïque, première île sur la trajectoire de Gordon. Les dégâts les plus importants ont été enregistrés dans les environs de la capitale, Kingston, et dans les paroisses de Sainte-Catherine, Clarendon et de Sainte-Elizabeth : plusieurs routes ont été

coupées, des canalisations ont explosé sous la pression des eaux et plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées sans toit. Mais la réaction rapide des autorités, particulièrement du «Bureau de prédisastre», qui a multiplié les messages d'alerte à la radio, a limité le nombre des victimes.

À Cuba, plus de dix mille logements ont été endommagés par la tempête, et soixante-cinq mille personnes ont dû être évacuées pour échapper aux inondations, selon l'agence de presse officielle Prensa Latina. La province orientale de Guantanamo a été la plus touchée : la base navale américaine, située au sud-est de l'île et où sont parqués plusieurs dizaines de milliers de réfugiés haïtiens et cubains, n'a pas été épargnée.

Durement éprouvée il y a deux ans par le cyclone Andrew, la Floride a de nouveau subi d'importants dommages. Selon les experts de plusieurs compagnies d'assurances, les dégâts provoqués par Gordon dépassent les 500 millions de dollars dans cet État. Le gouverneur de la Floride, Lawton Chiles, a demandé à Washington que treize comtés

soient déclarés «zone de désastre», pour leur permettre de bénéficier d'une aide fédérale. Plus de deux cent mille personnes ont été privées d'électricité durant le passage du cyclone.

Les précipitations, qui ont atteint par endroit 60 centimètres, ont ravagé les cultures hivernales de fruits et de légumes sur plusieurs milliers d'hectares. La navette spatiale Atlantis, qui devait atterrir à Cap Canaveral, a dû être déviée vers la Californie.

Après la mort d'une femme enceinte dans un accident de la circulation dû aux mauvaises conditions météorologiques, les autorités ont fermé la route qui relie Miami à Key West. Un adepte du surf, qui avait négligé les avis de tempêtes, est mort noyé, tandis qu'une autre personne est morte à Barefoot Bay, sur la côte atlantique, où des centaines de caravanes et de maisons préfabriquées ont été détruites ou endommagées. En Caroline du Nord ainsi qu'en Virginie, plus de quinze mille personnes ont été évacuées.

La République dominicaine n'a pas, non plus, été épargnée.

Routes coupées, ponts emportés par les rivières en crue, caoaux d'irrigation obstrués, plantations de bananes anéanties : les dégâts ont été considérables dans les provinces du sud-ouest. Selon l'évêque de Barahona, Mgr Fabio Mamerto Rivas, qui a coordonné les secours, «les effets de Gordon ont été d'autant plus dévastateurs que personne n'était informé de son arrivée».

Deux semaines après le passage de l'ouragan, plusieurs localités étaient toujours coupées du monde. Des milliers de personnes, particulièrement à Tamarzo et à Vicente Noble, dans la plaine proche de la frontière haïtienne, ont perdu tous leurs biens, emportés par les inondations. Réagissant rapidement, la Croix-Rouge et les autorités sanitaires ont distribué des matelas et entrepris une campagne de vaccination dans les zones affectées pour éviter les épidémies.

Mais la perte d'une grande partie des récoltes a provoqué de brutales hausses de prix de certaines denrées : aliment de base de nombreux Dominicains, la banane a ainsi vu son prix augmenter de près de 500 % sur les marchés de la capitale à la suite du passage de Gordon.

C'EST à Haïti que l'effet de surprise et la violence de l'ouragan ont eu les effets les plus dramatiques. L'absence de structures étatiques, anéanties par la dictature, et la précarité des réseaux de communication ont amplifié les conséquences de la catastrophe, en dépit de la présence de plusieurs milliers de soldats américains qui ont porté secours aux victimes.

«Jamais la pluie n'est tombée avec autant de rage», raconte Meline Saint-Fleur, une mère qui a pu sauver ses enfants de justesse, mais qui a vu sa maison emportée par un torrent déchaîné. Un autre rescapé, originaire d'une commune proche de Jacmel, dans le sud-ouest du pays, a dû grimper dans un arbre pour avoir la vie sauve : «Il est tombé tellement d'eau que la terre était comme une éponge de vase aspi-

rant les hommes et les animaux.»

À Jacmel, comme autour de la capitale, ce sont les plus pauvres qui ont été les plus durement éprouvés. En l'absence de tout plan d'urbanisme, les familles misérables venues de la campagne accrochent leurs masures au bord des ravines. Lorsque les fortes pluies dévalent les montagnes dominant la capitale, ces maisonnettes sont balayées comme des fétus de paille.

Carrefour, Cité Soleil, Chélibert, les interminables bidonvilles qui s'étendent au bas de la capitale, sont les quartiers qui ont le plus souffert. Selon le maire de Jacmel, Claude Bernard Crahan, les morts et les disparus dépassent le millier pour sa seule ville.

La «route de l'amitié», reliant Port-au-Prince à Jacmel, a été coupée en plusieurs endroits, rendant difficile l'acheminement des secours. Des aliments et des médicaments ont dû être trans-

portés par bateau jusqu'à Jacmel, avant que les militaires américains ne reparent l'axe routier.

Outre les États-Unis, la France, le Canada, le Japon et Taiwan ont envoyé des secours d'urgence pour venir en aide aux populations les plus touchées. Plus de quinze jours après le passage de Gordon, les risques d'épidémie n'avaient toujours pas disparu.

«Il n'y a plus de source d'eau potable autour de Jacmel, et le nombre de cadavres d'humains et d'animaux accroît les risques de contamination», soulignait Richard Bonneville, responsable de l'organisation humanitaire Inter-aid, après une tournée dans le sud-ouest d'Haïti.

«Les dégâts ont été aggravés par la vétusté des instruments opérationnels qui permettent à l'État de faire face à ses responsabi-

«Il est tombé tellement d'eau que la terre était comme une éponge de vase aspirant les hommes et les animaux.»

plus urgents que les nouvelles autorités haïtiennes aient à affronter. Sans arbre, la terre et l'eau ne sont plus retenues, et le pays menace de se transformer en désert.

Selon les experts, la couverture forestière représente aujourd'hui moins de 3 % de la superficie totale d'Haïti, contre plus de 50 % au début du siècle. Beaucoup de paysans n'ont d'autre ressource que la production de charbon de bois. Plus de 80 % des foyers utilisent ce combustible pour cuisiner.

Chaque tempête tropicale, chaque nouveau Gordon accélère le cycle infernal. Les pluies, qui ne peuvent plus être absorbées, se transforment alors en torrents meurtriers.

Jean-Michel Caroit

Alberto, Beryl, Ernesto, Chris, Florence et les autres

CHACQUE ANNÉE, entre juin et décembre, une dizaine de cyclones se forment sur les eaux du bassin caraïbe. Tous affublés d'un prénom, la plupart ne passent heureusement pas à la postérité. En 1994, Alberto, Beryl, Ernesto, Chris ou Florence sont passés pratiquement inaperçus. À la différence de Gordon, ou de Debbie, qui, en septembre, a ravagé les plantations de bananes des petites Antilles et tué dix personnes à Sainte-Lucie, en Martinique, à Porto Rico et en République dominicaine.

Les plus connus, ceux dont les habitants de la région conservent le souvenir, sont les plus dévastateurs. Avant Gordon, Andrew, Hugo ou David témoignent du fantastique pouvoir de destruction de ces phénomènes naturels. À Saint-Domingue, les plus âgés évoquent encore avec effroi San Zenon qui, le 3 septembre 1930, a transformé la capitale dominicaine en un champ de ruines. Les photos prises alors donnent l'impression que la ville a été écrasée sous un tapis de bombes. Selon les journaux de l'époque, plus de cinq mille personnes ont péri et dix mille au moins ont été blessées. Les cimetières dé-

bordant de cadavres, il a fallu incinérer des centaines de corps en pleine rue. Bien avant San Zenon, un cyclone avait déjà ravagé Saint-Domingue en 1502. Les maisons de bois de la première capitale fondée par les conquistadores espagnols dans le Nouveau Monde avaient été totalement détruites.

En dépit des progrès de la science et de la multiplication des satellites d'observation, les cyclones continuent de surprendre, de détruire et de tuer. Leurs trajectoires demeurent largement imprévisibles. Et, comme Gordon vient de le rappeler tragiquement, leurs changements de rythme déroutent les météorologues. Pour tenter de faire face, le service américain d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) améliore son réseau de collecte de données météorologiques. Des terminaux d'observation météo doivent notamment être installés dans la région pour un coût d'environ 6,5 millions de francs, afin d'alimenter le «système international de communications par satellites» de la NOAA.

J.-M. Ca.

Référé contre Greenpeace à propos du transfert de déchets nucléaires

Le tribunal de Paris libère deux passagers nigériens clandestins

Presses factuelles

Les pharmaciens s'interrogent sur la délivrance des produits de substitution à l'heroin

الجزيرة

les valeurs
blique

Debré

Le monde de l'économie...
Le monde de la culture...
Le monde de la politique...

Avec Jacques Chirac,
nous refusons
par principe
le statu quo

Le monde de la science...
Le monde de la technologie...
Le monde de la santé...

DU COURANT

Le monde de la littérature...
Le monde de la philosophie...
Le monde de la religion...

Le Monde

Le mal algérien

Le mal algérien serait-il devenu contagieux ? Formulée en ces termes, la question semblerait outrancière, voire insultante, pour nombre d'Algériens que le chaos singulier où s'enlise leur pays a brutalement sévère de leur fierté passée. Bercés pendant plus de trente ans par les mensonges flatteurs de l'Etat-FLN qui présentait l'Algérie comme le « phare » du tiers-monde, dont l'économie florissante, à base d'hydrocarbures, ferait demain le nouveau « Japon de l'Afrique », beaucoup n'arrivent pas à se faire à l'idée de cette rupture vertigineuse qui les prive de toute image acceptable d'eux-mêmes.

Les déboites de l'Algérie avaient d'abord suscité, en 1992, chez ses voisins maghrébins, une curiosité presque amusée. Le Maroc et la Tunisie n'étaient pas mécontents de voir Alger, longtemps détestée pour son arrogance « prussienne », se retrouver aux prises avec des islamistes - dont tout le monde, alors, sous-estimait la force de nuisance - et une crise économique qui n'avait pas encore les allures d'un irréversible désastre.

Commentant le succès de l'Front islamique du salut (FIS), lors du premier tour des élections législatives de décembre 1991, Hassan II avait regretté, à haute voix, la « suspension » du processus électoral. L'expérience islamiste valait d'être tentée, expliquait-il, l'Algérie ayant pu faire figure, à ses yeux,

de « laboratoire » politique, grandeur nature - dont les pays arabes auraient pu tirer d'utiles leçons. L'histoire en aura décidé autrement. Soudaine de protéger ses intérêts et persuadée qu'elle avait les moyens d'éliminer rapidement le danger intégriste, l'armée algérienne choisissait la politique répressive. Politique sans issue, dont on mesure aujourd'hui les ravages.

En l'espace de deux ans, le regard porté sur l'Algérie par le Maroc et la Tunisie aura profondément changé. D'innocent « laboratoire », le turbulent voisin a pris l'aspect d'un redoutable repoussoir. A Rabat comme à Tunis, chacun comptait du bout des lèvres aux malheurs des Algériens, convaincu que le drame n'était pas contagieux. La fusillade de l'hôtel Atlas Asmi, à Marrakech, le 24 août 1994, qui s'est soldée par la mort de deux touristes espagnols, et l'attaque du poste-frontière tunisien de Tamerza, le 11 février, qui a coûté la vie à six gardes nationaux, ont brutalement changé la donne.

Il était clair que les maquisards algériens, faute de pouvoir s'imposer à la fois face au pouvoir et à la population, seraient tentés de tourner la difficulté, en faisant déborder le conflit, d'une manière ou d'une autre, hors des frontières de l'Algérie, soit en France, soit au Maghreb. Devant le risque d'être ainsi pris pour cibles, le Maroc et la Tunisie peuvent être tentés de se rallier et de renoncer à toute velléité de démocratisation.

Uniformité au sommet

On avait pu croire que le cordon ombilical reliant mille affaires et puissances publiques avait été tranché, les privatisations, la mondialisation de l'économie et la nécessité d'une gestion stricte devant avoir œuvré pour que le monde de l'entreprise se sépare de celui de l'Etat. Une division des pouvoirs salutaire.

Pourtant, jamais les élites de ces deux mondes n'ont été si semblables. Au fil des ans, influencés aux bouleversements de société, la filière reine (grandes écoles, ENA ou X, pour l'essentiel), grands corps, accompagnés ou non de passages en cabinets ministériels s'est imposée comme le modèle unique de formation des dirigeants, sorte de vatique désormais indispensable pour accéder aux plus hautes fonctions administratives, politiques, mais aussi économiques.

L'incapacité des entreprises françaises à susciter leurs propres élites, un phénomène connu mais que viennent de confirmer deux sociologues du CNRS dans une étude consacrée aux dirigeants des grandes sociétés françaises, est lourde de conséquences. Qu'une carrière au sein d'un grand groupe soit la voie la moins efficace pour parvenir au sommet est porteur de déceptions. Outre que cette singularité soit incompréhensible dans d'autres pays (et notamment en Allemagne où un patron sur quatre est passé par la voie de l'apprentissage), elle vide de son sens le discours des années 80 célébrant le culte de l'entreprise, le goût de la performance et des preuves sur le terrain. Cruel pour les directions

de ressources humaines, elle pose un diagnostic très sévère sur les politiques de sélection et de recrutement interne. Et devrait surtout déclencher des interrogations sur le double langage des dirigeants d'entreprise.

Par ailleurs, le monopole ainsi confiné à un type d'élite, extérieur au monde de l'entreprise, a d'autres effets pervers. Faute d'avoir une connaissance intime du groupe qu'ils dirigent, ces patrons ont tendance à privilégier la croissance externe (rachats, fusions) de préférence au développement interne. Ce mode de gestion n'est pas sans conséquences pour l'emploi, la croissance externe étant souvent facteur de réorganisation et de restructuration, quand le développement interne, qui suppose une parfaite connaissance des richesses propres à l'entreprise, favorise l'embauche. Plus généralement, en confiant quasi intégralement à l'Etat le soin de désigner leurs propres responsables, les entreprises contribuent à exercer une pression énorme sur le système scolaire. Puisqu'il n'y a pas de deuxième chance, puisque l'accès aux plus hautes fonctions est de plus en plus déterminé par l'appartenance à un grand corps, en fonction de concours passés à l'âge de vingt ans, le jeu se ferme dès l'enseignement supérieur. Ce système a beau offrir de rares possibilités de promotion sociale foudroyante d'une génération à l'autre, il bloque en revanche totalement les perspectives d'ascension à l'intérieur d'une même classe d'âge. L'école est devenue une machine de sélection définitive. Elle ne forme pas, elle classe.

Le Monde se édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;
Directeur adjoint : Dominique Albry, directeur général ; Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction ;
Bâtiment : directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directrice déléguée ;
Rédaction en chef : Thomas Frenay, Edouard Pignatelli, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurent Gaudier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig ;
Membre du conseil de surveillance : Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Veron, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ;
Médiateur : André Laurens ;
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Pauzet (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Lescaze (1991-1994) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 200 000 F. Pionniers fondateurs : Société civile « Les directeurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil de direction ;
Rédaction et siège social : 15, RUE FALGOUTIERE 75011 PARIS CEDEX 15
TEL. (01) 46-45-25-26 Télécopieur : (01) 46-45-25-91 Tél. : 300.006
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 75002 PARIS CEDEX 02
TEL. (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-30-10 Tél. : 361.311

Le meeting par Martial Leiter



La présidence et le peuple

Suite de la première page

Côté russe, plusieurs noms de militaires, généralement anciens d'Afghanistan, reviennent dans les conversations. Parmi eux celui du général d'armée Lebed, à qui sa réputation d'incorruptibilité permet de tenir les propos les plus insolents. Et aussi celui du général de l'air Rousskot, jadis numéro deux de Boris Eltsine avant de devenir, contre lui, le défenseur de la « Maison Blanche » de Moscou.

Idem cependant s'arrête la ressemblance. Outre que la reprise bat son plein aux Etats-Unis, alors que l'économie de l'ex-URSS est toujours aussi chaotique, Tocqueville a dit une fois pour toutes que la puissance des Etats-Unis repose sur la liberté et celle de la Russie sur la servitude.

Ne pourrait-on soustraire à la compétence de l'Etat tout ce qui est susceptible d'être traité à des échelons plus modestes ?

La patrie de Dostoïevski ne s'est pas encore remise d'en être sortie. La démocratie, pour reprendre une jolie expression d'André Gratchev, le dernier porte-parole de Gorbatchev, en est toujours, là-bas, au stade de la cabine d'essayage. Rien de tel outre-Atlantique où l'attente intermittente d'un Zorro fait paradoxalement bon ménage avec une défiance congénitale à l'égard du red tape, autrement dit de la bureaucratie.

RECTIFICATIFS

M. CHIRAC
Dans l'article consacré aux perquisitions effectuées en Corrèze mercredi 15 février par le juge Halphen (*Le Monde* du 16 février), nous avons écrit par erreur que Bernadette Chirac est élue du canton de Meymac. L'épouse du maître de Paris est bien conseillère générale en Corrèze, mais c'est le canton dont le chef-lieu est la ville de Corrèze qu'elle représente.

GÉRARD METOUDI

Une erreur d'orthographe s'est glissée dans l'article présentant l'état-major de campagne de M. Lionel Jospin, paru dans notre édition du 15 février. Le directeur de cabinet du candidat socialiste se nomme Gérard Metoudi et non Metoudy.

AU FIL DES PAGES/POLITIQUE

Sous les mythes, les idées

Il n'y a pas de description gratuite de la politique, encore moins d'analyse neutre. Ainsi, quand Alain Duhamel cerne dans ses retranchements *La Politique imaginaire*, titre de son dernier essai, c'est pour l'opposer à la politique réelle. L'une emprunte à des mythes et des fantasmes de la collectivité, qui remontent à la surface à la faveur de la crise et de divers bouleversements, l'autre se fonde sur la réalité et sur la réflexion. Alain Duhamel souhaite le retour à la rationalité de cette dernière, mais cela suppose que, pour triompher de son contre-modèle, elle s'en donne les moyens, en termes de personnels, d'idées et d'espérances ; qu'elle aille au-delà du raisonnable trop limité et insuffisamment inventif.

Est-ce possible ? Ce serait en tout cas une erreur de désespérer en croyant que les faits ont eu définitivement raison des idées, assure, pour sa part, Alain Leroux. Cet enseignement économique politique affirme que, loin d'être mortes, comme on le prétend volontiers, les idéologies vont revenir sur le devant de la scène, ce qui le conduit à nourrir ses propres espoirs. Voilà donc deux essais qui, avec des approches différentes - l'analyse des mouvements de l'actualité et de l'opinion, d'un côté, la réflexion sur l'architecture des idéologies, de l'autre - tentent de sortir du pessimisme ambiant et de ses fausses certitudes.

Ce sont celles-là que combat Alain Duhamel, ces idées reçues, ces peurs irrationnelles, ces mythes sans véritable substance, qui créent un climat délétère. Ils ont noms le rejet de la politique, l'omnipotence présidentielle, la corruption politique, la dictature de la télévision, la fin des idéologies, la trahison des élites, la république gaullienne, l'Europe contre la nation. Autant de chapitres qui lui permettent de contester ou, à tout le moins, de nuancer ces clichés simplistes, au risque d'aller à contre courant de la mode.

Deux essais, deux approches différentes, deux tentatives pour sortir du pessimisme ambiant et de ses fausses certitudes

A qui, à quoi, les imputer ? Aux divers bouleversements qui sont ressentis comme autant d'agressions, qu'ils surgissent dans les domaines des techniques de la communication médiatique, des références idéologiques, des acquis historiques, des tracés géographiques, ou qu'ils procèdent d'une crise dont on ne voit pas le bout. Ils libèrent des réflexes, ravivent des craintes, exacerbent des préjugés, que les acteurs politiques subissent quand ils ne s'en servent pas.

En ce qui concerne les idéologies, Alain Duhamel observe que celle qui s'est fondée sur la notion de consensus n'a pas supprimé la référence aux clivages partisans, mais, au contraire a obligé à leur renouvellement, tandis que la crise ouvrait, ou retrouvait, d'autres voies, comme le populisme, l'écologie, la place faite aux droits de l'homme. D'une manière générale, « les critères idéologiques de cette fin de siècle s'organisent moins autour de thèmes abstraits et plus autour d'alternatives précises », écrit-il. Et c'est par la confrontation entre ces choix, des visions, des plates-formes touchant à la politique réelle que sera exorcisée la mythologie politique française, conclut l'auteur.

Alain Leroux distingue l'idéologie, et ce qu'elle a d'ouvert et de totalitaire, de la doctrine, fermée sur elle-même et totalitaire ; il en définit trois types, à partir de leurs présupposés ontologiques : libéral, socialiste, humaniste. Son analyse tend « à montrer la capacité de chaque classe d'idéologies à générer des expressions authentiques, adaptées à la réalité d'aujourd'hui ». Et à donner du monde des représentations techniques. Car il refuse l'idée à la mode suivant laquelle « le pragmatisme auto-suffisant doit aujourd'hui dessiner l'horizon du politique ».

Aurait-il convaincu son lecteur de l'actualité des idéologies, de leur prochain retour et de leur efficacité comme ingrédient à part entière de la pensée disciplinée, qu'il serait déjà comblé ! Si, en plus, il lui fait partager sa préférence pour l'expression positive d'une idéologie du même calibre que le libéralisme et le socialisme, fondée sur un humanisme de la personne, dont il trouve les racines dans le personnalisme des années 30 et les traces dans le gaullisme des années 60, il se sentira alors pleinement compris. On en conclura, au moins, que le débat d'idées reste ouvert et ce n'est pas une mauvaise nouvelle.

André Laurens

★ Alain Duhamel, *La Politique imaginaire*, Flammarion, 291 pages, 98 F.
★ ★ Alain Leroux, *Retour à l'idéologie*, PUF, 243 pages, 148 F.

Horaires
des spectacles
3615 LEMONDE

Xia Yan
Cineaste chinois

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 17 FÉVRIER 1995

17

CONCURRENCE Les magasins de maxidiscount - hard discount - continuent leur percée en France. Ils sont près de 1 600 aujourd'hui dans l'Hexagone et représentent 20 % du

nombre des supermarchés, contre 4 % il y a cinq ans. Leur taille leur permet de ne pas être touchés par le gel sur l'implantation des grandes surfaces. Leurs prix bas sont une ré-

ponse à la baisse du pouvoir d'achat. ● LA CONCURRENCE vient d'abord d'Allemagne. Les deux leaders d'outre-Rhin, Aldi et Lidl, occupent en France le quart des sur-

faces. La grande distribution française s'est déployée dans le discount de manière un peu désordonnée. ● LES FABRICANTS de produits de marque s'adaptent. Ils

fournissent de plus en plus fréquemment des articles presque équivalents à leurs produits phares aux grands distributeurs qui les commercialisent sous leur propre nom.

La clientèle des maxidiscounts a progressé de 40 % en 1994

Il s'est ouvert l'année dernière, en France, plus d'un supermarché par jour, spécialisé dans les très fortes remises. Un phénomène de nature à modifier le paysage de la grande distribution

C'EST UN VRAI raz-de-marée. En 1994, il s'est ouvert, en France, plus d'un supermarché de maxidiscount (dit *hard discount*) par jour. Avec 1 545 magasins ouverts et un million de mètres carrés de surface totale de vente, cette forme de distribution représentait, au 31 décembre, 20 % du nombre total des supermarchés français, contre moins de 4 % il y a cinq ans.

Selon une étude de l'Institut Secodip - les chiffres sont assez élevés - les dépenses qui ont été faites dans le hard discount ont été équivalentes, l'an dernier, aux ventes de Prisma, Monoprix et Uniprix réunis, soit un peu plus de 21 milliards de francs. Le montant est impressionnant. Il est pourtant très inférieur aux estimations faites par l'Institut français de libre-service (IFLS) qui évalue, lui, à 35 milliards de francs le chiffre d'affaires réalisé par la profession l'an dernier. C'est donc bien à une recomposition majeure des forces dans la grande distribution, que l'on est en train d'assister.

En peu de temps, le concept des maxidiscounts est devenu fami-

lier : des produits de « base », peu nombreux, fabriqués officiellement par des PME aux noms soigneusement tenus secrets, vendus en grande quantité et à bas prix dans des magasins de taille plutôt réduite employant peu de salariés - 648 mètres carrés et 6 personnes en moyenne -, et autorisant des implantations à l'immédiate périphérie des agglomérations, voire en centre-ville sans tomber sous le coup du gel des implantations de grandes surfaces. « Gain de temps, gain d'argent », résume, lapidaire, Claude Sylvain, président d'Erteco, filiale de Carrefour exploitant les enseignes Europa Discount, Ed l'épicerie et Ed le maraîcher.

Un gain de temps, parce que les maxidiscounts sont des magasins de proximité et que le nombre réduit des produits référencés simplifie le choix du client - il n'y a qu'un seul type de confiture de fraises I - tout en facilitant le passage aux caisses. « Nous avons un code par article qui ne change jamais », explique Claude Sylvain. Un gain d'argent, puisque le nombre réduit d'articles et l'ambiance spartiate des magasins au-

torisent les économies d'échelle : « Nous nous faisons livrer en très grande quantité, par palettes entières, sans même sortir les produits des cartons », conclut le président d'Erteco. La formule a le mérite de la simplicité et de l'efficacité. Et, apparemment, elle plaît.

L'an dernier, près de 3,5 millions de foyers français, des RMistes aux écologistes à la recherche d'une distribution alternative, se seraient laissés séduire - 40 % de plus que l'année précédente - et y auraient fait des courses au moins une fois dans l'année. Désormais, explique Laurent Zeller de la Secodip, « les hard discounts représentent 18 % du total des jus de fruits vendus en France - en volume -, 12 % du gâteau, 11 % du jambon préemballé, 10 % de la purée déshydratée ».

DÉFLATION Des pourcentages impressionnants dans une France marquée par la déflation et une stagnation de la consommation en volume, et qui sont autant de parts de marché arrachées à la concurrence. « Cela s'est fait au détriment des enseignes classiques », poursuit Laurent Zeller.

Surtout celles qui avaient eu leur politique de communication sur les prix.

Autant de transferts qui inquiètent les grands de la distribution. Autant de remises en question qui menacent les situations

d'outre-Rhin, Lidl et Aldi, occupent respectivement la première et la quatrième places dans l'Hexagone. Lidl qui a ouvert, l'an dernier, 93 magasins, « prend de plus en plus le large et couvre à elle seule 22 % du marché en nombre, avec

sins pour le premier, Europa Discount et 182 magasins pour le second - entre les deux colosses allemands. Après des années de croissance forte, l'enseigne d'Intermarché qui avait connu une très forte poussée, a pourtant marqué le pas l'an dernier. Christian Le-maire, l'un des adhérents-responsables, en avait donné la raison, en décembre, lors du dernier congrès des Mousquetaires, reconnaissant que des ouvertures s'étaient faites dans une certaine précipitation.

C'est que les places se révèlent désormais chères. Pour une enseigne comme Dia (du groupe Promodès), comme Leader Price (du groupe américain Best Price) ou, encore, comme Le Mutant (appartenant aux Coop du Nord-Pas-de-Calais) à la forte croissance, l'an dernier, beaucoup d'autres ont marqué le pas. « Les cinq premières enseignes en nombre de magasins représentent près de 70 % du total, et plus de 71 % de la surface totale de vente », rappelle le Système U et Cad de Docks de France, ont disparu.

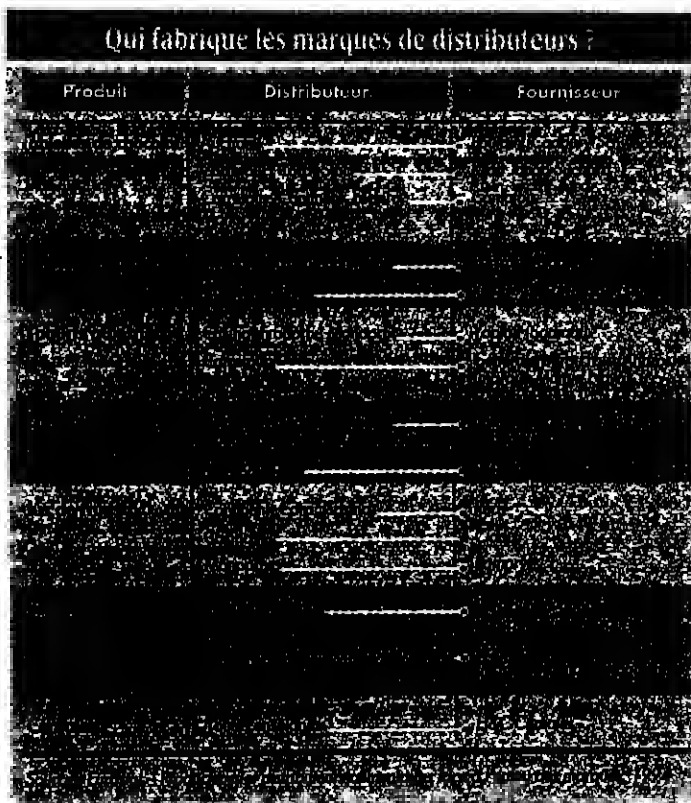
Pierre-Angel Gay

Les grandes marques s'essaient à l'anonymat

« LES GRANDES MARQUES ont compris qu'elles n'avaient aucune chance de triompher les marques de distributeurs (MDD). Elles souhaitent désormais produire pour nous », lance Georges Flament, vice-président du directoire de Casino. Aux côtés d'Indesit, Indesit triels de l'agroalimentaire se bousculent au portillon pour fournir, discrètement, des produits vendus sous les marques Carrefour, Ancho ou Leclerc. Une étude réalisée en 1994 par Eurostat, sous la direction de Jean-Noël Vieille, révèle que produit pour les MDD (voir tableau). Ces dernières représentent le tiers des ventes alimentaires en France, les grands groupes doivent être présents sur ce segment.

Certains y vont à reculons. Nestlé déclare réaliser moins de 1 % de son chiffre d'affaires pour les marques de distributeurs. Les entreprises évitent surtout de vendre des imitations de leurs produits phares. Ainsi, Tropicana, Coca-Cola ou Evian ne font pas de MDD. « Nous gardons pour nos marques tout ce qui est recherche et développement », affirme Antoine Riboud, PDG de Danone.

Pour les produits banalisés, sur des marchés à maturité, les grandes marques produisent sous MDD. Ces dernières, qui ont eu longtemps une image de qualité médiocre, ont séduit les consom-



mateurs. Soucieux d'assurer à ses clients une qualité minimale, Casto, dès le début du siècle, fabri-

quait lui-même ses produits. Ce raisonnement a été poursuivi en

c'est Carrefour qui a lancé dans la très grande distribution les MDD en créant, en 1976, les produits dits libres. A partir de 1987, le groupe engage sa réputation et signe ses produits, dont la qualité s'améliore, de la marque Carrefour.

A l'origine, les distributeurs, en lutte contre les grands de l'agroalimentaire, ont travaillé avec des PME. « En 1976, lorsque nous avons lancé 50 produits libres, nous avions 28 fournisseurs », explique Chantal Jacquet, directrice produit des marques Carrefour alimentaires. Et ces PME ont fait fortune. « Nous avons permis à ces PME d'émerger. Les établissements Rou-tin, près de Chambéry, occupent désormais près de 15 % du marché des sirops. La société Agis, spécialisée dans les plats cuisinés s'est développée grâce à nous, tout comme le producteur de pâtes Alpina ».

UNE AUBAINE POUR LES PME Les fabricants de MDD ont, en dépit de marges très serrées et d'un cahier des charges draconien imposé par le distributeur, une véritable rente de situation : débouchés assurés, force de vente réduite et très grandes séries. Le distributeur est fidèle à son sous-traitant. Chantal Jacquet explique : « Vingt-deux entreprises sur les vingt-huit du début travaillaient encore avec nous ».

De nombreuses PME se sont cogouffrées sur le segment des MDD, à l'image de H&C Céréales, société peu connue, qui produit pourtant la quasi-totalité des céréales pour le petit-déjeuner, face aux géants comme Kellogg ou Nestlé refusant de produire sous MDD. H&C Céréales, qui emploie 280 salariés, a vu sa capacité de production bondir de 6 millions de tonnes à 30 millions de tonnes entre 1989 et 1994, avec une force de vente réduite à six personnes. Certaines de ces PME savent adapter rapidement leur outil aux demandes du distributeur et font de la recherche et développement.

MONTÉE EN GAMME « La plupart des innovations primées ou SIAL, le salon de l'agroalimentaire, sont faites par des PME », remarque Chantal Jacquet. Les spécialistes des MDD veulent monter en gamme pour s'affranchir de la tutelle des distributeurs et cootrer les grandes marques. Cantalou, spécialiste du chocolat MDD, a relancé en 1989 la marque de Cémoi pour se battre sur le terrain de Poulain ou Kraft Jacob Suchard.

De leur côté, les géants comme Danone se sont attaqués au mar-

ché de la MDD : ils offrent aux distributeurs leurs capacités de production à bas prix, à qualité garantie, tout en rentabilisant leur outil industriel si celui-ci ne tourne pas à 100 %. Chez Danone, William Saurin consacre environ 20 % de sa production à des marques de distributeur. Mais, « nous n'investissons pas dans de nouvelles capacités pour produire sous marques de distributeur », précise Yves Barbière, PDG de Nestlé France. Les producteurs affirment tous que les produits commercialisés sous MDD ne sont pas identiques à ceux vendus sous leurs marques.

De la concurrence, on est donc passé à la cohabitation. Désormais les marques parlent même d'alliance avec les MDD... contre un encaissement commun : les premiers prix, qui envahissent les supermarchés et les maxidiscounts. « Les distributeurs doivent défendre leurs marques comme nous », explique le président d'un grand groupe agroalimentaire. Hier, les grands groupes refusaient d'admettre qu'ils faisaient des MDD. Aujourd'hui, ils affirment ne pas faire de premiers prix.

Arnaud Leparmentier

Les services Minitel seront accessibles par micro-ordinateur

UNE PAGE est tournée. En annonçant, jeudi 15 février, l'ouverture du Kiosque Micro, France Télécom met un terme à l'originalité du système télématique français. Construit autour du Minitel, lancé en 1981, ce système restait fermé sur lui-même. Désormais, il s'ouvre au micro-ordinateur. Les jours de la boîte à lettres équipée de son petit écran et de son clavier rudimentaire sont comptés. Le téléphone et l'ordinateur s'approprient à se partager sa dévouée. Au premier, les services simples tels que l'annuaire électronique. Au second, les consultations évoluent faisant appel au texte, aux graphiques et à la photographie.

C'est la fin d'une industrie française florissante, qui a produit un parc de 63 millions de terminaux utilisés aujourd'hui par 14,3 millions de personnes. Mais, en 1994, ce chiffre est resté stable. A l'inverse, les cartes d'émulation qui donnent aux ordinateurs un accès aux services Minitel ont bondi de 54 % pour atteindre un parc de 600 000 unités, correspondant à

810 000 utilisateurs. Ainsi, le relais est passé. Il restait à adapter les services télématiques à l'outil informatique. C'est chose faite avec le Kiosque Micro.

France Télécom a créé une véritable industrie télématique grâce au Minitel distribué gratuitement lors de son lancement. Aujourd'hui, le matériel lui échappe, puisqu'il est construit par l'ensemble de l'industrie informatique. Pour Alcatel et autres Matra, il s'agit d'une mauvaise nouvelle. Mais elle était inévitable. Le Minitel a rempli son office. Pour la France, bien pauvre en fabricants d'ordinateurs, le marché de la télématique bascule du côté des services.

Le parc français de micro-ordinateurs devrait passer de 6 millions d'unités en 1994 à 10 millions en 1998. La progression sera due, pour beaucoup, au développement de l'informatique domestique. Déjà, un tiers des ordinateurs vendus sont équipés d'un modem, l'appareil qui leur permet de se connecter sur les lignes téléphoniques pour

envoyer des télécopies ou accéder aux services télématiques. « Le micro-ordinateur représente un potentiel d'accessibilité important », note Jean-Jacques Dominiann, directeur commercial de France Télécom.

Le chiffre d'affaires de la télématique française a atteint 9,2 milliards de francs en 1994. La progression de 6 % par rapport à 1993 est entièrement due aux services vocaux (Audiotel), dont le chiffre d'affaires a augmenté de 31 %. En revanche, celui du Minitel recule de 1 %. Les nouveaux terminaux, Magis, équipé d'un lecteur de cartes à puce, et Sillage, un téléphone à écran plat vendu plus de 2 000 francs, lancés en fin d'année, devaient élargir un peu la clientèle.

Mais la vraie relance de consommation des services télématiques passera par les micro-ordinateurs. Or, jusqu'à présent, les logiciels d'émulation Minitel exploitaient très mal la puissance des ordinateurs. Il était, par exemple, difficile de transférer les documents consultés sur un logiciel de traite-

ment de texte. Sans parler de l'absence de graphiques et de photos. Désormais, avec un débit autorisé de 14 400 bits par secondes au lieu de 9 600 avec le dernier Tritel Vitesse Rapide (TVR), le téléchargement de fichiers devient confortable. Aujourd'hui, le Kiosque Micro ouvre la voie à des services évolués. Ainsi, un fournisseur d'informations boursières intégrera facilement les courbes du cours des actions dans son service. Les services sont accessibles avec des numéros à 8 chiffres commençant par 36 01 suivi de 14 14 lorsqu'on accède à l'actuel 35 14.

De nouveaux services vont apparaître, telle la connexion à Internet, le grand réseau mondial informatique, pour le second semestre 1995. De plus, d'ici à la fin de l'année, une expérimentation à 28 800 bits par seconde sera lancée. Ce débit pourrait remettre en cause la tarification à la durée, qui ne rémunérerait plus alors suffisamment les prestataires de services.

Michel Alberganti

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

PROCHAINE SESSION

(rentrée des cours : Octobre 1995)

18 et 19 Mai 1995

Date limite d'inscription : 22 Avril 1995

Renseignements - Inscriptions

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (01) 45 51 32 59
Etablissement privé d'enseignement supérieur
Fondé en 1948 - Reconnu par l'Etat
Diplôme visé par le Ministère de l'Education nationale

Le monopole de Microsoft est à nouveau menacé par la loi antitrust

Un juge fédéral rejette un précédent accord avec le département de la justice.

WASHINGTON, 17 février. Le juge fédéral américain John E. Jones a rejeté mardi un précédent accord conclu entre Microsoft et le département de la justice. Le juge a estimé que l'accord était insuffisant pour protéger les consommateurs et a ordonné à Microsoft de modifier son contrat de licence pour permettre aux utilisateurs de copier et d'utiliser le logiciel sans restriction. Cette décision est une victoire pour les défenseurs de la concurrence et pourrait ouvrir la voie à une action en justice plus large contre Microsoft.

Les parlementaires européens favorables à la directive

BRUXELLES, 17 février. Les parlementaires européens ont voté mardi à l'unanimité une directive relative à la responsabilité des producteurs de déchets. La directive vise à encourager les producteurs à concevoir des produits plus durables et à faciliter le recyclage. Elle s'applique à tous les produits manufacturés et doit être mise en œuvre d'ici à fin 1996.

La directive prévoit que les producteurs doivent être responsables de la gestion des déchets de leurs produits tout au long de leur cycle de vie. Elle impose également des obligations de reporting aux entreprises pour qu'elles puissent évaluer l'impact environnemental de leurs produits. Cette mesure est considérée comme une avancée majeure dans la lutte contre la pollution et la promotion de l'économie verte.

La Réserve fédérale s'inquiète des tensions inflationnistes aux Etats-Unis

Wall Street bat des records, mais la crainte d'une surchauffe resurgit et affaiblit le dollar

La Bourse de New-York a atteint un sommet historique, mercredi 15 février, après la publication de statistiques contradictoires sur l'économie

LA SURPRISE GÉNÉRALE. Wall Street a battu un nouveau record historique mercredi 15 février. L'indice Dow Jones a terminé la journée en hausse de 27,92 points (+0,71 %) à 3 986,17 points. Le précédent record, de 3 978,36 points, remontait à un peu plus d'un an. Si Wall Street a fait preuve d'un tel optimisme, c'est que la plupart des statistiques publiées ce jour-là sur l'économie américaine, notamment sur la croissance de la production en janvier, confirment le ralentissement progressif de la croissance. L'hypothèse d'un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine a d'autant plus les faveurs de Wall Street qu'elle signifie que les entreprises vont continuer à réaliser de bonnes performances et à afficher des bénéfices confortables.

Mais entre récession et surchauffe inflationniste, la voie pour parvenir à un ralentissement contrôlé de l'activité est étroite et le réajustement de la politique monétaire par la Réserve fédérale d'Amérique est un exercice d'équilibre. Pour donner les enthousiasmes, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), s'est d'ailleurs exprimé mercredi soir de soutenir « qu'il y a certaines raisons de s'inquiéter sur l'inflation à court terme en raison de la faiblesse du chômage et du taux élevé d'utilisation des capacités de production industrielle ». M. Greenspan a rappelé que le taux d'utilisation des capacités de production et le chômage sont proches aux Etats-Unis de leurs niveaux de la fin des années 70. « Vous vous souvenez peut-être qu'à cette époque les salaires et les prix avaient augmenté rapidement », a-t-il dit.

« ATTERRISSAGE EN DOUCEUR ». La Fed tient manifestement à préserver et à renforcer sa crédibilité aux yeux des marchés après sept hausses consécutives de ses taux. Le taux au jour le jour a doublé en un an, passant de 3 % à 6 %. Ce resserrement monétaire est en passe d'être égalé par son ampleur et sa rapidité ceux qui avaient précédé et provoqué les récessions de 1973 et 1981. Mais, cette fois, la croissance économique américaine reste particulièrement vigoureuse. Elle a atteint 4,5 % au cours du dernier trimestre 1994, alors que la remontée des taux avait commencé le 4 février de la même année. Au point que les avis restent partagés sur l'efficacité de la politique de la Fed et sur sa capacité à éviter la hausse des prix.

américaine. Mais la Réserve fédérale doit à la fois juguler tout risque de surchauffe inflationniste et éviter qu'une politique trop restrictive

Le paradoxe, cette fois, c'est que les économistes sont plus pessimistes que les marchés, et singulièrement que Wall Street. Ils considèrent que le scénario de « l'atterrissage en douceur » reste un vœu pieux. De grandes banques comme J. P. Morgan n'hésitent pas à pronostiquer un taux au jour le jour de 8 % avant la fin de l'année et un « atterrissage en catastrophe » en 1996. Quant aux statistiques récentes, elles disent tout et son contraire.

La hausse du taux de chômage en janvier, qui est passé de 5,4 % à 5,7 % de la population active, va dans le sens d'un ralentissement, tout comme l'annonce, mardi 14 février, d'une progression démodérée de 0,2 % des ventes de détail et, mercredi 15 février, d'un taux d'utilisation des capacités de production de 85,5 %, alors que les marchés attendaient 85,6 %. Mais les autres chiffres, publiés mercredi,

budget du Sénat que les sept toms de vis donnés par la Fed à la politique monétaire depuis un an pourraient « ne pas freiner la croissance aussi rapidement qu'anticipé ». Il est aujourd'hui impossible de savoir si la résistance de la croissance américaine tient au délai de réaction à la hausse des taux ou à une politique monétaire finalement insuffisamment restrictive.

FAIBLESSE STRUCTURELLE. Dans la première hypothèse, si les marchés continuent à pousser la Fed à monter ses taux, notamment en poussant le dollar à la baisse, il y a un risque réel de surréaction de la banque centrale américaine. Dans ce cas, la menace d'une récession outre-Atlantique en 1996 serait bien réelle. Si, au contraire, la Réserve fédérale n'a pas augmenté suffisamment ses taux et si les signes inflationnistes se multiplient, elle sera condamnée.

« Mercredi noir » à la Bourse de Mexico

Après deux semaines de calme relatif, faisant suite à l'annonce le 31 janvier d'une aide financière de 50 milliards de dollars accordée par la communauté internationale, les marchés financiers mexicains ont à nouveau plongé dans la tourmente mercredi 15 février. La Bourse de Mexico a vécu une nouvelle journée « noire » en enregistrant une chute de 4,41 %, tandis que la monnaie nationale, le peso, a poursuivi son glissement progressif franchissant la barre des 6 pesos pour 1 dollar. La Bourse des valeurs a abandonné la clôture 123,08 points, à 1 798,00 points, sa plus forte baisse depuis le lundi 9 janvier. Pour sa part, le dollar a atteint, à l'issue d'une journée de spéculation, 6,20 pesos à la vente dans certaines banques et même 6,30 dans certains bureaux de change.

L'annonce par le groupe cimentier mexicain Silex de la suspension de ses paiements à l'étranger d'une dette de 19 millions de dollars a provoqué une panique des investisseurs étrangers. Selon les analystes, les turbulences boursières sont également liées à d'autres facteurs : l'envoie des taux d'intérêt des bons du Trésor à un mois, à 40 %, et plus encore l'incertitude politique dans le pays, en raison de la crise dans la région du Chiapas.

Dans la foulée de la Bourse de Mexico, les valeurs ont baissé pour la neuvième séance consécutive mercredi à Buenos Aires, l'indice général cédant 5,05 %. Depuis le début de la crise financière mexicaine en décembre, l'indice général de Buenos Aires a perdu 33,48 %. An Brasilia, la Bourse de São Paulo a baissé pour la huitième séance consécutive et l'indice Bovespa a perdu en clôture mercredi 3,8 %.

d'une progression de 0,4 % de la production industrielle et, plus encore, d'une hausse des prix de 0,3 % (et même 0,4 % hors énergie et alimentation) en janvier soulignent « contrairement à la vigueur de la croissance. D'autant plus que la hausse de 0,4 % du « taux central » d'inflation est la plus importante depuis octobre 1992. « Il ne faut pas de doute que des pressions inflationnistes se font maintenant sentir, ce qui pourrait amorcer une hausse plus importante », estime Peter Kretzmer, de Nationsbank.

Pour expliquer cette vigueur persistante de la croissance, la Réserve fédérale met en avant le traditionnel délai de réaction de l'économie à la politique monétaire, de douze à dix-huit mois. Laura Tyson, la principale conseillère économique de la Maison Blanche, était plus affirmative la semaine dernière. Elle a déclaré devant la commission du

née, pour préserver sa crédibilité, à frapper fort.

« La politique monétaire américaine n'est pas si restrictive que cela si on regarde les écarts actuels entre le loyer de l'argent au jour le jour (Fed funds) et les taux longs et entre les Fed funds et l'inflation », souligne François Chevallier, de la BFC. « A chaque fois, le différentiel n'est pas très supérieur aux moyennes historiques. » « Pour ce qui est de l'efficacité de la politique monétaire, il ne faut pas oublier que le maintien de la confiance et d'un taux de chômage faible rend moins sensible les consommateurs et les investisseurs au niveau des taux », ajoute-t-il.

La difficulté pour la Réserve fédérale est d'autant plus grande qu'elle doit aussi tenir compte de la faiblesse structurelle du dollar, liée pour l'essentiel au déficit extérieur et à la faiblesse de l'épargne améri-

caine. Aux yeux des analystes, les problèmes de fond de l'économie américaine se reflètent dans le déficit chronique de sa balance commerciale, qui regroupe les transactions commerciales. Ce déficit s'accroît considérablement dans les phases d'expansion et devrait atteindre en 1994 un niveau équivalent à son record de 144 milliards de dollars en 1987. Le réajustement du solde courant américain ne pourra être que progressif et parallèle au recul de la croissance de la consommation et de l'investissement. Jusqu'à ce que les déséquilibres persistants de l'économie américaine se résorbent de manière significative, le dollar risque d'être faible. Il le sera encore plus si des signes de tensions inflationnistes se multiplient.

Illustration : jeudi 16 février, le billet vert a touché ses plus bas niveaux depuis trois mois face au yen (à 97,85 yens). Si une certaine défiance à l'égard du dollar venait à s'installer sur les marchés, le risque serait alors non négligeable de voir la Réserve fédérale augmenter à nouveau ses taux pour soutenir sa devise et « casser » la croissance. Sur 30 économistes interrogés par l'agence Reuters, 28 pronostiquent au moins un nouveau relèvement de ses taux par la Réserve fédérale au cours des prochains mois. Il n'est pas sûr alors que Wall Street soit toujours à la fête.

Eric Leser

EDF demande une double enquête sur Alcatel Câble

ELECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) a demandé aux ministres de l'Industrie et de l'Économie de saisir le Conseil de la concurrence et de réaliser une double enquête pour faire toute la lumière sur d'éventuelles surfacturations d'Alcatel Câble. « Nous ne pouvons pas laisser planer le moindre doute, ni sur les conditions concurrentielles de nos appels d'offre ni sur la définition de la politique industrielle de l'entreprise », a affirmé le président d'EDF, Gilles Ménage, le 15 février, lors de la présentation des comptes annuels. Depuis huit ans, le prix des câbles moyenne tension a baissé de 30 % sous l'effet du volume et de la concurrence. En 1994, 12 000 km ont ainsi été posés et enroulés. De son côté, Alcatel Câble a « catégoriquement » démenti, mardi 14 février, la suite d'informations parues dans le quotidien *Libération*, toute surfacturation. (AFP).

■ **COFACE** : la Compagnie française pour le commerce extérieur devrait prendre 5 % du capital de la Sfac, premier assureur-crédit européen, à l'occasion de sa prochaine augmentation de capital. Un ticket encore modeste, alors que la Sfac détient, de son côté, 16,7 % du capital du spécialiste de l'export français. Cet échange de bons procédés a été bini par les AGF, présentes à la fois au capital de la Coface (49,9 %) et à celui de la Sfac (45,3 %). Il a de plus la faculté, jusqu'à fin 1995, de se renforcer dans le capital de la Sfac en exerçant une option d'achat sur les 26,7 % détenus par le groupe Suez.

■ **DATAR** : 240 projets d'investissements étrangers ont été concrétisés en France en 1994, selon un bilan présenté le jeudi 16 février par la Délégation à l'aménagement du territoire. Les investissements étrangers ont dépassé de 9 % ceux de 1993. La Datat évalue à 17 122 le nombre d'emplois que les projets recensés peuvent créer ou maintenir dans les trois prochaines années. Le tiers d'entre eux provient de l'initiative d'investisseurs américains, le quart d'allemands.

■ **GASCOGNE** : le groupe papeterier s'apprête à prendre le contrôle des Papeteries du Limousin. La cotation des deux groupes a été suspendue le 15 février. Spécialisé dans le papier kraft, Gascogne (2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) est intéressé par la production de papier pour le carton ondulé des Papeteries du Limousin, un métier en forte croissance, où il est totalement absent. Les papeteries du Limousin sont valorisées 331 millions de francs en Bourse.

■ **GLAXO** : le groupe pharmaceutique britannique Glaxo a répliqué mercredi 15 février aux prévisions de résultats annoncées par Wellcome en affirmant que son OPA (offre publique d'achat) hostile de quelque 9 milliards de livres « prenait en compte la position de Wellcome sur le marché et ses perspectives de croissance ». Selon Sir Richard Sykes, directeur général de Glaxo, « l'offre faite est générale », contrairement à ce que pense la direction du groupe attaqué. ■ **COMPAGNIE BANCAIRE** : la filiale de crédit à la consommation du groupe Paribas a annoncé un bénéfice net par action de 536 millions de francs en 1994, en hausse de 47 % par rapport à l'année précédente (365 millions de francs). Le directeur de la Compagnie bancaire a décidé une distribution d'actions gratuites en 1995, à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes.

ROUSSEL UCLAF

Résultats en nette progression

Activité

Le chiffre d'affaires du Groupe Roussel Uclaf s'est élevé à 16 266 millions de francs en 1994 contre 15 893 millions en 1993, soit une croissance de + 2,3 %. A structure comparable, compte tenu des activités transférées ou nouvellement consolidées en 1994, la progression du chiffre d'affaires du Groupe est de + 3,4 %. L'année 1994 a été marquée par des changements importants de périmètre. L'activité Santé Humaine représente désormais près de 74 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe contre environ 62 % en 1993.

Les ventes en Santé Humaine ont connu en 1994 une évolution contrastée, le tassement des ventes sur le marché français, lié aux nouvelles contraintes réglementaires, étant compensé par les bonnes performances à l'international particulièrement au Japon et en Amérique Latine. L'activité Chimie Fine avec un excellent exercice, connaît, tout comme l'activité Santé Animale, une amélioration significative de sa contribution aux performances du Groupe.

Résultats

La très forte progression du résultat net, 1 818 millions de francs en 1994 contre 987 millions en 1993, soit + 84,2 %, s'explique en partie par la plus-value importante réalisée à l'occasion de la cession de l'ensemble immobilier situé Boulevard des Invalides. Hors éléments exceptionnels (plus-value de cessions et coûts de restructuration), le résultat net comparable du Groupe, 1 210 millions de francs contre 1 020 millions en 1993, est en augmentation de + 18,6 %. La marge brute d'auto-financement, total des amortissements et du bénéfice avant plus et moins-values, s'élève à 2 056 millions de francs soit une progression de + 30,1 % traduisant l'amélioration du résultat courant du Groupe.

Perspectives 1995

L'année 1995 verra la poursuite de la stratégie de renforcement de Roussel Uclaf dans son activité Santé Humaine à travers la création de nouvelles sociétés communes avec Hoechst. L'évolution des résultats et la forte amélioration de la structure financière du Groupe devraient également permettre à Roussel Uclaf de développer ses activités par la recherche d'opportunités de croissance nouvelles et d'alliances stratégiques.

Relations Investisseurs : François Gros, tél. (1) 40 62 45 08.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

** APPEL D'OFFRES - BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT **

OBJET : AGENCE DE VOYAGES

La Banque africaine de développement, une institution de financement pour le développement multilatérale, dont le budget des voyages est estimé à 6 millions de dollars US, désire passer contrat avec une agence de voyages ayant des capacités d'intervention à l'échelle mondiale, pour la fourniture intégrale des services de gestion des voyages au personnel de son siège situé à Abidjan, Côte d'Ivoire.

La banque voudrait recevoir des soumissions d'entreprises ou agences de voyages agréées IATA, établies et opérant dans un ou plusieurs pays membres de la Banque africaine de développement ou du Fonds africain de développement et en mesure d'entreprendre leurs opérations d'ici au 1^{er} juillet 1995. Les soumissionnaires voudront bien noter que la banque cherche à obtenir des services professionnels du plus haut niveau possible, tout en réalisant le maximum d'économie acceptable et compatible avec sa politique en matière de voyages.

Pour toutes les parties intéressées et remplissant les conditions requises, une copie de la demande de soumission peut être obtenue après paiement d'une somme de 100 USD ou 600 FFR ou 80 000 CFA non remboursable. Les règlements en espèces ou par chèques certifiés peuvent être adressés à l'adresse suivante, la date limite étant fixée au 28 février 1995.

Directeur de l'administration - Banque africaine de développement - 01 BP 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire. Tél. : 23717. Télex : 225-21-84-28. Téléphone : 225-20-40-30.
Les transferts bancaires seront crédités à l'adresse bancaire ci-dessous citée. La copie du transfert devra être jointe à votre soumission.

FRANCS FRANÇAIS

CCF - 116, avenue des Champs-Élysées
75007 Paris, France
ACCT N° CCF 00203581381 CCF
Key N° 37

US DOLLARS

CHEMICAL BANK
55, Water Street
New York, New York 141-0199
ACCT N° 400052553

La date limite de réception des dossiers de soumission est fixée au 17 avril 1995, à 14 h 30 GMT. La date d'adjudication du contrat est fixée au 1^{er} juin 1995.

■ **WALL STREET** a terminé sur un record mercredi 15 janvier, l'indice Dow Jones terminant à 3 986,17 points. Le précédent record, était de 3 978,36 points le 31 janvier 1994.

■ **LA BOURSE DE MEXICO** a vécu une nouvelle journée « noire » en enregistrant une importante chute de 6,41 % mercredi, sa plus forte baisse depuis le lundi 9 janvier (-6,77 %).

■ **LES COURS DES MÉTAUX** de base ont paru souffler et ont peu varié sur le marché de Londres (LME), en raison d'un arrêt des ventes de fonds de placement.

■ **LE DOLLAR** est tombé au-dessous de la barre de soutien de 98 yens à Tokyo jeudi, pour finir à son plus bas niveau depuis trois mois face à la devise japonaise.

■ **LE FRANC** a chuté mercredi après la publication de sondages marquant une baisse des intentions de vote des Français en faveur d'Edouard Balladur.

LES PLACES BOURSIÈRES

Bonne orientation à Paris

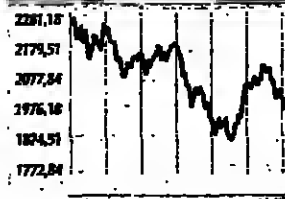
Bon début de séance, jeudi 16 février, à la Bourse de Paris, où dès l'ouverture les valeurs françaises s'inscrivaient en progression de 0,5 %. La veille déjà, une petite reprise du dollar et du marché obligataire en fin de journée avait entraîné dans son sillage le marché des actions, qui a fini sur une note soutenue dans un marché étoffé par deux importants échanges de titres, Total et Elf Aquitaine. En baisse de 0,51 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a fini la séance sur un gain de 0,31 % à 1 861,90 points. Le volume des affaires a atteint 4,3 milliards de francs dont 556 millions pour Elf Aquitaine et 268 millions pour Total.

Le resserrement des écarts d'intentions de vote entre les candidats à l'élection présidentielle selon les derniers sondages d'opinion préoccupe surtout les opérateurs étrangers. Ces derniers ne sont donc pas très actifs sur le marché parisien depuis le début de la semaine.

Le marché a réagi à la publication de certains chiffres d'affaires

Clarins, valeur du jour

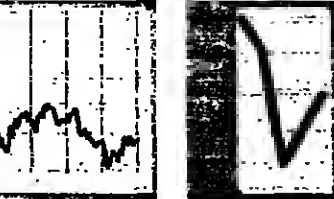
Indice CAC 40 sur un an



de sociétés publiés en début de journée. Clarins a par exemple cédé 3,5 % et Alcatel Alsthom 1,9 %. Lagardère Groupe a pris 3,3 % et Alcatel Cable 1,6 %.

Clarins sur 1 mois

Indice CAC 40 sur 1 mois

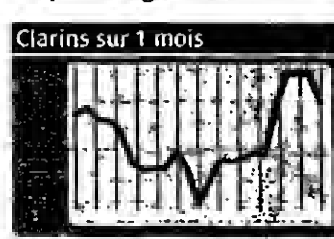


Spie Batignolles a fini sur une baisse de 4,6 % après la réorganisation intervenue au sein du groupe Schneider, maison mère de la société de BTI.

Clarins, valeur du jour

Le groupe français de cosmétiques Clarins a annoncé mercredi 15 février un chiffre d'affaires pour 1994 de 2,2 milliards de francs, en hausse de 9,5 % par rapport à l'année précédente, conforme aux prévisions. Le bénéfice net publié, qui sera annoncé en avril, devrait être en forte croissance, compte tenu des charges inhabituelles qui avaient affecté l'exercice 1993. Cette perspective a toutefois pas séduit les boursiers : sur la seule séance de mercredi, le

titre a perdu 3,5 %, terminant à 415 francs. Au plus haut de l'année 1994, il s'échangeait à 620 francs.



Wall Street au plus haut

POUR LA TROISIÈME séance consécutive, la Bourse de Tokyo a cédé du terrain jeudi 16 février, finissant ainsi à son plus bas niveau depuis le 4 janvier 1994. L'indice Nikkei a perdu 210,41 points, soit 1,17 %, à 17 780,59 points. A New York, la veille, l'indice Dow Jones est, lui aussi, revenu à ses niveaux d'il y a un an, mais pour battre un nouveau record de hausse, terminant à 3 986,17 points, soit une avance de 0,71 %. Le précédent record datait du 31 janvier 1994, à 3 978,36 points. Si les statistiques publiées ont été plutôt mitigées, la détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire - 7,56 % contre 7,59 % - a octroyé stimulé les détenteurs de capitaux.

Sous l'influence de la Bourse

new-yorkaise, les valeurs se sont redressées en fin de séance à Londres après avoir connu au long de la journée une légère baisse. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 0,1 % à 3 074,9 points. Francfort, dont la clôture intervient avant que les transactions ne débute à New York, a terminé la journée sur une note stable à 2 135,04 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 15/02	Cours au 16/02	Var. en %
Paris CAC 40	1861,90	1861,90	+0,31
New York DJ	3986,17	3986,17	+0,71
Tokyo Nikkei	17780,59	17780,59	-1,17
Londres FT100	3074,90	3074,90	+0,10
Frankfurt DAX	2135,04	2135,04	+0,00
Bruxelles BEL20	1531,82	1531,82	+0,01
Amsterdam AEX	1531,82	1531,82	+0,01
Madrid IBEX35	381,40	381,40	+0,01
Stuttgart HDX	1192,50	1192,50	+0,00
Osaka TOPIX	2229,30	2229,30	+0,58
Hong Kong Hang Seng	8103,14	8103,14	+2,97
Shanghai SSE	2107,60	2107,60	+0,88

LES TAUX

Fermeté du Matif

Le contrat notional échéance mars a ouvert en hausse, jeudi 16 février, dans le sillage de la veille. Selon les opérateurs, ce mouvement devrait se poursuivre avec un support aux alentours de 112,24/28. Mercredi, le contrat notional mars avait gagné dix centimes en compensation à 110,06, bénéficiant de la bonne orientation du marché américain, alors que, à court terme, le contrat PIBOR

juin plongeait de 0,09 point à 99,49, dans le sillage du repli du franc français. Le marché obligataire a profité, surtout en fin de séance, du redressement du marché américain malgré des statistiques mitigées. Au comptant, le rendement de l'OAT s'est inscrit à 7,99 % contre 8 % la veille, mais son écart avec le Bund dix ans s'est creusé à 0,61 point de base.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire : 8,25 %)

	15/02	16/02
Jour le jour	5,31	5,47
1 mois	5,35	5,47
3 mois	5,35	5,47
6 mois	5,35	5,47
1 an	5,35	5,47
PIBOR FRANCS	5,30	5,47
1 mois	5,30	5,47
3 mois	5,30	5,47
6 mois	5,30	5,47
1 an	5,30	5,47
PIBOR EURO	5,30	5,47
1 mois	5,30	5,47
3 mois	5,30	5,47
6 mois	5,30	5,47
1 an	5,30	5,47

MATIF

échéances	volume	dernier	plus haut	plus bas	cours de comp.
Mars 95	16532	112,24	112,28	112,20	112,24
Juin 95	3978	99,49	99,53	99,45	99,49
Sept. 95	1791	99,49	99,53	99,45	99,49
Déc. 95	4083	99,49	99,53	99,45	99,49

PIBOR 3 MOIS

	15/02	16/02
Mars 95	17850	17850
Juin 95	4199	4199
Sept. 95	10518	10518
Déc. 95	4083	4083

ECU LONG TERME

	15/02	16/02
Mars 95	3217	3217
Juin 95	1197	1197
Sept. 95	10518	10518
Déc. 95	4083	4083

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéances	volume	premier	plus haut	plus bas	cours de comp.
Février 95	22830	1874	1874	1874	1874
Mars 95	1197	1882	1882	1882	1882
Juin 95	1590	1882	1882	1882	1882

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES	Cours	Variation	de jour
Microcap Inter 1	31,50	+0,08	+0,25
Esolair Int ADP 1	595	+4,49	+0,75
Bancart (Cet) 1	496	+3,68	+0,75
Effiane 1	764	+2,41	+0,36
BST 1	305	+0,34	+0,10
Valeo 1	247,80	+0,29	+0,10
Alcatel Cable 1	386	+2,11	+0,55
Ugine SA 1	384	+2,02	+0,52
SCOR SA 1	109	+1,58	+1,44
Opap 1	8	+1,91	+21,36
BAUSSES			
Libor 3	269	-2,54	-0,91
Pichay Int 1	130,60	-2,54	-1,97
Esso 1	462	-2,26	-0,49
UIS 2	215	-2,27	-0,99
Publicis 1	360	-2,04	-0,57
Intertek France 1	49	-0,97	-1,97
CDP 1	1069	-1,97	-1,97
Credit National 1	399	-1,26	-0,32
Sellmeyer 1	330	-1,26	-0,32
Galeries Lafayette 1	2130	-1,26	-0,32

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Taux	Capitalisation
Elf Aquitaine 1	20154	1089911320
Alcatel Alsthom 1	24680	10763407
Credit Local For 1	26380	10544402
Lafarge Copee 1	3163	8111130
Oréal 1	2690	8111130
Crédit 1	8880	7673080
Suez 1	31643	24299240
Synthelabo 1	28470	670175
Eau (Gde Des) 1	11880	508172
Peugeot 1	7590	508172

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES	Cours	Variation	de jour
Immo.Hotels 2	140	+0,30	+0,21
Union Fin.France 1	515	+0,30	+0,21
Dynastie-Mallory 2	128	+0,30	+0,21
Viel et Cie 1	135	+0,30	+0,21
Compt SA 1	635	+0,30	+0,21
BAUSSES			
Rabier-Cathelley 1	153	-0,22	-0,14
TFI 1	446	-0,22	-0,14
C.E.E. 2	407	-0,22	-0,14
IPBM 2	34	-0,22	-0,14
Soyper (Fin) 1	60	-0,22	-0,14

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	15/02	16/02	Var. %
Ind. p. SBF 120	1271,01	1271,01	+0,25
Ind. p. SBF 250	1229,58	1229,58	+0,25
Valeurs Index	1416,63	1416,63	+0,23
1 - Energie	1437,76	1437,76	+0,05
2 - Produits de base	1413,91	1413,91	+0,36
3 - Construction	1497,91	1497,91	+0,04
4 - Biens d'équipement	1026,25	1026,25	+0,31
5 - Automobile	1446,35	1446,35	+0,02
6 - Biens de consommation	1778,07	1778,07	+0,13
7 - Industrie chimique	1309,78	1309,78	+0,01
8 - Distribution	1652,92	1652,92	+0,01
9 - Services	1437,76	1437,76	+0,05
10 - Santé	1437,76	1437,76	+0,05
11 - Services financiers	1016,53	1016,53	+0,16
12 - Services divers	1437,76	1437,76	+0,05
Ind. Second Marché	239,21	239,21	+0,13

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	15/02	16/02
Allied Lyons	5,06	5,06
Bardays Bank	6,17	6,12
B.A.T. Industries	4,48	4,45
British Aerospace	4,71	4,68
British Airways	3,80	3,85
British Gas	3,70	3,69
British Petroleum	4,16	4,18
British Telecom	3,88	3,87
B.T.L.	3,18	3,16
Deutsche Schweppes	4,17	4,13
European	3,02	2,97
Glaxo	6,40	6,40
Grand Metropolitan	3,76	3,76
Guinness	4,26	4,26
Harrold PLC	2,41	2,44
Imperial Chemical	5,28	5,28
Imperial Chemical	7,22	7,21
Lloyds Bank	5,74	5,67
Martins and Spencer	3,86	3,87
National Westminster	3,01	3,02
Particulars Orient	3,90	3,93
Reuners	4,32	4,38
Saatchi and Saatchi	1,07	1,07
Shell Transport	7,26	7,26
Smith Barney	4,95	4,93
Tate and Lyle	4,26	4,26
Unilever Ltd	11,77	11,77
Wellcome	10,30	10,10
Zeneca	9,09	9,02

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	15/02	16/02
Allianz Holding AG	2482	2488
BASF AG	332,10	334
Bayer AG	348,20	350
Bay Hypo/Werkbank	354	352
Bayer Wertpapierbank	444	442
BMW	775	776
Commerzbank	339,30	338,30
Continental AG	230,50	232,20
Daimler-Benz AG	738,80	736,90
Deutsche Bank AG	472	476,50
Deutsche Bank AG	195,50	194,50
Deutsche Bank AG	725	725,50
Dresdner Bank AG FR	404	405,80
Hermes AG	576,50	568
Hoechst AG	337,40	337,50
Karstadt AG	375	375,50
Kaufhof Holding	478	479
Linde AG	951	955
OT, Lufthansa AG	204,20	206
Man AG	422,20	423
Mannesmann AG	437	435,20
Metalware AG	129,50	130
Preussag AG	469,40	471,50
Rohr	439,60	443
Schering AG	1136,50	1138
Siemens AG	693	687,50
Tyssen	343,50	343,50
Veba AG	334,90	333,50
Vish	521,50	524,40
Wella AG	1080	1080

LES MONNAIES

Net repli du franc

Le deutschemark était en forte progression à 3,4723 francs jeudi au cours des premiers échanges entre banques contre 3,4690 francs la veille. Le dollar s'affaiblissait à 5,2217 francs et 1,5033 deutschemark contre respectivement 5,2445 francs et 1,5120 deutschemark.

A New York, mercredi soir, le dollar s'échangeait à 5,2395 francs. Quelques heures plus tôt, à Tokyo,

le billet vert, touché par des ordres de vente, est tombé au-dessous de la barre de soutien de 98 yens pour finir à son plus bas niveau depuis trois mois face à la devise japonaise.

Le dollar avait touché 97,77 yens le 14 novembre 1994, selon les opérateurs de la Bourse de New York.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 15/02	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	346,8600	348	357
Belgique (100 B)	6,5975	—	—
Etats Unis (1 us)	5,2390	5	5,6000
Belgique (100 B)	16,8535	16,2500	17,3500
France (100 F)	309,4800	—	—
Italie (100 L)	3,2615	3,2800	3,3000
Danemark (100 kr)	88,0800	88	88
Irlande (100 p)	8,1400	7,8000	8,6000
Gde-Bretagne (1 £)	8,1880	7,8500	8,7000
Grèce (100 dr)	2,2110	1,9500	2,4500
Suède (100 kr)	71,0900	66	76
Suisse (100 F)	410,5900	396	420
Norvège (100 kr)	79,1600	74	83
Autriche (100 sch)	49,2840	47,4000	50,7000
Espagne (100 pes)	4,0995	3,5000	4,5000
Portugal (100 esc)	3,3350	2,9500	3,7000
Canada (100 ca)	9,7291	9,5000	10,0000
Japon (100 yen)	9,3197	9,1500	9,5000
Finlande (mark)	112,5600	109	117

L'OR

	cours 15/02	cours 16/02
Or fin (c. barre)	63600	63900
Or fin (en lingot)	63750	63700
Once d'or Londres	375,60	376,90
Pièce française (20)	368	365
Pièce suisse (20)	368	368
Pièce 100 (20)	368	368
Pièce 20 dollars us	2605	2605
Pièce 10 dollars us	1222,50	1222,50
Pièce 50 pesos mex.	2870	2870

LE PÉTROLE

	cours 15/02	cours 16/02
WTI (New York)	16,33	16,65
Brent (Londres)	17,45	17,65
Crude Oil (New York)	18,59	18,30

de programmer la qualité et la quantité de la neige produite en fonction de l'hygrométrie, de la température ou de la vitesse du vent, entre autres paramètres.

Des économies d'énergie peuvent être réalisées grâce à cette technique

Claude Gell

Au début des années 80, une technologie s'est développée en France, en collaboration avec les

Une étude atteste que cette thérapie est utile, sans conclure à la nécessité d'un donneur

Jean-Yves Nau

★ Autologous or Allogeneic Bone Marrow Transplantation Compared with Intensive Chemotherapy in Acute Myelogenous Leukemia » (*New England Journal of Medicine* 1995, 332 : 217-23).

Cette publication est accompagnée, dans les colonnes de l'éditorial américain, d'un éditorial signé du docteur Bo Löwenberg (université Erasmus Rotterdam).

NOM : _____ Prénom : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
 France métropolitaine seulement : 30 F (port inclua)
 Nombre d'exemplaires _____ x 30 F = _____ F
 (Les virements ne sont pas acceptés.)
 Commande à faire parvenir avec votre règlement à
 LE MONDE, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15
 Pour des servs, nous sommes dals être accompagnés de son règlement par chèque bancaire ou mandat

هكذا من اجل

aux Andelys,
au Château-Gaillard
tout neuf se prépare
pour le troisième
millénaire

100-443617-100

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data from the sources that are available to him or her.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data and determine the cause of the problem.

4. The fourth step is the development of a solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must develop a solution to the problem and implement it.

5. The fifth step is the evaluation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the solution and determine if it is effective.

6. The sixth step is the documentation of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must document the investigation and the results of the investigation.

7. The seventh step is the communication of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must communicate the results of the investigation to the appropriate parties.

8. The eighth step is the follow-up. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must follow-up on the investigation and ensure that the problem is resolved.

9. The ninth step is the review of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must review the investigation and determine if it was successful.

10. The tenth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must conclude the investigation and determine the final outcome.

Area - on Nicolas Poussin

[illegible][illegible]

...the ...
...the ...
...the ...

[illegible]

Les oiseaux d'Amérique

100

[illegible]

Aux Andelys, un Château-Gaillard tout neuf se prépare pour le troisième millénaire

40 millions de francs vont être engagés dans la rénovation du fameux site médiéval normand

LES ANDELYS de notre envoyé spécial. An pied de la falaise livide du Vexin normand, la Seine lève vers l'un des plus anciens horizons industriels de France : entrecroisés de manufactures en briques rouges, d'usines en plastiques crèmes, de voies ferroviaires, d'autoroutes, de supermarchés et de graviers. La forteresse des Andelys, dite « Château-Gaillard », quoique démantelée par ordre d'Henri IV, dès lors qu'on put ne plus soupçonner la fidélité normande, continue néanmoins de protéger le paysage par la seule force de son aura historique : nul n'a osé, au cours des siècles, sur les collines alentour, rompre par des constructions le déploiement harmonieux de bois et d'herbages dessinés ici, depuis la nuit des temps, beaucoup par la nature, un peu par les hommes.

Coup fêré « la citadelle imprenable » : ce qui lui permit de résister directement à la Normandie au royaume des lys. Le tribunal des Andelys expose en permanence une immense toile de l'artiste personnel Francis Tattegrain (1852-1915), donnant la vision « grande tartine historique », mais non dénuée pour autant de vérité, à en croire la chronique de Guillaume Le Breton, de cet événement médiéval qui, en 1204, fit trembler l'Occident : entre les fortifications anglaises et les quatorze tours de siège françaises, un bon millier d'Andelysiens, chassés des premières comme bouches inutiles, mais bloqués par les secondes, en tant que suspects, durent, entre deux feux, se nourrir par eux-mêmes jusqu'à l'anthropophagie, en attendant que Philippe Auguste décide de les laisser passer. Au siècle suivant, Château-Gaillard, symbole éblouissant de la

Chaires le Bel, elle eut une liaison avec deux frères, Philippe et Pierre Gauthier d'Amboise, dont l'origine normande n'est pas étrangère au lieu choisi par les maris trompés pour la captivité des coupables. Si Blanche fut finalement reléguée dans un couvent, Marguerite, épouse de chef d'Etat en exercice dans un système de pouvoir héréditaire, fut laissée à Château-Gaillard puis impitoyablement étranglée dans sa cellule du donjon.

DISPARITÉ JURIDIQUE. Il n'y manque aujourd'hui qu'un éclairage mélodramatique, un mannequin façon Grévin, une cruche d'eau et quelques souris en peluche gicelant les miettes du pain sec de la reine déchu pour donner des frissons aux écoliers et autres amateurs d'histoire événementielle. Cela se fera peut-être parmi une foule d'autres aménagements devant permettre de rendre mieux visible et plus accessible ce site attractif vu de loin mais malaisé à voir de près. L'Etat et la commune des Andelys se sont mis d'accord sur un programme de 40 millions de francs qui fera entrer Château-Gaillard dans le troisième millénaire, restauré et pompénié sans être « violé ».

Le « Coriolan » de Nicolas Poussin

Les visiteurs de l'exposition Poussin au Grand Palais, à Paris, ne font pas un. L'unique tableau du « premier peintre ordinaire » de Louis XIII, qui possède le musée de sa ville natale des Andelys (ouvert tous les jours, sauf le mardi, tél. 32-54-31-78) ne « voyage » pas.

Coriolan, cédant aux prières de sa mère, broché à Rome vers 1650, est une œuvre notable dans le cursus poussinien, préfigurant en particulier la fable antique où devait s'épanouir David. Ce dévouement de treize personnages, autour du général romain, traitant cependant, avait séduit le collectionneur Bonin, trésorier de la Royale sous Louis XVI, mais les sans-culottes s'en emparèrent. Bonaparte, en 1802, donna la toile aux Andelys, où elle est exposée en permanence depuis 1971.

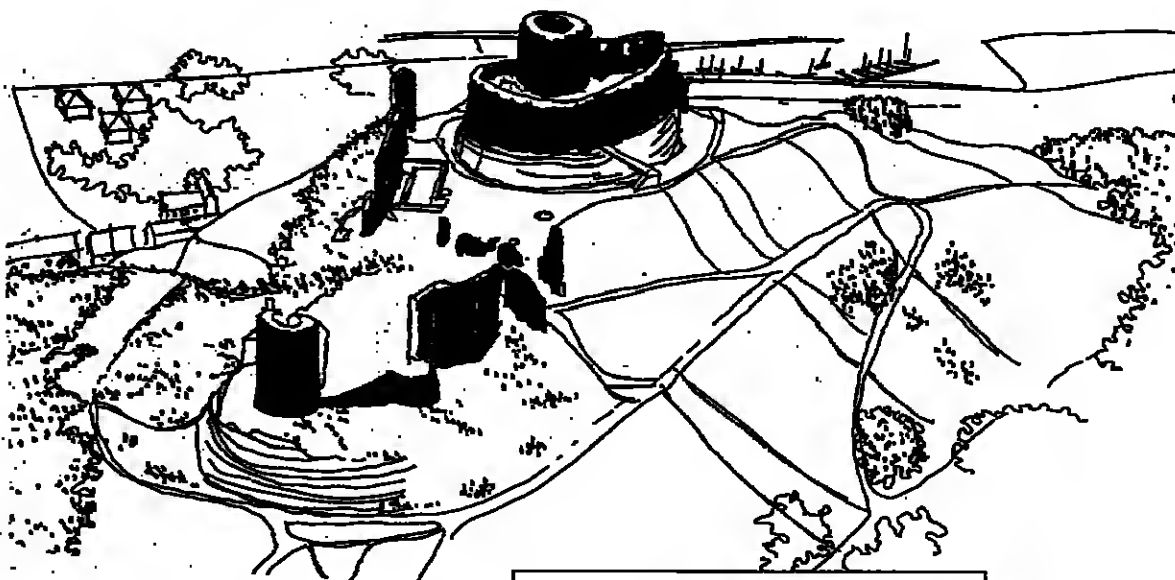
Du 11 mars au 7 mai, le musée Poussin, vieille maison normande XVIII^e à colombages, abritera une exposition de peinture contemporaine groupant cinquante toiles de douze peintres français et japonais.

Les énormes murailles de craie et de silex de Château-Gaillard gouvernent donc toujours la contrée, comme lorsque Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre et duc de Normandie, les fit élever en une grosse année pour narguer son suzerain Philippe Auguste, avec lequel il s'était querellé en croisade.

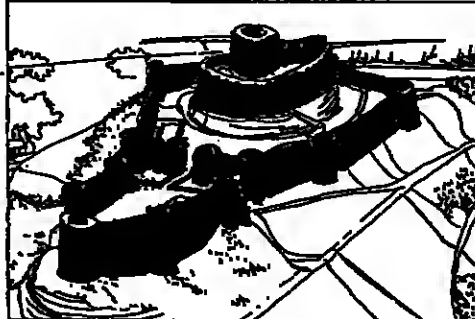
ANTHROPOPHAGIE

Le Capitien n'était pas bonnie à se laisser intimider par un vassal, filé en son chef d'un Etat étranger et, sous le règne du successeur de Richard, Jean sans Terre, après un semestre de siège, il prit sans

puissance régaliennne, fut ravalé au rang de prison d'Etat pour princesses adultères : l'affaire de la Tour de Nesle qui, désespérément accentuée, ferait un jour les choux gras d'Alexandre Dumas père, trouva ici son épilogue : Marguerite de Bourgogne, femme de Louis le Hutin, avait, comme disent les vieux livres de prière de l'époque romantique, « un goût effréné pour le plaisir qui l'entraînait aux pires débauches ». Elle ne faisait pas couler ses amants dans un sac avant de les jeter en Seine mais, de conserve avec sa belle-sœur Blanche, Bourguignonne elle aussi, et conjointe du futur roi



Ci-dessus : dessin du site de Château-Gaillard dans son état actuel, et (ci-contre) après restauration



entreprise de protection-valorisation comportera l'ouverture, côté ville, d'un nouvel accès aux piétons et aux automobiles, celles-ci restant invisibles des remparts grâce à un providentiel pli collinaire où seront nichés aussi le bar-restaurant et la boutique.

DEUX PARCOURS

Dans l'enceinte même, l'histoire et la fonction de la citadelle seront expliqués sur des bornes en français, allemand et anglais, avec deux parcours : sur l'esplanade et dans les fossés, « le siège de Philippe Auguste » ; dans les souterrains, « la vie quotidienne au XIII^e siècle ».

A propos de souterrains, les responsables communaux du projet se demandent encore, comme s'ils n'avaient jamais été enfant ou d'en avaient pas autour d'eux, si la

mais aussi un lieu de culte, un terrain de sport, de jeux et de danse, un magasin approvisionnant les cuisines des soldats, des officiers, du chapelain et du gouverneur. On saura ce qui se mangeait à la cantine militaire mais aussi lors des séjours royaux, car Château-Gaillard n'entendit pas que les sapeurs de Philippe Auguste et les plaintes de Marguerite.

L'iconographie, les maquettes, les figurines feront revivre la construction de l'édifice et les « joyeuses entrées », oubliées car sans lendemains tragiques, de Saint-Louis et de sa femme Marguerite de Provence, Philippe le Bel, Jean le Bon, etc.

Le prochain millénaire s'annonce donc historiquement convivial aux Andelys. Surtout s'il vient à l'idée d'un mécène, les jours de fête, de remplacer l'eau de la fontaine

Un octroi en or

En dépit des travaux d'aménagement en cours, la forteresse de Château-Gaillard sera ouverte au public tous les jours à compter du 15 mars, sauf le mardi et le mercredi matin.

Le passé a légué également à la sous-préfecture de l'Eure une étape architecture-gastronomie. C'est en 1751 que le gouvernement de Louis XV fit élever en bord de Seine les bâtiments du péage fluvial. Une chaîne était tendue entre la rive droite et une île, afin de ne pas laisser échapper aucun hard des « droits de travers ». Cet octroi rapporta tant que le surnom de « chaîne d'or » est resté à l'hostellerie qui succéda à la douane intérieure.

C'est encore aujourd'hui une table réputée pour ses préparations de gibier et ses fruits de mer. En période de crue, une salle à manger surélevée permet de pallier l'inondation de la salle basse (tél. 32-54-00-31).

remise en état et l'ouverture au public du boyau secret allant du donjon à la falaise dominant le fleuve valent la peine d'être entreprises. Les caves offrent en tout cas assez de place pour la reconstitution de l'existence au jour le jour dans ce qui fut avant tout une caserne - pas forcément très peuplée : les Anglais n'étaient qu'une centaine lors du siège de 1204 -

taine Sainte-Clotilde, au pied de la butte fortifiée, par du vin, comme le fit, il y a mille cinq cents ans, avec l'aide divine il est vrai, la femme de Clovis, première personnalité officielle à visiter les Andelys, alors que la « roche guilherde » était encore vierge de crèneau.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

VENTES

Du plomb qui vaut de l'or

COMÉDIEN de théâtre et de cinéma, Noël-Noël (1897-1989) a été collectionneur de figurines historiques. Alors que ses amis Sacha Guitry et Fernand Gravey, également collectionneurs, avaient choisi les soldats de plomb, Noël-Noël avait quant à lui préféré les personnages de l'histoire de France, représentés par de petites figurines en plomb peint, qui mesurent environ 5 centimètres de hauteur. La vente de cet ensemble de cent quarante lots aura lieu à Drouot le 24 février.

Il s'agit principalement de la production de deux artisans, l'un belge, Vertuni, l'autre français, Alexandre, qui exercèrent à peu près de 1920 à 1950. Plus proches de la pièce de collection que du jouet, leurs sujets demeurent très réalistes malgré un aspect un peu naïf. A l'époque, acheter ce type de personnages un peu kitsch allait à contre-courant, alors que les soldats de plomb étaient déjà très recherchés, et c'est pourquoi ces figurines sont aujourd'hui quasiment introuvables. Normalement, elles valent environ 400 francs chacune, mais la figurine d'un ensemble réuni par la même personne fera monter leur valeur de base, et certaines d'entre elles, rarissimes, atteindront plusieurs fois cette somme. De plus, la modestie des prix incitera aussi les amateurs à en acheter sans retenue pour assouvir leur passion.

GRANDE DIVERSITÉ

Parmi les sujets de fabrication Alexandre, le plus spectaculaire est un ensemble de sept personnages, figurant autour du roi François I^{er} des chevaliers au camp du Drap d'or, en armure de tournoi. Les autres, représentant surtout des scènes de la vie quotidienne au XVIII^e siècle, avec un ou plusieurs personnages : chaise à porteurs avec laquais (5 figurines), le mousquetaire abrégeant sa monture (3 figurines), l'écrivain public avec son échoppe (2 figurines), l'arracheur de dents (3 figurines), le barbier (3 figurines) ou encore la servante.

Les lots fabriqués par Vertuni offrent une plus grande diversité, puisqu'ils vont du personnage célèbre aux guerriers anonymes de toutes époques. On trouvera ici Jules César, Vercingétorix, Charlemagne sur son trône, Philippe Auguste, Saint-Louis, Charles V à cheval et en armure, de nombreux autres rois de France et des figures connues de l'histoire et de la littérature.

Catherine Bedel

* Drouot-Richelieu, vendredi 24 février, exposition le 23 de 11 heures à 18 heures. Expert : Jean-Pierre Sédin, 67, quai de la Tourneville, 75005 Paris. Tél. : 46-33-40-50. Etude Ribeyre-Baron, 5, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 42-46-00-77.

Foires et Salons
* Bordeaux-Lac (33) : Jusqu'au 19 février : Paris Espace Champertret : 16-26 février : Digne-les-Bains (04) : Le Faou (29), Béziers (34), Bèthune (62), Limoges (87) : 17-19 février.

PHILATÉLIE

Les oiseaux d'Amérique de John Audubon

AIGRETTE NEIGEUSE (2,80 F), pigeons à queue rayée (2,80 F), Sterne pierce-garin (4,30 F) et buse pattue (4,40 F) sont les quatre sujets retenus pour la série « Nature » mise en vente générale dans tous les bureaux de poste lundi 27 février. Des oiseaux que l'on doit à l'ornithologue américain John-James Audubon (1785-1851), dont le portrait et la signature apparaissent sur les marges du bloc à 14,30 F qui réunit les quatre valeurs.

Audubon est né à Saint-Domingue. Ses parents d'origine française l'envoient à Paris où il étudie le dessin avec David.

Sa renommée repose sur son œuvre majeure, *Les Oiseaux d'Amérique*, parue en 1820, dont la première édition comporte 435 planches grand format (98 multiplié par 73 cm).

L'aigrette neigeuse (*Egretta thula*), appelée aussi « héron chassé d'or », se nourrit de poissons attirés par ses pattes jaunes qui, lentement remuées, servent de leur.

Le pigeon à queue rayée (*Columba fasciata*) vit dans les régions



s'étendant de la Colombie-Britannique au Nicaragua. La Sterne pierce-garin (*Sterna hirundo*) se rencontre presque partout en Europe, dans la partie tempérée de l'Asie, l'est de l'Amérique du Nord et certaines régions de l'Afrique du Nord. Elle niche sur les zones sableuses, marines et lacustres.

La buse pattue (*Buteo lagopus*), enfin, oiseau de couleur brune, avec un ventre noir et une queue blanchâtre que termine une large bande noire, doit son nom à ses tarses emplumés.

Ce rapace niche dans les toundras arctiques et migre en hiver

dans des régions plus clémentes (Nouvelle-Ecosse, Ontario). Les timbres, au format vertical 26 multiplié par 36,85 mm (121 multiplié par 113 mm, pour le bloc), dessinés par Odette Baillais d'après les planches d'Audubon, puis en page par Michel Durand-Mégret, sont imprimés en feuilles de quarante.

Pierre Julien

* Vente anticipée les 25 et 26 février : à Paris, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Carré des arts du Parc Floral ; à Nantes (Loire-Atlantique), aux bureaux de poste temporaires dotés d'un cachet sans mention « premier jour » ; à l'hôtel de région, 1, rue de la Loire, et au Musée des beaux-arts, 1, rue Georges-Clemenceau.

* Souvenirs philatéliques : quatre cartes, une par timbre, 15 F pièce plus port 4,40 F (U.P. Morice, 5, rue des Tulipes, 44120 Vertou).

* Société Audubon France, BP n° 6, Paris-Hôtel de Ville, 75181 Paris Cedex 04 (Tél. : (1) 42-76-47-72).

EN FILIGRANE

● L'année du Cochon. Le Nouvel An asiatique donne lieu à l'émission de nombreux timbres sur le thème du cochon, symbole de cette année. Le Japon a ouvert le feu dès novembre avec ses traditionnels timbres-loterie (50 Y + 3 Y et 80 Y + 3 Y), suivi par Taiwan le 1^{er} décembre (3,50 et 13 \$), les Etats-Unis le 30 décembre (29 c), Macao le 23 janvier (5,50 patacas) et Jersey le 24 janvier (60 pence).

● L'abbé Pierre en Uruguay. Emission, le 14 octobre dernier, en Uruguay d'un timbre à 4,80 p pour le 40^e anniversaire de l'appel sur les ondes de Radio-Luxembourg en faveur des sans-logis.

● Philatélie en Haïti. L'Haïti Philatelic Society - association américaine qui se consacre à l'étude des timbres et de l'histoire postale d'Haïti - publie une revue trisemestrielle, *Haïti Philately*, propose un service de nouveautés et organise deux fois par an une vente aux enchères (abonnement 20 \$ par avion : Dwight Bishop, 16434 Shamhardt Drive, Granada Hills, California 91344, Etats-Unis).

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

Direction des Collectivités locales de l'Environnement et de l'Aménagement - Bureau de l'Urbanisme

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Par arrêté, en date du 9 février 1995, le préfet du Val-d'Oise a prescrit, dans les communes de Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Pierrefort, Beauchamp et Montigny-Les-Corbeilles, de 6 mars au 6 avril 1995 des enquêtes publiques conjointes sur le projet de prolongement de la ligne C du RER jusqu'à Pontoise.

Ces enquêtes publiques portent sur :

- la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation du prolongement de la ligne C du RER jusqu'à Pontoise ;
- la mise en compatibilité du POS des communes de Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône et Pierrefort.

Pendant toute la durée des enquêtes, les personnes intéressées par ce projet pourront prendre connaissance des documents d'enquête à la préfecture du Val-d'Oise (O.C.L.E.A. - Bureau de l'Urbanisme - 244 rue - Tour Sud - Bureau 20.47) et dans les mairies, services et organismes locaux susceptibles d'être concernés par les travaux envisagés à cet effet, aux heures habituelles d'ouverture au public.

Une commission d'enquête composée d'un président et de deux membres titulaires, précédés d'un suppléant, a été nommée par ordonnance du président du tribunal administratif de Versailles le 31 janvier 1995 pour conduire ces enquêtes.

Président : M. Claude FLOMON, demeurant 1, place de la Serpente 95800 CERGY-SAINT-CHRISTOPHE.
Titulaires : M. ALLEN PEINE, demeurant 172, av. Marguerite-Renaudin, 92140 CLAMART ; M. HENRI OUPENHOAT, demeurant 34, rue des Vignes 75016 PARIS.

Un des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

Pontoise lundi 6 mars 1995 de 15 h à 18 h vendredi 17 mars 1995 de 15 h à 18 h jeudi 6 avril 1995 de 15 h à 18 h	Saint-Ouen-l'Aumône mardi 7 mars 1995 de 14 h à 17 h jeudi 23 mars 1995 de 16 h à 19 h mercredi 5 avril 1995 de 14 h à 17 h
Pierrefort lundi 13 mars 1995 de 14 h à 17 h samedi 25 mars 1995 de 9 h à 12 h jeudi 6 avril 1995 de 14 h à 17 h	Beauchamp mardi 7 mars 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 lundi 20 mars 1995 de 9 h à 12 h mercredi 29 mars 1995 de 14 h à 17 h
Montigny-Les-Corbeilles vendredi 10 mars 1995 de 14 h à 16 h 15 lundi 20 mars 1995 de 15 h à 17 h 15 mardi 7 avril 1995 de 14 h 30 à 17 h 15	

Les observations du public peuvent également être adressées par écrit, avant la clôture des enquêtes, au président de la commission d'enquête en mairie de Pontoise siège des enquêtes.

Copie du rapport et des conclusions émises par la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes, à la mairie des communes concernées, en sous-préfecture, de Pontoise et d'Argenteuil et en préfecture du Val-d'Oise (O.C.L.E.A. - Bureau de l'Urbanisme - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX).

L'Angleterre doit faire face à la résurgence du hooliganisme sur les stades de football

Les débordements des supporters anglais à Dublin inquiètent un pays qui doit organiser le championnat d'Europe en 1996

Le but marqué par l'Irlandais David Kelly, à la 22^e minute du match « amical » entre l'Éire et l'Angleterre, mercredi 15 février à Dublin, a

été le prétexte saisi par des supporters anglais pour aggraver des supporters irlandais. Les heurts avec la police ont ensuite fait plu-

sieurs dizaines de blessés légers, tandis qu'un homme décédait d'une crise cardiaque. Ces incidents, qui ont entraîné l'in-

terruption définitive de la rencontre, ont suscité des réactions de colère et d'indignation en Angleterre.

LONDRES
correspondance
« SABOTAGE » (Doily Mirror), « Cauchemar » (Sun), « L'émeute qui ravive l'horreur » (Guardian) : les manchettes de la presse britannique soulignent, jeudi 16 février, l'inquiétude générale outre-Manche après l'arrêt du match amical la veille entre l'Angleterre et l'Irlande, à la suite des graves incidents provoqués par des hooligans anglais. « Avec cet incident, nous voilà revenus à la case départ », a déclaré le capitaine de l'équipe d'Angleterre, David Platt, résumant le sentiment général après l'émeute provoquée à Dublin.

Tout a commencé à la 22^e minute, après que l'Irlande eut ouvert la marque. Au cri de « Nous ne nous rendrons pas à l'IRA » (l'Armée républicaine irlandaise), les supporters britanniques ont alors arraché les sièges de la tribune de Lansdowne Road, principal stade d'Irlande, dont ils se sont servis comme projectiles contre les sup-

porteurs irlandais et les officiels. Cinq minutes plus tard, l'arbitre néerlandais était contraint d'interrompre la partie.

Le bilan de la soirée est dramatique : un mort, un Irlandais décédé d'une crise cardiaque, et de nombreux blessés, et surtout la remise en cause de l'organisation par l'Angleterre des championnats d'Europe de football l'an prochain. Il s'agit de la première compétition internationale devant se disputer sur le sol anglais depuis la Coupe du monde 1966, remportée par l'équipe dirigée par Bobby Charlton et son frère Jack, entraîneur depuis neuf ans de la sélection irlandaise. Le football anglais se voyait ainsi récompensé de la relative bonne conduite de ses supporters depuis la réintégration de ses clubs en coupes d'Europe, en 1990.

Le hooliganisme était en veilleuse depuis quelques années. La nouvelle politique commerciale des clubs britanniques (stades plus confortables, places plus chères)

avait modifié sensiblement la composition sociologique du public de football, au point que les barrières de sécurité avaient disparu et que le contrôle policier se relâchait.

Les barrières de sécurité ont disparu et le contrôle policier s'est relâché

La violence n'était pas pour autant éradiquée. On l'a constaté, mercredi 8 février, lorsque le match de coupe entre Chelsea et Millwall a dégénéré en scènes d'émeutes à Londres. Depuis quelques semaines, la question d'une reprise en main était à l'ordre du jour.

Le contrôle des déplacements des supporters britanniques à l'étranger s'est toujours révélé être une tâche complexe. Une agence de voyage a été mise en place par la fédération anglaise (Football Association) pour les organiser, sur la base du volontariat. L'échange de renseignements entre la Football Intelligence Unit de Scotland Yard, chargée spécialement de ce problème, et les forces de police du continent s'est heurté à bien des difficultés provoquées par les législations différentes. « L'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés est l'attitude de la police sur le continent ou en Irlande : les hooligans sont arrêtés pendant quelques heures, puis relâchés avant leur expulsion. Ils ne sont donc pas jugés, ce qui complique la tâche d'identification pour la police britannique », a déclaré un expert du Yard.

Les émeutes de Dublin peuvent avoir des conséquences diplomatiques négatives sur le processus de paix anglo-irlandais. La semaine

prochaine, les deux gouvernements doivent rendre publics leurs propositions communes concernant un arrangement institutionnel pour l'Ulster qui provoque l'inquiétude de la majorité protestante de la province.

Or, il apparaît que des membres du National Front, groupuscule d'extrême droite britannique, avaient infiltré la tribune occupée par les supporters anglais, déterminés à en découdre avec les Irlandais, considérés par ces extrémistes comme les ennemis héréditaires de la Couronne. Selon certaines informations, le National Front aurait été en contact avec des mouvements extrémistes loyalistes de Belfast hostiles aux négociations devant aboutir à la paix dans les six comtés. « Pas de réaction à l'IRA » : les slogans lancés lors du match par certains supporters anglais confirment l'existence d'une « filière » loyaliste.

Marc Roche

Désillusion française dans la Coupe de l'America

AVEC UN MORAL REGONFLÉ par le bon potentiel démontré par France 3 (trois victoires et trois défaites, dont une concédée sur une faute du barreur français dans un duel avec Chris Dickson), Marc Pajot avait planifié quatre victoires dans les six régates du troisième Round Robin des éliminatoires de la Coupe de l'America pour revenir dans les quatre challenges qui disputeront les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton. Une seule course, perdue de 38 secondes contre Sydney 95, mercredi 15 février à San Diego, a suffi pour passer de l'espoir à la désillusion.

Avec deux victoires sur les Espagnols et une sur France 2, qui avait déclaré son spinaker juste avant de franchir la ligne d'arrivée, le deuxième Dédé australien avait surtout fait parler de lui pour les débâcles entre le milliardaire Syd Fisher et son barreur, le Britannique Chris Law, renvoyé à l'issue du premier Round Robin et désormais remplacé par Colin Beasley, ancien régatier de grand-vitesse de John Bertrand sur *Australia II* en 1983.

Un départ très moyen des Français et, à nouveau, un spinaker déchiré dans le premier bord de portance (vent arrière), ont permis à Sydney 95 de prendre le large pour aborder le deuxième bord de près (contre le vent) avec 15 secondes d'avance. Négligeant le contrôle de France 3, les Australiens ont su trouver les meilleures risées en s'échappant sur le côté gauche du plan d'eau.

Un risque-pavage, puisque l'écart atteignait 54 secondes à la troisième « bouée ». Malgré les bonnes conditions (brise forçant de 8 à 11 nœuds), France 3 n'a jamais pu rattraper son retard.

S'il s'agit de conserver leurs chances d'accéder aux demi-finales, les Français sont désormais condamnés à l'exploit dans leurs trois prochaines régates : battre au moins deux des trois meilleurs challengers actuels, *Team-New-Zealand*, *One-Australia* et *Tag-Heuer-Challenge* (Nouvelle-Zélande).

G. A.

■ Christophe Auguin, sur *Scoti-Calderon*, maintient son avance en tête du BOC Challenge, course autour du monde en solitaire avec escales. Mercredi 15 février, dans la troisième étape Sydney (Australie)-Punta del Este (Uruguay), il devançait de 175 milles le second, *Vendée Enterprise*, barré par Jean-Luc Van Den Heede. Auguin envisageait d'atteindre le cap Horn dimanche ou lundi. - (APR)

Le basket féminin prospère dans les petites villes

Plusieurs clubs français sont favorablement placés dans les phases finales des Coupes d'Europe

BOURGES a écarté Challes, mercredi 15 février, en match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe Ronchetti (70-31). **VALENCIENNES-ORCHIES**, vainqueur à Ljubljana (77-73) en quart de finale aller de la Coupe d'Europe des clubs champions, a pris une sérieuse option sur la qualification pour la finale à quatre.

BOURGES
de notre envoyée spéciale
« NOUS AVONS le droit d'exister », clame Corinne Benintendi, meneuse de Challes-les-Eaux. De quoi parle-t-elle ? « Moins de notre ville ! Trois mille habitants, et ils nous promettent que nous allons redevenir dans une division inférieure parce que nous sommes trop petites pour être là. » Et le basket-ball féminin ? Corinne prend l'air étonné : « Nous jouons pour nous et pour gagner. »

Ainsi va le basket des filles, gentiment affectif et terriblement « pro ». Dans une ambiance bon enfant, les baskettennes s'entraînent aujourd'hui quatre heures par jour après un entraînement professionnel, parfois venu de l'Est. L'habitude a été lancée il y a six ans par Challes notamment, comme cette tentation d'aller chercher des joueuses en Russie ou dans l'ex-Yugoslavie : « Au début, se souven-

Corinne, il nous arrivait de pleurer de fatigue. Nous avons supporté. » A Bourges, l'un des chefs de file du championnat de France, toutes les joueuses sont des professionnelles. A Challes, elles travaillent à mi-temps, pour ces quatre heures d'entraînement.

RAPPORT QUALITÉ-PRIX
Ainsi va le basket des filles, oscillant encore entre deux styles de vie, qu'une demi-finale de Coupe d'Europe entre Bourges et Challes dévoile avec une certaine malice. Niché dans une ville moyenne - 80 000 habitants -, le Cercle Jean-Macé Bourges Basket (CJMBB) est fort d'un budget de 6 millions de francs. Joueuses payées par le club, centre de formation, association de chefs d'entreprise partenaires et supporters, tous fervents d'un sport devenu roi à la faveur de l'explosion

du basket. Et des mésaventures de l'équipe de football rétrogradée en CN1, à la fin de la saison 1993-1994.

A Challes-les-Eaux - à côté de Chambéry -, le Challes Savoye Basket dispose d'un budget de 2,8 millions de francs, de supporters tout aussi fervents et d'un beau palmarès : championnes de France de 1991 à 1993, troisième club européen en 1993. Ici comme à Bourges, les filles ont succédé aux hommes, il y a quelques années. « Le basket féminin est idéal pour les villes petites et moyennes, estime Pierre Fosset, président du CJMBB. A Bourges, un budget masculin serait sept à huit fois supérieur à celui des femmes. Le rapport qualité-prix est appréciable. » Au-delà du championnat ou de la Coupe, le basket a ses amoureux. Il est le premier sport collectif féminin du pays et fait des percées dans les zones rurales. Plus de 60 % des il-

lustrées du Cantal, de l'Aveyron, de la Haute-Loire ou des Deux-Sèvres sont des femmes.

Dans des bourgades où les collectivités territoriales ont tendance à lever le pied, les sponsors ont pris le relais. Ainsi, à Bourges, un groupe agroalimentaire et 125 chefs d'entreprise réunis en association fournissent 60 % du budget : « C'est la preuve que le basket féminin est légitime », dit Pierre Fosset. Les partenaires veulent du retour sur investissement. « Et le public ? Il est fou de ses filles : 2 200 personnes, en moyenne, assistent aux matches. Au début, nous avons fidélisé le public en offrant des places aux enfants des écoles. Ils venaient gratuitement, les parents payaient. Ils sont tous restés. »

PLUS DE FINESSE
Le spectacle est là, à la faveur d'une élite devenue costaud. Les douze équipes de Nationale 1 offrent un championnat à rebondissements et un réservoir presque inépuisable à l'équipe de France, actuellement vice-championne d'Europe. Sur le marché des transferts, sévèrement réglementé par la FFBB, on convoite les vedettes françaises. « Il est rare de trouver des femmes grandes qui ont de l'adresse », dit Pierre Fosset. Les entraîneurs se promènent aussi. Bourges vient d'accueillir Vladimir Kapranov, venu de Challes avec l'une des figures les plus en vue, He-

lena Khoudachova (1,95 m), championne olympique avec la Russie aux JO de Barcelone, en 1992. Selon la fédération, les meilleures Françaises gagnent entre 15 000 et 20 000 francs, certaines « étrangères » un peu plus.

Au gré des entraînements et des transferts, le niveau est monté. Mais c'est un autre basket que celui des garçons : plus de finesse que de smashes et d'exploits physiques : « Dans la technique pure, elles sont magnifiques », note Pierre Fosset. « Pour apprécier le basket féminin, il faut être connaisseur. Les passes de jeu sont plus fines. Nous sommes des techniciennes ou des tacticiennes, même si nous devenons plus « physiques », parfois. » Les joueuses n'ont toujours pas de statut professionnel, contrairement aux hommes, réunis en une Ligue nationale française. Elles disent qu'il est encore un peu tôt. Mais, quand même, elles se hissent dans les phases finales de Coupe d'Europe et elles ne se sentent pas écoutées, ni par les médias ni par leur fédération. En avril, les assises nationales, à Cannes, se pencheront sur le mouvement féminin. Challes ou Bourges auront alors disputé la finale de la Coupe Ronchetti, Valenciennes aura peut-être remporté la Coupe d'Europe des clubs champions. Toutes auront espéré gagner le droit à plus d'existence.

Bénédicte Mathieu

Elite et masse

■ Nombre. 169 915 licenciés en 1994, soit 38 % du nombre de licenciés de la Fédération française de basket-ball (454 729).
■ Clubs. 232 en compétition dans les championnats nationaux, entre Nationale 1A et minimes féminines. L'élite (1A) se compose de douze clubs : Aix-en-Provence, Bordeaux, Bourges, Challes, Clermont-Ferrand, ASM

(Clermont-Ferrand), Limac, Mirande, Rouen, Strasbourg, Tarbes, Valenciennes.
■ Dates. La finale de la Coupe Ronchetti se disputera sur deux matchs aller et retour, les 22 et 23 mars (avec départage éventuel à la différence de points marqués). La finale à quatre du championnat d'Europe des clubs champions aura lieu à Côme, en Italie, les 22 et 23 mars.

RÉSULTATS

BASKET-BALL
COUPE KODAK
Demi-finales aller
Pau-Orthez (Fra.) - Milan (Ita.) 76-62
Berlin (All.) - Caennais (Esp.) 99-70
COUPE DES CHAMPIONS FÉMININES
Quart de finale aller
Ljubljana (Slo.) - US Valenciennes-Orchies (Fra.) 73-77
COUPE RONCHETTI
Demi-finales aller
Bourges (Fra.) - Challes (Fra.) 70-39
Pistoia (Ita.) - Parme (Ita.) 79-65

FOOTBALL
COUPE DE LA LIGUE
Quart de finale
Montpellier (D1) - Monaco (D1) 2-0
Autres quarts : Bastia (D1), Paris-SG (D1) et Le Havre (D1)
CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
26^e et 28^e journées (matchs en retard)
Charleville - Marseille 1-0
Laval - Angers 2-0
Dunkerque - Saint-Brieuc 1-0
Red Star - Ales 4-0
Classement : 1. Guingamp, 54 ; 2. Marseille, 52 ; 3. Red Star, 52 ; 4. Châteauroux, 51 ; 5. Guingamp, 51 ; 6. Toulouse, 49 ; 7. Nancy, 47 ; 8. Dunkerque, 45 ; 9. Amiens, 41 ; 10. Mulhouse, 37 ; 11. Perpignan, 35 ; 12. Ales, 34 ; 13. Charleville, 34 ; 14. Valenciennes, 31 ; 15. Le Mans, 29 ; 16. Laval, 29 ; 17. Sedan, 27 ; 18. Nant, 26 ; 19. Angers, 23 ; 20. Boulogne, 23 ; 21. Saint-Brieuc, 22 ; 22. Nîmes, 17.
CHAMPIONNAT D'ITALIE
18^e journée (match en retard)
Genoa-Milan AC 1-1

HANDBALL
COUPE DES CHAMPIONS
Quart de finale (groupe B), 1^{er} tour retour
Bidasoa Iru (Esp.) - OM Vitrolles (Fra.) 22-21
Dukla Prague (Tch.) - Kiel (All.) 24-23
Classement : 1. Bidasoa Iru, 8 ; 2. OM Vitrolles.

4 ; 3. Kiel, 2 ; 4. Dukla Prague, 2.
RUGBY A XIII
CHAMPIONNAT D'EUROPE
Angleterre-France 19-16
TENNIS
OPEN GAZ DE FRANCE
Simple dames, premier tour
S. Appelgren (Sue.), n° 8 b. A. Carlsson (Sue.) 6-4, 6-2 ; K. Halkiadou (Gre.), n° 7 b. S. Rostker (Rus.) 6-1, 6-1 ; J. Wiesner (Aut.), n° 6 b. M. Sabat (All.) 6-2, 5-7, 6-4 ; P. Langewiesche (Tch.) b. N. Dahmen (Fra.) 6-4, 6-2.
Doubles dames, finale
M. Pierce (Fra.), n° 2 b. B. Stubbs (Aus.) 6-4, 6-3, 7-5 ; L. Mejoli (Cro.), n° 4 b. B. Rittner (Aut.) 6-3, 6-1 ; S. Graf (All.), n° 1 b. E. Makarova (Rus.) 6-2, 6-1 ; M. Hingis (Sui.) b. J. Halard (Fra.), n° 5 6-4, 6-1.

VOILE
COUPE DE L'AMERICA
Problème Round Robin
Coupe Louis-Vuitton : Sydney 95 bat France 3 de 38 sec ; Team-New-Zealand bat Nippon de 1 min 34 sec ; Tag-Heuer-Challenge (D2) bat Moje-de-España de 2 min 30 sec.
Classement : 1. Team-New-Zealand, 20 pts ; 2. Tag-Heuer-Challenge (D2), 17 ; 3. One-Australia, 13 ; 4. Nippon, 10 ; 5. Sydney 95, 8 ; 6. France 3, 7 ; 7. Moje-de-España, 0.
Coupe Citron : America 3 bat Stars-and-Stripes de 1 min 26 sec.
Classement : 1. Young-America et Stars-and-Stripes, 9 pts ; 3. America, 7.

VOLLEY-BALL
COUPE DES CHAMPIONS
Quart de finale retour
Cannes (Fra.) - Ravenna (Ita.) 3-1
Bientôt quarté au point-avertissement (100-93)
COUPE DES COUPES
Quart de finale retour
PSG Asnières (Fra.) - Sorie (Esp.) 3-0
Sortie quarté au point-avertissement (88-60)

L'OM obtient un nouveau moratoire

NICOLAS SARKOZY, ministre du budget, vient d'accorder un nouveau moratoire à l'Olympique de Marseille pour le règlement des dettes fiscales du club. Ce moratoire concerne la mise en recouvrement des redressements, d'un montant global de 16,5 millions, qui étaient exigibles au 15 février. La décision de M. Sarkozy s'inscrit dans le cadre d'une démarche effectuée, le 6 février, par Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) et président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'OM avait déjà bénéficié d'un moratoire, en juillet 1994, lui permettant d'éponger, en trente-huit mois, 74 millions de francs d'arriérés de dettes fiscales et sociales. Le club est parvenu, jusqu'ici, à faire face au règlement de ce moratoire (1 million de francs chaque mois, plus 4 millions de francs tous les quatre mois). Ses problèmes de fond restent toutefois entiers, avec un passif compris entre 200 et 250 millions de francs. - (Corresp. rég.)

■ **FOOTBALL** : la décision d'annuler le mondial seniors au Nigeria, du 11 au 26 mars, prise vendredi 10 février par le comité d'urgence de la Fédération internationale de football (FIFA), a été suspendue par la même instance, mercredi 15 février à Zurich (Suisse). La compétition a été repoussée à une date ultérieure, sous réserve d'un rapport positif d'une commission d'inspection composée de membres de la commission médicale de la FIFA, de l'Organisation mondiale de la santé et de consultants de groupes internationaux d'assurance, avant la fin mars. Cette décision a été prise après « un débat long, intense et passionné », notamment grâce à l'action du Camerounais Issa Hayatou, président de la Confédération africaine de football et membre de ce comité d'urgence.

■ **ATHLÉTISME** : la Chinoise Sun Cayun a amélioré de deux centimètres son propre record du monde de saut à la perche en salle en franchissant 4,15 mètres, mercredi 15 février à Erfurt. L'athlète de vingt et un ans a ainsi achevé une tournée d'un peu plus de deux semaines en Allemagne par un cinquième record du monde en cinq compétitions. - (APR)

Le débat
sur les valeurs morales
aux Etats-Unis.
Demain dans les pages « International »
Le Monde

JAVICO

nce
ball

monnet d'Europe en 1996

du déclin de la rencontre, on a
réussi à rendre le match et d'inspiration
général.

prochaine des deux semaines
après avoir été...
pour l'instant, les deux équipes
sont à égalité.

Le 11 septembre, les deux équipes
se sont affrontées...
à l'occasion de la Coupe d'Europe.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Mari Kocic

s d'Europe

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Les deux équipes ont joué
un match très serré.
Les deux équipes ont joué
un match très serré.

Désillusion
française
dans
la Coupe
de l'America

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

AVANCE

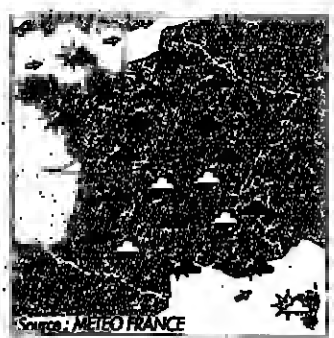
AVANCE

AVANCE

AVANCE

Baisse
des températures

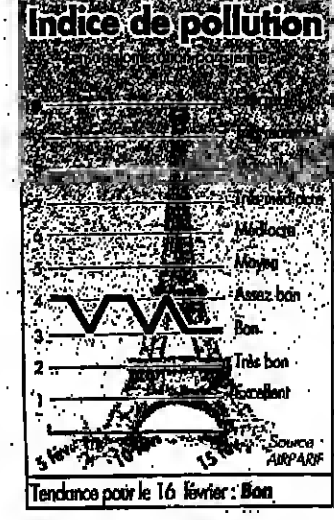
Le flux perturbé reste rapide
entre la zone dépressionnaire si-
tuée au nord de l'Écosse et les
hautes pressions situées du sud
des Açores à l'Afrique du Nord.
Une perturbation assez active va
s'enfoncer vers les régions médi-
terranéennes et le ciel de traîne
gagnera la moitié nord du pays.
Vendredi matin, la zone plu-
vieuse touchera l'Aquitaine, la ré-
gion Midi-Pyrénées, le Limousin,
l'Auvergne, le Berry, la région



Prévisions pour le 17 février vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



Tendance pour le 16 février: Bon

Rhône-Alpes, la Franche-Comté,
la Bourgogne, l'Alsace, la Lor-
raine. Il neigera sur les Alpes au-
dessus de 1 800 mètres et sur les
Pyrénées au-dessus de 2 000
mètres. Les pluies seront faibles
mais assez marquées sur les ver-
sants ouest des massifs.

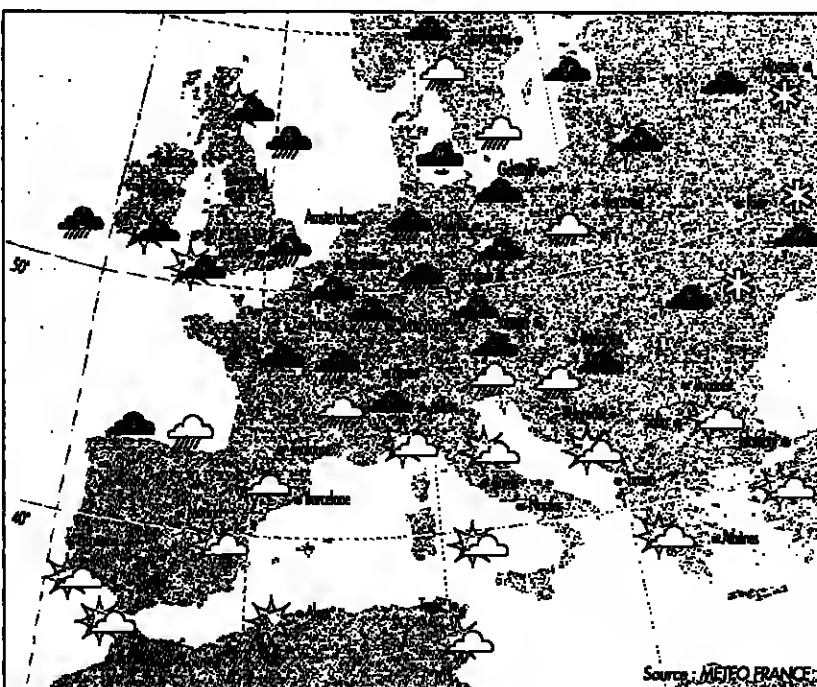
Sur le littoral méditerranéen,
les nuages seront nombreux mais
ne devraient pas donner de pré-
cipitations. Au nord de cette per-
turbation, le ciel sera très nuageux
avec quelques éclaircies. Les
averses reviendront sur les côtes
atlantiques et la Bretagne.

Vendredi après-midi, la pertur-
bation descendra vers le sud et les
précipitations se situeront en fin
de journée au sud d'une ligne
Bordeaux-Dijon. La limite plu-
vieuse s'abaissera vers 1 400
mètres sur les Alpes, le Massif
Central et l'est des Pyrénées. Sur
l'ouest des Pyrénées, elle descen-
dra aux alentours de 1 000 mètres.
Sur le pourtour méditerranéen, il
n'y aura pas de changement. A
l'arrière, le ciel de traîne se géné-
ralisera et deviendra actif sur la
moitié nord avec d'assez fortes
averses localement orageuses.
Sous les averse, la limite plu-
vieuse se situera vers 900 mètres
sur les Vosges et le Jura en fin
d'après-midi.

Les vents seront forts. Le vent
d'ouest se renforcera en Méditer-
ranée et atteindra 80 à 90 km/h en
soirée. Sur la moitié nord, le vent
d'ouest atteindra 80 km/h en so-
rée sous les averse.

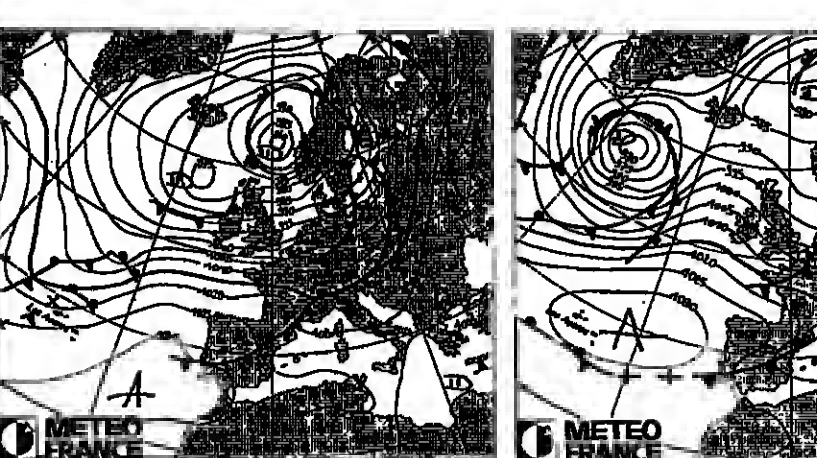
Les températures - encore lé-
gèrement supérieures aux normales
saisonnières - seront plutôt en
baisse. Le matin, il fera entre 4 et
7 degrés sur la moitié nord et de 8
à 11 degrés sur la moitié sud.
L'après-midi, le thermomètre in-
diquera de 10 à 15 degrés du nord
au sud, localement de 16 à 17 près
de la Méditerranée.

(Document établi avec le support
technique spécial de Météo-
France.)



TEMPÉRATURES du 15 février 1995 maxima/minima

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	7/7	TOURS	19/7	CARACAS	29/21
	LYON	12/6	PARIS	10/10	CHICAGO	21/-5
	MARSEILLE	16/11	NANTES	14/8	DAKAR	24/18
	NANCY	14/8	STRASBOURG	12/7	LAHORE	20/14
	PARIS	14/8	BRUXELLES	12/7	NEW DELHI	23/16
	STRASBOURG	12/7	GENÈVE	10/9	OSAKA	20/14
	BRUXELLES	12/7	BERNE	10/9	SEOUL	20/14
	GENÈVE	10/9	PRAGUE	10/9	TOKYO	20/14
	BERNE	10/9	VIENNE	10/9	YOKOHAMA	20/14
	PRAGUE	10/9	ST-PETERSBURG	10/9	CHANGHAO	20/14
	ST-PETERSBURG	10/9	MOSCOW	10/9	CHANGHAO	20/14
	MOSCOW	10/9	CHANGHAO	20/14		



Situation le 16 février, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 17 février, à 0 heure, temps universel

Prévisions
pour le 17 février
vers 12h00



IL Y A 50 ANS DANS
Le Monde
Le retour
des otages

DÉJÀ L'AVANCE Russe libre,
en Allemagne, des milliers de Fran-
çais. Les offensives de printemps
sur tous les fronts pour tout à
coup délivrer dix-sept millions
d'Européens réduits à l'esclavage
dans les camps, les usines et les
gêles du Reich.

Jamais, depuis quatre ans, la
France n'a espéré avec plus d'exalta-
tion que maintenant le retour
prochain des absents: prisonniers
militaires, déportés politiques,
otages, travailleurs - trois millions
de Français qui ont cruellement ex-
plié la défaite ou leur patriotisme.
(...) Ce retour, il faut l'organiser
d'une manière qui serve à la fois
les intérêts des rapatriés et ceux de
la nation. Heureusement, ils se
confondent.

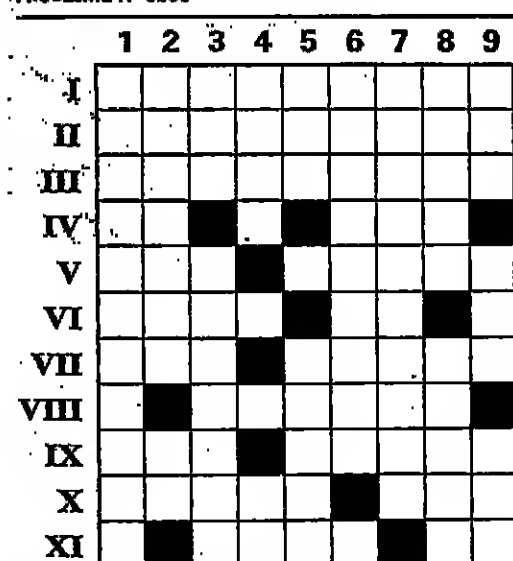
Les Allemands tiennent à emme-
ner d'une part les précieux otages
politiques, de l'autre les hommes
qui pourraient nous servir, en par-
ticulier les officiers et sous-officiers
qui encadreraient utilement notre
nouvelle armée. Bien entendu, le
moment approche où l'Allemagne
ne pourra plus se permettre de re-
plier constamment ces millions
d'êtres qu'elle doit nourrir, si mal
qu'elle les nourrit.

C'est donc pour demain que se
pose cette question: comment ras-
sembler, vêtir, nourrir, soigner, ra-
patrier au plus vite et en bon ordre
ces soldats en haillons, ces femmes
épuisées, ces civils sans souliers
qui seront tous tentés de prendre
la route par leurs propres moyens,
mais risqueront de briser leur vie
dans une telle aventure, de suc-
comber aux maladies qui minent
beaucoup d'entre eux, de provo-
quer chez nous des épidémies et
de laisser se glisser dans leur foule
des agents de la cinquième co-
lonne, des Allemands déguisés, des
indésirables de toute sorte?

Raymond Millet
(17 février 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6500



HORIZONTELEMENT
I. Fait de grands mouvements quand il travaille.
II. Qui peut crever.
III. Peut nous guetter quand on
s'éloigne.
IV. Pas démodé. Héros pour les Sudistes.

V. Avait de nombreux comptoirs. Son coup peut nous
assommer.
VI. Ne peut rien couvrir de ses ailes. Un peu
de tabac.
VII. Apparus. N'est souvent regardée que
d'un oeil.
VIII. Produit des colonies.
IX. D'un verbe
actif. Faux, pour de Paris, bâtarde, pour du fenouil.
X. Ville de Belgique. Capucin.
XI. Pour un accrochage.
Largeur de crêpe.

VERTICALEMENT
1. Est aujourd'hui remplacé par une simple toile.
2. Qui a donné son nom. N'a pas un grand lit.
3. Qui ne
portent rien. Quelqu'un qui aurait pu passer.
4. Mot
évoquant une répétition. Préposition.
5. Puissance. Un
mot qu'on n'emploie qu'en parlant du maître.
6. Avant
la parole.
7. Qui mèneront à la faillite.
8. Canal. Qui
fait passer.
9. Crie comme une bête. On se découvre
quand il arrive. Dame ou demoiselle.

SOLUTION DU N° 6499

HORIZONTELEMENT
I. Parterres.
II. Agiotage.
III. Toluène.
IV. Iras;
vul. - V. BA; bée.
VI. Uppercuts.
VII. Lhote; sot.
VIII. Aoriste.
IX. Ibérie; ne.
X. Ré; alloué.
XI. Esus; lues.

VERTICALEMENT
1. Patibulaire.
2. Agoraphobes.
3. Rila; pore.
4. Tous; étras.
5. Été; grésil.
6. Reno; tell.
7. Rue; buse; ou.
8. Es; veto; nue.
9. Séquestrés.

Guy Brouty

LES SERVICES
DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMONC
CD-ROM: (1) 40-65-29-33
Index et microfilms: (1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel: 3615 LE
MONDE accès ABO
Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province:
(1) 40-65-29-33 (1) 40-65-29-33
Le Monde est édité par la SA Le Monde, so-
ciété anonyme avec directeur et
conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications
n° 57 437. ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde:
12, rue M. Guesbroux,
94852 Ivry-les-Cluses
PRINTED IN FRANCE 1993
Président-directeur général:
Jean-Marie Colombani
Directeur général:
Maurice Lévy
Membres du conseil
de direction:
Jean-Louis Borde, Dominique
Alduy, Gilles Puyou
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Tél.: (1) 44-43-76-00; Fax: (1) 44-43-77-30

PARIS
EN VISITE

Samedi 18 février
■ SALONS DE L'HÔTEL DE
PAIVA (45 F + prix d'entrée),
10 heures, 25, avenue des Champs-
Élysées (Didier Bouchard).
■ MUSÉE NISSIM DE CAMON-
DO (45 F + prix d'entrée), 10 h 30,
63, rue de Monceau (Paris Pas-
sion).
■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE
LASSAY (55 F, carte d'identité),
11 heures, sortie du métro Assem-
blée-Nationale (Paris et son his-
toire).
■ LE QUARTIER MONTPAR-
NASSE (55 F), 11 h 15 ou 15 h 30,
sortie du métro Vavin (Connaissance
d'ici et d'ailleurs).
■ LA MAISON DU FONTAINIER
(lampe de poche, 40 F), 13 h 30, 42,
avenue de l'Observatoire (Sauve-
garde du Paris historique).
■ MUSÉE GUIMET: Cambodge,
du VI^e au XI^e siècle (34 F + prix
d'entrée), 14 heures (Musées na-
tionaux).
■ L'HÔTEL DE SOUBISE (50 F +
prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des
Francs-Bourgeois (Connaissance
de Paris).
■ MONTMARTRE (50 F), 14 h 30,
en haut du funiculaire (Paris autre-
fois).
■ MUSÉE D'ORSAY: visite par ar-
tiste, Claude Monet, 14 h 30 (34 F
+ prix d'entrée); Exposition Whis-
tler, 14 h 30 (23 F + prix d'entrée).
■ OPÉRA-GARNIER (50 F + prix
d'entrée), 14 h 30, en haut des
marches extérieures à gauche
(Tourisme culturel).
■ PALAIS GALLIERA: Exposition
Histoire du Jean (25 F + prix d'en-
trée), 14 h 30 (Musées de la Ville de
Paris).

MERCREDI 15 FÉVRIER 1995	
15	27
16	34
17	37
18	38
19	13
6 numéros: 1 3 178 455 F	
5 numéros: 26 134 900 F	
4 numéros: 41 688 F	
3 numéros: 202 201 F	
2 numéros: 10 F	
1 numéro: 10 F	
6 numéros: 10 708 785 F	
5 numéros: 1 708 775 F	
4 numéros: 1 708 775 F	
3 numéros: 1 708 775 F	
2 numéros: 1 708 775 F	
1 numéro: 1 708 775 F	
6 numéros: 10 708 785 F	
5 numéros: 1 708 775 F	
4 numéros: 1 708 775 F	
3 numéros: 1 708 775 F	
2 numéros: 1 708 775 F	
1 numéro: 1 708 775 F	

PLANTU
Le pire est
derrière nous

En vente en librairie



ART ET PUBLICITÉ Le photographe Oliviero Toscani, cinquantetrois ans, présente au Musée d'art contemporain de Lausanne douze ans de campagnes publicitaires pour

Benetton, l'empereur italien du textile. Cette exposition coïncide avec le lancement d'une nouvelle campagne mondiale qui a pour cible la télévision. ● LES AFFICHES colorées,

qui oublient le produit pour aborder les problèmes de société (le sida, la guerre, le racisme), révolutionnent la publicité mais ont provoqué nombre de controverses, interdic-

tions, ainsi que la colère de quelques magasins franchisés en France et en Allemagne. ● DANS L'ENTRETIEN qu'il nous a accordé, Oliviero Toscani explique sa façon de travail-

ler, les thèmes de ses images, revient sur ses relations avec Luciano Benetton, et réagit aux mesures de censure dont ont fait l'objet les affiches « scandaleuses ».

Benetton s'affiche dans un musée d'art contemporain

Le photographe Oliviero Toscani présente douze ans de campagnes publicitaires au service de la marque textile italienne. Depuis les portraits d'enfants de toutes races jusqu'aux images qui ont fait scandale autour du sida ou de la guerre en Bosnie



Les Deux Mains reliées par des menottes (1989), La Famille mélangée (1990), Le Baiser religieux (1991) et HIV positive (1993).

« La stratégie de communication sera maintenue »

Présent au vernissage de l'exposition, Luciano Benetton a affirmé que « la stratégie de communication sera maintenue », même s'il a admis que « certaines campagnes ont été mal comprises ». Aux franchisés allemands qui ont jugé les affiches « ruineuses et scandaleuses », il a répondu « que seuls une douzaine sur six cents magasins sont mécontents ».

Il a reconnu la stagnation des ventes en France, mais a rappelé l'augmentation de 12 % en 1994 du chiffre d'affaires mondial. Il a enfin annoncé qu'une école d'arts visuels, la Fabbrica, ouvrira prochainement à Trévise.

LE FAIT MÊME d'écrire sur Oliviero Toscani – en bien ou en mal – c'est entrer dans un cycle pervers. En parler, c'est faire de la publicité gratuite pour Benetton ? Ne pas en parler ? Difficile dans la mesure où Toscani a marqué l'histoire de la publicité. Du message classique du genre « la vie est trop courte pour s'habiller triste », il s'est progressivement éloigné pour inventer une nouvelle forme de communication, une véritable « propagande publicitaire » en rupture avec les codes habituels.

Embringué dans une spirale de surenchères et de provocations, il lui arrive parfois de taper juste – comme dans le cas des messages antiracistes United Colors of Benetton. A l'occasion d'autres campagnes, par exemple celle montrant une photo de vêtements ensanglantés d'un soldat bosniaque, son parti pris de choquer n'est guère convaincant. Par-delà ces outrances, certains diront que Toscani fait honneur à la photographie, une photo sans les

mots qui, à partir d'une simple image, sans montage, arrive à susciter des discussions, des controverses. La publicité comme objet, social comme fait de société.

S'agissant du sida, on retrouve la même dualité : d'un côté, une idée simple – favoriser l'usage du préservatif – déclinée jusqu'à enrober l'obélisque de la Concorde d'une magnifique capote rose ; de l'autre, une idée beaucoup plus discutable, car nécessitant une lecture au second degré : une photo de tatouage « HIV positive » façon camp de concentration, manière, au risque de choquer, de condamner toute discrimination envers les malades.

Au-delà de ses ambiguïtés, le travail de Toscani est passionnant en ce qu'il préfigure une nouvelle forme de communication fondée sur la force brute de l'image. Son impact est instantané, mais se lira différemment selon le niveau d'information préalable du spectateur. On rejoint la problématique essentielle de la destruction de l'histoire, de la disparition de la

connaissance historique par le spectacle, magistralement dénoncée par Guy Debord dans ses Commentaires sur la société du spectacle (Gallimard, 1988) : « Quand l'image construite et choisie par quelqu'un d'autre est devenue le principal rapport de l'individu au monde qu'apparaît-il regardant par lui-même, de chaque endroit où il pouvait aller, on n'ignore évidemment pas que l'image va supporter tout ; parce qu'à l'intérieur d'une même image on peut juxtaposer sans contradiction l'important et le secondaire, le réel et le virtuel, et c'est également quelqu'un d'autre qui gouverne à son gré le résumé simplifié du monde sensible ; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion, et tout à fait indépendamment de ce que le spectateur peut en comprendre ou en penser. »

Franck Nouchi

Le point ultime de la société du spectacle

« Luciano est mon Laurent de Médicis »

Oliviero Toscani, photographe

« On ressent, face à vos affiches, un profond malaise tant on ne sait plus de quel il s'agit : de la publicité, de la propagande, de l'information ? Elles séduisent ou choquent. Elles étaient dans la rue, elles entrent au musée... »

– Le malaise vient du fait que je ne considère pas les gens comme des consommateurs mais comme des êtres humains qui vivent dans un monde difficile. Je n'ai donc rien à faire avec les marchands de bonheur que sont les publicitaires. Le produit ne m'intéresse pas, son environnement, si. Je prends des images, je ne vends pas des vêtements. Je me considère comme un journaliste, un reporter-photographe. Je dérange parce que je mélange les genres, la douleur et le commerce, le journalisme et la publicité, le reportage et la mode. Mais le monde est comme ça. A l'arrivée, il y a des images, qui sont reçues comme une nouvelle réalité et qui sont visibles partout sur la planète.

– Vous venez également d'entrer au musée...

– Benetton m'offre le plus grand musée du monde : la rue. Des dizaines de milliers d'affiches dans cent pays. Le rêve de tout artiste ! Le problème du musée est d'introduire un rapport de classes alors que je recherche une relation physique avec les gens. Un artiste doit faire changer les choses et leur perception. Moi, je veux montrer ce que l'on refuse de voir. Je viens de réaliser des dizaines de portraits de Palestiniens, qui sont les

exclus d'aujourd'hui. Je vais me rendre en Corée du Nord pour en montrer enfin des visages. Ce ne sont pas mes photos qui comptent, mais la façon dont des millions de gens vont les recevoir. Prenez le baiser entre un prêtre et une religieuse. A priori, c'est choquant. Mais j'ai pris soin de réaliser une photo élégante. C'est immoral », ont dit certains. « Qu'ils sont beaux », a répondu ma mère. Ou est la vérité ? Pour susciter ce genre de débat, il faut que l'image soit la plus dépouillée possible, antihétorique, antisentimentale. Ma dernière image, des fils de fer barbelés associés à des centaines d'antennes de télévision, est, en ce sens, la meilleure. Rien dans l'image ne vient brouiller le message : la télévision provoque l'aliénation mentale. Mon souhait serait d'arriver à sortir une image d'un catalogue de brocage pour la transformer en message politique.

– D'où vient ce goût pour la photographie à la fois percutante et banalisée ?

– De mon père. Il était photographe de presse à Milan. Il me confiait tous les matins le tirage encore mouillé que j'apportais au journal, avant d'aller à l'école. J'ai aussi gravé dans le cerveau le film de la pendaison de Mussolini que mon père a réalisé pour les Alliés. J'ai appris avec lui l'impact d'une image, et le fait qu'il n'y a aucune différence entre un sujet sur Miss Italia, une réunion politique, un meurtre, la nouvelle Fiat. A l'arrivée, c'est une image. Mais je re-

grettais qu'elle ne soit pas techniquement parfaite. J'ai alors étudié à l'école des arts appliqués de Zurich. On y enseignait la nouvelle objectivité photographique dans la lignée du Bauhaus. J'ai passé trois années fantastiques à conjuguer mon goût pour l'émotion brute et les recherches sur la forme d'un œuf, d'une fourchette. Le fond blanc de mes images, les personnages frontaux, le message direct, l'objectivité stricte, tout ça vient de Zurich. Au début des années 60, j'ai découvert les photos de William Klein, qui a mélangé reportage et mode. J'admire aussi Guy Bourdin, qui a le mieux abordé la société via la mode.

– Votre première campagne provocante ?

– En 1972, pour une nouvelle marque de jeans : Jésus. Je photographie un beau cul de femme en jean avec l'inscription : « Qui m'aime, me suive ». L'Eglise, la bourgeoisie, une bonne partie de la presse me sont tombées dessus. Surtout un intellectuel qui a pris la plume pour me défendre dans le *Corriere dello Sera*. C'était Pasolini. J'ai compris, avec lui, le pouvoir, l'opinion, l'idéologie dominante. La liberté d'esprit aussi.

– Où poussez-vous vos images ?

– Je suis un analphabète moderne. Je ne lis aucun livre, je ne regarde quasiment jamais la télévision, je n'ai rien lu sur les théories de la communication, j'ai lu quelques bribes de Barthes que j'ai vite oubliées... Mais je devore des dizaines de journaux tous les jours. Des quotidiens uniquement,

de tous les pays. Mes images partent de détails, de fragments que je puise dans la presse.

– Quel rôle joue votre employeur dans vos images ?

– Aucun. Luciano Benetton a découvert dans la rue l'image du soldat bosniaque, qui est la plus controversée. Je ne suis pas tenu par des règles de marketing, de rentabilité, de cibles. Luciano est mon Laurent de Médicis, mon mécène. Je montre ce qui rassemble et sépare les gens. J'ai défini quatre thèmes : le sexe, la religion, la race, la vie et la mort. Le monde tourne autour de ça. Mes affiches aussi. Elles sont toujours très simples, car le reste est accessoire.

– On est frappé par la surenchère dans la provocation.

– Au début, les images d'enfants de toutes races (liées au slogan des « couleurs unies ») donnaient bonne conscience aux gens, c'était encore de la publicité. Puis j'ai enlevé les textes. La première image « nouvelle », en 1989, était la femme noire, seins nus tenant un bébé blanc. Mais elle porte encore un pull rouge. Plus tard, j'ai retiré les vêtements, en laissant enfin parler l'image, en la confrontant avec le seul logo de la marque. Le grand saut est venu avec la guerre du Golfe, en 1991. Luciano Benetton me dit : « Il va y avoir une guerre, il faut faire quelque chose. » J'avais en mémoire une image de mon père en train de photographier un grand cimetière. J'ai alors imaginé ces croix blanches dans un cimetière de guerre, une image que nous avons

sortie en plein conflit. Nombre de journaux ont refusé de la publier. J'ai ensuite imaginé son exact contraire : un enfant qui naît. Sans marque de classe ou de race. Il est sale, mais c'est la vie. La censure a été encore plus virulente, ce fut un désastre en Angleterre. J'ai alors compris que la vérité dérange.

Après, j'ai réutilisé des clichés d'actualité. Pourquoi ? Quand c'est publié dans *Paris-Match*, tout le monde s'en fout : quand on voit l'horreur à la télévision, les gens continuent de bouffer. Je voulais qu'on voit vraiment ces sept images qui parlent du sida, de la guerre, du terrorisme, de la pollution et du racisme. On m'a encore tiré dessus.

– Ce ne sont pas vos images qui dérangent, mais leur association avec la marque verte. Utiliser la douleur des gens pour vendre du t-shirt ?

– Mais tout fait vendre ! Produire, ce serait bien, et vendre, ce serait mal ? C'est quoi cette censure morale, cette hypocrisie ? Caravage était un sodomite qui peignait des vierges. *Le Monde* vend 7 francs d'idéologie tous les jours. Baudrillard vend sa philosophie. C'est toujours mieux que de vendre de la politique ou de la religion. La marque verte est détestable sur mes affiches, car elle explique le monde tel qu'il est : la relation entre la maladie et la production, l'économie et la guerre. C'est mon rôle – celui des artistes aussi – d'identifier ces corrélations. Après la campagne « HIV positive », un malade du sida a pu-

lié une page dans *Libération* avec cette phrase : « Pendant l'agonie, la vente continue. » Mais c'est exactement ce que je veux montrer dans mes affiches !

– L'affiche « HIV positive » a été interdite par le tribunal de Paris.

– Ce qui prouve que la France n'a pas réglé le problème de la collaboration pendant la deuxième guerre mondiale. On nous censure en France, mais aux mêmes moments les magazines offrent leurs pages à Chanel, dont l'image de marque est assurée par une belle fille blonde et grande, j'appelle ça une image rassurante, une forme de nostalgie du passé. On a mal compris mon affiche. Je l'ai imaginée après avoir vu un reportage télévisé aux États-Unis : un garçon est arrivé au lycée, avec « HIV positive » écrit sur la poitrine, pour dénoncer le ghetto dans lequel on plaçait les malades du sida. Une chose m'a frappé : le proviseur s'est précipité sur le garçon non pas pour cacher le sexe, mais le tatouage.

– On dit que mes images choquent, mais ça ne veut rien dire. Le soldat bosniaque est censuré en Europe et primé au Japon. On reçoit l'image différemment en fonction de son sexe, son âge, son pays, son histoire, sa culture... Mes images révèlent les tabous d'une société, mais aussi ceux qui sont ancrés au plus profond de chacun.

Propos recueillis par Michel Guerin

Enquête et requête p
du paysage villageois

Enquête et requête p
du paysage villageois

BARRY WHITE

MARS 1995

Enquête et requête pour la sauvegarde du « paysage villageois » de Montmartre

Une colline qui est bien plus qu'un simple quartier de Paris, et qui doit être protégée

Des mesures ont été prises pour canaliser le flot des six millions de touristes qui, chaque année, partent à l'assaut de la colline de Montmartre, à

Paris. La municipalité s'attaque maintenant à la sauvegarde de cet urbanisme singulier, encore préservé et qui attire la convoitise des promo-

teurs immobiliers. La menace qui pèse, rue Lepic, sur une maison peinte par Van Gogh le prouve.

A LA DEMANDE de son maire, le conseil municipal de Paris approuve, le 22 juin 1992, le lancement d'une étude pour la protection du site de Montmartre. En présentant son projet, Jacques Chirac évoquait « l'extraterritorialité » de ce « paysage villageois » qui « interdit de réduire cet espace à un simple quartier de Paris ». Il constatait que les mesures de protection prises antérieurement ne visaient que « le sommet de la butte géographique, à l'exclusion d'abords immédiats de facture plus composite, mais au rôle parfois majeur dans la composition paysagère ». Il s'agissait maintenant de « préserver les éléments d'architecture caractéristiques de Montmartre qui ne sauraient être tous protégés au titre de la loi de 1913 sur les monuments historiques ». Le dispositif à mettre en place devait comprendre « des dispositions [...] relatives à l'aspect des immeubles, aux emprises non constructibles et aux espaces verts privés (préservation de la faible densité en même temps que le caractère désordonné de l'implantation qui caractérise un lieu villageois), et relative aux hauteurs d'immeubles, élément crucial dans un lieu au relief très accusé ».

Le périmètre d'étude confié à un architecte spécialiste des secteurs sauvegardés, Alexandre Melissinos, s'étend sur 60 hectares (Le Monde du 1^{er} juin 1994). Il est délimité par les boulevards de Clichy et de Rochechouart, la rue de Clichy et les rues Custine, Caulaincourt et Lamarck. Une première analyse du site a été faite. Un rapport, remis en 1993, a débouché sur une nouvelle mission, plus détaillée. Alexandre Melissinos a examiné chacun des

90 flots compris dans le périmètre, en proposant pour les 1 600 parcelles des solutions particulières. Il prévoit, outre le classement de quelques édifices majeurs, de rendre intouchables près de 400 immeubles et de fixer des règles architecturales strictes pour les 1 200 bâtiments restants. Ces conclusions ont permis l'ouverture d'une enquête publique, menée du 17 octobre au 3 décembre 1994. « Elle sera connue dans une

étroite au confluent de la rue Lepic, de la rue Joseph-de-Maistre et de la rue des Abbesses. Les immeubles sont peu élevés (trois niveaux au plus), la plupart ont été construits dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ils forment un contraste notable avec les immeubles en briques ou pierres de taille, beaucoup plus élevés, qui leur font face. Une situation qui accentue le pittoresque de l'environnement. En 1887, Van Gogh habitait

Pierre pour remplacer l'atelier du 39, rue Lepic et le petit immeuble Louis-Philippe qui s'élève sur le 8, rue Joseph-de-Maistre, avec sa cour intérieure plantée d'un acacia. Un Prix de Rome, élève de Falguère, le sculpteur Lorieux, vivait et travaillait ici. Une vieille dame habite le rez-de-chaussée. Elle devra le quitter en décembre 1995. Le reste de la maison est muré. A sa place s'élèvera un immeuble de 17 logements sur 5 niveaux avec 21 places d'un parking creusé en sous-sol sur 4 étages. Le sous-sol est fragile en raison des anciennes carrières et d'un réseau hydrographique souterrain très instable. Les immeubles voisins ne risquent-ils pas d'être, eux aussi, voués à la destruction ? C'est ce que craignent les riverains, qui demandent au tribunal administratif l'annulation du permis de construire.

« Le permis de construire a été délivré après la visite d'Alexandre Melissinos et de l'architecte des bâtiments de France, constate Catherine Barbé. Ils ont estimé que la construction d'un immeuble de ce volume, à cet endroit, permettrait de dissimuler un mur pignon abrupt. » L'un des riverains, signataire de la requête, Noëlle Lefris, pense que la taxe de 4 262 640 francs que devra verser à la municipalité le bénéficiaire du permis de construire pour dépassement du COS (coefficient d'occupation des sols) n'est pas étrangère à la solution retenue. Ce que conteste vigoureusement la mairie du 18^e arrondissement. En attendant la décision du tribunal, la maison peinte par Van Gogh bénéficie d'un fragile sursis.

Emmanuel de Roux

A la « Berlinale », la singulière vitalité du cinéma anglais

de notre envoyé spécial
A Berlin, comme dans tous les festivals internationaux, les films venus d'Extrême-Orient partent à l'assaut de la vieille cité allemande qui n'a souvent à leur opposer que des productions dont la lourdeur et le manque d'inspiration traduisent son essoufflement et son désarroi. A mi-parcours de la « Berlinale », trois bastions du Vieux Continent ont fait claquer leurs couleurs, en attendant le renfort promis par la France (avec Alain Robbe-Grillet et Bertrand Tavernier). Chacun à sa manière, ces trois films, allemand, italien et anglais, symbolisent l'état du cinéma dans leur pays d'origine.

En lançant Daniel Olbrychski à la recherche de la légendaire Atlantide, Christian Wagner a fait alterner de magnifiques images de montagne et d'interminables scènes de bavardages et d'inspection. Le physicien, héros de *Transatlantique*, ne part pas pour l'Himalaya, où il a localisé la cité que l'on croyait engloutie, avant d'avoir répété qu'il convenait surtout de ne

pas se laisser piéger par les apparences. La leçon aurait été mieux entendue si elle avait été administrée avec moins de verbiage, ou, si l'on préfère, avec davantage de cinéma. A l'image du personnage, le cinéma allemand est à la recherche de sa identité perdue. Présenté dans la section « Panorama », le film de Francesca Archibugi, *Con gli occhi chiusi*, est une coproduction italo-franco-espagnole sur laquelle a veillé Martin Scorsese, semble-t-il d'assez loin. Il s'agit d'un mélodrame familial et paysan, dont on imagine, au détour de chaque scène, qu'il fera l'objet d'un remontage destiné à l'accommoder à la sauce télévisuelle. Pour bien montrer que le monde paysan d'autrefois était impitoyable, la réalisatrice a multiplié les scènes « réalistes », qui valent à un cochon, un chat et un chien de se faire castrer... Quant à la jeune paysanne qui subit passivement et « les yeux fermés » les étreintes masculines, elle se retrouve, sans avoir l'air de trop y penser, sous la domination outrancièrement maquillée d'une maquerelle qu'incarne Laura Betti. L'inventivité de la réalisation est à la mesure de l'ingéniosité du procédé par lequel on signifie le trouble qui s'empare du jeune personnage masculin dont la probable myopie n'arrange rien : la scène se

brouille devant ses yeux et le spectateur se voit gratifié de quelques secondes d'images floues. C'est une fois encore du pays dont le cinéma parait longtemps le plus gravement malade qu'est venue la bonne surprise. Premier film de Michael Winterbottom, *Butterfly Kiss* témoigne de la capacité toujours renouvelée du cinéma britannique à pulser au cœur d'un réel dont la plupart des cinéastes européens s'éloignent de plus en plus. Si elle n'est pas exempte de quelques facilités et coquetteries de style, la mortelle randonnée de deux jeunes femmes également paumées, l'une tatouée en dix-sept endroits d'un corps sillonné de lourdes chaînes et percé de multiples anneaux, l'autre jusqu'à la gorge et solitaire, a eu le mérite de réveiller le festival. Les meurtres s'y accumulent, communs avec une sauvagerie grandissante qui fait basculer vers le grotesque cette odyssée tragique et désolée, avec une tonalité et une envie de filmer qui font plaisir à voir, même si les faiblesses du scénario sont criantes. Il se murmure à Berlin que le prochain Festival de Cannes ouvrira grand ses écrans aux films britanniques. C'est une bonne nouvelle.

Pascal Mérieux

Le budget du théâtre sera en hausse de 3,1 % en 1995

Les « institutions » auront plus de moyens mais, en francs constants, la plupart des centres dramatiques nationaux seront moins aidés

HONNEUR aux forts ! Jacques Baillon, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la francophonie, a décidé, d'« effectuer des redéploiements et des choix » pour répartir son budget de 1,452 milliard de francs (+ 3,1 % par rapport à 1994). Certains de ces choix, inscrits dans la pesanté de la vie institutionnelle, sont obligés : les théâtres nationaux (Comédie-Française, Chaillot, Colline, Odéon et Strasbourg) bénéficient de 18,4 millions de francs de mesures nouvelles en 1995, ce qui représente une progression sur un an de près de 6 % pour un total de 335 millions. En revanche, à l'exception de l'enveloppe consacrée aux compagnies indépendantes et de celle consacrée au théâtre privé parisien (+ 3,8 % pour un total de 24,6 millions), tous les autres secteurs de la vie théâtrale verront leurs subventions baisser en francs constants.

C'est le cas de quarante-trois des quarante-huit centres dramatiques nationaux. Les cinq centres favorisés sont Orléans, dirigé par Stéphane Braunschweig (+ 1 million), le TNP de Villeurbanne, dirigé par Roger Planchon et Georges Lavautant (+ 2 millions) et une aide supplémentaire à l'achat de spectacles (1 million), le Théâtre Nanterre-Américains, dirigé par Jean-Pierre Vincent (+ 2 millions), le Théâtre Sorano de Toulouse, dirigé par Jacques Rosner et le Centre dramatique régional de Lorient, confié cette année à Eric Vigner (+ 500 000 F). Quatre millions supplémentaires sont dévolus aux scènes nationales, soit une augmentation de 1,8 %, à 227,4 millions. Dans le cadre des contrats de plan Etat-régions, quatre scènes sont favorisées (Dunkerque, Narbonne, Mulhouse et la Guadeloupe) et cinq autres, parmi les plus récentes, voient leur développement accompagné (La Roche-sur-Yon, Blois, Martigues, Marseille et la Martinique).

La direction du théâtre affiche une priorité sélective aux compagnies dramatiques indépendantes.

Olivier Schmitt

MUSIQUE : le pianiste et compositeur Denis Badault a été réélu à la présidence de l'Union des musiciens de jazz (UMJ). Le bureau du conseil d'administration de l'UMJ se compose du batteur Bruno Tocanne (vice-président), du contrebassiste Philippe Laccarriere (secrétaire), du contrebassiste et compositeur Patrice Caratini (trésorier), de la pianiste Anne Ballester (trésorière adjointe) et du journaliste et directeur du Centre d'information du jazz Pascal Anquetil (secrétaire-adjoint). Laurent Carrier, secrétaire administratif, tient une permanence chaque après-midi dans les nouveaux bureaux de l'UMJ, 91, quai Panhard-et-Levassor, 75013 Paris. Tél. : 45-83-22-71.

Tandis que 124 millions sont déconcentrés dans les directions régionales des affaires culturelles qui ont en charge plus de cinq cents compagnies à vocation régionale, plus de 11 millions supplémentaires sont consacrés aux compagnies de rayonnement national et international pour un total de 188,6 millions.

Dix compagnies dirigées par des metteurs en scène sont particulièrement aidées. On l'a retrouvé le metteur en scène Jacques Lassalle qui, malgré ses déclarations tonitruantes l'an passé après l'affaire *Andromaque* (Le Monde du 17-18 juillet 1994), a demandé et obtenu une subvention de 1,5 million. Huit compagnies dirigées par des auteurs sont elles aussi favorisées.

L'autre priorité du budget 1995 est la réalisation d'importants travaux. 147,3 millions leurs sont consacrés (+ 10,7 %) et traduisent la volonté ministérielle de rééquilibrage Paris-province. Le Théâtre national de Strasbourg disposera ainsi cette année de 46,7 millions et la construction du Nouveau Sorano de Toulouse sera subventionnée à hauteur de 18 millions. Jacques Baillon veut aussi aider les « lieux de fabrication » de spectacles. La Fonderie au Mans, le Ballatum près de Liévin, l'Echangeur (Nord) et la Fabrique de Valenciennes font l'objet d'aides spéciales.

Enfin, le ministère a ouvert cinq « chantiers pour l'avenir » qui concernent la formation, l'aide aux auteurs français vivants, la création d'une mémoire du théâtre (mise à l'étude d'une « rhéoréologie »), le rayonnement international (participation du ministère à la première Saison française en Russie à l'automne de 1995) et une meilleure administration du théâtre (réforme des statuts de la Comédie-Française et redéfinition des partenariats avec l'éducation nationale et la direction de la musique et de la danse).

MUSIQUES DU MONDE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

pour la 1^{re} fois en Europe
LUN. 27 FÉV. 20H30
MOHAMMAD RAHIM KHUSHNAWAZ
Hérat-Afghanistan
un maître musicien 80
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Barry White

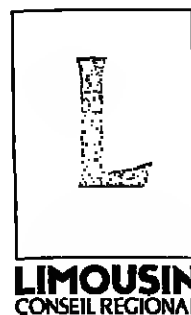
Le 28 MARS 1995
au Palais des Congrès

Locations :
Points de Vente Habituels
Réservations : 40 68 00 05

25 MARS LILLE
31 MARS NANCY
13 AVRIL MARSEILLE

En Limousin, nous aimons aussi cultiver le talent

Ensemble Baroque de Limoges
Victoire de la Musique Classique 1994



LIMOUSIN
CONSEIL REGIONAL

A Martigny, les dessins d'Egon Schiele, observateur impitoyable des corps

Hanches osseuses, jambes écartées, postures outrées : le peintre autrichien prend le parti de l'insistance contre l'allusion, de la description appuyée contre l'ellipse

FONDATION PIERRE-GIANADDA, rue du Forum, 1720, Martigny, Suisse; tél.: 026-22-39-78. Tous les jours de 10 à 18 heures, jusqu'au 14 mai.

La vie d'Egon Schiele tient en trois dates : naissance en 1890 en Autriche, première participation à une exposition en 1908, mort de la grippe espagnole en octobre 1918 à Vienne. Son œuvre tient en trois sujets : le nu et le portrait et des paysages, ces derniers exécutés par périodes brèves, le temps de quelques séjours dans la vallée du Danube. Sa légende tient à trois motifs : sa mort si prompt, un procès pour détournement de mineure qui s'acheva en condamnation - légère cependant - pour « pornographie susceptible d'être vue par de jeunes gens » et son insolente facilité de dessinateur. Héros précoce d'aventures présumées scandaleuses, il a passé tantôt pour l'ange noir de Vienne la décadente, tantôt pour un « psychopathe sexiste », profondément névrosé, comme il se doit. Là-dessus, d'innombrables commentateurs ont glissé.

Mieux vaut regarder ses dessins et peintures en s'efforçant d'oublier leurs proses, faire comme si l'on ignorait tout de la vie dramatique et des péripéties amoureuses de l'auteur. Que voit-on alors, dans la rétrospective très abondante de la Fondation Gianadda, riche de cent cinquante pièces, prêtées pour la plupart par des collectionneurs

privés ? L'histoire détaillée d'une formation et celle d'un cheminement hors des influences, bientôt interrompu.

Les débuts, à partir de 1907, sont une initiation à l'art moderne, vite accomplie, après un passage, non moins rapide, par l'enseignement de l'Académie des beaux-arts de Vienne.

Dans les huiles et les dessins les plus anciens se reconnaissent des réminiscences impressionnistes, post-impressionnistes et symbolistes mêlées, le souvenir de Vallotton et, sans doute, celui de Toulouse-Lautrec. Schiele regarde de loin ce qui se passe à Paris, à Munich et à Dresde. Mais son regard se détourne bientôt, attiré, fasciné, obsédé par celui qui est si proche de lui, le maître de la Sécession, la figure majeure de l'époque, Gustav Klimt. Schiele ne fut pas directement l'élève de Klimt, mais il subit si fortement son influence que les portraits de Gertrude Schiele et l'Autoportrait aux doigts écartés de 1909 pastichent les découpages sinués, les motifs décoratifs proliférants et jusqu'aux rehauts d'or et d'argent chers au grand homme. Les formats grandissent, les compositions se font de plus en plus spectaculaires, autant que les poses et les expressions, hagarées ou provocantes. Il en va de même des dessins, lesquels, en 1909 et 1910, relèvent d'un « klimtisme » exacerbé. Le trait, dur et hérissé de saillies, détache la figure sur le fond du papier laissé vierge et cette figure, féminine le plus souvent, prend des postures outrées.

Le modèle nu est accroupi par terre, les jambes écartées et les bras étrangement tendus. Il est assis, exhibant son sexe, les jambes revêtues de bas noirs, les yeux effarouchés, une main crispée sur la gorge. Il est debout, dénudé jusqu'au ventre, tenant des seins dans ses paumes, le regard oblique. Des hommes qu'il fait poser, l'artiste n'observe que le bas-ventre, le postérieur, les hanches osseuses, les articulations énormes. Quand il réunit deux modèles en couple, ce sont deux femmes qui s'enlacent, s'efforçant d'avoir l'air extatique ou pervers. Où a-t-on vu de telles filles renversées sur des divans et ne cachant rien d'elles ? Chez Courbet, mais tout autrement

peintes, et chez Klimt, dessinées plus légèrement. Schiele prend le parti inverse, celui de l'insistance contre l'allusion, de la description appuyée contre l'ellipse. Son style se fonde sur une ligne crayonnée qui trace un cerne continu autour du corps et qu'accompagnent des rehauts de gouache et d'aquarelle, couleurs aigres répandues en frottois et en couleurs adroitement maîtrisées. Les formes se condensent en courbes simples, mais les vêtements froissés et les chevelures bouclées ajoutent leurs complications et leurs pelotes de lignes brisées très acceptées, très visibles et gestuelles. Sur ce croquis tendu interviennent les couleurs, élues pour leur éclat, bas d'un orange très vif ou d'un noir luisant, socquettes vert pomme, lèvres écarlates, chemises jaune doré ou vert bronze. Mais les chairs restent d'une pâleur constante, à peine relevée de temps en temps de rares marbrures rosâtres ou bleuâtres, ecchymoses ou signes annonciateurs du pourrissement futur.

Ainsi Schiele obtient-il des contrastes intenses, et les anatomies noueuses qu'il représente se détachent violemment sur le blanc et attirent l'œil. Comme sa virtuosité est extrême, supérieure sans doute à celle de Klimt, ses dessins capturent le regard. Comme il se plaît à figurer les détails des sexes et qu'il ne lui déplaît pas de pousser l'indécence jusqu'à l'obscénité et la dissection, l'effet de révélation fonctionne à tout coup. En dépit de la répétition, en dépit de la monomanie de l'artiste, chaque image garde son énergie intacte. Elle se jette en avant, elle provoque, elle oblige à voir - et ce qu'elle montre est rarement gracieux.

Du moins en est-il ainsi sur le papier du dessinateur. Sur la toile, les lignes se figent et le chromatisme



« Femme allongée », fusain, 1918

s'assombrit, dominé par les ocres, les bruns et les gris. Afin de « tenir » plus efficacement les figures sur de grands formats, Schiele multiplie les lignes noires qui ensellent les corps comme dans un filet. Le style tourne au système, il s'alourdit. Il lui manque la promptitude fulgurante du trait noir impeccablement tendu. La comparaison avec Klimt serait sévère ici. La comparaison avec les derniers dessins de Schiele lui-même serait terrible. Bien que mobilisé, il n'en continue pas moins à travailler, suit quelques portraits - Schoenberg mélancolique, le collectionneur Benesch méditatif, un prisonnier lamentable - revient à ses chères filles dépeintes et offertes et, vers la fin de 1917, découvre une nouvelle manière, plus simple, plus sobre, plus juste.

Il se passe désormais des rehauts de gouache et des brumes colorées. Il ne conserve que le fusain pour des nus non moins indécents, mais voluptueux, non plus écartelés mais allongés et livrés au plaisir. Faisant poser son épouse, il fixe ses attitudes les plus abandonnées et, dans ces moments de trouble, la suavité du trait paraît préfigurer les odisques matisseuses. A cet instant, un observateur admirable du corps et de ses spasmes se révèle, débarrassé de toute affecterie et de tout artifice inutile. Cet observateur qu'aucune réminiscence n'encombre plus à la tâche de dessiner Klimt sur son lit de mort le 6 février 1918 - image oedipienne d'une neutralité sans compassion. Six mois plus tard, il disparaît.

Philippe Dagen

AVEC LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

CHANSON

FÉVRIER 95



ÉCOUTE... C'EST FÉVRIER

sacemf
Le musée, tout le temps

La fête du disque

Culture
Francophonie

INFORMATIONS
3615 CULTURE
1.25 F/MIN

GIRAUDY

A - A A

SPEDIDAM

FONDS DE SOUTIEN
CHANSON - VARIÉTÉS - JAZZFCM
LE FOND POUR LA
CRÉATION MUSICALE

adami

SCPP

SMA

FRANCOPHONIE

JANUARY 1995

RECUEIL A PARIS

Théâtre

Comédie-Française
Le Cid, 19h30
Le Cid, 21h30
Le Cid, 23h30

Opéra
L'opéra de Paris, 19h30
L'opéra de Paris, 21h30
L'opéra de Paris, 23h30

Concerts
Le concert de Paris, 19h30
Le concert de Paris, 21h30
Le concert de Paris, 23h30

Expositions
L'exposition de Paris, 19h30
L'exposition de Paris, 21h30
L'exposition de Paris, 23h30

Événements
L'événement de Paris, 19h30
L'événement de Paris, 21h30
L'événement de Paris, 23h30

Jean-Marie Castille-Jabouille, tel un Huron dans le monde des livres

Dimanche à 15 heures 30 et mardi à 11 heures 30, sur La Cinquième, le jeune animateur est confronté à la complexité de la sphère audiovisuelle et du microcosme de l'édition

■ **PROGRAMMES** : toutes les émissions de France-Inter, France-Culture, France-Musique et Radio-Bleue (désormais diffusée en FM à Paris, sur 107,1) seront désormais annoncées dans un nouvel hebdomadaire, *La Semaine*, édité par Radio-France. Chaque semaine, le magazine proposera, en 48 pages couleur, les programmes complets de ces radios, ainsi que les temps forts et l'actualité des autres radios publiques : France-Info, FIP, les « locales », Urgences, ainsi que les deux programmes diffusés par satellite : France-Culture Europe et Victor. Diffusé uniquement par abonnement, *La Semaine* est vendu 239 francs par an ou 140 francs pour six mois. Renseignements : (16-1) 42-30-16 ou par Minitel 36-15 Radio-France.

■ **TELEVISION** : « Géopolis », émission présentée par Claude Sérillon sur France 2, traitera de l'Algérie le dimanche 26 février, vers 22 h 40. Sous le titre « Algérie, la guerre intérieure », l'émission, dont les plateaux, présentés par Claude Sérillon, ont été enregistrés à Alger, doit prendre notamment la forme d'un journal télévisé, animé par un journaliste algérien. L'invité en sera M. Mohamed Salah Dembri, ministre algérien des affaires étrangères.

■ **FEUILLETON** : Pascale Breugnot, directrice des magazines et des documentaires de TF1, va réaliser le feuilleton de l'été de la chaîne. Il devra s'appeler « Les Têtes couronnées », un titre non encore définitif, et en huit épisodes « très romanesques » raconter une histoire qui a lieu dans un royaume imaginaire, qui sort de vingt-cinq ans de dictature communiste. Par rapport aux feuilletons des années précédentes, « Les Têtes couronnées », avec Mireille Darc, il s'agit, assure Pascale Breugnot, d'un « changement de cap complet ».

IL A LA FRAICHEUR d'un jeune premier et manifeste un étonnement digne du Huron découvrant une planète inconnue. Jean-Marie Castille-Jabouille est pourtant, tout sauf un naïf. Après dix ans passés au poste d'auditeur financier dans un important cabinet américain, le jeune animateur - il est âgé de 29 ans -, de « Jeux d'encre », le magazine des livres de La Cinquième, est confronté à la double complexité de la sphère audiovisuelle et du microcosme de l'édition.

A priori, la première ne devrait pas lui poser trop de problèmes. Jean-Marie Castille-Jabouille débute en effet sous les ailes protectrices de Marie-France Brière, ex-directrice des Jeux, variétés, divertissements et événements à France Télévision. Aujourd'hui, Marie-France Brière produit notamment « Jeux d'encre » pour La Cinquième, à l'enseigne de sa société Tilt Productions.

■ **SUBJECTIVITÉ** : L'objectif de « Jeux d'encre » est à la fois terriblement simple et compliqué : il s'agit de parler du livre sous toutes ses formes - romans, essais, bandes dessinées, livres de poche, albums de top models, etc. - afin d'inciter à lire ceux qui, justement, ne lisent pas. Et particulièrement les 15-30 ans, « même si l'émission déborde de cette tranche d'âge ». Il s'agit aussi de rompre avec ce que font les autres télévisions, voire avec les rubriques « livres » de la presse écrite.

L'amorce d'une solution est dans la définition de cette émission de vingt-six minutes qui veut être un « magazine des livres » et non un « magazine littéraire », et dans la volonté affichée de ne pas se priver de « subjectivité » et de « coup de cœur ». Quitte à ne pas suivre les instructions et les incitations des maisons d'édition. Voir à les ignorer carrément.

L'émission, introduite par des lettres jaunes sur une tâche d'encre bleue, est rythmée par quatre séquences principales, qui prennent la forme de reportages, d'entretiens-portraits ou d'enquêtes. Compte tenu de la taille réduite de l'équipe qui fabrique « Jeux d'encre » - quatre personnes, dont l'animateur et le réalisateur, Michel Basile -, ces sujets sont « faits maison », puisqu'ils sont tous réalisés par le présentateur de l'émission. Ceci explique peut-être l'aspect un peu décousu de certains des thèmes évoqués, ou le manque d'aisance à l'écran dont fait parfois preuve Jean-Marie Castille-Jabouille.

La première séquence est consacrée à un petit reportage sur une des « stars du livre ». Après Robert Sabatier, Bernard Leuclaire, Alain Rey ou Philippe Drullat, « Jeux d'encre » s'apprête à inviter pour sa dixième édition l'écrivain-scénariste Jean-Claude Carrière. « L'idée est de les faire réagir à chaud sur l'actualité, sur eux-mêmes, de faire en sorte que les téléspectateurs trouvent des éléments qui les intéressent dans ce qui est dit et montré », explique Jean-Marie Castille-



Jabouille. Y compris en pratiquant des « croisements » qui pourraient sembler à première vue surréalistes à tout autre chroniqueur littéraire. Ainsi, l'animateur de évoque les livres en plein milieu du Parc des Princes par le chroniqueur sportif Eugène Saccomano, à propos de sa passion pour l'œuvre de Louis-Ferdinand Céline.

■ **MARKETING PLUS QUE PASSION** : Le deuxième chapitre du magazine est constitué par le portrait d'un jeune auteur, d'un éditeur ou d'un autre professionnel du livre (traducteur, par exemple) tandis

que la troisième partie est consacrée à une enquête. Mais « nous n'avons pas encore eu l'occasion de les faire selon notre idéal, du fait des problèmes de temps », admet Jean-Marie Castille-Jabouille. Les idées pourtant ne lui manquent pas, qui vont de comment se réalise le *Quid* jusqu'aux maisons d'édition qui expurgent les passages importants afin d'attirer de nouveaux lecteurs vers les livres. « Jeux d'encre » enfin se clôture sur un sujet « plus léger, sans que le terme soit péjoratif » : un livre de souvenirs, une BD... Apparemment, la facture de ce

nouveau magazine est somme toute classique. Mais quelques accents s'y glissent et une philosophie s'en dégage, qui prouve sa volonté de se différencier des autres magazines parlant de livres. Ainsi, Jean-Marie Castille-Jabouille a-t-il tenu à introduire entre les quatre séquences une rubrique baptisée « Têtes de gondole ». Il y présente les ouvrages qui lui ont particulièrement plu, en dehors de tout effet de mode et de toute sortie éditoriale annoncée. « Je veux surtout éviter d'être une émission de livres comme les autres ; je veux garder mon indépendance », se plaît à souligner Jean-Marie Castille-Jabouille.

Car le jeune homme a découvert avec étonnement ce qu'il décrit comme le monde clos de l'édition, les auteurs, toujours les mêmes, qui font à l'unisson la « une » des pages littéraires des journaux et sont également les invités vedettes des émissions télévisées, les « renvois d'ascenseurs » entre critiques et auteurs ou encore l'hippocrisie de lancer des jeunes auteurs. « Je ne prends pas cher un pavé dans la mare ni faire de provocation gratuite », dit-il, en regrettant notamment « la froideur des éditeurs renvoyés pour qu'ils me permettent de lire les œuvres de jeunes auteurs encore non publiés ». L'ancien auditeur est encore tout éberlé « par ce monde de l'édition qui est, à quelques exceptions près, fondé davantage sur le marketing et le business que sur la passion ».

Yves-Marie Labé

Jean-Claude Van...
de la cha...

MCM rend hommage

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

... est le seul
à pouvoir placer
l'essence et pot
de colle dans une
chanson d'amour

TF 1
13.35 Feuilleton : Les Foux de l'amour. Série : La Vengeance aux deux visages.
16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.45 Club Dorothée. Clip : Jeux.
17.30 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Dingo de toi.
18.50 Magazine : Coucou !
19.50 La Bébête Show (et 1.10).
20.00 Journal.
21.05 Face à la Une. Invité : Robert Huc.
21.05 Tiroc, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.
21.15 Téléfilm : Julie Lescaut. Rumeurs, de Marion Sarraut, avec Véronique Genest.
22.55 Magazine : Sans aucun doute. Avec Sophie Favier, Marie Leccq, M. Didier Berges. Les vols de voitures : Pour ou contre la dépenalisation de la drogue ?
0.15 Série : Paix d'ans.
1.15 Journal et Météo.
1.30 Documentaire : Ernest Léardée ou la Roman de la biguine.
2.30 TF 1 nuit (et 3.05, 4.10).
2.40 Programmes de nuit.
Cité cœur : 3.15. Histoire naturelle (et 5.10), 4.20, Passions : 4.45, Musique.

FRANCE 2
13.45 INC.
13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.55 Dans la chaleur de la nuit.
15.40 Tiroc à Vincennes.
15.55 Verdées : La Chanson aux châteaux (et 5.40).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.40 Que le meilleur gagne (et 4.20).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.05).
19.50 America's Cup.
19.59 Journal et Météo.
20.25 Carnet de campagne.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Hommage à Rachid Mimouni : Silence on tue, de Françoise Joly et Kristian Aultain ; Les Pillules magiques ; Brûlés sans flammes ; Demain le Vésuve.
22.05 Cinéma : Rambo. Film américain de Ted Kotcheff (1982).
0.35 Journal, Météo, Journal des courses.
1.05 Le Cercle de minuit.
2.25 Programmes de nuit.
Studio Gabriel (rediff.) : 3.00, Bas les masques (rediff.) ; 4.50, 24 heures d'info.

FRANCE 3
13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.30 Série : La croisière s'amusse.
15.40 Série : Magnum.
16.30 Les Minikéums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Bande et caricature, de Samuel Beckett.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.05, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fais si tu chantes.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.55 Cinéma : Translucence de terre. Film américain de Mark Robson (1974).
23.00 Météo et Journal.
23.25 Documentaire : Les Derniers de l'Histoire. Algérie, années d'espérance, années de désastre, de Benjamin Stora, Jean-Michel Maurice, Fabienne Strouk.
0.25 Magazine : L'heure du golf. La compétition : Open des Canaries.
0.55 Musique : Cadran lunaire. Scherzo et tarantelle, de Wieniawski, par Tedi Paparizzi, violon, Christophe Larrieu, piano (10 min).

M 6
13.30 Téléfilm : Alerte à l'aéroport. De Charles S. Dubin et Don Chafley, avec Gil Gerard, Deirdre O'Neil.
17.00 Variétés : Hifi Machine. Emission présentée par Yves Noté et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Le Magicien.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Une noume d'enfer.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1965 : l'assassinat de Malcolm X.
20.50 Cinéma : Music Box. Film américain de Constantin Costa-Gavras (1989).
23.00 Téléfilm : Les Proles de la femme candidate. De Reming B. Fuller, avec Daphne Zuniga, James Wilder.
0.35 Magazine : Culture rock (et 3.20).
2.00 Rediffusions. Rock express : 2.25, La Ferté-Ais 1991 : 4.15, Arles, le secret des pierres : 5.10, Culture pub : 5.35, E = M 6.

CANAL +
En clair jusqu'à 7.30
13.35 Cinéma : Trois couleurs Blanc. Film franco-polono-suisse de Krzysztof Kieslowski (1994).
15.05 Documentaire : Mille. De Philippe Kaczkun.
16.15 Cinéma : Bessie. Film français de Jean-Pierre Mocky (1993).
17.35 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
18.00 Canaille pechade. Robinson Sucroé.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ça cartoon.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zénith.
19.55 Les Gulgnois.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Piñero. Film américain de Peter Masterson (1986).
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Mad Dog and Glory. Film américain de John McNaughton (1992) (no.).
23.50 Cinéma : La Lumière des étoiles mortes. Film français de Charles Marton (1993).
1.40 Documentaire : Gérard Philippe, un prince dans le foule. De Dominique Cazenave et Anne Andrieu.
2.45 Surprises (15 min).

LA CINQUIÈME
13.30 Défi.
14.00 Le Temps des cathédrales. De Roger Stéphane. 3. Le Bonheur et la mort.
15.45 Les Écarts du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain ; Allô la Terre (rediff.) ; Me souviens bien (rediff.).
16.25 L'Obit de Colomb (rediff.).
16.40 Les Écarts du savoir (suite). Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.
17.30 Les Enfants de Jolim.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Leeds (Angleterre).
18.30 Le Monde des animaux. Les natiqes de Bornéo.
19.00 Magazine : Confront. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. Les épouvantails en voie de disparition.
19.30 Documentaire : Photo de classe. De Liba Boudalida.
20.27 Album couleurs. Récolte des pommes (Eats-Usk 1910), couleurs : podick.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : La Belle Saison. Drame. Scène proposée par Beate Schöfeld. Histoire et renaissance d'une ville complètement détruite en 1945.
21.45 Le Bombardement de Dresde, 13 février 1945. De Matthias Koch.
22.40 Téléfilm : Les Prussiens sont là. De Hans-Joachim Kasprick, avec Ralf Hoppe, Arno Wismeski (194).
0.15 Nouveaux Européens et artistes en merge. De Marian Kiss.
0.50 Glenn Gould joue Bach. 2. La Question de l'instrument. Bruno Monsiegnon (rediff.).
1.45 Dietrich Fischer-Dieskau. Récital Schumann (rediff.).
2.28 Rencontre. Dialogue entre Virgi Lantier et Paul Loungane (25 min).

CABLE
TV 5 : Journée spéciale Israël 19.00 Paris lumière 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55 min). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Thalassa. Les secrets de la mer Morte. 20.30 Envoyé spécial. Juifs et Noirs. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Les Grands Jours du siècle. Épisode. 22.35 Quelque chose qui se termine. 23.30 Viva. 0.15 Journal de France 3. Édition Soir (25 min).
PLANÈTE 19.05 Le Showbiz et la Politique. D'André Halimi. 20.00 Edgar P. Jacobs : le legs de l'espionnage. De Christophe Heill. 20.30 Force brute. De Robert Gic. 21.20 La Rivière volée. De Derrick Joubert. 22.10 Sabra et Chatila. De Stephan Walker. 23.05 Prostitution. De Mireille Dumas. 1. Travestir. 0.05 Les Derniers Chiens sauvages d'Afrique. D'Hugo Van Lawick. 0.55 L'Ouest, le vrai. De Graig Haffner (45 min).
PARIS PREMIÈRE 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.45). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 22.45). 21.00 Ziegfeld Folies. Film américain de Vincente Minnelli (1946, v.o.). 23.15 Frank Sinatra : The Voice. D'André Halimi. 0.10 Brahms. Concert. Symphonie n° 3 en fa majeur. Enregistré au Royal

Concert Hall de Leipzig, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur.
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Top top clip ; 18.25, Belle et Sébastien ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Graine de champion ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro.
CANAL JIMMY 20.00 John et Mary. Film américain de Peter Yates (1969). 21.35 Road Test. 21.55 Chronique du front. 22.00 Anna. Film français de Pierre Koralnik (1967). 23.30 Souvenir. Cravate noire, du 30 mai 1966. Avec Mino Ferra, Marianne Faithfull, Tom Jones, les Moody Blues, Sylvie Vartan, Serge Gainsbourg, Valérie Lagrange, Guy Marchand. 0.10 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.45 Destination séries (50 min).
SÉRIE CLUB 19.15 Série : Super Jaimé. 20.00 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Jolité Mazarin (et 0.00). 21.35 Série : Berlin antipang. 22.25 Série : Code Quantum. 23.10 Série : Equalizer. 23.55 Le Club. 0.55 Série : Le Saint (50 min).
INCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.00). 20.00 MCM découvertes (et 20.40). 20.10 MCM Mag (et 0.00). 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial Simple Minds. 23.30 Radio Mag. 0.30 Blah-

Blah Métal. 1.00 Vidéoclips non-stop.
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and But-Head. 23.00 The Report. 23.15 Cinéclips. 23.30 News et Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Basket-ball. En direct de Limoges. Championnat d'Europe des clubs : Limoges-Badalone. 22.00 Boxe. 23.00 Championnat du monde IBF des poids super légers : Jake Rodriguez/Konstantin Tszyu. 0.00 Golf (60 min).
CINÉ CINÉMA 19.15 Malombra. Film italien de Mario Soldati (1942, N.). 20.30 La Gamberge. Film français de Norbert Carbonnaux (1961, N.). 22.00 Taram trouve un fils. Film américain de Richard Thorpe (1939, N.). 23.20 Un drôle de cad. Film français de Jacques Rivénaud (1964, N.). 0.40 L'Amazone aux yeux verts. Film américain d'Edwin L. Marin (1944, N., v.o., 90 min).
CINÉ CINÉMAS 18.55 Horror Kid. Film américain de Fritz Kiersch (1983). 20.30 Le Retour de Frank James. Film américain de Fritz Lang (1940). 22.00 Cher français. Film français de Gérard Mordillat (1989). 23.35 Zuckerkoby. Film allemand de Percy Adlon (1985, v.o., 90 min).

RADIO
FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Joël Schmidt (Heinrich von Kleist). 19.30 Perspectives scientifiques : L'empire des techniques. 4. La technologie contemporaine : ruptures et continuités. 20.00 Le Rythme et la raison. La Music. 4. Andréage ou pollution ? 20.30 Fiction. Françoise Lebrun (De la curiosité). 21.32 Profils perdus. Jacques Benoist-Méchin (?). 22.40 Les Nuits magnétiques. Le jeune homme contrarié. 0.05 Du jour au lendemain. Florence Seynos (Les Apparitions). 0.50 Coda. Joao Gilberto. 4. Aux États-Unis : de Carnegie Hall aux rencontres avec Stan Getz.
Les interventions à la radio
Radio Slalom 94.8 FM, 18 h 30 : Gérard Longuet (« Grand débat spécial »).
OTM 99.8, 19 heures : Dominique Strauss-Kahn « Le Grand O » (« O'FM-La Croix »).

FRANCE-MUSIQUE : 19.05 Domaine privé. 20.00 Soirée Henri Dutilleul. Concert donné le 19 décembre 1991 au théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit : Tout un monde lointain... pour violoncelle et orchestre, David Geringas, violoncelle ; Timbres, Espace, Mouvement ou la Nuit étoilée ; L'Arbre des Songes, concerto pour violon et orchestre, Riste Amoyal, violon 23.07 Soirée Henri Dutilleul, guitare Les Clabors, Maurice Bourgue, hautbois, Huguette Dreyfus, clavier, Bernard Cassou, contrebasse, Bernard Ballet, percussion ; Ainsi la nuit pour quatuor à cordes, par le Quatuor Arditi ; Trois strophes sur le nom de Zachar, David Geringas, violoncelle ; Deux sonnets de Jean Cassou, Gilles Cachemalle, baryton, Henri Dutilleul, piano ; Figures de résonances, Geneviève Joy et Henri Dutilleul ; pianos.0.00 Tapage nocturne.

Calculer vos impôts
36 15 LE MONDE

JAVICO 1500

Le Monde LIVRES

VENREDI 17 FÉVRIER 1995

L'homme qui transforma le plomb en or

Pierre Lazareff fit de la presse
une passion exclusive
et de ses journaux un succès.
Racontant sa vie,
Yves Courrière décrit un monde disparu

PIERRE LAZAREFF
d'Yves Courrière.
Gallimard, 780 p., 175 F.
(En librairie le 23 février).

C'est un journaliste et c'est un mythe. Le mythe du journaliste, donnant du « co-co » en veux-tu en voilà, lunettes sur le front, pipe au bec, toujours en mouvement. C'est la légende du petit « Pierrot-les-Bretelles », qui savait tout avant tout le monde, anticipait les désirs du public, connaissait le « populo » et tutoyait les ministres. Lazareff, l'homme de *France-Soir*, *France-Matin*, *France-Soir* et de *France 1*, l'homme qui transformait le plomb en or, en espérant des millions de francs, qu'on avait comme des petits pains, qu'on achetait dans les rues, qui s'achetaient à des millions d'exemplaires et qui rapportait de l'argent. Un mythe disparu. Il y a deux sortes de journalistes. Ceux qui sont nés avec un stylo dans la bouche et ceux qui le de-

viennent par hasard. Pierre Lazareff était prédestiné. « Tu es né enveloppé dans du papier journal », lui dira sa mère, puisqu'ils habitaient, lors de sa naissance, le 16 avril 1907, rue Drouot, à cinquante mètres de l'immeuble du *Figaro*. A quatorze ans, il publie son premier article dans un hebdomadaire théâtral : un entretien avec le doyen de la Comédie-Française. Il multiplie les échos sur le théâtre, et collabore au journal de la CGT, *Le Peuple*, dirigé par Raymond Manévy, avec lequel il travailla presque toute sa vie. Pendant ces années d'apprentissage, il fait deux rencontres symboliques : le dessinateur Christophe et Gaston Leroux.

« Ramasser le monde en un jour. Le jeter aux hommes chaque matin »

Le dessinateur du *Sapere Cernere*, *Figaro*, *France-Soir*, *France-Matin*, *France-Soir*, *France 1*, l'homme qui transformait le plomb en or, en espérant des millions de francs, qu'on avait comme des petits pains, qu'on achetait dans les rues, qui s'achetaient à des millions d'exemplaires et qui rapportait de l'argent. Un mythe disparu. Il y a deux sortes de journalistes. Ceux qui sont nés avec un stylo dans la bouche et ceux qui le de-



Pierre Lazareff
vu par
Edouard Boubat :
« Tu es né enveloppé
dans du papier
journal »,
dira sa mère.

leur trou, de leur ennui, de leur routine aveugle. Les promener à travers leurs merveilleux semblables. » C'est à cette même promenade qu'il conviendra, après la guerre, les lecteurs de son *France-Soir*, le journal dont il sera le vrai patron, après s'être débarrassé des fondateurs résistants avec la complicité d'Henriette. Il y appliqua les mêmes recettes et obtint les mêmes succès. Avec sa femme, Hélène Gordon-Lazareff, il créa *Elle*, puis *France-Matin* et *France-Soir*. La tête devient un phénomène de société. Il lance, avec Pierre Oesgraupes, Pierre Dumayet et Igor Barrère, *Cinq colonnes à la Une*. Hélène et Pierre Lazareff sont les rois de Paris. Tout le monde se presse à leur table. Son ami Georges Pompidou est au gouvernement, son pouvoir est au zénith, mais *France-Soir* amorçe son déclin. Les manchettes successives du journal sont dépassées par les informations audiovisuelles. Il ne peut plus inventer ce nouveau journal populaire et de qualité que tout le monde cherche encore.

« Lui qui, toujours, avait eu une intuition formidable, lui qui avait toujours prévu avant les autres les transformations de la société, ne ressentait plus rien. (...) Il aurait souhaité que le monde s'arrête au stade où il l'avait connu », confie François Clouet à Yves Courrière. Comme de Gaulle et comme Hubert Beuve-Méry, il passa à côté de Mai 1968.

De cette gigantesque biographie – près de 800 pages –, Lazareff aurait sans doute dit : « Trop long, coco ! » Mais lui qui voulait voir la vie passer à travers des histoires et des personnages aurait été servi. Il y a ce petit personnage central, sa passion de la vie, et de son métier, c'était deux synonymes, mais aussi ses douleurs, ses inquiétudes, qu'Yves Courrière décrit avec pudeur. Il y a aussi ses amis fidèles qui ont supporté et subi ses colères. Il y a surtout Hélène, sa femme qui le fit tant souffrir. Il lui écrivit : « Vous êtes moi, comme je suis vous », et n'enverra jamais la lettre. Couple moderne et couple phare, couple roi et couple brisé. « Seul Pierre est l'amour », dira Hélène, les autres ne sont que des amants. « Il était dévoré par un cancer, elle frappée par la maladie d'Alzheimer. Le 24 avril 1972, elle assista à son enterrement. » Quelles belles obsèques ! (...) Il y avait même Brigitte Bardot ! Dites-moi, cher, qu'en dirait-on ? » Alain Salles

L'épreuve du traducteur

Faire coïncider les mots avec la pensée de l'auteur, restituer le ton, l'émotion et le sens du message. Ainsi Antoine Berman définit-il l'œuvre de traduction. Il illustre son propos par quatre versions d'un poème de John Donne

POUR UNE CRITIQUE
DE LA TRADUCTION :
JOHN DONNE
d'Antoine Berman.
Gallimard,
coll. « Bibliothèque des idées »,
279 p., 169 F.

Lorsque, il y a une dizaine d'années, Antoine Berman publia *L'épreuve de l'étranger* (1) – ouvrage consacré à ces romantiques d'outre-Rhin ayant produit des traductions si grandes qu'elles font désormais partie du patrimoine allemand –, on avait considéré, de façon unanime, que, depuis Valéry Larbaud, personne n'avait mieux analysé l'art de ces travailleurs de l'ombre que l'auteur de sous l'invocation de Saint-Jérôme baptisait « les peseurs de mots », les traducteurs. Dans cet essai qui paraît trois ans après sa mort, et auquel il a travaillé jusqu'à la fin sans se départir, Berman développe, avec une sagacité prodigieuse, certaines remarques et certains aperçus qui émaillaient son livre précédent. Par exemple, ceux-ci, qui se révèlent d'une importance capitale : à savoir, que « dans la traduction il y a quelque chose de la violence du métissage » ; que le traducteur est au-

teur, mais jamais l'auteur, et que « son œuvre est une œuvre, mais n'est pas l'œuvre » ; et surtout que, dans la langue d'arrivée, « la traduction éveille des possibilités latentes, et qu'elle seule, de manière différente de la littérature, a pouvoir d'éveiller ». Assertion qui rappelle celle d'Ezra Pound, pour qui la traduction « met en évidence le sommeil, les points paresseux de la langue qui accueille le texte original et, la secouant, la réveille ». Berman tient à souligner, et il a cent fois raison, que la critique n'est pas le « travail du négatif » que d'habitude on voit en elle, mais qu'elle est, par essence, positive, « ontologiquement bête à l'œuvre ». Pour Larbaud, déjà, c'était la traduction elle-même qui est une forme de critique : « La plus timide, la plus humble et la plus agréable à pratiquer. » Et n'oublions pas, à ce propos, que, selon T. S. Eliot, le labeur du créateur consiste à passer au crible, à combiner, à construire, à expurger, à corriger : « Certains écrivains sont supérieurs aux autres uniquement parce que leurs facultés critiques sont supérieures. » De même Berman observe-t-il que « la critique d'une traduction est celle d'un texte qui, lui-même, résulte d'un travail critique ». Il soutient que « le rapport interne qu'une

œuvre entretient avec la traduction (ce qu'elle contient en soi de traduction et de non-traduction) détermine idéalement (...) les problèmes qu'elle peut poser ». Et de renchérir, non sans audace, en affirmant que « toute œuvre « prévoit » sa traduction dans sa structure ».

C'est cela, la tâche du traducteur : deviner cette « prévision » secrète au cœur du texte à traduire, et trouver, pas forcément les mots qui colloquent avec les mots de celui-ci, mais avec sa pensée ; et qui restituent le « ton ». L'accent d'une voix unique, l'émotion et le sens d'un message. On peut dire que Berman abandonne, ici, le mot de « litté-ralité » – lequel avait suscité chez lui quelques réticences –, en tant qu'il signifie « mot à mot », « phrase à phrase », tandis que pour Berman, il veut dire « attachement à la lettre, respect de la lettre de l'œuvre ». Ainsi, lorsqu'il s'agit de confronter trois versions françaises d'un poème de John Donne, *Going to Bed*, et celle, en espagnol, d'Octavio Paz – lequel considérait la sienne comme une adaptation –, il

penche pour le poème « moderne » de Paz, parce que le Mexicain, dans sa démarche en apparence si libre, a mieux capté l'« essence », mieux cerné le « noyau », le « dit » du poème de Donne, sans le moindre recours à des archaïsmes. Et de rappeler, en guise d'avertissement, que le style, la manière des littératures des différents pays ne sont pas fatalement contemporaines, loin s'en faut.

« Toute œuvre « prévoit » sa traduction dans sa structure. »

Par ailleurs, Berman juge qu'analyser une traduction sans tenir compte des normes établies par l'usage à telle époque est une entreprise absurde. Selon lui, Valéry n'a pu traduire « telle quelle » l'écriture dénuée de Kafka, tout simplement parce qu'il obéissait, de manière inconsciente, aux normes en vigueur dans les années 30. Et, quand Goldschmidt ou Lortholary le retraduisent aujourd'hui, « ils le font, chacun à sa manière, en fonction des nouvelles normes qui régissent le polysystème français ». Tout en reconnaissant que dans certains cas exceptionnels – Dostoïevski, Kafka... – les traductions,

sans être bonnes, peuvent enrichir, voire ouvrir des horizons insoupçonnés à une littérature. Berman conçoit la traduction comme un long processus : d'abord, si une œuvre fait partie de l'enseignement d'une littérature étrangère, elle peut être « adaptée », lorsqu'elle heurte trop les normes autochtones ; puis vient le temps des premières traductions à ambition littéraire (les plus dangereusement fautives, à son avis) ; ensuite, celui des nombreuses retraductions – de sorte que, de fil en aiguille, la révélation d'une œuvre « dans son être propre » a une chance de s'accomplir : « La « révélation » pleine et entière de cette œuvre est elle-même l'œuvre de la traduction. Et elle n'est possible que si la traduction est « vraie ». Avant, il n'y a pas de « révélation », il n'y a que les épreuves menant au non à celle-ci. » Seulement alors, le lecteur pourra ressentir la « consistance immanente » de la version en dehors de tout rapport avec l'original : « On n'est pas naturellement lecteur de traductions, on le devient. » Et il arrive que, face à un « passage inchoué » d'un chant de Dante, d'une scène de Shakespeare, d'un poème de Neruda, on découvre une langue « qu'aucun écrivain français n'aurait pu écrire ».

L'ambition de Berman appartient-elle au monde des utopies ? Voici Borges qui vient à sa rescousse en affirmant qu'établir d'emblée que toute nouvelle combinaison d'éléments – en l'occurrence, de mots – est obligatoirement inférieure à l'écrit original, c'est établir au départ que le « brouillon » est obligatoirement inférieur au « brouillon h », étant donné qu'il n'y a, en fait, que des brouillons : « L'idée qu'un texte peut être « définitif » relève de la religion ou de la fatigue. » Amé d'une érudition hors pair, à la recherche des lois hasardeuses de la traduction, Antoine Berman a engagé sa vie dans un labyrinthe où, au passage, il a creusé des ouvertures, des portes, des fenêtres, des meurtrières aussi, et il en a atteint le centre – c'est-à-dire le tréfonds même de la littérature. Où il a trouvé ce maître-livre qu'il portait en lui, méditer, contredire au besoin, prolonger – et devant tout écrivain, ce traducteur premier qui n'a rien sous les yeux qu'un écheveau d'images qu'il lui faut dévider avec soin, et cela dans l'obscurité.

Hector Bianciotti

(1) Gallimard, coll. « Essais », 312 p., 120 F. Prochelement dans la coll. « Tel », 322 p., 54 F.

15 JAN 1992

ACTUALITES

LITTÉRATURES

Oscar Wilde à Westminster

Le « happy end » de Miss Highsmith

L'angoisse naissant d'une description maniaque de la banalité quotidienne : l'ultime livre de la romancière est hyperboliquement dans sa manière. Perturbée pourtant par l'évidente volonté d'une fin heureuse...

SMALL G
Une idylle d'été
de Patricia Highsmith.
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par François Rosso,
Calmann-Lévy, 382 p., 120 F.

Pent-on lire *Small G* autrement que comme un roman-testament ? Certainement, mais peut-être pas dès maintenant, car il paraît en France alors que son auteur, Patricia Highsmith, vient de mourir d'un cancer, samedi 4 février (Le Monde du 7 février). On y cherchera donc forcément – et non sans raison – des indices, des « derniers mots », voire de tardifs « aveux » (terme auquel la romancière était particulièrement allergique). Faut-il, pour autant, céder à une pulsion nécrophile bien connue des éditeurs et se précipiter sur ce livre, « pour voir », sans connaître l'œuvre de Highsmith ? Assurément non, sous peine de ne lire qu'une « idylle d'été » – titre que, bizarrement, l'éditeur français voulait donner au roman, et qui ne figure qu'en sous-titre, Patricia Highsmith ayant tenu à conserver *Small G*.

Une façon discrète et distinguée de prendre congé

C'est peut-être la seule faiblesse du livre. Et ce qui le rend, aujourd'hui, quelques jours après la mort de Highsmith, bouleversant.

Le happy end, qu'on pourra juger « trop beau » pour du bon Highsmith, est, bien sûr, précédé de quelques morts et d'une curieuse agression. Mais ces incidents ne sont là que pour installer une atmosphère – l'impeccable scène, à la première page, du meurtre de Peter par des drogués en manque, égarés et prêts à n'importe quelle folie pour une dose – et relancer l'histoire. Le propos de Highsmith n'est pas de capter l'attention de son lecteur avec une intrigue et ses péripéties, mais de l'immerger, mystérieusement, dans la réalité ; de le forcer à regarder le monde, la société, les lieux où il vit sans le voir, et sans vouloir comprendre. Highsmith nous contraint à observer les détails, les signaux minuscules qui exhibent ce que chacun voudrait cacher. Et la complaisance n'est pas son fort. Rickie Markwald,



Les legs d'une étonnante étrangeté

difficile. Son beau-père abusait d'elle et sa mère laissait faire. Pour tenter de détourner d'elle cet homme, elle s'était transformée, à quinze ans, en « petit mec » : cigarettes fortes, moto, cuir, jurons, et fréquentation de loubards ne dédaignant pas de faire le coup de poing. Pour cristalliser l'amitié de Rickie et de Luisa : quelques hommes, quelques femmes, mais surtout, Renate Hagnauer, qui cache son pied bot sous de longues robes – si Renate tenait tant, après sa mort, à être incinérée, pense Luisa, « c'était parce que de cette manière son pied bot serait réduit en cendres... ». Une remarque de « pur Highsmith ». Frau Hagnauer ne s'autorise, comme signe de ce qu'elle aurait voulu être, qu'un long fume-cigarette. Renate, caricature de lesbienne refoulée, qui n'ayant pas osé sa liberté, est devenue le symbole hideux et ridicule de la convention, de la bien-pensance bourgeoise suisse, « pays propre, ordonné et où les habitants débordaient de sens civique ! Terriblement rigoriste en fait. Autrement, pourquoi cette Suisse, au premier coup d'œil si avenant, aurait-elle le taux le plus élevé de suicides par habitant au monde ? Forcément parce qu'elle est trop rigoriste... » Renate ne peut être réduite à ce croquis simpliste, bien sûr, et ses contradictions sont présentes à chaque page. Mais ce qu'elle affirme représenter doit être détruit, dans ce roman. Fût-ce au prix d'un volontarisme habituellement étranger à Patricia Highsmith. *Small G* est ainsi, dans l'œuvre de Highsmith, le lieu d'une double étrangeté. Le mécanisme de l'angoisse diffuse y est hyperboliquement highsmithien. Mais il est comme perturbé par une volonté évidente de faire un livre heureux. Un dernier livre ? Patricia Highsmith savait qu'elle n'aurait pas le temps d'aller plus loin, et, avec son habituelle élégance, elle a « semé » des repères, de petits signes pour tous ceux qui l'ont aimée, dans ses livres, et dans la vie. Sur une affiche dessinée par Rickie, de beaux chats, deux siamois ; quelque part, une mélodie de Cole Porter ; ailleurs, une chanson de Marlene Dietrich, *Johnny, wenn du Geburt-*

stag hast... Toute la mythologie intime de Miss Highsmith quand elle devenait « Pat ». Ses couleurs, du noir, du blanc, du rouge. Son goût des vêtements androgynes – pantalon, ceinture, cravate –, sur des silhouettes ambiguës. Son amour de ces figures-là, en mouvement, dans la danse. Sa passion de la peinture, sans aucune cuistrerie – ici juste un mot sur Kandinsky –, son regard sur la vieillesse, l'effondrement des corps, leur ruine, une des choses qui, si l'on en était vraiment conscient, pourraient – devrait – conduire au suicide. Détails plus rares encore : l'excès de solitude, quel quefois, conduit à éprouver « un plaisir inaccoutumé à frapper à sa propre porte en sachant qu'il y avait des amis présents dans l'appartement ». Une très brève et délicate scène d'amour entre Luisa et une autre jeune femme – douceur de la peau, souplesse des corps se cherchant, et ce fantasme si lesbien de n'être « plus qu'une seule personne ». L'ordinaire, presque toujours ridiculement décrit, des amours de femmes, se lit, dans les dernières pages de *Small G*, avec émotion. Tout comme l'accumulation de clichés, à la fin du *Journal d'Edith*, serre la gorge, inexplicablement. Dans ce qu'on croit plat, rebattu, usé, se concentre l'art très particulier de cette romancière qu'on n'a pas encore vraiment découverte, bien qu'elle soit l'une des contemporaines les plus lues dans le monde entier. « Le plus curieux, peut-être, était qu'en dépit de ses doutes Rickie se sentait heureux. Intimement, tranquillement heureux. » Voilà les derniers mots du livre. N'était-ce pas la façon la plus discrète et distinguée de prendre congé ? De ses lecteurs. De la vie. De soi-même. C'était en tout cas bien dans la manière de la singulière « Miss Highsmith », qui n'avait pas l'intention de s'expliquer, de se confier, d'ouvrir sa porte aux « prédateurs ». Qui ne voulait léguer que des livres, des questions, des énigmes et une étonnante étrangeté. Savait-elle qu'elle avait magistralement réussi et qu'on n'en aurait pas fini de sitôt de chercher les réponses ?

Josyane Savigneau

LA TRÈS célèbre romancière britannique Barbara... une nouvelle carrière à quatre-vingt-quatre ans et de l'indépendance, avec son fils Ian, une société de production et télévision, qui, associée à Working Title Productions, va réaliser une série d'épisodes télévisés, adaptant treize de ses romans d'amour et de genre.

LAIS CONTRE SUPERMARCHÉ. Plusieurs librairies et Transworld Publishing ont décidé d'une bataille de supermarchés. Cela diffère un peu de la traditionnelle bataille de la librairie, mais cela a le même objectif : vendre plus de livres.

LES TRÈS célèbres représentations de l'opéra de Richard Wagner... le roman de Vladimir Nabokov... au 19^{ème} siècle, les deux mouvements, par cette histoire d'art et d'architecture, se sont beaucoup croisés. Les deux mouvements, les féministes et les associés à la culture, se rejoignent, les fils de l'écrivain, l'un à la fin du 19^{ème} siècle, l'autre au début du 20^{ème} siècle.

LES TRÈS célèbres représentations de l'opéra de Richard Wagner... le roman de Vladimir Nabokov... au 19^{ème} siècle, les deux mouvements, par cette histoire d'art et d'architecture, se sont beaucoup croisés. Les deux mouvements, les féministes et les associés à la culture, se rejoignent, les fils de l'écrivain, l'un à la fin du 19^{ème} siècle, l'autre au début du 20^{ème} siècle.

ARTS ET SOCIÉTÉS

VOYAGE AU PAYS SONORE OU L'ART DE LA QUESTION... de Peter Handke... Mise en scène : Jean-Claude Fall... du 24 janvier au 25 février 95... 42 43 17 17

Détournement littéraire

Comment faire lorsqu'on rêve d'écrire un roman, mais qu'on n'a pas de sujet ? Réponse – cocasse – avec Gérard Reve

PARENTS SOUCIEUX de Gérard Reve. Traduit du néerlandais par Marix Vincent. Le Promeneur, Gallimard 343 p., 160 F.

Treger est un poète qui gagne très médiocrement sa vie en traduisant des pièces de théâtre sans intérêt. Il ambitionne d'écrire un hymne à l'usage de tous les peuples – une prosopopée à la gloire de la Mère de Dieu – et, si son oisiveté le lui permet, de donner au monde un roman. Mais pour cela, il faut un sujet. Or, de sujet, Treger n'en a point. A moins d'emprunter quelques éléments à sa propre vie, « ce qui se fait beaucoup d'heure actuelle ». Le poète sacrifiera donc à la mode. Treger se lance dans son roman autobiographique. Mais qu'a-t-il d'intéressant à offrir au lecteur ? Rien que l'histoire de « deux garçons qui habitaient l'étage supérieur d'un vieux taudis, en face du jardin zoologique, et qui étaient des adeptes de l'amour entre garçons ».

HISTOIRE DE RIEN. Écrire un roman sur ça ? se demande Treger. Un roman où il n'y aurait pas l'ombre d'une frange, où l'on chercherait en vain le reflet d'une hygiène démodée. Un roman qui relaterait par le menu vingt-quatre heures de la vie que Treger, alias Léopard, une « tantôtise sur le retour », catholique et alcoolique pratiquant, fouilleuse de poubelles invétérée, mène avec Li-corne, un étudiant en pharmacie, particulièrement bien outillé, et

qui aime examiner au microscope ses spermatozoïdes, qu'il appelle les « flagellés ». Un roman donc où il ne se passe rien, « sinon sortir pour faire les courses ». Ce dont, Treger en est bien conscient, le lecteur se fiche éperdument. D'autant plus que les journées de Treger se déroulent invariablement entre quatre points fixes : son taudis, le marchand de vin, l'église et le zoo, avec quelques haltes du côté des ordures festives sur les trottoirs d'Amsterdam. Tout est présente à d'interminables réveries. Treger racole ses idées fixes, brasse ses obsessions, remue ses pensées fangeuses.

REBUTS. Ce sera le roman de tous les rebuts. Rebut de la pensée, rebuts de la société. Le livre lui-même se proclame rebut de la littérature. Un livre « absolument dénué d'intérêt, grâce auquel l'auteur ne ferait tout au plus plaisir qu'à une poignée de pervers », lesquels trouveront à puiser dans le catalogue des fantaisies érotiques, ruminations obscènes et scénarios sado-masochistes mettant en scène des jeunes gens « au front bas » débarqués de province, des garçons « fâchés », un ours en peluche ligoté et baptisé Sébastien, un organiste tripoteur d'enfants de choeur, un serviteur dont la helle guéule de papiste est promise au baïllon, des fics mûris de gourdins faisant régner la discipline dans une auberge de jeunesse pénitencière... Tout un « théâtre cocasse » qui plonge Treger, l'ermite pervers, dans la plus folle extase, quand il ne ressasse pas ses hantises : la

pauvreté, la décadence, la conspiration mondiale des Noirs et des diabolismes contre le catholicisme. L'espoir viendra d'un pape noir et du retour aux temps anciens, où les pauvres, comme Treger lui-même, étaient « ramassés et brûlés », où la souffrance était le chemin de la vérité, où les tortionnaires rivalisaient de raffinement, où la mort par chatouillement était une forme de peine capitale reconnue. Parents soucieux est le titre, au familialisme tronique, que Gérard Reve, double présumé de Treger, choisira finalement pour ce roman qui ne cesse de détourner : les mineurs du droit chemin, le sexe de la normalité, la religion de ses consolations, la police de sa mission, l'écrivain de sa tâche, le monde de sa représentation, pour le soumettre à l'imagination de Treger, qui oscille entre religion et fantasme, pornographie et lamentations, ascèse et excès, tragédie et kitsch.

Roland Jaccard

L'éveil du village juif

Inédits, les premiers récits d'Israël Joshua Singer témoignent de la lente ouverture d'un monde à la modernité

ARGILE ET AUTRES RÉCITS (Peri ; Oyf fremder erd) d'Israël Joshua Singer. Traduit du yiddish, notes et postface par Carole Ksiazenczyk-Mathéron, éd. Liana Levi, 238 p., 130 F.

Nous sommes en 1916, dans cette partie de la Pologne qui reste encore, mais pas pour longtemps, l'une des marches occidentales de l'empire du tsar. Catholiques et juifs s'y côtoient sans trop se mêler. Ravagée par la guerre, l'Europe s'écroule, alors que, sur les bords argileux de la Vistule, un homme de vingt-trois ans, à la fois nostalgique et observateur attentif du grand chambardement, écrit en yiddish sa première nouvelle digne de ce nom. Étonnant Israël Joshua Singer ! Certes, sa faconde, son immense talent sergent quelque peu occultés par la gloire de son frère cadet, Isaac Bashevis, peut-être l'un des plus lus, commentés et traduits des lauréats de l'Académie suédoise. Pourtant, en

suivant l'évolution de l'aide, depuis ses récits rédigés entre 1916 et 1924 jusqu'aux fresques romanesques qui le rendront célèbre en Amérique quinze ans plus tard (1), le lecteur comprend vite qu'il s'agit là d'un des plus importants écrivains de ce siècle. Ces premiers récits, en voici quelques-uns, tous inédits. Hormis leur beauté chatoyante, leur intérêt vient de ce qu'ils témoignent d'une lente mais sûre ouverture de l'écrivain – fils de rabbin – vers un monde autre que celui du village juif écrasé sous le poids de la tradition. Ressuscitant la magie de l'enfance, l'univers citadin ou les horreurs de la guerre, ils marquent déjà une rupture avec les histoires hassidiques que Singer, adolescent, racontait. Ainsi, l'orphelin et la fille du chiffonnier, seuls dans la campagne argileuse, sont davantage sollicités par le réveil de leurs sens que par l'étude de la Bible. Au kheyder, école religieuse où la classe doit mémoriser par cœur des textes en hébreu, les enfants attrapés des mouches et rêvent de s'échapper dans la Vistule (« Argile » et « Le Kheyder »).

UNE IDENTITÉ IMPLICITE. Avec « Prière » et « Pétrifiés », l'écrivain décrit encore le milieu rural, où les événements essentiels – sanctification d'un anniversaire, étreinte amoureuse, naissance et mort étroitement imbriquées – éclairent une identité implicite, jamais abandonnée malgré l'effritement de la tradition. Avec la même bienveillance justesse est perçu le monde paysan non juif dans « Magda » : fuite du temps, solitude d'une vieille fille dont la modeste existence ne se justifie que par l'amour qu'elle porte à

son superbe aïeul, devenu vieux lui aussi. Traité d'une manière expressionniste éloignée du réalisme classique (august Israël Joshua Singer reviendra après avoir quitté la Pologne), les paysages citadins servent de décor à une modernité en trompe l'œil, d'où surgissent des faussaires, des lâches et de vieux monstres balzaciques (« Dans la vieille ville », « La Poïse » et « Perles »). Comme beaucoup d'écrivains à l'époque, Israël Joshua Singer a été fasciné par la révolution d'octobre mais, confronté aux réalités terribles de la guerre civile et de la terreur lors d'un séjour en Ukraine, il retourne à Varsovie déçu et amer. Cette expérience, il la raconte dans son grand roman de facture classique, *Carnade Nachman*, publié en 1939 aux États-Unis (2). Elle lui aura également inspiré deux récits bouleversants, « Plomb » et « Départ », qui figurent à la fin du recueil. Par leur cruauté sublimée, ils rappellent Boris Pliach, l'auteur de *L'année nulle*, Babel aussi et sa *Cavalier rouge*, une maldiction cosmique abattue sur l'humanité perdue. Si cette manière esthétisante d'écrire ne se retrouve plus dans les œuvres ultérieures de Singer (n'est-ce pas dommage ?), elle témoigne étonnamment d'un éveil du village juif à la modernité, avant que la folie assassine des nazis ne le fasse pour toujours disparaître.

Edgar Reichmann

(1) Les frères Askenazi et Yeshu le font, récemment réédités chez Denoël, dans la collection « Empreinte » (« Le Monde des Livres » du 15 juillet 1994). (2) Stock, « Le Nouveau Cabinet cosmopolite », 1985.

VOYAGE AU PAYS SONORE OU L'ART DE LA QUESTION de Peter Handke Mise en scène : Jean-Claude Fall du 24 janvier au 25 février 95 42 43 17 17

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

RÉCITS D'ELLIS ISLAND.

HISTOIRES D'ERRANCE ET D'ESPOIR,

de Georges Perec avec Robert Bobber

Le long poème en prose, admirable et émouvante litane, que Georges Perec écrit pour le film que le cinéaste Robert Bobber consacre à Ellis Island - cet îlot du port de New York par lequel transitèrent environ seize millions d'immigrants entre 1892 et 1954 - avait déjà fait l'objet d'une publication en 1980. Sa reprise, sous forme d'album illustré de textes et de documents d'époque, auxquels sont ajoutés des textes de Perec sur l'identité et la dispersion, et des témoignages de gens qui sont passés, enfants, par ce que certains appellent « l'île des larmes », est un bel événement éditorial (POLINA, 159 p., 195 F). Le film *Récits d'Ellis Island* de Perec et Bobber est diffusé en cassette vidéo par le Seuil.

TÊTE DE CHEVAL, de Marc Trillard

Prix Interallié 1994 pour *Eldorado 51*, Marc Trillard publie, chez Phébus, *Tête de cheval*, paru chez un autre éditeur, en 1992, mais immédiatement retiré de la vente pour cause de cessation d'activité. *Tête de cheval* est un roman intense et érotique. L'amour fou d'un palefrenier (plus précisément égyptien) pour le cheval dont il orchestre les ébats reproducteurs. Thème tabou mais mythique, porté par une écriture puissante, charnelle, glissante comme un coup d'épée (éd. Phébus, 120 p., 89 F).

LE DERNIER CHANT DES DINOSAURES, de Georges Fleury

Ribbois, Carpagno, Beaufort alias Touchéboeuf. Les personnages ont de la famille du côté de *La Jument verte*. La verve de l'auteur relève de la même ascendance. Veuve inconsolable, Ribbois vit avec ses deux fils. Cheminot, il arrête le convoi quand il voit un lapin pris à l'un de ses collecteurs. L'administration s'émue. On lui confie les aiguillages, puis on le renvoie. Il devient alors braconnier à part entière. Sur fond de nostalgie et de satires, une savoureuse évocation des Raboliot, de belles images de leur univers en voie de disparition (Grasset, 250 p., 110 F).

LA MAGIQUE ÉTUDE, de Jean-Yves Plancot

Simon a cinquante ans. Deuil, maladie, ruine à la suite des malversations de son beau-frère qui l'a remplacé dans son entreprise. Sophie, seize ans. Mise enceinte par l'ami de sa mère. Avortement. Du canal où elle se jette, Simon la sauve. Unir leur destinée, entreprendre la réhabilitation « magique étude » qui est la quête du bonheur. Est-ce possible, d'autant qu'arrive Jérôme, l'amour ? Des personnages actuels que le talent du romancier nous rend très présents. Désarroi des corps et des âmes, une jeunesse perdue, être vieux trop tôt, la paternité comme remède au désespoir. Des sujets délicats, traités avec subtilité (éd. de Fallois, 260 p., 120 F).

ITINÉRAIRE, 1944-1994, de Roger Ascot

La poésie n'est pas destinée à rester enfermée dans une tour d'ivoire captive du narcissisme qui la condamne au déperissement. Le premier volume de poèmes de Roger Ascot, romancier et essayiste, le prouve s'il en était encore besoin. Tranche de vie que met en miroir une puissante musique intérieure, ces vers faussent intimistes d'un poète déchiré entre Paris et Jérusalem se nourrissent de l'histoire de ce siècle marqué par les guerres, les camps d'extermination, l'hypocrisie et l'indifférence, mais aussi éclairé par quelques lueurs d'espoir (éd. Métropolis, CP 211 Genève 17, 61 p., 92 F).

LITTEIRES ÉTRANGÈRES

JUDITH, de Frances Trabel

Blén avant *Nadia*, Frances Trabel (né à Sabadell, en Espagne, en 1899, mort en 1957 au Chili) écrivait *Judith*, le premier roman surréaliste. Ici, la passion folle est traitée avec verve et déraison. Barcelone se trouve réduite à une chambre d'hôtel anonyme. Les lettres de l'ami d'aujourd'hui n'ont pas de signature. D'ailleurs, la femme qui devait les recevoir n'existe pas. Son nom, aux résonances bibliques, nous renvoie à l'Écclésiaste : tout, même l'amour, est vanité (traduit du catalan par Monserat Prudon, éd. Jacqueline Chambon, 159 p., 98 F).

PIERRE DE LUNE, de William Wilkie Collins

Opionisme, ami et collaborateur de Charles Dickens, Wilkie Collins a publié ce roman en 1868, ce qui le met à mi-chemin, dans l'histoire du roman policier, entre Edgar Allan Poe et Arthur Conan Doyle. Composé de récits émanant de différents personnages, ce livre était considéré par Jorge Luis Borges comme un des romans fondateurs du genre. Non seulement l'intrigue, mêlant aventure et mystère, y est magistralement menée, mais les personnages - filles perdues en dépit de leur bonne volonté, vieilles demoiselles pieuses et desséchées, major-domos serviables mais n'en pensant pas moins, jeunes gens fougueux... - sont toujours des types humains crédibles et non de simples rouages (traduit de l'anglais par L. Lenob, préface de Charles Palisser, éd. Phébus, 510 p., 149 F). Du même Wilkie Collins, les éditions Ombres publient, dans leur élégante collection de poche, un recueil regroupant cinq nouvelles dont la première « Qui a tué Zebedee ? » donne son titre à l'ouvrage et dont la dernière s'intitule... « Une lettre volée » (traduit de l'anglais par Alexandre Mehl, « Petite Bibliothèque Ombres », 183 p., 59 F).

LETTERES À YVONNE VON WATTENWYL, de Rainer Maria Rilke
Nomade, Rilke était, on le sait, un épistolier inépuisable. Plusieurs d'entre elles de la grande société européenne bénéficieraient ainsi de la genèse littéraire du grand poète. Beaucoup de volumes de lettres parurent. Mais à la différence de nombreux écrivains, chacune des lettres de l'auteur des *Épigrammes* de *Duino* constitue un fragment, ou un moment, de sa quête poétique et existentielle. Le présent ensemble couvre la période 1919-1925 (traduit de l'allemand par Yvonne Giffé, texte établi et annoté par Hugo Sarbach, présenté par Jean-Yves Masson, éd. Verdier, 106 p., 75 F). Signaux aussi la publication récente, dans la collection « Corps 16 », de la belle traduction des *Épigrammes* de *Duino* par Marc B. de Launay (éd. Fata Morgana, 22, avenue Jean-Armand, 75011 Paris, 75 p., 100 F). Enfin, les *Chants d'amour* et de mort du comte Christoph Rilke ont été repris en album, dans une traduction de Thierry Haumont et avec des illustrations de Frédéric Clément (Casterman, « Les Authentiques », 100 p., 100 F).

SONNETS, de William Shakespeare

Après Pierre-Jean Jouve, Henri Thomas avait entrepris la traduction des célèbres et mystérieux *Sonnets*. Ils furent publiés, en 1961, dans l'édition des *Œuvres complètes* de Shakespeare dirigée par Pierre Leyris au Club français du livre. Ils sont ici repris avec un essai écrit quelques années plus tard (éd. Le Temps qu'il fait, Cognac, 188 p., 110 F).

ÉCRITS INTIMES

MON PÈRE, de Daniel Gelin

Daniel Gelin ne s'est jamais consolé de la disparition de l'homme qu'il admirait le plus au monde : son père, Alfred Gelin, qui avait élevé la discrétion au rang d'un art de vivre. Aussi, en écrivant ce récit sensible, s'est-il tenté de renouer la conversation trop tôt interrompue avec un être dont la trace s'affirme chaque jour davantage en lui. « *La mort devait nous séparer, mais elle nous a réunis* », écrit joyeusement l'écrivain-comédien dont on pressent qu'il n'a pas fini de dialoguer avec son père (Calmann-Lévy, 177 p., 89 F).

Beautés et dangers du roman de soi

Alors que Kenzaburô Ôé « s'enferme » dans un récit par trop autobiographique, Yûko Tsushima s'en dégage par une écriture empreinte de symbolisme et de poésie

LA FEMME QUI COURT

DANS LA MONTAGNE

(Yama o hashiru onna)

de Yûko Tsushima.

Traduit du japonais

par Liana Rosi.

Albin Michel, 325 p., 150 F.

UNE EXISTENCE TRANQUILLE

(Shizukana seikatsu)

de Kenzaburô Ôé.

Traduit du japonais

par Anne Bayard-Sakai.

Gallimard, 259 p., 125 F.

Tous deux marqués par des drames personnels qui ont nourri leur œuvre, la romancière Yûko Tsushima et le Prix Nobel Kenzaburô Ôé ne jouissent pas d'une notoriété égale dans les lettres, bien qu'ils aient été semblablement rétrogradés par les éditeurs et les traducteurs étrangers. Six livres ont été traduits en français pour l'un comme pour l'autre.

Fille d'Osamu Dazai, Yûko Tsushima n'a pas tardé à s'imposer et, au fond, à faire oublier son ascendance. A la tragédie de son père, qui se suicida en 1948, un an après la naissance de Yûko, a succédé celle de la mort de son propre fils, en 1985. Ôé, comme chacun le sait à présent, a fondé l'essentiel de son inspiration sur la naissance de son fils Hikari, qu'une malformation de la boîte crânienne a rendu handicapé mental.

On est donc en présence de deux œuvres hantées par des événements biographiques. Même si l'on sait que, dans le cas d'Ôé, l'ambition et la valeur littéraires dépassent de loin la valeur anecdotique de sa vie, si riche et peu favorablement soignée, on ne peut que constater que, de livre en livre, il revient de manière obsessionnelle et répétitive aux mêmes moments qui ont jalonné son existence d'intellectuel maussade, dans sa vie privée. Ses lectures, ses cours, ses conférences, son activité de militant pour la cause des handicapés sont, au fond, les seuls prétextes de son inscription dans le monde. Son humour, son goût pour les voyages, sa curiosité, la diversité de sa culture, qui se nourrit aussi bien des poèmes de Yeats et de Blake que des romans de Dostoevski et de *La Divine Comédie*, qui va puiser ses modèles chez les écrivains africains et chez les romanciers des pays de l'Est, donnent une tonalité souvent inattendue à sa narration, qui s'éloigne de plus en plus du rythme romanesque. Abandonnant tout effort de masquer les références autobiographiques, il finit par rejoindre - certes avec moins de rage - des confrères apparemment d'une culture opposée, comme Thomas Bernhard.

Yûko Tsushima appartient à un



Yûko Tsushima : un minimalisme trompeur

tout autre courant, moins ambitieux, plus « japonais », plus traditionnellement rattaché à une littérature intimiste de portraits psychologiques féminins, sans prétention, familiaux : intrigue ténue dans laquelle les lecteurs (ou plus souvent lectrices) se reconnaissent aisément, situations ordinaires, analyses subtiles, récit linéaire. Or, avec des moyens différents, ce sont des problèmes analogues à ceux d'Ôé qu'elle tente de résoudre : comment un romancier peut-il lutter contre la violence de ce qui peut apparaître comme une fatalité singulière ? Avec l'admirable *Poursuite dans la lumière de la nuit* (1), elle était sortie du mutisme imposé qui avait suivi la mort de son fils à l'âge de huit ans. Pendant quelques années, la fiction perdait toute force de combativité à ses yeux, et la littérature toute vitalité. Elle décide alors d'écrire une lettre ouverte à un romancier du XI^e siècle, l'auteur du classique *Yoru no Nezame*, pour prolonger l'existence de son enfant par une survie intérieure et par un dialogue qui traverse le temps, qui le nie, qui le transfigure.

LA FEMME VULNÉRABLE

La Femme qui court dans la montagne a été publié au Japon en 1980. A partir de l'histoire très simple d'une jeune femme flouée, prisonnière d'une famille médiocre, hantée par son père alcoolique, abandonnée par un amant de passage qui la laisse enceinte, Yûko Tsushima décrit la

leste constitution d'un univers intérieur. Contrairement à Ôé, qui depuis quelques années parait ses récits - car on ne peut plus vraiment parler de romans - de ses propres doubles, écrivains, compositeurs, traducteurs, professeurs, intellectuels qui tagent ses facultés d'analyse et ses centres d'intérêt, la romancière met en scène une jeune femme très commune, plutôt sorte, vulnérable, manipulable. Elle la suit pas à pas à partir du moment où Takiko découvre et assume sa grossesse. Les gestes, les paroles, les notations - justes qu'au carnet de crèche - sont minutieusement rapportés, sans apparat, dans un souci volontaire de platitude. Et pourtant, un sentiment poétique se dégage rapidement de ce portrait minimaliste. Le quotidien, quand il est observé attentivement, comme chez Pieter de Hooch ou Vermeer, recèle des trésors. Takiko échappe à l'accablement familial non seulement en décidant de garder l'enfant, mais en s'installant progressivement dans une rêverie qui double la grisaille des jours. Sa quête de petits métiers alimentaires la conduit chez un marchand de plantes. Un collègue, Kambayashi, la fascine. Non pas qu'elle s'éprenne de lui. Elle ignore le sentiment amoureux ; l'aurait-elle connu, elle en aurait été définitivement dégoûtée. Mais elle cherche un soutien, un miroir. Kambayashi a un fils handicapé (2). Leurs destins lui semblent alors parallèles. Un voyage professionnel dans la

« montagne », qui est en réalité une pépinière un peu à l'extérieur de la capitale, les rapproche davantage. Takiko essaie d'inventer avec l'homme un rapport charnel qui ne serait pas d'ordre vraiment érotique, plutôt un idéal de fusion. La « montagne » devient l'idée même d'un pays prénatal, le Nord qu'habitait la mère de Takiko, région de transparence et de « cristal ». C'est sur ce terrain symbolique que se développe le monde intérieur de Phénoïne, et c'est aussi là que s'épanouit le mieux le talent de Yûko Tsushima.

Ôé, dans son dernier livre traduit, se situe, lui, d'emblée sur le plan de la chronique familiale. Autant ses précédents romans guidaient les lecteurs dans un univers onirique et violent, fourmillant de superstitions, de croyances, de mythes, mais aussi d'événements politiques profondément analysés et réinsérés dans une structure narrative complexe, autant celui-ci, du reste représentatif de sa production récente, joue sur le prosaïsme et l'autobiographie. Bien sûr, cela ne signifie pas banalité. Mais il y a une certaine complaisance dans l'entreprise elle-même, ce dépit d'un caractère que l'on peut juger authentique et assez hardi.

La parole est donnée à Mâ, la fille de l'auteur. L'écrivain, en effet, part pour la Californie avec sa femme. Il laisse à Tokyo ses trois enfants : son aîné Hikari, surnommé Eoyore (d'après le personnage de *Le dîner des pestes* de Winnie l'ourson), son fils cadet Ôé, qui prépare un concours universitaire, et Mâ, qui travaille sur Céline. Ôé imagine donc ce que sa fille pense de lui, ce qui n'est pas sans risque. C'est aussi une façon de conjurer son départ, comme s'il ne pouvait se résoudre à renoncer à une responsabilité familiale.

Un mince fil anecdotique soutient l'essentiel du livre, qui est constitué par des réflexions sur la littérature : sur l'ambivalence (qu'Eoyore pratique) (3), sur la religion chrétienne et la crucifixion, sur Céline, Kurt Vonnegut (de passage à Tokyo), les écrivains des pays de l'Est (doot Kundera), Michael Ende. La trame maigrelette est dominée par les problèmes que pose à sa sœur la sexualité d'Eoyore et par la tentative de viol dont est victime Mâ elle-même de la part d'un personnage douteux, que son père connaît et qui est impliqué dans une affaire de mort mystérieuse en mer. C'est Eoyore qui la sauve.

MANQUE DE DISTANCE

La façon dont Ôé pose sur lui-même le regard imaginaire de Mâ et dont il extorque la jeune fille dans ses propres fantasmes sexuels fait naître un certain malaise. Outre l'évident problème de cohérence du projet, qui tient du journal de lectures déguisé (si intéressantes que soient, ça et là, les remarques théoriques) et du conseil de famille, on est embarrasé par le manque de distance de l'écrivain par rapport à lui-même, malgré ses détours astucieux et les passages émouvants dont Eoyore est le protagoniste. Les comptes rendus des crises de dépression ou de conscience religieuse de l'auteur, appuyés par les analyses supposées de sa fille, les lettres familiales, les commentaires attendris des amis sur les états d'âme d'Ôé, tout cela peut agacer le lecteur le mieux disposé et le plus conscient de l'envergure d'un romancier dont l'originalité n'est plus à prouver. Le ton faussement naïf, mais littérairement ferme, de la narratrice, sa dépendance affective et intellectuelle envers son père, qui lui prête sa plume, nuisent à l'univers poétique d'Ôé, beaucoup plus à son aise dans le roman. Pulse le Nobel, Ôé est toujours à la fiction. La fiction peut dire.

René

(1) Traduit, comme tous, par Rose-Marie Editions Des Femmes.

(2) Yûko Tsushima a écrit un roman de mental, mort en 1985.

(3) Hikari Ôé est lui-même écrivain.

son : La pianiste. Avec ses œuvres et les récits de sa vie.

Jean-Louis Pottier

(1) Trente-cinq jeunes poètes américains (Gallimard, 1960).

CAMILLES

Rachid Mimouni



« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

La face cachée

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

« La face cachée » de Dostoïevski, nouvelles les mystères de...

Rachid Mimouni, l'homme de qualité

Le témoignage de Tahar Ben Jelloun sur celui qui rêvait d'inscrire
« la liberté dans tous les actes, la démocratie dans tous les cœurs »

L'écrivain algérien d'expression française Rachid Mimouni est mort à Paris dimanche 12 février (voir Le Monde du 14 février). Ses obsèques ont eu lieu jeudi 16 février à Boudonou, son village natal, en Algérie.

Je le vois encore, Rachid Mimouni, en cette soirée du 31 décembre 1993 avec sa femme et leurs trois enfants à Tanger, chez Pierre Casalta, directeur de Média 1, la radio du Maghreb. Il venait juste d'arriver d'Alger, une ville quittée avec douleur. Il s'en voulait un peu de se mettre à l'abri. Il pensait aux difficultés d'une nouvelle vie. Il ne se considérait pas en exil, juste un peu éloigné de sa région natale en attendant que les « choses s'arrangent » ; d'ailleurs, ses deux autres enfants étaient restés là-bas, à l'université. Il était ému, un peu étonné de se sentir bien, entre amis. Les enfants, très beaux, portaient le costume de fête. Nous ne parlâmes pas de l'Algérie, mais de littérature. Il n'aimait pas trop parler de politique. Les médias l'interrogeaient plus souvent sur le développement de l'intégrisme que sur son œuvre littéraire. Il faut dire qu'il écrivait un pamphlet plein de rage et de lucidité ; son dernier roman *La Malédiction* se voulait aussi une métaphore de la tragédie algérienne. Tanger est une ville calme. Quand on y arrive par bateau, elle ressemble un peu à Alger : il sortait rarement et travaillait beaucoup. Ce n'était pas un mondain. C'était un homme discret, réservé et même timide. Il parlait doucement, comme s'il murmurait quel-



Une angoisse rentrée sur fond de colère et de blessures

que avec. C'était un homme angoissé. Une angoisse rentrée sur fond de colère et de blessures importantes. On dirait qu'il était miné de l'intérieur et que l'immense désillusion que l'indépendance lui apportait l'avait rendu malade pour toujours. Comme il l'a écrit dans *Le Fleuve détourné* : « Naïfs nous l'étions tous. Nous sommes descendus de nos montagnes la tête emplit de rêves... Nous rêvions d'inscrire la

liberté dans tous les actes, la démocratie dans tous les cœurs, la justice et la fraternité entre tous les hommes... » Il ne se confiait jamais. J'écoutais ses chroniques sur Média 1 tous les jeudis. Il n'y parlait pas d'intégrisme. Il y abordait les problèmes du Maghreb en général, des faits de société, des sujets d'actualité et rappelait inlassablement le besoin de liberté, de démocratie et de

justice. Toute son œuvre est obsédée par ces principes. Digne successeur de Kateb Yacine, il avait comme lui la haine du fanatisme et du totalitarisme. C'était un juste, un homme simple avec un imaginaire fabuleux, un univers surprenant. Son écriture est limpide, dépouillée à l'extrême. Ses images sont puisées dans le fond de la culture populaire. Il n'avait pas le comportement hautain de certains intellectuels. Il se définissait comme témoin, un homme à l'écoute d'un peuple à l'espérance trahie. C'était un homme du peuple. Il ne nourrissait à l'égard des autres écrivains maghrébins aucune rivalité, aucune jalousie. Il les lisait et ne disait jamais de mal d'eux, alors que certains, aigris et ratés, ne se gênaient pas pour le salir. Il ne réagissait pas. Il avait ainsi de la grâce et de l'élégance morale. C'était un homme de qualité, attentif et fraternel.

Mais c'était un homme blessé, meurtri par la manière dont son pays fut sacrifié par des bureaucrates vivant par la corruption et dans l'impunité. Il raconta tout cela dans *Tombée*.

Ces derniers temps, il était agacé par la vision réductrice que certains médias européens véhiculent à propos de l'islam et de l'Algérie. Il avait beau leur rappeler qu'il était avant tout romancier, raconteur d'histoires, ils ne voyaient souvent en lui qu'une cible éventuelle des extrémistes. Il n'est pas mort de deux balles, il est mort de déception, une immense, une incommensurable déception.

Tahar Ben Jelloun

La face cachée des âmes

Du voyeur d'une femme nue à ce que Dostoïevski entend sous la table, Claude Delarue dévoile en cinq nouvelles les mystères de cette « existence innommée »

BIENVENUE À TAHITI
de Claude Delarue.
Julliard, coll. « L'Atelier
Julliard », 185 p., 65 F.

Elle est « inéluctablement l'autre, l'éternel féminin », il ne l'a pas revue depuis cinq ans. Il se rend à Naples, où elle réside. Devant la maison, au lieu d'entrer, il se poste à la fenêtre. Voir sans être vu. Il s'est déjà offert ce spectacle, quelques années plus tôt. Bien qu'ayant le sentiment d'agir mal, il s'obstine à regarder cette femme qui se dénude. Malgré lui, il récite l'*Ave Maria*, comme la première fois, quand, après qu'il l'avait épilée, elle était entrée dans sa chambre où il feignait le sommeil. Enfin, il frappe à la porte. Elle l'accueille : « Mon chéri ! »

1918. Les soviets chassent les moines de leur monastère. Le starats Pakhomitch emporte un manuscrit. Sur la chemise de pean qui le contient, il écrit : « La parole de Dieu est sous la table. » 1925. Pakhomitch meurt. Son disciple, le moine Panagoulis, obtient d'être transféré dans le Sinaï, au monastère Sainte-Catherine. Il y part avec le manuscrit qu'à sa mort on trouve près de lui. 1960. A Sainte-Catherine, le moine Papadimitris se lie d'amitié avec le narrateur, qui travaille sur des textes anciens. Papadimitris lui ayant révélé une espèce de rite personnel, il s'attachera à étudier le rapport entre les manes des clérateurs et leur création. Le moine a coutume de se mettre sous la coque d'une barque retournée. Il tient cette habitude du jour de son enfance où, dans cette

position, il entendait une voix, la sienne peut-être, « en tout cas, c'était la voix de Dieu ». 1980. Papadimitris fait une découverte : « de la plus haute importance » : le manuscrit sauvé par le starats Pakhomitch contient une lettre écrite à Hombourg en 1863. Adressée à Apollinariia Souslova, elle est signée de son amant, Dostoïevski.

MAGIE DE L'ÉCRITURE

Ce sont là deux des cinq nouvelles de Claude Delarue résumées partiellement. Au lecteur de découvrir qui est la femme observée, et le rapport entre Dostoïevski et la voix divine « sous la table ». Le moins que l'on puisse dire est que l'auteur nous surprend. Par ses su-

jets pour lesquels « originalité » semble un mot faible, et par sa façon de nous les imposer. On s'entre jamais de plain-pied dans un texte de Delarue. On avance d'abord en aveugle, rien n'indiquant où l'on va, et pourtant, alors qu'on pourrait se lasser, on ne quitte pas le chemin qu'il a tracé. Il y a là de la magie. Celle de l'écriture, dense, solide, presque lapidaire, sans sacrifier à des formulations abstruses. Car il n'y a pas, chez cet écrivain très particulier, d'astuces, d'artifices pour égarer le lecteur sous prétexte de soutenir son intérêt.

Plus sobrement, il y a un art du récit qui, phrase après phrase, apporte la clarté. Pour le lecteur aveugle, tout devient lumineux.

Ce qui paraissait étrange est normal ; l'invisible se révèle ressortir au familier. Et de nouvelle en nouvelle, paraît leur unité : la part d'ombre de chaque âme, les mystères de cette « existence innommée » qui nous seconde, dont on ne peut rien dire aux autres, voire à soi-même, et de laquelle peut naître l'amour ou la haine. Ainsi du voyeur d'une femme nue - mais qui est-elle ? - ou de ce que Dostoïevski entend sous la table. Pour un rare bonheur de lecture, pour constater que notre littérature n'est pas seulement affaire de nombre, pour approcher l'indicible, n'évitez pas les abîmes qu'ouvre et éclaire Claude Delarue.

Pierre-Robert Leclercq

Rêve d'Algérie

Avec une mélancolie charmante, Jean-Noël Pancrazi retourne vers le pays de ses premières années

MADAME ARNOUL
de Jean-Noël Pancrazi.
Gallimard, coll. « Haute
Enfance », 144 p., 80 F.

Promeneur des nuits parisiennes, dont il a su, dans ses deux précédents romans - *Les Quartiers d'hiver* et *Le Silence des passions* (1) -, rendre très sensible l'amère solitude, Jean-Noël Pancrazi se retourne aujourd'hui vers l'Algérie de son enfance. Batna, aux abords des Aurès, pourrait ressembler à n'importe quelle autre ville provinciale avec son cinéma et sa rue Carnot si elle n'était ressuscitée par les images du souvenir. On dirait qu'il suffit à l'auteur d'interroger le jeune garçon qu'il fut pour qu'une foule d'impressions renaissent aussi vives, aussi brillantes qu'autrefois. Sur fond de collines d'oliviers et de tornades de sable, le gamin grandit, sage en apparence, bon élève qui garde bien ses secrets. Il habite avec ses parents le quartier des Européens où vit aussi une femme qui ne semble pas vraiment intégrée à la communauté. C'est cette madame Arnoul dont il se sentira

le plus proche, au point de la considérer comme une mère d'adoption. En sa compagnie, il ira jusqu'à un wagon abandonné où elle aime se réfugier et contempler, le soir à la maison, la mappe-monde qu'elle a achetée, promesse d'un autre espace à portée de la main. Jean-Noël Pancrazi excelle à peindre les rêves de deux êtres si vireux réunis par une amitié qui n'a guère besoin de mots pour se savoir inaltérable. Il y a là toute une algèbre de gestes et de regards dont la complexité se résout, comme par miracle, en harmonie. Soudain arrive la guerre, qui déroulera sous les yeux du garçon son répertoire d'effets choirs : soldats ivres, gens apeurés, premiers morts. Grâce à son amie, il échappe à un attentat. Mais madame Arnoul, déçue par un sympathisant de PCAS qui la juge suspecte, sera emmenée par les forces de l'ordre. Elle ne réapparaîtra qu'à la fin du conflit, au moment où les familles françaises regagnent la métropole. En se dirigeant vers le village nègre - elle a décidé de s'y installer parmi les musulmans -, elle adresse au garçon un signe d'adieu. Ils ne fe-

ront plus de chemin ensemble. Quand le soir tombera, ils ne souriront plus aux anges.

PAYSAGE INTÉRIEUR

L'enfant, à cet instant, croit quitter son enfance. Il ne reverra plus madame Arnoul, ni ses camarades d'école, ni ses voisins, il ne fera plus sa communion, ne respirera plus le même air empuisé. Il prend conscience que là où il va se rendre, il deviendra une sorte d'étranger ou plutôt - ce sont les derniers mots du livre - un enfant perdu. Décidément, il ne s'en débarrasse pas, de l'enfance : elle lui colle à la peau, elle est sa vraie nature. Tant pis si elle l'empêche de marcher au pas des adultes. Jean-Noël Pancrazi, mélancolique et charmeur, recompose les fragments du passé qui lui hante. Si la manière douce, insinuante, de ses phrases nous touche autant, c'est qu'elles épousent le mouvement d'une rêverie qui, fuyant le lyrisme cotonneux, met en évidence tout un paysage intérieur et son mystère.

Christian Giudicelli

(1) Gallimard, 1992 ; Gallimard, 1993.

« À la fois roman historique, palar mystique, profession de foi, tremplin pour la polémique et tableau de l'Europe chrétienne au XIV^e siècle. Le vrai thème de Raspail, c'est les crépuscules de l'Histoire, et ses héros, des solitaires que le temps, peu à peu, efface et oublie. Le romancier n'est jamais meilleur que dans l'évocation des ambres, et la lente tombée de l'ombre. On pensera, en lisant Raspail, au Nam de la rase et au Jean-Pierre Chabral des Fous de Dieu.

Le roman est fort, habile, savant, singulier. Il donne à rêver, et à une altitude qui n'est pas courante aujourd'hui. Lisez-le. »

FRANÇOIS NOURISSIER
de l'Académie Goncourt

Jean
Raspail

L'anneau
du
pêcheur

ALBIN MICHEL

ALBIN MICHEL

ÉCRIVAINS

NOUS ÉDITIONS :

romans, poésies, œuvres

signées par l'auteur / 1991 / 1992

FORNEZ-VOUS OU ENVOYEZ

VOTRE MANUSCRIT À

ÉDITIONS MINERVA

10 rue de la Paix - 75002 PARIS

JAVICO 150

Histoires littéraires

PAR FRANÇOIS BOTT



LES SACRIFICES DE L'AMOUR
de Claude-Joseph Dorat.
Préface d'Alain Clerval.
Ed. Le Promeneur,
306 p., 130 F.
CONTES IMMORAUX
du prince de Ligne.
Présentation
de Roland Mortier,
texte établi et annoté
par Manuel Couvreur.
Ed. Desjonquères,
206 p., 120 F.

A l'ombre de Voltaire

On les appelle des « petits maîtres ». Ils tiennent une place modeste dans les manuels, à l'ombre des Voltaire ou des Chateaubriand, et les lycéens les négligent ou les considèrent avec cet air supérieur que donne l'appartenance à la postérité. Claude-Joseph Dorat (1734-1780) se range, malgré lui, dans cette catégorie dévalorisée de la population littéraire française. De la même génération que Beaumarchais, Restif de la Bretonne, le prince de Ligne et la belle Julie, c'est-à-dire M^{re} de Lespinasse, il mourut quelques mois avant la marquisse du Defland, alors que Necker, présentant des orages, essayait encore de réformer la France. Dorat avait écrit deux romans épistolaires : ses enfants et petits-enfants, Les Sacrifices de l'amour (1777) et Les Malheurs de l'inconstance (1772). Le second préfigure Les Liaisons dangereuses, car les petits maîtres se payent parfois le luxe d'être les précurseurs des « stars », même s'ils sont le plus souvent expédiés en quelques phrases par les historiens de la littérature. Dans un siècle tourné vers la frivolité, Claude-Joseph Dorat avait la réputation d'être l'un des plus légers. Ce n'était pas rien. Les gens qui l'employaient à la dégrader disaient que c'était juste un « personnage de rue ». Entendez le genre d'homme qui préfère les chambres des dames aux antichambres des ministres. Dans sa jeunesse, Dorat avait préféré devenir mousquetaire plutôt qu'avocat ou magistrat. Mais il renonça à la carrière des armes pour obtenir l'héritage d'une vieille tante janséniste qui pensait que l'on perdait son âme sous l'uniforme. Ensuite, il eut assez d'argent pour mener la vie qu'il désirait. Il perdit son âme autrement : dans les amours, les livres, les mondanités ou les « fréquentations douteuses ». « Tous les tourbillons de la société m'emportèrent à la fois », écrit-il sans exagérer.

Ce sont très souvent les tantes jansénistes, les cousines navigateurs ou les oncles peintres du dimanche qui décident de la vocation des êtres. Et c'est tant mieux, car Claude-Joseph Dorat mérite davantage qu'une mention rapide et polie dans les manuels. Avec Les Sacrifices de l'amour, il s'est fait coriennement le défenseur de la fidélité conjugale, puisque son héroïne, M^{re} de Senanges, résiste à la passion qu'elle éprouve pour le chevalier de Versenil. Désertant le camp de Crébillon fils pour rejoindre celui de Rousseau, Dorat s'efforçait de réhabiliter le « devoir » et les sentiments. Mais cela ne l'empêchait pas de mélanger (très agréablement) les accents ou les larmes du préromantisme avec les polissonneries du libertinage. Et la peinture du vice l'inspirait davantage que celle de la vertu.

Voyez le portrait de la marquisse d'Ercy : « Elle est belle, et l'on serait tenté de l'en dispenser. Elle a tant de grâce que sa beauté lui devient presque inutile. Mais (...) sa tête la trompe sur les mouvements de son cœur (...). Elle est jalouse avec hauteur, exigeante sans tendresse, capricieuse à un excès que je peindrais mal, et le caprice est presque toujours chez les femmes en proportion de leur froideur. » Claude-Joseph Dorat ajoutait que « l'ambition démesurée » de cette marquisse « la subordonnait à toutes les variations du crédit ». Essayez d'évincer ou de congédier le naturel... Parce qu'il n'avait jamais regardé le prix de ses frivolités, Dorat termina son existence ruinée et couverte de dettes. Avant de s'éteindre, il refusa le secours de la religion pour faire enrager, sans doute, le fantôme de la vieille tante.

« Je divise prince de Ligne », disait Paul Valéry. Salote-Beuve le mettait parmi les personnes les plus aimables de la pléiade. Jules Amédée Barbey d'Aurevilly déclarait que ce Belge était « le plus français des hommes ». Et Voltaire se traitait de « vieux bibou » lorsqu'il s'adressait à cet « alge d'Autriche ». L'autre Joseph – car il s'appelaient Charles-Joseph de Ligne – naquit à Bruxelles, en 1735, mourut à Vienne, en 1814, pendant le congrès, et resta comme l'une des figures les plus attrayantes de la littérature française sous les Lumières. A vrai dire, il n'appartenait à personne. Il était de toutes les patries. Le cosmopolitisme était son genre de vie, et la désinvolture sa vocation. Il rencontra Voltaire en 1764, Goethe en 1807, Beethoven en 1812, et descendit le Dniepr sur le bateau de Catherine II, en 1787.

Le maréchal de Ligne cumula toutes les carrières : la guerre, la séduction, la mondanité et les lettres. Il aimait autant charmer les femmes qu'être charmé par elles. Il avait le goût du bonheur et la passion des jardins. Écrivant pour se distraire, il débuta dans la littérature avec un Discours sur la profession des armes, et confirma, à la fin du parcours, sa virtuosité dans l'art épistolaire.

Les Contes immoraux promettent le lecteur à travers l'Europe des stations thermales. Sous le masque romanesque, Ligne raconte ses aventures amoureuses, très « internationales » bien sûr. A la différence des libertins, il s'efforçait de ne faire « le malheur de personne ». Aussi éloigné de Voltaire que du romantisme, il considérait l'amour comme un plaisir, et non comme le moyen de souffrir ou de faire souffrir. Le rire plutôt que les larmes. Les coups de foudre et les émois sans les cruautés. Le ravissement sans les amertumes ni les chagrins.

« J'ai voulu faire quelques tableaux du cœur humain, mais point en noir. Je n'aime pas les monstres », annonçait Ligne dans sa préface. Il déconseillait à ses lecteurs de prendre leurs sentiments « au tragique ». Il réclamait de l'indulgence pour la légèreté et les « égarements ». Il pensait que son livre n'effrayerait personne, sauf « les vieilles prud'hommes » et « les curés qui ne connaissent pas le monde ». Une heureuse nature.

Le prince de l'insouciance. Le contraire de ces gens (très nombreux) que mon professeur de philosophie appelait des « doléistes ».

D'autres mondes

PAR NICOLE ZAND

TERRITOIRES

(Maps)
de Nuruddin Farah.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Bardolph.
Ed. Le Serpent à plumes,
450 p., 125 F.
PELOURINHO
de Tierno Monénembo
Seuil, 222 p., 95 F.

La Somalie, depuis le désengagement des « casques bleus », ne fait plus la « une » des journaux... D'ailleurs, est-ce que nous nous étions vraiment intéressés à cette opération militaire internationale menée par les Américains et baptisée « Rendre l'espoir » ? D'autant plus qu'il nous a toujours été difficile de saisir la logique insensée des luttes claniques et des violences de factions rivales qui, depuis vingt-cinq ans, ont réussi à ruiner le pays. Alors, c'est la littérature qui, une fois encore, permet, sinon de tout comprendre, du moins de saisir de l'intérieur les enjeux d'une guerre civile qui a assassiné ou forcé à l'exil ceux qui refusaient la dictature. Et c'est un intérêt pas seulement documentaire que nous procure l'œuvre originale et même déconcertante du romancier somalien Nuruddin Farah, dont Le Serpent à plumes publie une jolie édition soignée, bien traduite de Territoires (1986), le premier titre d'une trilogie comprenant également Gifts and Secrets. Considéré comme l'un des grands auteurs anglophones, il avait été découvert avec Né de la côte d'Adam – paru en 1981 dans l'excellente collection de littérature africaine chez Hatier –, puis, plus récemment, avec un roman de 1979, Du lait d'âne-doux, chez l'éditeur suisse Zoé (« Le Monde des livres » du 9 décembre 1994). Depuis 1972, Nuruddin Farah est devenu un Somalien errant, exilé loin de son pays. Né en 1945, il a subi dès l'enfance un brassage

culturel peu commun dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest écartelé entre les influences arabe, anglaise, éthiopienne et italienne, sans oublier des interventions russes ou américaines. Une enfance « schizophrène », explique-t-il : « A la maison, nous parlions somali, mais nous lisions et écrivions dans d'autres langues : en arabe, la langue sacrée du Coran ; en amharique, celle du maître colonial éthiopien ; en anglais, la langue qui nous permettrait un jour de faire partie d'un monde plus vaste. Nous nous déplaçons d'un univers langagier à l'autre avec l'inquiétude d'un locataire incertain quant à la durée de son bail. » Dans Territoires, on retrouve les données de cette multiplicité des langues au long d'une gigantesque fable qui conte l'histoire d'un jeune garçon, Askar, orphelin, doté d'une intelligence exceptionnelle, recueilli à sa naissance par une éthiopienne, Misra. A ses côtés, il vit en Ogaden une enfance heureuse, celle de la Somalie d'avant la guerre, d'avant la partition. Il décrit avec beaucoup de tendresse, de violence et de sensualité le lien qui l'unit à Misra, la chaleur de son corps, l'odeur de sa sueur, de son sang, toute une science des perceptions et des territoires corporels décrits avec la richesse de tous les sens. Mais quand Misra décide, après la circoncision – cette découverte du « territoire de la douleur » –, de le laisser partir dans un monde dont il ignore les règles, ce sera comme si tout l'univers d'Askar se désintégrait. « Il se posait la question de savoir quel degré de répugnance aurait pu naître du contact physique avec une personne que l'on n'aime plus. Quand celle que l'on est forcé de toucher, d'embrasser, d'écarter, est maintenant un objet de haine. Comment se fait-il que nous

Cartes et identités

aimions tant toucher, d'une manière animale, l'objet de notre odoration ? » A huit ans, alors que la guerre fait rage, Askar est envoyé à Mogadiscio chez sa tante, la belle et froide Salaado, et son oncle, Hilaal, un universitaire spécialiste de linguistique, qui vont s'employer à lui donner une éducation solide. Qui vont lui faire prendre conscience de son appartenance à une nation. Lui faire découvrir un monde de cartes et de territoires dans lequel l'enfant Askar, même devenu adulte, va se chercher, sans succès, une identité culturelle autant que nationale. « Il y a une vérité des cartes », lui explique l'oncle Hilaal. L'Ogaden en tant que terre somalie est une vérité. Pour le cartographe

Farah le Somalien, Monénembo le Guinéen : deux Africains errants

qui se débat entre les différents « moi » qui le constituent et qui revient sans cesse à ses propres commencements. « Et c'est ainsi que tout commence. D'abord il raconte l'histoire soignée sans l'ambiguïté. Puis il la répète indéfiniment comme s'il était à la fois le défenseur, le plaignant et le juré, en l'ornementant, l'enrichissant, la chargeant de ses rêves, de ses regrets, de ses obsessions, de ses contradictions, dans une composition circulaire proprement étourdissante. Jamais gratuite, mais dont il faut accepter le piège, le ressassement, les clichés poétiques qu'on exprime mieux dans une langue adoptée. Un beau roman où le langage des corps et

des rêves s'impose plus que celui des cervelles.

C'est encore à une quête de l'identité qu'est consacré Pelourinho, le roman d'un autre Africain errant, francophone cette fois, le Guinéen Tierno Monénembo. Né il y a quarante-sept ans au cœur du Fouta-Djallon, dans une région où Sékou Touré avait brisé brutalement toute velléité de particularisme, il a vécu, depuis son départ de Guinée, en 1969, des exils successifs en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Algérie, au Maroc, en France, au Niger et au Brésil.

A l'inverse du retour vers l'Afrique des Noirs américains des années 60, c'est au Brésil que le personnage principal, un écrivain d'Afrique dont on ne connaît pas le nom – et que le narrateur appelle Escripote ou bien Africano –, va chercher les traces de ses racines. A Salvador de Bahia, la magie, la superstie, où plus qu'ailleurs il sent que l'Afrique n'est pas loin et que les négriers n'ont pas changé la nature des Africains en les transplantant, que ces Bahianais sont toujours frères. Manifestement, le romancier a été fasciné par la ville et ses rues tumultueuses, par l'atmosphère des bas quartiers, les hauteurs du Mercado et la cuisine fleurant l'huile de palme, par les saterias et les cultes de Iemanjá, par les églises et les bordels, par le vieux quartier de Pelourinho où se trouvait autrefois le marché d'esclaves, au point de mélanger la langue de tous les Bahianais possibles et de la faire danser en rythme. On le sent si triste de quitter la ville qu'il a composé son livre comme un hommage nécrologique, adressé au mort Escripote par son copain de rencontre, un petit truand. « Maintenant que tu es mort, Escripote, il ne me reste plus qu'à mesurer le coût de mon émigration », commence, à la première ligne du roman, le narrateur. Une mort absurde, annoncée, inévitable, qui illustre la quête impossible de l'identité perdue.

Histoire

PAR JEAN-PIERRE RIOUX

LA FRANCE DES ANNÉES 30
Tourments et perplexités
d'Eugen Weber.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Pierre-Emmanuel Dauzat.
Payot, 417 p., 180 F.

Eugen Weber est devenu le Maigret de notre histoire contemporaine. Dans sa *Fin des terroirs* (1983) le bonhomme de Los Angeles avait exploré à la paresseuse le vieux socle rural, si longtemps boueux et très ensauvagé, de cette France qu'il aime avec malice. *Fin de siècle* (1986), puis *Mo France* (1991) avaient modernisé le regard sans modifier la philosophie générale : les Français, décidément, restent aussi étranges qu'attendrissants, avec leur ardeur républicaine et leurs pieds sales, leur culte du blanc sec et leur imparfait du subjonctif. Cette France des années 30 est de la même cuve. On ne se lasse pas de suivre le commissaire Weber. Comme son illustre prédécesseur – dont il salue joyeusement la montée en puissance éditoriale à partir de 1931 –, il a cet air inimitable de flâner nez au vent, de sentir la sciure fraîche sur le sol du bistrot, de suivre la comédie humaine en clignant de l'œil, de raisonner à très petits pas, perdu dans les volutes du caporal gris. Weber excelle à déterrer la pièce plaisante dans le carton d'archives, il sait pointer la citation dans un roman de mœurs parfaitement oublié, il adore froisser une correspondance ou un journal intime (celui, inédit, de Jacques Le Roy Ladurie, le père de l'historien, l'a visiblement séduit). Sa méthode à la texture et l'odeur de ces numéros de l'illustration qu'on feuilletait à plat ventre dans le grenier de grand-père un jour d'été ; elle juxtapose les pages à demi arrachées, elle scotche, elle caresse la rouille et suit la poussière dans le ral de soleil.

Ainsi, comme aurait dit à l'époque la chère Geneviève Tabouis, vous apprendrez demain, grâce à Weber, ce qu'étaient les

A petits pas, comme Maigret



time d'une novice au Carmel. Vous apprécierez qu'en 1935 un féroce guesdiste, Adéodat Compère-Morel, ait lancé victorieusement « le Popu, le vrai opérateur rouge », puis que, à l'heure de Munich, un confiseur ait songé à répandre des bonbons en forme de masque à gaz. De même, on remarque sans déplaisir que 1936 fit triompher l'Ambre solitaire de L'Oréal et naître l'Orangina, qu'un étudiant en médecine sur trois, avant la guerre, était d'origine étrangère, ou que les chaînes d'épicerie et les teinturiers se livraient alors à une bataille publicitaire gentiment interactive à coups de primes et de petits cadeaux aux acheteurs... Voilà pour l'intimisme à bon compte, la chine du dimanche, la promenade à Clochemerle, où Weber se régale.

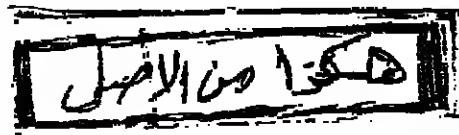
Parfois, notre linier s'égare. Ainsi, quand il qualifie de « socialiste » Henri Queuille, l'inamovible ministre radical de l'Agriculture : ça va jaser dans les comices agricoles du côté de Neuville. Il a la plume trop lestée ou bien approximative quand il parle de Pétain « taureau sans cornes », de la « gaucherie » de Daladier ou des « chansonnettes » de Charles Trenet. Et le ciment de la mosaïque ne tient pas toujours bien. Que penser, par exemple, page 323, de cet

not : « Lorsque ce dernier mourut en 1932, emporté par la typhoïde, après avoir mangé des huîtres, la construction de la ligne était déjà bien avancée » ? Voilà pour l'art du raccourci et le souci du pittoresque, qui parfois étonnent. Il serait injuste de ne pas reconnaître pourtant que l'enquête est serrée et probante sur bien des points. Dans les données qu'il connaît bien, Weber-le-péremptoire est imbattable. Ainsi, sur le sport, si peu prisé par les Français de ces années-là, il peut se dispenser de lire les travaux récents de Pascal Ory et vit à l'aise sur sa lancée de spécialiste du tandem, du Tour de France et du football. De même, et plus gravement, l'historien de l'Action française sait dire pourquoi, dans ce pays malade, les « aboiements » du fascisme « se perdirent dans la cacophonie des voix qui proposaient des recettes de salut » et comment les ligues s'époumonèrent : ses pages sur le 6 février 1934 ou sur les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque sont dignes et fortes. Et à propos de l'antisémitisme, il montre que celui-ci s'éleva à stricte proportion des progrès d'une large xénophobie née d'une crainte de l'invasion étrangère » et d'un pacifisme envahissant qui n'était pas fondamentalement raciste mais ac-

réfugiés en France d'être des fauteurs de guerre potentiels. Des remarques de ce genre sont si souvent absentes des analyses portant sur le temps de Vichy qu'il vaut vraiment la peine d'aller voir Weber pour comprendre l'ampleur du drame.

Enfin et surtout, c'est l'envoi du livre, sur « le désert de la poix » disait Tacite, qui emporte la conviction. « Cinquante et on mois durant, c'est un millier de Français qui tombèrent au front chaque jour » : cette France a trop saigné en 14-18 pour n'être pas à jamais morose et tourmentée, titubante, « incapable d'effleurer son destin ». Que peut-on souhaiter, si ce n'est tout prix, un pays dont pratiquement un homme sur deux est un ancien combattant rescapé de l'horreur et qui refuse viscéralement de marcher au pas, où l'on compte 1 323 femmes pour 1 000 hommes âgés de vingt-cinq à trente ans, où, sur 600 kilomètres de long et 30 de large, du Nord à l'Est, bée encore la cicatrice des tranchées de la mort ? Oui, l'affreuse alchimie de la Très Grande Guerre a fait du patriotisme un pacifisme. Il a ébranlé la France, au sens premier du mot. En rappelant si haut cette terrible règle du jeu, Weber sauve son livre.

Ceci posé, la vision grisonnante qui baigne sa démonstration doit être critiquée. Car cette France exsangue, puis affrontée à « crachin » de la grande crise économique a eu aussi, n'en déplaise à Weber, des sursauts culturels, bien mal mis en valeur (un Jean Giraudoux, par exemple, est très injustement traité et l'industrie du cinéma méritait mieux). Elle a complété la loi d'airain du salaire qui s'impose face à l'antique patrimonial foncier. Elle a su innover l'usine et rentabiliser le travail. Elle a activement réfléchi au destin du pouvoir et au renouvellement des élites, posé les périmètres de cet Etat-providence qui va être édifié en 1945. Bref, elle n'a pas été aussi stérile et aussi désolée que le laisse accroire ce livre d'images, monochromes comme le trottoir du boulevard Richard-Lenoir quand Jules po-



Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le Nom sur le bout de la langue, de Pascal Quignard. Dans la lignée des petits traités, un texte subtil sur l'identité de l'écrivain, paru en 1993 chez POL (« Folio » Gallimard, n° 2 698).

Le Secret, de Philippe Sollers. Paru en 1993, le livre qui reprend sans doute au plus juste le projet balzacien de « démontage » du réel. A travers les aventures et le roman familial d'un agent, *Le Secret* montre, avec ironie et gravité, ce monde du XX^e siècle finissant, où l'on a substitué le « est-ce possible, techniquement ? » à la question, civilisée, « est-ce humain ? » (« Folio » Gallimard, n° 2 687).

Journal d'Hannah, de Louise Lambrichs. Contrainte d'avorter durant la deuxième guerre mondiale, une femme imagine que son enfant est né, qu'il a grandi. Elle tient le journal de cette existence imaginaire (Le Livre de poche, n° 13 666).

Paroisses à des enfants, de Marc Bernard. Les souvenirs d'une enfance pauvre, à Nîmes, avant la première guerre mondiale. Ce livre a reçu le prix Goncourt en 1942 (« L'imaginaire » Gallimard, n° 321).

Gueule d'amour, d'André Beucler. Les amours tragiques de Lucien et de Madeleine, l'inconnue vagabonde rencontrée après l'armistice (« Librio », n° 53).

Romans et nouvelles, I et II, de Stendhal. Pierre-Armand Dubois préface ces textes, pour la plupart posthumes, auxquels les grands romans ont fait de l'ombre (« Petite Bibliothèque Ombres », n° 43 et 44).

LETTRES ÉTRANGÈRES

La Barque de glace, d'Eduardo Mallea. Ami de Borges, Mallea est un des principaux écrivains argentins, mais son œuvre est méconnue en France. Ici, à travers les récits pittoresques d'un narrateur, Adhemar, il livre ses réflexions sur la mémoire et l'oubli, l'absence et la quête de sérénité (traduit de l'espagnol - Argentine - par Léonard Vergnes, « Les Cahiers rouges » Grasset, n° 206).

Baraka, de John Saul. Martin Laing aime sa femme, l'aventure, les dollars et le pouvoir. Un roman distancé de l'écrivain canadien qui entraîne le lecteur du Vietnam au Sahara, le froid au cœur (traduit de l'anglais par Henri Robillot, « Bibliothèque étrangère », Rivages Poche, n° 142).

Loïn de Médine, d'Assia Djebar. Une épopée qui a pour sujet les femmes musulmanes, fiction à la fois historique et poétique, réhabilitation de la femme musulmane des origines qui renvoie bien sûr aux femmes musulmanes d'aujourd'hui (Le Livre de poche, n° 13 672).

Je suis vivant dans ma tombe, de James Purdy. De retour dans sa Virginie natale, rescapé de la guerre du Pacifique mais affreusement mutilé, Garnet Montrose cherche l'homme aux abois qui sera obligé de veiller sur lui et qui portera ses lettres d'amour à la veuve Nance. Un roman âpre et troublant (traduit de l'anglais - États-Unis - par François-Xavier Jaurand, « Collection Motifs », Le Serpent à plumes, n° 15).

Lettres à Olga, de Vaclav Havel. L'étonnante et passionnante correspondance que le futur président de la République tchèque échangea avec sa femme, durant sa détention de mai 1979 au début de 1983. Dommage seulement que la typographie réclame une excellente vue... (Traduit du tchèque par Jan Rubes, avec la collaboration de Catherine Daems, L'Aube poche, n° 8).

L'Homme flambé, de Michael Ondaatje. Né au Sri Lanka, élevé en Angleterre, enseignant canadien, l'auteur est aussi un formidable conteur oriental. L'histoire est celle d'un homme, un patient anglais, atrocement brûlé dans un accident d'avion au Sahara, à la fin de la deuxième guerre mondiale et soigné en Italie. Ce livre a obtenu le Booker Prize en 1992 (traduit de l'anglais par Marie-Odile Fortier Masek, « Points » Seuil, n° P26).

La Forêt lve, de Gerald Durrell. Mort en janvier, le frère de Lawrence avait aussi bien du talent. Jeune marié, le voici en Amérique du Sud avec l'espoir de constituer la plus vaste collection possible d'oiseaux et d'animaux rares à protéger (traduit de l'anglais par Mariel Sinoli, Petite Bibliothèque Payot, « Voyageurs », n° P221).

ESSAIS

De détachement et autres textes, de Maître Eckhart. Sur le thème de l'abandon et du « laisser être », un traité et un sermon du grand mystique allemand, dans une nouvelle traduction et avec une présentation de Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière (« Rivages poche », n° 143). Dans la même collection, *L'Économie de Xénophon*, par Jean-Claude Riedinger (n° 145).

Vie et mort de l'image, de Régis Debray. Cette « Histoire du regard en Occident », qui fut publiée en 1992, illustre la démarche « médiologique » de l'auteur (« Folio-essais », n° 261).

La Chine, I et II, de Jean-Luc Domenach et Philippe Richer. Édition remise à jour de cette histoire du pouvoir communiste en Chine, de 1949 aux derniers développements (« Points-Histoire » Seuil, n° H188 et 189).

Improvisations sur Rimbaud, de Michel Butor. L'improvisation, sous la plume de Butor, est un art sans lourdeur ; ce qui le rend encore plus éclairant (« Agora » Pocket, n° 139).

L'invention des sciences modernes, d'Isabelle Stengers. L'auteur se propose d'analyser la place des sciences dans le monde d'aujourd'hui par rapport aux pouvoirs, tant politiques que culturels (« Champs » Flammarion, n° 308).

L'Année 1994 dans le monde, de Brigitte Camus-Lazaro. Le minutieux recensement chronologique d'une année qui est, selon André Fontaine, préfacier de l'ouvrage, « pour le meilleur et pour le pire », celle de l'Afrique - de l'Afrique du Sud au Rwanda et à l'Algérie (« Folio-actuel », n° 42).

En attendant la montagne

Des nouvelles discrètes de Ludwig Hohl qui esquissent, page à page des personnages en quête de perfection

CHEMIN DE NUIT (Nächtlicher Weg) de Ludwig Hohl. Traduit de l'allemand par Philippe Jaccottet. Poche Suisse (L'Age d'homme), 152 p., 40 F.

Devant Ludwig Hohl, Dürenmatt s'inclinait : « Je connais beaucoup d'écrivains. Ludwig Hohl est le seul en face de qui j'ai mauvaise conscience. Je ne suis pas à sa mesure. Voilà pourquoi j'écris des phrases, voilà pourquoi j'écris des pièces de théâtre. » Pourtant, celui qui intimidait malgré lui est resté dans le coin encombré des grands méconnus. La voix discrète et splendide de cet écrivain suisse de langue allemande - né en 1904, mort en 1980 - prend tout son éclat dans *Notes ou de la réconciliation nan prématurée* (1), son œuvre majeure, et aussi dans ce petit récit tardif, *Une ascension* (2). Les très courts textes écrits entre 1931 et 1938 et recueillis dans *Chemin de nuit* sont apparemment sans rapport avec les deux alpinistes d'*Une ascension*, embarqués dans l'obscurité d'un but invincible, celui de franchir la montagne pour aller plus loin, au bout de la

où l'on peut aller, pour échapper à l'enclos du monde. Le premier des deux compagnons, ivre de sa conviction, grimpe sans jamais douter. Le second, qui fait d'abord, meurt bêtement à son arrivée dans la vallée, en trébuchant dans un ruisseau. Mais quand on sait combien Ludwig Hohl a travaillé ce sublime récit, quand on se rappelle qu'il l'a écrit, laissé reposer et réécrit pendant cinquante années avant de se décider à le publier, cinq ans avant sa mort, on peut lire rétrospectivement les nouvelles de *Chemin de nuit* comme la préparation de ce tableau final, presque parfait, qu'est *Une ascension*, comme l'esquisse d'une vision déjà achevée et encore enfouie. Le sentiment de l'esquisse, du désespoir devant la perfection impossible se trouve d'ailleurs au centre du *Chemin de nuit* : le plus court de ces textes, peut-être le plus essentiel, s'intitule « Esquisse d'une esquisse du monde ». Une nouvelle d'à peine plus d'une page, où l'on voit un homme prêt à réaliser l'œuvre de sa vie, qui a la taille d'une maison. Il dresse pour cela un échafaudage, lequel nécessite lui-même d'autres échafaudages, et encore d'autres échafaudages pour les échafaudages. Et

plus on s'approche de l'œuvre, plus on recule dans le temps vers le premier pas nécessaire à sa réalisation. « Oui, maintenant, l'homme était plus loin de l'échafaudage de l'œuvre qu'il ne l'avait été d'abord de l'œuvre même. » Hypothèse bien borgésienne, et c'est l'ironie du sort si Ludwig Hohl repose aujourd'hui à côté de Borges, dans un cimetière de Genève. Le réel ne sera jamais aussi grand que la vérité, et l'écriture toujours en combat avec l'exactitude impossible de son message. Le narrateur de *Chemin de nuit*, contrairement au héros d'*Une ascension*, n'est pas encore revenu de ce scepticisme. Il n'en est encore qu'au tâtonnement, au chemin, se mouvant infiniment au bord du renoncement. Le but qu'il s'assigne arbitrairement, il ne l'atteint chaque fois qu'en revenant sur ses pas après l'avoir manqué une première fois. Comme cette feuille, sur le trottoir, avec laquelle le passant s'invente soudain une intimité dérisoire mais évidente, absolument nécessaire. Il n'a pas le droit de se séparer de la feuille. Mais, à l'image du second personnage d'*Une ascension*, il renonce, par peur du ridicule. A cause des femmes, aux fenêtres. Et il abandonne son petit

absolu. Ce n'est qu'après coup qu'il se ressaisit et que, gonflé de sa victoire, « la feuille à la main, il rentre chez lui, tête haute ». Les histoires remontent ainsi le temps, à la manière du premier échafaudage d'*Esquisse d'une esquisse du monde*. Elles bricolent le temps comme pour mieux le recommencer, pour se donner une deuxième chance, revenir à l'endroit où il est encore possible de bien faire, d'agir au lieu de penser, de vivre le monde exactement, sans détour, sans hésitation, en affrontant sa certitude. L'ascension est amorcée. Il importe de chercher les phrases exactes, de ne pas faire demi-tour sinon pour rattraper les pions que les pions auraient manqués. C'est dans ce parcours périlleux, des paysages de Hollande au Danemark autrichien, que nous entraîne le *Chemin de nuit*, jusqu'au récit final des « Trois vieilles femmes dans un village de montagne ». Les montagnes sont un défi, comme la nuit, comme les phrases. Le combat commence, corps à corps.

M. V. R.

(1) L'Age d'homme, 1989. « Le Monde des livres », du 15 septembre 1989.
(2) Gallimard, 1980. « Le Monde des livres », du 10 octobre 1980.

Actualité des classiques

Des textes rares aux grandes œuvres du patrimoine, de nombreuses collections peuvent aujourd'hui satisfaire l'amateur

C'est probablement dans les divers domaines classiques, français et étrangers, que les collections de poche ont ces dernières années le mieux affirmé leur identité. Des textes rares aux grandes œuvres du patrimoine, des éditions savamment annotées aux tentatives pour rendre attrayants des textes obscurs, le champ est vaste qui s'ouvre à la culture comme à l'imaginaire des directeurs de collection. Dans ce cadre, la série « Lire et voir les classiques » chez Pocket peut être considérée comme une réussite. Mais l'initiative n'est pas toujours indiscutable. Ainsi de ces « lectures flechées » proposées par Marabout, dont Bertrand Poirot-Delpech avait fort bien souligné les ambiguïtés (*Le Monde* du 14 décembre 1994). La formule est simple : donner aux lecteurs pressés, ou à ceux que le goût de la lecture n'habite pas encore, le moyen de connaître une œuvre (*Le Père Goriot*, *Madame Bovary*, *Le Rouge et le Noir*, *Le Grand Meaulme*...) qui seront suivis par Du côté de chez Swann, *Jacques le Fataliste*, *L'Œdipe*...) en les guidant vers ses moments essentiels ou supposés significatifs. Même si le texte intégral est présent, son découpage et sa hiérarchisation - accompagnés d'ailleurs avec une certaine rigueur - altèrent inévitablement son sens comme sa nature. Quoi qu'en pensent les acheteurs de ces volumes, il n'est nullement avéré que cette méthode constitue une avancée ou un progrès : c'est un même dommage que l'on fait subir à la littérature et au lecteur - même si celui-ci n'en est pas conscient. Mettre en avant le texte des œuvres et considérer le commentaire comme second, c'est rappeler un ordre légitime. Les volumes de la collection « Folio-thèque », qui proposent des essais critiques et didactiques renvoyant au texte même (dans la collection « Folio »), respectent cet ordre. Parmi les derniers titres : *Un roi sans divertissement* de Jean Giono, de Mireille Sacotte, *Une vie de Guy de Maupassant*, de Marianne Bury, *Crime et châtiment* de Dostoïevski, de Jean-Louis Backès... Chez le même éditeur - Gallimard -, saluons les mérites des séries « Folio classique » (*Les Aventures de Télémaque*, de Fénelon, par Jacques Le Brun : un excellent choix de la *Correspondance* de Mallarmé, par Yves Bonnefoy et Bertrand Marchal ; et, en mars, les *Œuvres choisies* de Calvin, par Olivier Millet), « Folio bilingue » (deux nouvelles de *Dubliners*, de Joyce, la *Lettre au père*, de Kafka, et *Le Prince*, de Ma-



en regard du texte moderne, la version en ancien français) *Le Messager de Paris*, chronique bourgeoise et traité d'éducation de la fin du XIV^e siècle. Traduit par Karin Østebli, édité par Georgina E. Breerton et Janet McFarlane, ce texte savoureux est une mine de renseignements sur les mentalités et la vie quotidienne en cette période du Moyen Âge. En mars sont annoncées, dans cette même série, les *Œuvres complètes* d'Adam de La Halle.

De son côté, Flammarion, avec GF, continue de mener une politique audacieuse et exigeante. La philosophie et les sciences en sont, pour cet hiver, les principaux bénéficiaires. Notons un Bichat, présenté par André Pichot, *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*, suivi d'autres textes qui exposent le projet d'une physiologie vitaliste ; le *Traité de morale*, de Malebranche présenté par Jean-Pierre Osier (du même Malebranche, qui est au programme de l'agrégation de philosophie, les *Conversations chrétiennes*, suivi de *Entretiens sur la métaphysique*, sur la religion et sur la mort - édition établie par Geneviève Rodis-Lewis, en « Folio essais ») ; *L'Entendement*, de Hume, présenté et traduit par Philippe Baranger et Philippe Saltel ; enfin, dans le cadre des nouvelles traductions de Platon, un *Parménide*, par Luc Brisson, et une anthologie, *Platon par lui-même*, de Louis Guillemit.

B. R.

Le 200^e numéro d'« Orphée »

Pouvait-on trouver meilleur emblème, pour une collection de poésie, que celui de cet aède qui charmait les dieux et les mortels, apaisait les fauves et, selon la légende, émuait même les pierres ? C'est pour montrer que la poésie « touche au mythe, au mystère, à l'épopée... » et souligner « l'extrême diversité de sa parole », que Claude-Michel Clunay a créé, en 1989, la collection « Orphée », aux éditions La Différence. Une entreprise « folle » qui, en six ans, a conduit à proposer, en bilingue, des textes de tous les horizons linguistiques et culturels, des *Psalmes pénitentiels* du roi David aux *Visions* de Li He, poète chinois du IX^e siècle, ou aux *Jours heureux* de l'Argentin Juan Roldo Wilcock.

Cette collection, dont on ne redira pas la qualité, fête ces jours-ci son 200^e numéro avec un recueil de Christophe de Beaujeu, poète oublié du XVI^e siècle (*Entouré de silence*...), choix et présentation par Gisèle Mathieu-Castellani, 128 p., 35 F.). A cette occasion, pour trois volumes d'« Orphée » achetés en librairie, l'éditeur, jusqu'à la fin du mois de mars, en offre un quatrième : *Adonis et autres poèmes*, de Jean de La Fontaine (choix et présentation par Maurice Chappaz). Cet anniversaire coïncide, par ailleurs, avec la parution d'*Œuvre romanesque*, deuxième tome des œuvres complètes de Claude-Michel Clunay (600 p., 198 F.).

F. N.

Plaidoyer pour une mémoire

La fille du conseiller Albert Prince, mort mystérieusement en 1934, rouvre le dossier des « affaires » de l'entre-deux-guerres

ILS ONT TUÉ MON PÈRE
L'AFFAIRE PRINCE 1934
de Gisèle Dessaux Prince.
Plon, 349 p., 139 F.

Dans la nuit du 20 au 21 février 1934, Albert Prince, conseiller à la cour d'appel de Paris, était écrié par un train, au lieu-dit La Combe aux Fées, à quelques kilomètres de Dijon. Comme il n'avait apparemment rien à faire là, sa mort allait prendre les proportions d'une affaire d'Etat. Deux thèses devaient s'opposer, celle du crime et celle du suicide. Soixante ans après, les tenants de l'une et de l'autre continuent de s'affronter pour peu que l'occasion leur en soit donnée. Le titre du livre que publie aujourd'hui Gisèle Dessaux Prince, *ils ont tué mon père*, est suffisamment explicite pour que l'on sache d'emblée dans quel camp se range son auteur.

Si elle est distincte de l'affaire Stavisky, l'affaire Prince en est malgré tout inséparable. Avant d'être nommé conseiller à la cour d'appel de Paris, Albert Prince avait occupé, de mai 1928 à octobre 1931, les fonctions de chef de la section financière du parquet. Il avait eu à connaître, à ce titre, de certaines activités de Stavisky, et, particulièrement, d'un dossier ouvert sur les activités d'une société, La Foncière, au conseil d'administration de laquelle se côtoyaient hommes politiques et hommes de paille. Par rapport à ce qui allait devenir l'affaire Stavisky, celle de La Foncière pouvait paraître modeste. Le scandale vint au fil des ans d'une succession de renvois consentis par le tribunal correctionnel saisi du dossier, sans que jamais le représentant du parquet ne s'y oppose.

D'octobre 1929 à octobre 1933, Alexandre Stavisky avait ainsi pu éviter un procès et ses conséquences, et jouir sans partage d'une liberté qui lui avait été consentie en dépit de son inculpation. La magistrature ne pouvait à la longue qu'en être éblouie. Elle le fut. Quelques mois plus tard, c'était la crise politique, le « suicide » de Stavisky (8 janvier 1934), l'émotion de la place de la Concorde (6 février 1934)... Il est bien possible que le livre de Gisèle Dessaux Prince ait été commandé par notre actualité nourrie, elle aussi, de son lot d'affaires et de leurs senteurs de corruption. Non pas pour la faire pâillir mais pour rappeler que les scandales financiers ont marqué toutes les époques et que cette corruption, en ses multiples détours, peut aller jusqu'à la tragédie.

ROMAN POLICIER

Pour savoir si Albert Prince fut assassiné ou s'il s'est donné la mort, on a beaucoup cherché, beaucoup supposé aussi. Le dossier ouvert avec passion par Gisèle Dessaux Prince est d'une lecture passionnante et parfois fascinante. On y trouve tous les ingrédients propres à éplucher un roman policier. Il restitue une époque où la presse écrite était reine comme l'est aujourd'hui la télévision. Elle ne lésine pas quand il s'agit d'investigation. Elle engage, avec des ponts d'or, d'anciens agents de l'Intelligence Service, qu'elle se fait ruger par eux. Elle lance sur la piste un Georges Simenon, dont la renommée, pour être récente, n'en est pas moins ascendante. Aux enquêteurs d'exception des journaux, la police oppose les siens. Plus exactement le sien. Il est inspecteur à la Sûreté générale. Il se nomme Pierre Bonny. Récemment, pour ses résultats dans la recherche des talons de chèques émis par Stavisky, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, l'a promu « premier flic de France ». Le voilà sur l'affaire Prince. Ses débuts sont tout feu, tout flamme. Bonny paraît sur le point de démontrer le crime. Il appréhende deux « figures » du milieu, Carbone et Spirito. Ces « gros bras » ont des appuis à Marseille où le maire, Simon Fabiani, donne de la voix. Carbone et Spirito obtiennent de la justice le non-lieu qui les sauve. Quel jeu a joué Bonny ? Ambigu, comme à son ordinaire. Le « premier flic de France » tombe de son piédestal. Il en gardera une amertume fatale. Elle le conduira durant l'Occupation à la Gestapo



Un magistrat dans la tourmente du scandale Stavisky

de la rue Lauriston et, à la Libération, au poteau d'exécution. Le matin de sa mort, il aurait pourtant tenu à dire que le conseiller Prince avait bien été assassiné. Des pistes, il y en aura dix, vingt. Aucune n'aboutit. Des indices, il y en a tout autant. Pourquoi le premier président de la Cour de cassation a-t-il pu dire qu'Albert Prince avait « signé son arrêt de mort » le jour où celui-ci lui remit une note sur les renvois successifs du procès de La Foncière ? Qui, le 20 février, attira à Dijon le conseiller Prince, qui n'y avait que faire ? Quelle était cette automobile dans laquelle des témoins disent avoir

vu un homme se débattant entre deux autres ? Le récit va ainsi de questions en soupçons, mené comme une traque mais qui n'aboutit pas. L'auteur n'est pas sans argument pour répondre à ceux qui dépeignent son père, en février 1934, comme un homme menacé dans sa réputation et dans son honneur. Au bout du compte, ce plaidoyer pour une mémoire est en même temps un document sur cette période qui vit la III^e République secouée par une tourmente qui en annonçait d'autres.

Jean-Marc Théolayre

L'aventure de « Combat »

Histoire, par Yves-Marc Ajchenbaum, d'un journal qui naquit de la Résistance, vécut dans l'excès et mourut avec panache

À LA VIE, À LA MORT
Histoire du Journal
« Combat », 1941-1974
d'Yves-Marc Ajchenbaum.
Le Monde Éditions,
392 p., 140 F.

Début 1941 paraît, à Lyon, un « bulletin » diffusé à dix-huit exemplaires. Berty Albrecht, « militant sans parti », et Henri Frenay, officier d'état-major, auxquels se joindra Maurice Chevalance, lieutenant d'infanterie coloniale, n'ont alors qu'une exigence élémentaire : « faire quelque chose ». Informer, affirmer une autre vérité que celle de l'Etat français. Peu à peu, le « bulletin » va essaimer sur toute la région, l'équipe s'agrandit, prendre des contacts avec d'autres feuilles ronéotées et les modestes groupes de résistance de la zone occupée. Le « bulletin » ne suffit plus. Il faut un journal. Ce sera *Les Petites Ailes de France*, puis *Vérité*, enfin *Combat*. Prudent à l'égard de Pétain qu'il ne cite pas au début, le journal va prendre des couleurs de plus en plus franches en 1942. En mai, un texte de Frenay s'en prend ouvertement au maréchal ; en juin paraît en première page une déclaration du général de Gaulle ; en août, une petite croix de Lorraine est inscrite dans la boucle du « C ». Pourtant, l'équipe rédactionnelle est divisée dans ses rapports avec Jean Moulin et le CNR (Conseil national de la Résistance), craignant, au-delà de la référence symbolique au chef de la France libre, une certaine mise au pas. « Montée » à Paris, la rédaction clandestine s'ajoute à un nouveau collaborateur en la personne de Pascal Pia, ancien rédacteur en chef d'*Alger républicain*, qui a initié Albert Camus au journalisme. Travailleur acharné, érudit, passionné de littérature, énigmatique, il sera la cheville ouvrière du premier *Combat* de l'après-guerre dont l'auteur de *l'Étranger* est pacifiste et éloquent « fagote ». En février 1946, le journal tire à 150 000 exemplaires. Marqué par ses origines, voire, pour ses dé-

tracteurs, par un certain idéalisme romantique, *Combat* se lance avec fougue dans les grands débats qui partagent une France à reconstruire. Sa susceptibilité orgueilleuse quant à l'indépendance de la pensée, de la liberté critique, marque bien la place d'un organe de presse à l'opposé du « populisme » racoleur et honni d'un Pierre Lazareff. Tout est alors bouillonnant, brillant, querelleur, un peu confus aussi, alors que l'opinion est soucieuse de choix clairs. La popularité relative de *Combat* est trop liée, après la Libération, à ses glorieuses origines ; avec le temps, elle est appelée à décroître.

AIMANTATION

Dans son étude fouillée, documentée, écrite d'une plume franche, Yves-Marc Ajchenbaum analyse bien les rouages spécifiques d'un mécanisme éditorial soumis à des fluctuations politiques, des rivalités de personnes, des aléas financiers, des controverses et au choix des hommes qui se succèdent, Pascal Pia, Albert Camus, Raymond Aron, Claude Bourdet, Albert Ollivier... Il souligne avec raison le rôle d'aimantation intellectuelle qui est un des privilèges du Journal et, notamment dans le domaine culturel, sous l'égide de Maurice Nadeau. *Combat* gardera longtemps cette aura en associant les plumes les plus prestigieuses aux talents les plus hardis. Il reste que « sa cité en dévotion » est un microcosme. Paris dans ses profondeurs ne suit pas, le lectorat provincial est absent. En 1959, *Combat* ne vend plus que 60 000 exemplaires.

Dès 1947, Henri Smadja, homme d'affaires tunisien, propriétaire de *La Presse de Tunisie* et d'une société d'impression, *La Presse de France*, s'est proposé pour renflouer le journal. Smadja ne cherche pas une tribune mais un « marchepied pour accéder à l'établissement politico-culturel né de l'après-guerre ». C'était, pourtant, va s'avérer trop lourd pour sa fortune. Au fil des années, tout ira de mal en pis : dettes énormes à

l'égard du Trésor public et de la Sécurité sociale, distribution aléatoire, composition, en l'absence d'un personnel qualifié, fantaisie et truffée de coquilles (un vrai « parc à huîtres », dira-t-on). Contre vents et marées, Smadja va colmater les brèches, improviser, bricoler, ruser, tempêter, porté par cet amour acharné, exclusif, insensé peut-être, qu'il porte à son journal, et qui n'est pas sans lui donner un certain relief pathétique et désolatoire.

Les quatorze dernières années du journal se passeront sous l'autorité d'un nouveau rédacteur en chef, Philippe Tesson, lié au directeur par « une étrange histoire d'amour filial, faite de tumulte et de perversité ». Une alliance qui ira de la fascination à l'exaspération, de la complicité retorse à l'anathème lorsque Tesson abandonnera un journal en surris pour créer *Le Quotidien de Paris*. Guerre d'Algérie, gaullisme : la politique rédactionnelle est souvent passionnelle. Mais ce qui fait l'originalité de *Combat* - l'extrême variété des opinions qui s'y croisent ou s'y heurtent de page en page - est aussi ce qui empêche son essor. Le quotidien sera, en mai 1968, à la pointe de la révolte étudiante. Mais ce ne sera que feu de paille. Le tumulte retombe, les lecteurs qui avaient vibré aux flammes d'un journal plus libéral que révolutionnaire s'en détournent alors qu'il glisse dans le lécanisme.

Après le départ de Tesson, Jean-Pierre Farkas tentera, parmi les plus difficiles, un nouveau départ. Dernier sursaut. Épuisé, ruiné, harcelé, Smadja se tue le 13 juillet 1974. Un mois plus tard *Combat* s'effondre. Son dernier numéro : des pages à moitié blanches qu'ouvre un énorme titre : « Silence, on coule ! ». C'était mourir avec panache, comme il avait su si souvent vivre.

Pierre Kyria

« Pierre Kyria a collaboré à *Combat* pendant ses dix dernières années, notamment comme responsable des pages littéraires.

Le grand air de la calomnie

Thomas Ferenczi revient sur « l'affaire Salengro ». Moins pour reprendre les détails d'une vie brisée que pour s'interroger sur la liberté d'écrire quand elle rime avec la liberté de détruire

ILS ONT TUÉ !
L'affaire Salengro
de Thomas Ferenczi.
Plon, 250 p., 135 F.

En juillet et août 1936, *L'Action française* puis *Gingolre* « déclenchent » l'affaire Salengro par deux articles accusateurs. Roger Salengro, le ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire, a détesté et, le 20 janvier 1916, un conseil de guerre l'a condamné à mort par contumace... « Cette fâcheuse aventure, ironise *L'Action française*, doit mettre une certaine gêne entre le Soldat inconnu et lui ». La campagne s'amplifie dans les semaines qui suivent : Salengro est un déserteur. Une commission placée sous la présidence du général Gamelin constate, le 30 octobre 1936, que tout est calomnie. Fait prisonnier en 1915, Roger Salengro a été aussitôt jugé - comme tant d'autres soldats disparus - par un conseil de guerre, et acquitté. Ni désertion ni condamnation. Le 13 novembre, la Chambre des députés « constate l'innocence des accusations » portées contre le ministre de l'Intérieur. Quatre jours plus tard, celui-ci se suicide au gaz dans son appartement de Lille. Il avait choisi, avait-il écrit à Léon Blum, de renoncer à la vie parce qu'il était « à bout ».

Le livre que Thomas Ferenczi consacre à l'affaire Salengro n'a pas pour objet de reprendre en détail le déroulement tragique d'une vie massacrée par la calomnie. L'affaire Salengro, comme d'autres, oblige à réfléchir sur le rôle de la presse, ses devoirs, et sa possible « tyrannie ». Cette réflexion, Thomas Ferenczi entend la conduire en esprit libre, en journaliste dégagé de tout préjugé. Quelques journaux ont « tué » Salengro. Ces mises à mort, quelles leçons pouvons-nous en tirer ?

« A BAS... »

C'est *Gingolre* qui mène l'assaut, nous rapporte Thomas Ferenczi, et notamment Henri Béraud, qui avait écrit, un peu plus tôt : « A bas les politiciens de profession ! A bas cette chose honteuse, affublée d'un nom qui évoque à la fois le bague et la prostitution ! A bas la vie publique ! » Pour Léon Daudet et Charles Maurras, l'affaire sera prétexte à faire campagne contre l'« hébreu » Blum, contre la dictature du Talmud, et bien sûr, contre Salengro le déserteur. Dans le sillage, Lucien Rebatet dénoncera ce ministre « méprisable et nul », capon par surcroît, et *Candida*, ouvert à de nombreux littérateurs, tels Balmville, Gaxotte, Brasillach, Montherlant, se joindra vigoureusement à la campagne. Dans *L'Écho de Paris*, Henri de Ké-

lis signifiera à Léon Blum qu'« on ne va pas chercher les ministres sur les bancs des conseils de guerre ». Quant à la grande presse, observe Ferenczi, elle resta le plus souvent dans une prudente expectative, rendant compte des accusations et des démentis, mais elle donna à l'affaire Salengro une dimension nationale. Quelques écrivains s'étonneront, s'indigneront qu'en France la mise à mort soit si facile. « Si j'avais le courage », écrit Roger Martin du Gard, je ferais comme Salengro : bonsoir la compagnie ! Trop compliqué. Contenez sans mot. » Dans *Le Figaro*, François Mauriac dira son indignation : « Sans doute la plume leur se serait tombée des mains à ces accusateurs implacables s'ils avaient vu se dérouler le film muet : un ministre de l'Intérieur le plus abandonné de tous les hommes, dans cette grande ville dont il était deux fois le chef, cherchant au milieu de la nuit, sur le carreau d'une petite cuisine, la place où dix-huit mois plus tôt sa femme s'était couchée pour mourir. Cette scène, ses ennemis ne pouvaient même l'imaginer... mais ses amis ? » « L'omour », écrit Mauriac, nous prémunit contre la diffamation et non les lois.

1936 ? 1935 ? Que faire ? Au lendemain du suicide de Salengro, Léon Blum, justement bouleversé, voulut une réforme de la loi : « Tuer ou mourir : il faut par la loi trouver une autre solution. » Il défendit devant le Parlement une loi retirant aux cours d'assises, impitoyablement indulgents, la connaissance de la diffamation et de l'injure, pour les confier aux tribunaux correctionnels. Cette loi « scélérate », comme il fut dit alors à l'extrême gauche comme à droite, fut rejetée par le Sénat. Le général de Gaulle fera en 1944 la réforme refusée à Léon Blum. Un demi-siècle plus tard, la même question restera posée. Que faire pour que la liberté d'écrire ne soit pas la liberté de détruire ?

Tout dialogue sur la presse ressuscite, en France, un vieux débat : entre ceux qui, modernisant le discours de Robespierre et de Marat, entendent que la liberté de la presse soit illimitée, et qui tiennent toute borne pour une censure, et ceux au contraire qui attendraient des lois qu'elles rendent la presse prudente et sage. Entre ces deux hérétiques, la place risque d'être étroite. Le mérite de ce livre, qui se refuse aux outrances que portent nos traditions, est de réfléchir sur la liberté de la presse aujourd'hui, sur les moyens de ne pas restreindre cette liberté trop précieuse sans qu'elle soit pourtant le privilège d'une absolue. « Devenue un contre-pouvoir, observe Thomas Ferenczi, la presse a besoin elle-même de contre-pouvoirs. C'est cet équilibre de pouvoirs, ce jeu de poids et de contrepoids qui fonde la démocratie. »

CONTRE-POUVOIR

Les deux pouvoirs traditionnels, que l'histoire n'a cessé d'opposer l'un à l'autre, notre démocratie moderne les a aujourd'hui limités. Mais qu'en est-il du pouvoir des médias quand leur puissance, par la radio et la télévision, s'est tant multipliée ? Qu'en est-il du pouvoir de la justice quand, si longtemps tenue en soumission, elle devient vraiment indépendante ? Les dernières pages de ce livre captivent nous invitent à réfléchir sur l'équilibre des pouvoirs dans notre société.

Le contre-pouvoir auquel notre tradition républicaine fait confiance est bien sûr l'activité judiciaire, car la loi donne aux tribunaux français les moyens de sanctionner tous les abus de la liberté de la presse. Encore faut-il que la justice française, qu'une histoire trop secouée a fragilisée, se sente assez de force pour réprimer les abus d'un pouvoir si puissant, et que les médias soient assez réfléchis pour ne pas se réclamer

d'une liberté absolue, supérieure à toute autre. Un contre-pouvoir pourrait aussi venir, nous rappelle Thomas Ferenczi, d'une déontologie ou d'une éthique professionnelle : qu'une presse libre se tienne elle-même pour responsable, qu'elle apprenne et qu'elle enseigne le respect de chacun ! Mais l'ambition de Thomas Ferenczi est plus vaste. « Si l'éducation du journaliste est quelque chose à faire », écrit-il, « achevant son livre, celle du citoyen l'est aussi. »

Car les médias ne font sans doute que nous ressembler. Cette soif de rumeurs, ce plaisir pris à méditer, à goûter des indiscrétions et des scandales, pouvons-nous sérieusement les imputer aux médias ? Et si nous nous dévions des lois qui nous dérangent, si nous ne cessons d'écouter des autres les vertus dont nous nous dispensons volontiers, ne reconnaissons-nous pas les vieux traits d'un peuple dont les médias risquent d'être le miroir ? « Guerre à la calomnie, paix à la liberté », écrit Emmanuel Berl, directeur de *Marianne*, au lendemain du suicide de Salengro, dénonçant « l'atroce comédie », mais s'opposant à tout projet qui risquerait de remettre en cause la liberté de la presse.

Et sans doute n'est-il pas besoin de lois plus vigoureuses qui risqueraient fort d'être un jour dévoyées. L'éducation du citoyen est à faire, nous dit justement Ferenczi. Qui la fera ? Un patient enseignement du respect d'autrui ? Une autre vie politique qui ne serait plus une pédagogie de la haine et de la calomnie ? Des médias conscients de leur puissance, qui seraient attentifs à la dignité de chacun ? Une justice indépendante, respectant et appliquant le droit, insensible à l'opinion publique ? Ferenczi ne nous dit pas quels seront ces maîtres, mais il nous aide à les chercher.

Jean-Denis Revault

La famille

et ses disciples
et l'impact à leur...



Le Pape d'aujourd'hui, le Pape d'hier

« La famille est le cœur de la société », dit le Pape. Mais qu'est-ce que la famille ? C'est une question qui se pose à tous les siècles. Dans le monde d'aujourd'hui, la famille est en crise. Les divorces sont nombreux, les mariages sont rares. Les jeunes ne veulent pas se marier. Les parents ne veulent pas avoir d'enfants. La famille est en train de disparaître. Mais est-ce vraiment le cas ? Ou est-ce seulement une illusion ? C'est ce que nous allons voir dans ce livre de Gisèle Halimi.

Gisèle Halimi au temple

sa méconnaissance, la députée, l'im-

anect à la fois touchant, desq-

« La famille est le cœur de la société », dit le Pape. Mais qu'est-ce que la famille ? C'est une question qui se pose à tous les siècles. Dans le monde d'aujourd'hui, la famille est en crise. Les divorces sont nombreux, les mariages sont rares. Les jeunes ne veulent pas se marier. Les parents ne veulent pas avoir d'enfants. La famille est en train de disparaître. Mais est-ce vraiment le cas ? Ou est-ce seulement une illusion ? C'est ce que nous allons voir dans ce livre de Gisèle Halimi.

